

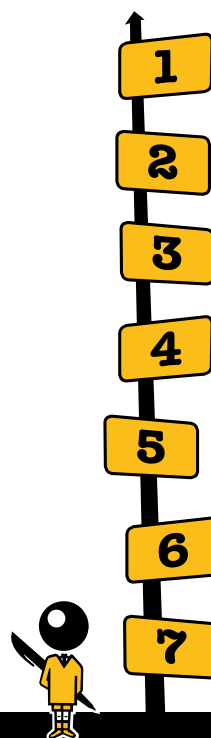
DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2008

*L'essentiel est
entre vos mains*



Sommaire

1	Rapport de gestion du Conseil d'Administration pour l'exercice 2008	3	4	Comptes sociaux (Normes françaises)	101
	Comparaison des chiffres clés : 2006-2008	5		Compte de résultat	103
	Dividendes	6		Bilan au 31 décembre 2008	104
	Commentaires sur les performances du Groupe par activité	7		Tableau de flux de trésorerie	106
	Commentaires sur les performances du Groupe par zone géographique	10		Annexe	107
	Gestion des risques de change et de taux d'intérêt	12		Informations supplémentaires concernant les comptes sociaux	120
	Relations avec les investisseurs	13		Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	121
	Prévisions pour 2009 et stratégie	13		Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	122
	Capital social	14	5	Gouvernement d'entreprise 123	
	Rémunération des dirigeants	16		Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société	124
	Mandats et fonctions des Administrateurs et de la Direction Générale au 31 décembre 2008	24		Rapport des Commissaires aux Comptes	133
	Informations sociales	33	6	Informations générales	135
	Données environnementales	36	7	Table des matières	161
	Annexe au rapport de gestion du Conseil d'Administration	43		Table de réconciliation avec le rapport financier annuel	162
2	Document d'information annuel	45			
	Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois liées à la cotation des actions sur Euronext Paris	46			
3	Informations financières consolidées	49			
	Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2008	51			
	Bilan consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2008	52			
	Tableau de flux de trésorerie consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008	54			
	Tableau de variation des capitaux propres consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008	56			
	Notes aux comptes consolidés	57			
	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	100			





Document de référence **2008**



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'AMF, *Autorité des Marchés Financiers*, le 31 mars 2009, conformément à l'article 212-13 du Règlement général de l'AMF. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF.

Le présent document est mis à disposition sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site de SOCIÉTÉ BIC (www.bicworld.com). Une copie de ce document peut aussi être obtenue sans frais par téléphone au 01 45 19 52 26 ou par courrier adressé à SOCIÉTÉ BIC à l'attention du service Relations Investisseurs, 14 rue Jeanne d'Asnières, 92611 Clichy Cedex.



1

➔ **Rapport de gestion du Conseil d'Administration pour l'exercice 2008**

Comparaison des chiffres clés : 2006-2008	5	Capital social	14
Dividendes	6	Rémunération des dirigeants	16
Commentaires sur les performances du Groupe par activité	7	Mandats et fonctions des Administrateurs et de la Direction Générale au 31 décembre 2008	24
Commentaires sur les performances du Groupe par zone géographique	10	Informations sociales	33
Gestion des risques de change et de taux d'intérêt	12	Données environnementales	36
Relations avec les investisseurs	13	Annexe au rapport de gestion du Conseil d'Administration	43
Prévisions pour 2009 et stratégie	13		

Mesdames, Messieurs, chers Actionnaires,

Aux termes de ce rapport, votre Conseil présente un résumé de l'activité du Groupe durant l'exercice 2008 et évoque ses perspectives d'avenir.

BIC est l'un des leaders mondiaux sur les marchés des articles de papeterie, du briquet et du rasoir. Nos produits sont vendus dans plus de 160 pays. Parmi les canaux de distribution figurent les papeteries, les distributeurs de fournitures de bureau, les grandes surfaces, les magasins de proximité, les grossistes, les distributeurs et les réseaux "cash and carry".

La stratégie de développement du Groupe s'articule autour de quatre axes majeurs, tous destinés à répondre aux besoins actuels des clients et des consommateurs :

1. la constante amélioration de nos produits classiques, et l'expansion géographique sélective des régions dans lesquelles ils sont vendus ;
2. le développement de nouveaux produits à valeur ajoutée pour répondre à la demande grandissante de produits sophistiqués de la part des consommateurs ;
3. des efforts soutenus pour améliorer la productivité ; et
4. des acquisitions stratégiques.

L'objectif du Groupe BIC demeure d'accroître ses ventes au moyen de nouveaux produits et d'extensions de gammes centrés sur l'innovation. Les nouveaux produits et les extensions de gammes ont représenté 25 % des ventes du Groupe en 2008.

Les faits marquants du Groupe pour l'année 2008 peuvent être résumés comme suit :

Les ventes de BIC ont crû de + 2,4 % à taux de change constants ⁽¹⁾, en tenant compte de l'acquisition récente de la société américaine Atchison Products, Inc. Le résultat d'exploitation normalisé ⁽²⁾ a atteint 214,3 millions d'euros, en baisse de - 10,4 % à taux de change constants. La marge d'exploitation normalisée était de 15,1 % contre 17,4 % en 2007.

Les trois principales activités du Groupe, la Papeterie, les Briquets et les Rasoirs, représentaient 93 % des ventes du Groupe BIC à la fin de l'année 2008.

- Dans l'**activité Papeterie**, le chiffre d'affaires a diminué de - 0,4 % à taux de change constants. Dans un marché difficile affecté par le ralentissement économique général, toutes les régions ont affiché des ventes en ligne ou au-dessus des tendances du marché. BIC a prouvé sa résistance, continuant à gagner des parts de marché en Europe en dépit du ralentissement général de la consommation dans certains pays clés, et a également maintenu ses parts de marché en Amérique du Nord malgré des réductions de stocks de nos clients et le ralentissement du réseau de grandes surfaces spécialisées dans les fournitures de bureau. L'Amérique latine a bien performé et nous avons continué de gagner des parts de marché dans la plupart des pays. L'activité de marquage publicitaire – BIC Graphic – a été affectée en 2008 par la poursuite du ralentissement du segment "instruments d'écriture" dans l'industrie du marquage publicitaire aux États-Unis et par l'environnement économique difficile, dans lequel beaucoup de clients ont suspendu leurs dépenses.

- Dans l'**activité Briquets**, en dépit d'un environnement difficile en 2008, BIC a confirmé sa position de leader mondial sur le marché des briquets de marque. Le Groupe a maintenu sa part de marché, et l'a même fait progresser dans certaines régions. Le Groupe BIC a bénéficié d'augmentations de prix, notamment au 1er semestre 2008. En Europe, la décision de la Commission Européenne sur la réglementation "sécurité enfants" est applicable à l'égard des ventes aux consommateurs depuis le mois de mars 2008. À la fin de l'année 2008, la plupart des briquets non marqués "sécurité enfants" (entrés en Europe avant le 11 mars 2007) avaient disparu du marché européen. Grâce à nos efforts constants ces dernières années, les commerces – tant modernes que traditionnels – sont de plus en plus conscients de la nécessité de ne vendre que des briquets "sécurité enfants". En 2009, l'objectif clé est de s'assurer que tous les briquets vendus sur le marché répondent bien aux critères définis par la réglementation "sécurité enfants" et par la norme ISO9994. La situation économique générale a continué d'affecter le marché américain du briquet de poche. En Amérique latine, la croissance 2008 a été tirée par des augmentations de prix ainsi que des gains de distribution.

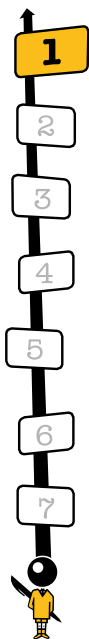
- L'**activité Rasoirs** a continué d'afficher de bonnes tendances de ventes. En 2008, le marché est resté stable aux États-Unis et dans les pays européens clés, avec une accélération des lancements de nouveaux produits (non rechargeables et rechargeables). Les ventes ont à nouveau été tirées par les produits trois-lames qui représentaient, à la fin du mois de décembre 2008, 42,5 % des ventes de rasoirs BIC® non rechargeables. La part de marché du BIC® Soleil® System aux États-Unis était dans le bas de fourchette de notre estimation initiale à la fin de l'année 2008 en raison du niveau élevé de concurrence constant, notamment sur les recharges.

- Notre stratégie d'acquisitions sélectives s'est poursuivie avec, en décembre 2008, l'annonce par les Groupes BIC et Sequana d'un projet d'acquisition par le Groupe BIC de l'activité Produits Promotionnels d'Antalis (APP). L'acquisition a été finalisée le 11 mars 2009, après la signature d'un accord sur la base d'une valeur d'entreprise de 33,5 millions d'euros auxquels pourrait s'ajouter un complément de prix d'un montant pouvant atteindre 5 millions d'euros, payable en 2010 et fonction du chiffre d'affaires d'APP au 31 décembre 2009. APP est un distributeur européen offrant une large gamme de produits promotionnels (stylos, montres, t-shirts, agendas, gadgets et cadeaux d'entreprises originaux). S'appuyant sur un vaste réseau de fournisseurs géré par un bureau basé à Hong-Kong, APP vend à plus de 15 000 distributeurs dans 40 pays en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. Cette acquisition offre de nouvelles opportunités de croissance à notre activité de marquage publicitaire. En 2008, le chiffre d'affaires d'APP s'est élevé à 92 millions d'euros.

- De par le monde, BIC a continué d'investir dans le développement de sa marque, capitalisant sur cet atout précieux pour renforcer son image et sa notoriété auprès de ses clients et consommateurs, tant sur les marchés développés qu'émergents. Notre objectif est de fabriquer des produits de qualité constante à un coût réduit, soit en interne avec nos propres technologies, soit, dans une moindre mesure, en faisant appel à la sous-traitance pour accroître notre flexibilité ou profiter de nouvelles technologies.

(1) Les taux de change constants sont calculés sur la base des taux de change moyens mensuels de l'année précédente.

(2) Résultat d'exploitation normalisé : hors coûts de restructuration et plus-values immobilières.



Comparaison des chiffres clés : 2006-2008

GROUPE BIC

	<i>(en millions d'euros)</i>			VARIATION 2007/2008	
	2006	2007	2008	En publié	À taux de change constants ^(a)
Chiffre d'affaires	1 448,1	1 456,1	1 420,9	- 2,4 %	+ 2,4 %
Marge brute	709,6	715,0	669,9	- 6,3 %	- 2,0 %
Résultat d'exploitation	253,9	255,8	209,6	- 18,1 %	- 13,1 %
Résultat d'exploitation normalisé ^(b)	258,7	253,5	214,3	- 15,5 %	- 10,4 %
Résultat financier	3,1	5,4	6,7	-	-
Résultat avant impôt	257,0	261,2	216,3	-17,2 %	-
Impôt sur les bénéfices	(86,4)	(87,7)	(71,4)	-	-
Intérêts minoritaires	(0,4)	(0,6)	-	NA	-
Résultat net part du Groupe	170,2	172,9	144,9	- 16,2 %	-
Résultat net par action <i>(en euros)</i>	3,43	3,51	3,00	- 14,5 %	-
Nombre d'actions ^(c)	49 661 931	49 244 579	48 357 724	-	-

(a) Les taux de change constants sont calculés sur la base des taux de change moyens mensuels de l'année précédente.

(b) Résultat d'exploitation normalisé : hors coûts de restructuration et plus-values immobilières.

(c) Nombre moyen d'actions en circulation, net des actions propres.

Le chiffre d'affaires total du Groupe s'est élevé à 1 420,9 millions d'euros, en baisse de - 2,4 % par rapport à 2007. Les fluctuations des devises ont eu un impact négatif de - 4,8 % sur les ventes de l'année 2008, dont - 2,7 % liés à la baisse du dollar US. Une variation de 1 % du dollar US par rapport à l'euro aurait eu un impact de 0,3 point sur le chiffre d'affaires total du Groupe en 2008.

Le changement de périmètre, dû à l'acquisition d'Atchison Products, Inc. en août 2007, a contribué à hauteur de + 0,8 % à la croissance du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de + 2,4 % à taux de change constants et de + 1,6 % à base comparable.

La marge brute de l'année 2008 a diminué de - 2,0 points et a atteint 47,1 % des ventes, contre 49,1 % en 2007. Bien que les augmentations de prix aient plus que compensé l'impact de la hausse des matières premières, le taux de marge brute a été affecté par la volatilité des taux de change, la baisse des volumes de production et le recul des ventes de BIC Graphic.

Le résultat d'exploitation a diminué de - 18,1 % en publié et de - 13,1 % à taux de change constants, atteignant 209,6 millions d'euros. La marge d'exploitation de l'année 2008 s'élevait à 14,7 % contre 17,6 % en 2007.

Le résultat d'exploitation normalisé était de 214,3 millions d'euros. La marge d'exploitation normalisée s'élevait à 15,1 % en 2008 contre 17,4 % en 2007.

Le résultat avant impôt a diminué de - 17,2 % en publié et a atteint 216,3 millions d'euros. Le résultat financier a augmenté de + 1,4 million d'euros par rapport à 2007.

Le résultat net part du Groupe de l'année 2008 a diminué de - 16,2 % pour atteindre 144,9 millions d'euros, contre 172,9 millions d'euros en 2007.

Le bénéfice net par action (BNPA) a atteint 3,00 euros en 2008, contre 3,51 euros en 2007, en baisse de - 14,5 % en publié.

Au 31 décembre 2008, les liquidités de clôture se sont établies à 222,5 millions d'euros, contre 198,5 millions d'euros au 31 décembre 2007.

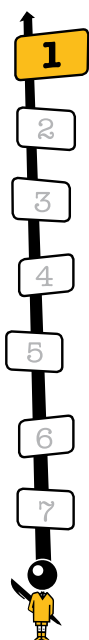


PRINCIPAUX AGRÉGATS DE BILAN

<i>(en millions d'euros)</i>	2006	2007	2008
Capitaux propres	1 111,9	1 174,5	1 172,1
Emprunts et dettes financières courants	30,5	29,1	21,8
Emprunts et dettes financières non courants	26,6	23,3	11,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	176,7	200,5	225,0
Autres actifs financiers courants	27,0	22,8	18,5
Situation financière nette	146,6	170,9	210,6
Goodwills nets	189,1	193,7	195,3
Immobilisations incorporelles nettes	39,9	39,3	36,8
TOTAL BILAN	1 623,3	1 631,1	1 632,4

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE RÉSUMÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	2006	2007	2008
Marge brute d'autofinancement	280,2	261,4	251,2
Augmentation/(Diminution) des besoins d'exploitation	(10,5)	(54,2)	41,8
Autres flux d'exploitation	(24,4)	(9,4)	(67,9)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité d'exploitation	245,3	197,8	225,1
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	(98,0)	(81,9)	(81,6)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	(80,1)	(89,2)	(101,6)
Flux nets de trésorerie	67,2	26,7	41,9
Liquidités/Découverts de clôture	166,5	198,5	222,5



Dividendes

Le Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ BIC propose une politique de distribution des dividendes qui est essentiellement fonction des bénéfices de la Société, de sa politique d'investissement, de la solidité de son bilan, et qui tient compte des comparaisons avec les sociétés comparables du secteur. BIC n'envisage pas de modifier significativement cette politique de distribution de dividendes.

Le Conseil d'Administration proposera un dividende net de 1,35 euro par action lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires du 14 mai 2009. Le taux de distribution serait ainsi de 45 % en 2008 contre 38 % en 2007.

Le niveau des dividendes versés au titre des trois derniers exercices est rappelé ci-après :

ANNÉE (IFRS)	DIVIDENDE NET <i>(en euros)</i>	DIVIDENDE NET/ RÉSULTAT PAR ACTION
2007	1,35	38 %
2006	1,30	38 %
2005	1,15	37 %

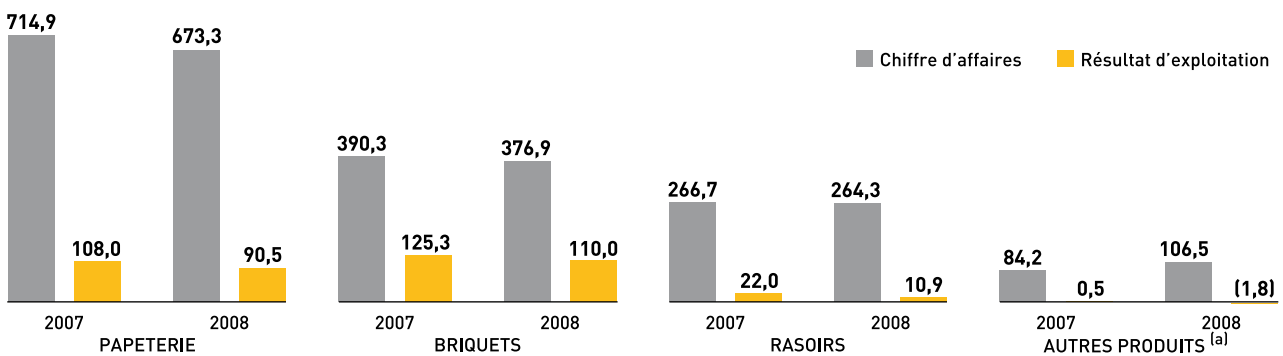
Le Groupe présente toujours un bilan solide.

Au cours de l'exercice 2008, le Conseil d'Administration a procédé à des annulations d'actions à trois reprises. Au 31 décembre 2008, le capital social était donc inférieur de 3 millions d'euros au capital social au 31 décembre 2007.

Commentaires sur les performances du Groupe par activité

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION 2007-2008 DU GROUPE BIC PAR ACTIVITÉ

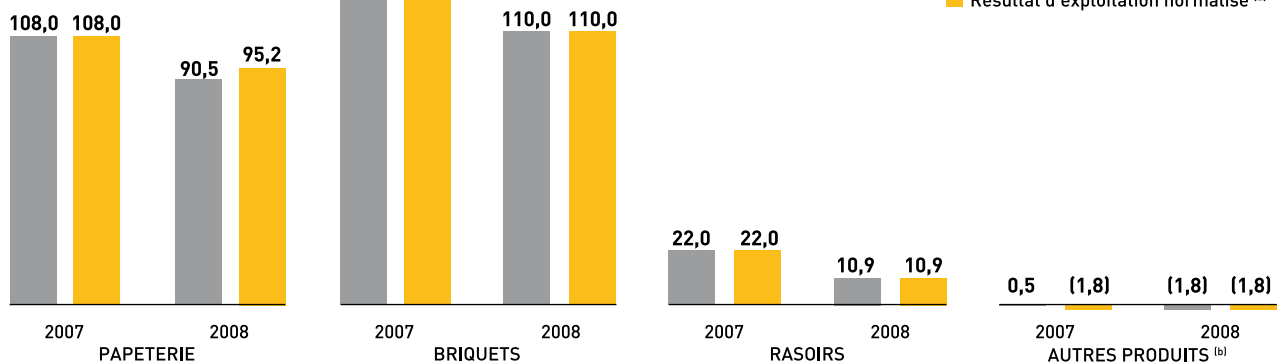
(en millions d'euros)



(a) Le chiffre d'affaires inclut le chiffre d'affaires des autres produits ; le résultat d'exploitation inclut le résultat d'exploitation des autres produits ainsi que les dépenses du Groupe non allouées aux autres activités.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION NORMALISÉ (a) 2007-2008 DU GROUPE BIC PAR ACTIVITÉ

(en millions d'euros)



(a) Hors coûts de restructuration et plus-values immobilières.

(b) Le chiffre d'affaires inclut le chiffre d'affaires des autres produits ; le résultat d'exploitation inclut le résultat d'exploitation des autres produits ainsi que les dépenses du Groupe non allouées aux autres activités.



➔ PAPERIE

La Papeterie représente un marché d'environ 7 milliards d'euros (estimation BIC au prix de vente fabricant). En valeur, la part de marché mondiale de BIC représente environ 10 %.

Le chiffre d'affaires de l'activité Papeterie a atteint 673,3 millions d'euros en 2008, en baisse de - 5,8 % en publié et de - 0,4 % à taux de change constants. Les volumes ont diminué de - 1 %.

• Grand public

Dans un marché difficile affecté par le ralentissement économique général, toutes les régions ont affiché des ventes en ligne ou au-dessus des tendances du marché. BIC a prouvé sa résistance grâce à la fidélité des clients et à sa capacité à offrir le bon produit au juste prix.

En Europe, nous avons continué de gagner des parts de marché en dépit du ralentissement général de la consommation dans des pays clés comme la France, grâce à la puissance de notre marque et à la qualité de nos produits. Nos ventes ont été solides au 1^{er} semestre mais les achats des consommateurs se sont fortement réduits au 2nd semestre, conséquence de la crise économique.

En Amérique du Nord et en Océanie, la réduction de la consommation a fortement affecté les grandes surfaces spécialisées dans les fournitures de bureau. Dans cet environnement difficile, nous avons réussi à maintenir notre part de marché grâce à des relations fortes avec nos clients clés, ainsi qu'une attention accrue pour offrir des produits qui apportent tant la qualité que le bon rapport qualité prix.

Les achats de rentrée scolaire ont été inférieurs à ceux de l'année dernière, tant en Europe qu'aux États-Unis, reflétant le climat économique général dans lequel les consommateurs sont de plus en plus attentifs à leurs dépenses.

L'Amérique latine a bien performé pendant l'année et a continué de gagner des parts de marché dans la plupart des pays.

• BIC Graphic – Activité de marquage publicitaire

En 2008, l'activité de marquage publicitaire a été affectée par la poursuite du ralentissement du segment des "instruments d'écriture" dans l'industrie du marquage publicitaire aux États-Unis et par l'environnement économique morose, beaucoup de clients suspendant leurs dépenses.

Dans l'ensemble, notre activité de marquage publicitaire BIC Graphic s'est appuyée sur le succès de produits tels que les instruments d'écriture BIC® Évolutions™ et Solis by BIC®, les notes repositionnables BIC Sticky Notes®, les nécessaires à boire BIC® et les produits Atchison by BIC®.

La marge d'exploitation de l'activité Papeterie s'est élevée à 13,4 % en 2008, contre 15,1 % en 2007. En excluant les éléments exceptionnels (fermetures des usines Stypen et Fountain Inn et plus-values immobilières), la marge d'exploitation aurait atteint 14,1 %. Le maintien de la marge d'exploitation de l'activité Grand Public a été compensé par la baisse de la rentabilité de l'activité de marquage publicitaire.

➔ BRIQUETS

Le chiffre d'affaires de l'activité Briquets a diminué de - 3,4 % en publié et augmenté de + 0,8 % à taux de change constants pour atteindre 376,9 millions d'euros. Les volumes ont diminué de - 5 %.

En dépit d'un environnement difficile en 2008, BIC a confirmé sa position de leader mondial sur le marché des briquets de marque. Le Groupe a maintenu sa part de marché et l'a même fait progresser dans certaines régions. Les briquets multi-usages de BIC ont bien performé en Europe et en Amérique du Nord.

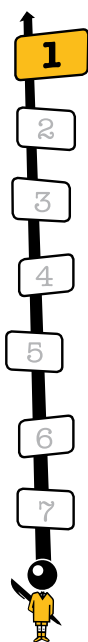
En Europe, dans un marché en légère baisse, la décision de la Commission Européenne sur la réglementation "sécurité enfants" est applicable à l'égard des ventes aux consommateurs depuis le mois de mars 2008. À cette période, BIC a lancé une campagne publicitaire télévisée sur les thèmes de la qualité et de la sécurité qui a été diffusée dans 14 pays européens. Cette communication a également été soutenue par des publications à l'attention des commerces, dont le magazine biannuel *BICareful*.

Le Groupe BIC a bénéficié d'augmentations de prix, notamment au 1^{er} semestre 2008. À la fin de l'année 2008, la plupart des briquets non marqués "sécurité enfants" (entrés en Europe avant le 11 mars 2007) avaient disparu du marché européen. Grâce à nos efforts constants ces dernières années, les commerces – tant modernes que traditionnels – sont de plus en plus conscients de la nécessité de ne vendre que des briquets "sécurité enfants". En 2008, les actions des autorités n'ont eu qu'un impact très léger sur le marché européen. L'Allemagne n'a transposé la décision de la Commission Européenne par un texte permanent en droit national qu'en décembre 2008. En 2009, l'objectif clé est de s'assurer que tous les briquets vendus sur le marché répondent bien aux critères définis par la réglementation "sécurité enfants" et par la norme ISO 9994.

La situation économique générale a continué d'affecter le marché américain du briquet de poche, avec la poursuite de la baisse des ventes de cigarettes, le ralentissement de la fréquentation des magasins et la poursuite des réductions de stocks chez les détaillants, notamment dans les magasins de proximité. Nous avons également commencé à observer un déclin des ventes de briquets de poche chez les grossistes.

En Amérique latine, la croissance 2008 a été tirée par des augmentations de prix ainsi que des gains de distribution. Le succès de cette région est la conséquence directe de l'engagement fort de BIC et des autorités locales sur la sécurité des briquets.

La marge d'exploitation a diminué de 2,9 points pour atteindre 29,2 % des ventes contre 32,1 % en 2007, en raison d'un plus grand soutien à la marque, lié à campagne publicitaire lancée au 1^{er} trimestre pour soutenir la mise en place de la réglementation "sécurité enfants" en Europe, et des coûts de fabrication plus élevés liés à la baisse des volumes de production.



➔ RASOIRS

L'activité Rasoirs mécaniques représente un marché d'environ 8 milliards d'euros, constitué à 56 % de rasoirs rechargeables, à 37 % de rasoirs non rechargeables et à 7 % de lames double tranchant. En valeur, BIC détient environ 20 % du marché des rasoirs mécaniques non rechargeables aux États-Unis et en Europe (estimations AC Nielsen, IRI et BIC).

Le chiffre d'affaires de BIC a diminué de - 0,9 % en publié et s'est élevé à 264,3 millions d'euros en 2008. À taux de change constants, les ventes ont crû de + 3,9 %. Les volumes ont diminué de - 1 % par rapport à 2007. 2008 a été marquée par l'accélération des lancements de nouveaux produits sur un marché stable aux États-Unis et dans les pays européens clés (non rechargeables et rechargeables).

Les ventes ont à nouveau été tirées par les produits trois-lames, plus particulièrement le BIC® 3 en Europe et le BIC® Comfort 3® Action™ en Amérique latine. À la fin du mois de décembre 2008, les ventes de trois-lames représentaient 42,5 % de nos ventes de rasoirs BIC® non rechargeables. Le segment féminin a continué d'afficher une forte croissance, bénéficiant du succès de la franchise de notre marque BIC® Soleil®.

Après le lancement en 2007, aux États-Unis et au Royaume-Uni, de notre rasoir rechargeable pour femme, le BIC® Soleil®, nous avons élargi la distribution de ce produit à l'Europe continentale et au Canada en mars 2008. À la fin de l'année 2008, la part de marché du BIC® Soleil® System aux États-Unis était dans le bas de fourchette de notre estimation initiale (5 % à 10 % de part de marché 24 mois après le lancement en mars 2007) en raison du niveau élevé de concurrence constant, notamment sur les recharges.

BIC reste déterminé à développer à la fois les segments non rechargeable et rechargeable du marché du rasoir.

La marge d'exploitation de l'activité Rasoirs a diminué de 8,2 % en 2007 à 4,1 % des ventes en 2008, affectée notamment par l'impact négatif des taux de change USD/EUR et par le soutien du lancement du BIC® Comfort 3® Action™ en Amérique latine. En novembre 2008, le Groupe BIC a ouvert une nouvelle plateforme d'emballage pour les rasoirs au Mexique. Cette usine sera opérationnelle en 2009. En plus d'améliorer le niveau du service clients en Amérique du Nord, cette usine nous permettra progressivement de réduire les stocks et de dégager des économies de coûts grâce à des volumes de fret et à des coûts de transport réduits.

➔ AUTRES PRODUITS

La vente des autres produits inclut diverses activités, stratégiques et tactiques :

- les articles promotionnels (hors papeterie) de BIC Graphic comprennent les blocs-notes, les porte-clés, les aimants et les nécessaires à boire. L'intégration d'Atchison Products, Inc. (sacs promotionnels imprimés, acquise en 2007) suit son cours. En 2008, plus de 35 nouveaux produits ont été lancés et la marque est maintenant distribuée via le réseau international de BIC Graphic ;
- BIC Sport : en 2008, le chiffre d'affaires de BIC Sport (planches de surf, planches à voile, kayaks et dériveurs) s'est élevé à 17 millions d'euros, stable par rapport à 2007. Le marché européen de l'ensemble des produits liés aux sports d'eau a souffert d'un été pluvieux et froid pendant la haute saison de vente au détail. Le dériveur O'pen BIC a reçu plusieurs prix en 2008, dont un saluant ses procédés de fabrication respectueux de l'environnement ;
- deux divisions de PIMACO, BIC Label Technologies (étiquettes adhésives pour l'emballage des produits de consommation) et Gumtac (matières premières d'adhésifs papier destinés à l'industrie de consommation) ;
- les ventes de DAPE 74 Distribution auprès des débiteurs de tabac en France (dont des cartes téléphoniques) et un éventail de produits, de la marque BIC® ou non, comme les ventes de collants en Grèce, en Autriche et en Irlande, les piles, une ligne de préparation au rasage, tous destinés à accroître la présence de la marque BIC® sur les principaux marchés et dans les secteurs de consommation émergents.

La croissance à taux de change constants du chiffre d'affaires des autres produits s'est élevée à + 28,8 % en 2008.



Commentaires sur les performances du Groupe par zone géographique

➔ EUROPE

La zone Europe comprend l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est.

En 2008, la performance de l'Europe s'est améliorée par rapport à 2007. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 473,4 millions d'euros, en hausse de + 4,2 % à taux de change constants, toutes les activités progressant.

Le marché de la Papeterie est resté stable. BIC a encore renforcé sa position de leader en 2008, tant dans les grandes surfaces modernes que chez les distributeurs de fournitures de bureau, portant sa part de marché en valeur à plus de 15 %. Nos bons résultats dans la Papeterie, en particulier dans les produits de correction et de coloriage, ont été atteints en dépit de la pression exercée par les marques de distributeurs et les produits à bas prix.

En dépit du climat économique dans lequel les consommateurs restent prudents face à leurs dépenses, notre performance 2008 a été tirée par une bonne saison de rentrée scolaire pour BIC, grâce à la réussite des programmes mis en place en partenariat avec nos clients, à la forte visibilité en magasin (présentoirs géants, animations dans les magasins) et à des investissements publicitaires efficaces. Notre expertise sur les principaux segments de la papeterie (stylos à bille, porte-mines, coloriage et correction) ainsi que le lancement de nouveaux produits, tels que notre nouvelle gamme de papiers adhésifs, ont contribué à cette bonne performance.

Le marché des Briquets a affiché une légère baisse. La décision de la Commission Européenne sur la réglementation "sécurité enfants" est applicable à l'égard des ventes aux consommateurs depuis le mois de mars 2008. À cette période, BIC a lancé une campagne publicitaire télévisée sur les thèmes de la qualité et de la sécurité qui a été diffusée dans 14 pays européens. Cette communication a également été soutenue par des publications à l'attention des commerces, dont le magazine bi-annuel *BICareful*. Le Groupe BIC a bénéficié d'augmentations de prix, notamment au 1^{er} semestre 2008.

Dans les Rasoirs, BIC a maintenu, voire augmenté, sa part de marché dans plusieurs pays comme l'Italie et la Grèce, et a enregistré une progression de sa part de marché totale en valeur dans les rasoirs non rechargeables, sur un marché stable. Le segment des rasoirs trois-lames a tiré la croissance du marché et BIC s'est placé comme leader en volumes. Notre position solide est principalement due à la bonne performance du BIC® 3 et du BIC Pure 3® dans le segment féminin. La concurrence est restée forte dans cette région.

Après son lancement au Royaume-Uni en 2007, le rasoir rechargeable BIC® Soleil® System/Clic pour femmes a été commercialisé en Europe continentale en 2008, affichant de bons résultats dans les pays du Nord, en France et en Grèce. En plus des présentoirs et de la visibilité en magasin, ce lancement a été fortement soutenu par une campagne télévisée, un communiqué de presse et un site Internet à l'attention des consommateurs.

➔ AMÉRIQUE DU NORD & OCÉANIE

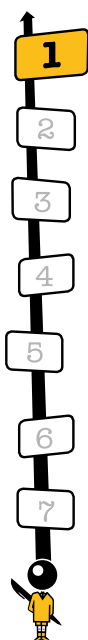
La région Amérique du Nord et Océanie comprend les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Le chiffre d'affaires 2008 s'est élevé à 585,2 millions d'euros, en baisse de - 8,7 % en publié et de - 1,6 % à taux de change constants.

Dans un marché de la Papeterie concurrentiel et en baisse en 2008, BIC a réussi à maintenir sa part de marché en tirant profit de ses programmes de rentrée scolaire et de l'efficacité de sa chaîne d'approvisionnement. L'environnement économique a encore affecté la croissance de l'activité Papeterie. Cependant, nous avons continué de développer notre référencement, grâce au succès des porte-mines et des marqueurs (permanents, surligneurs et effaçables à sec). Les produits à succès comprenaient notamment les porte-mines BIC® et les marqueurs permanents BIC Mark-it®.

Dans les Briquets, le chiffre d'affaires total des États-Unis a diminué par rapport à 2007 en raison du déclin général du marché, tiré par la poursuite de la réduction des ventes de cigarettes, ainsi que par une baisse de la fréquentation des commerces de proximité au début de l'année 2008. L'élargissement de notre réseau de distributeurs et les nouveaux produits ont été les moteurs de croissance de l'activité en 2008. BIC a continué de développer sa position de leader sur le marché des briquets de poche en poursuivant sa campagne de communication axée sur le "risque pris par les distributeurs" et en ne cessant d'offrir des produits et des présentoirs innovants. Nous avons également développé notre réseau de distribution de magasins de proximité.

Le chiffre d'affaires des Rasoirs aux États-Unis est resté stable en 2008 par rapport à 2007. Le marché du rasoir non rechargeable a continué de croître en valeur, tiré par les segments des trois et quatre-lames, qui représentent maintenant plus de la moitié des ventes de rasoirs non rechargeables en dollars américains. BIC a continué de développer son activité de rasoirs non rechargeables trois-lames sur tous les marchés, les ventes étant tirées par les lignes BIC® Comfort 3® et BIC® Soleil®. En conséquence, la marque Soleil® a maintenu sa position de leader sur les segments féminins clés. Aux États-Unis, la marque Soleil® a lancé le BIC® Soleil® Shimmer, une extension de gamme dans les rasoirs rechargeables ciblant les jeunes consommatrices et les adolescentes, qui a permis à la marque d'accroître sa part de marché.



➔ AMÉRIQUE LATINE

La région Amérique latine comprend le Mexique, l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud.

En 2008, le chiffre d'affaires a augmenté de + 4,6 % en publié et de + 9,6 % à taux de change constants pour atteindre 282,2 millions d'euros. Comme en 2007, les ventes totales ont progressé en dépit de la concurrence accrue des importateurs asiatiques, grâce à des produits comme les stylos à bille BIC® Cristal®, les crayons BIC® Évolution™, les briquets Mini et les rasoirs BIC® Comfort 3®. L'Argentine, le Brésil et l'Équateur ont affiché d'excellents résultats. Cependant, certains pays d'Amérique latine ont été affectés par la situation économique en 2008, notamment le Mexique.

Grâce à PIMACO, leader au Brésil de la fabrication et de la distribution des étiquettes adhésives à usage professionnel, scolaire et domestique, BIC offre à ses clients une large gamme de produits. En 2008, BIC s'est concentré sur la qualité et la fiabilité de ses produits ainsi que sur le développement de son réseau de distribution dans cette région.

➔ MOYEN-ORIENT, AFRIQUE & ASIE

Le chiffre d'affaires 2008 de BIC dans la région Moyen-Orient, Afrique et Asie s'est élevé à 80,1 millions d'euros, en baisse de - 5,2 % en publié et en hausse de + 0,5 % à taux de change constants par rapport à 2007.

Au Moyen-Orient et en Afrique, BIC a amélioré sa distribution et sa visibilité dans toutes les activités dans un environnement défavorable (taux de change EUR/USD, problèmes politiques).

Dans la Papeterie, nous avons lancé de nouveaux produits et élargi la distribution de nos produits à valeur ajoutée dans une région historiquement concentrée sur le stylo à bille BIC® Cristal®. La saison de rentrée scolaire a été bonne, bénéficiant de la visibilité de la marque et d'un mix produit meilleurs grâce à une communication ciblée, tant sur la marque BIC® que sur la gamme de produits.

Dans les Briquets, en dépit de la concurrence des producteurs asiatiques bénéficiant de bas coûts, les ventes ont progressé grâce à notre action soutenue sur la distribution. De plus, nous avons continué d'améliorer la notoriété de la marque BIC® et de nous différencier des concurrents qui proposent des produits de faible qualité en communiquant sur l'engagement de BIC en termes de qualité et de sécurité.

Dans les Rasoirs, les ventes se sont améliorées, grâce aux constantes opportunités de croissance des rasoirs trois-lames comme le BIC® 3 et la bonne réaction des commerces et des clients face à notre gamme de produits féminins, dont le BIC® Soleil®. Les préparations au rasage BIC®, gamme de produits offrant la qualité et le prix, ont également bénéficié d'un bon accueil des consommateurs. En 2008, le rasoir rechargeable BIC® Soleil® pour femme a été lancé et soutenu par de la publicité.

L'Asie est une région vaste et dominée par des acteurs locaux. L'année 2008 a été celle du développement des bases de notre croissance future et de l'amélioration de la distribution et de la notoriété de notre marque. Bien que la région ait été affectée par le retournement économique à partir du dernier trimestre 2008, toutes les activités ont affiché de bonnes performances grâce à l'amélioration de la distribution sur le continent.



Gestion des risques de change et de taux d'intérêt

➔ **GESTION DES RISQUES DE CHANGE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX**

BIC est présent dans plus de 160 pays et, par conséquent, est sujet aux variations économiques de marché. Notre politique de gestion est de couvrir le risque de transactions sur les opérations libellées en devises par l'utilisation de couvertures optionnelles ou à terme. Le Groupe ne couvre pas les risques d'écart de conversion sur la consolidation des filiales étrangères, à l'exception des dividendes payés intra-groupe. Les investissements, directs ou indirects, sont généralement effectués dans la devise locale.

Le Groupe n'a pas vocation à réaliser des opérations spéculatives. BIC a mis en place une gestion du risque de change dans le but de protéger ses performances en termes de profitabilité, de liquidité et de sécurité. Le Département Trésorerie n'est pas un centre de profit. Il reporte mensuellement à la Direction Générale l'état des couvertures de change, en distinguant les opérations échues et non échues, ainsi que le résultat de change rattaché.

Depuis 2000, le Groupe poursuit une politique de couverture de change annuelle qui permet aux filiales de ramener leur exposition à un niveau proche de zéro et de centraliser le risque au niveau de la maison mère, à l'exception des devises non convertibles.

Un processus de reporting régulier et commun à toutes les filiales identifie la génération de positions de change pour chaque devise et leur évolution prévisionnelle au cours de l'année. SOCIÉTÉ BIC consolide le risque de change des filiales et couvre, sur les marchés, le risque résiduel.

Le risque de change euro contre dollar reste la principale exposition.

En 2008, l'exposition annuelle de BIC a été couverte en moyenne au cours de 1 euro = 1,4939 dollar, alors que la moyenne des cours quotidiens est ressortie à 1,4714. La volatilité record des marchés financiers tout au cours de l'année, avec quasiment 37 cents d'écart entre le cours le plus haut et le plus bas a rendu l'exercice de couverture particulièrement délicat. La décision stratégique prise en 2007 de gérer la couverture des besoins 2008 au fil de l'eau a finalement permis de bénéficier du rebond du dollar à partir de la fin du mois d'août, et d'obtenir un cours moyen de transaction proche de la moyenne quotidienne annuelle. En ce qui concerne les besoins 2009, au 31 décembre 2008, 74 % de l'exposition avait fait l'objet d'une couverture ferme. Un ratio de 100 % a été obtenu par des couvertures complémentaires réalisées durant les premiers jours de janvier 2009. Le cours moyen obtenu est de 1,3561.

Les autres expositions significatives par ordre d'importance sont le dollar canadien, la livre sterling et le dollar australien. Ces besoins sont au moins couverts à 80 % pour l'ensemble de l'année 2009.

Dès qu'une transaction est réalisée sur les marchés financiers, la Trésorerie Groupe qualifie l'exercice de rattachement et la nature du flux couvert, flux commercial ou flux financier. L'ensemble des produits de couverture utilisés est parfaitement en ligne avec la qualification de "cash-flow hedge" telle que définie par la norme comptable IAS 39. En conséquence, la Trésorerie Groupe n'utilise aucun produit à effet de levier ou à effet désactivant contraire au sens de couverture naturel du Groupe. Cette discipline stricte dans un cadre de marché à volatilité exacerbée est un point fondamental pour la sécurité financière du Groupe.

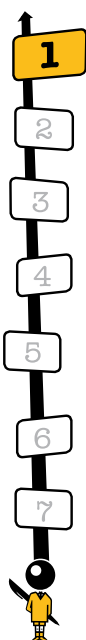
Le portefeuille d'instruments financiers fait l'objet d'un suivi particulier en temps réel par la Trésorerie Groupe, qui fournit également une évaluation "mark-to-market" mensuelle de chaque position conforme à la norme IAS 39.

Tous les instruments financiers sont mis en place avec des établissements bancaires majeurs, et par conséquent le risque de contrepartie est très faible. Dans le contexte de crise financière mondiale, les ratings de nos contreparties ont pu être affectés négativement, néanmoins la quasi-totalité de nos transactions sont effectuées avec les banques historiques du Groupe BIC qui sont toutes des banques de profil "banque universelle" avec un équilibre de leur portefeuille d'activités qui les rend moins vulnérables aux risques de marché. À ce jour le rating minimal S&P de nos principales contreparties est de A+ sur le long terme, le rating moyen étant AA-.

Dans les pays pour lesquels il n'existe pas la possibilité de centraliser le risque de change de façon efficiente, l'exposition est gérée localement avec un suivi continu de la Trésorerie Groupe auprès de la filiale locale. Cette exposition se concentre essentiellement sur le Brésil et l'Afrique du Sud. Les filiales produisent localement la plupart des produits qui seront vendus sur leur marché, mais doivent aussi importer certains composants auprès d'autres filiales du Groupe. Les couvertures sont mises en place localement après approbation de la Trésorerie Groupe.

➔ **GESTION DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT**

L'exposition aux taux d'intérêt est très limitée. Tous les besoins de financement locaux sont directement indexés sur une base de taux variable. La survenance de positions emprunteuses est non significative et trop ponctuelle pour générer un besoin de couverture pertinent.



Relations avec les investisseurs

Le service des Relations Investisseurs a pour vocation de répondre à toutes les demandes, qu'elles proviennent des actionnaires individuels ou des investisseurs institutionnels. Les informations concernant les actionnaires, ainsi que les informations générales à caractère économique ou financier sur SOCIÉTÉ BIC sont disponibles sur le site web de la Société : <http://www.bicworld.com/> ou en adressant un courrier électronique à investors.info@bicworld.com ou actionnaires@bicworld.com ou encore en envoyant un courrier écrit à Groupe BIC – Relations Investisseurs - 14, rue Jeanne d'Asnières, 92611 Clichy Cedex, France.

Tout au long de l'année, BIC organise des réunions avec des analystes et des investisseurs institutionnels lors de "road shows" sur les principales places financières telles que New York, Londres et Paris.

Pour ce qui est des investisseurs individuels, BIC a poursuivi sa politique de communication en publiant une lettre d'information aux actionnaires deux fois par an. Depuis sa première réunion destinée aux investisseurs individuels, en octobre 2004, BIC a organisé régulièrement des réunions dans différentes villes de France. En 2008, le service des Relations Investisseurs a rencontré les actionnaires individuels à Marseille et à Strasbourg.

Un service d'information téléphonique gratuit est également à la disposition des actionnaires individuels au 0 800 10 12 14 (numéro vert).

SOCIÉTÉ BIC est cotée à "Euronext Paris" (cotation continue), fait partie des indices boursiers SBF 120 et CAC Mid 100, et des indices ISR FTSE4Good Europe, ASPI Eurozone et Ethibel Excellence Europe. Son code ISIN est : FR0000120966 et son mnémonique : BB.

Prévisions pour 2009 et stratégie

Dans un environnement difficile et sans précédent, nous prévoyons un ralentissement de nos principaux marchés. Dans ce contexte, nous avons pour objectif de tirer profit de nos différents atouts afin d'augmenter nos parts de marchés.

- Dans chacune de nos activités, nous nous appuyons sur notre première force : la marque BIC®, à laquelle des millions de consommateurs font confiance chaque jour.
- Dans la Papeterie, nous tirerons parti de notre positionnement du meilleur rapport qualité-prix, de nos relations historiques et solides avec la distribution et de nos positions de leader sur des produits phares (stylos à bille, porte-mines...) et sur des zones géographiques majeures.
- Dans le Briquet, nous continuerons à bénéficier de notre position de numéro un et de notre avantage sécurité-qualité.
- Dans les Rasoirs, nous continuerons à offrir au consommateur le choix de la qualité et de l'innovation au meilleur prix sur une gamme complète de produits, des rasoirs une-lame aux trois- et quatre-lames, rechargeables et non rechargeables. Nous bénéficierons également du lancement de nouveaux produits, partout dans le monde.

Notre modèle économique solide et notre excellente situation financière nous permettront de nous concentrer sur la génération de trésorerie.

Nous allons continuer de poursuivre notre stratégie d'acquisitions sélectives.

Le 23 décembre 2008, les Groupes BIC et Sequana ont annoncé le projet d'acquisition par le Groupe BIC de l'activité Produits Promotionnels d'Antalis (APP). L'acquisition a été finalisée le 11 mars 2009, après la signature d'un accord sur la base d'une valeur d'entreprise de 33,5 millions d'euros auxquels pourrait s'ajouter un complément de prix d'un montant pouvant atteindre 5 millions d'euros, payable en 2010 et fonction du chiffre d'affaires d'APP au 31 décembre 2009. En 2008, le chiffre d'affaires d'APP s'est élevé à 92 millions d'euros.

Par ailleurs, le Groupe acquiert 40 % de l'activité d'instruments d'écriture de Cello pour un montant de 7,9 milliards de roupies indiennes. L'acquisition est effectuée en deux temps :

- 5 mars 2009 : acquisition à hauteur de 3,8 milliards de roupies indiennes (76,5 millions USD) avec consolidation par mise en équivalence à partir du 1^{er} avril 2009 ;
- fin du deuxième trimestre – début du troisième trimestre 2009 : acquisition du solde.

De plus, BIC dispose d'une option d'achat lui permettant d'augmenter en 2013 sa participation à hauteur de 55 %. Le prix sera notamment déterminé sur la base des résultats futurs.

Ces acquisitions, ainsi que celles de Atchison Products, Inc. et PIMACO, vont dans le sens stratégique de nos principales activités et nous permettent de mettre à profit et de capitaliser sur nos forces de production, de vente, de marketing et de distribution.



➔ RISQUES ET OPPORTUNITÉS

Voici, en résumé, les principaux défis que nous prévoyons pour 2009 :

- l'environnement économique général et la réduction des stocks des commerces aux États-Unis et en Europe ;
- les variations des taux de change ;
- l'environnement géopolitique général.

Bien que la plupart de ces risques soient hors de notre contrôle, nous allons faire de notre mieux pour les minimiser dans chacune de nos actions.

Nous croyons que notre principale opportunité de croissance reste la force de la marque BIC®, alliée à la diversité de notre main-d'œuvre multinationale qui opère dans plus de 160 pays. Nos équipes lancent des produits et des programmes, y compris en matière de soutien publicitaire et promotionnel, qui parlent directement au consommateur d'aujourd'hui sur son marché local et répondent à ses besoins spécifiques.

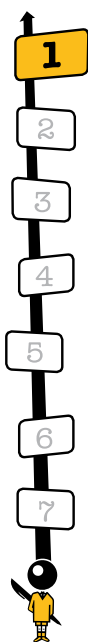
➔ RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les fonctions Recherche & Développement sont organisées par activité. En 2008, elles employaient environ 136 personnes, basées en Europe et en Amérique du Nord. Chaque année, BIC investit en moyenne 2 % de son chiffre d'affaires dans la recherche et le développement des nouveaux produits, qui sont les principaux moteurs de la croissance. En 2008, les nouveaux produits et les extensions de gamme ont représenté 25 % des ventes du Groupe BIC.

➔ OBJECTIFS DE PERFORMANCE

Croissance du chiffre d'affaires, gains de parts de marché, marges, liquidités et solidité de notre bilan constituent les principaux indicateurs de la performance du Groupe.

L'objectif de BIC en 2009 sera de gagner des parts de marché dans nos trois principales activités et de protéger notre génération de trésorerie.



Capital social

Au 31 décembre 2008, le montant du capital souscrit de SOCIÉTÉ BIC était de 185 484 038,42 euros composé de 48 556 031 actions (contre 49 377 399 actions au 1^{er} janvier 2008) d'un montant nominal de 3,82 euros chacune. Les actions émises sont entièrement libérées.

Les délégations en cours de validité au 31 décembre 2008 accordées par l'Assemblée Générale et permettant au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social, ainsi que leur utilisation au cours de l'exercice 2008, sont présentées en Annexe au rapport de gestion.

➔ ACTIONS PROPRES DE SOCIÉTÉ BIC

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2008

AFFECTATION PAR OBJECTIFS	NOMBRE D' ACTIONS	COURS MOYEN D' ACQUISITION (en euros)	% DU CAPITAL	VALEUR NOMINALE (en euros)
Contrat de liquidité - Art. L.225-209 C. com ⁽¹⁾	11 614	40,31	0,02	44 365,48
Annulation - Art L.225-209 C. com ⁽¹⁾	100 000	37,70	0,21	382 000,00
Mise en oeuvre de plans d'options d'achat d'actions ou attribution d'actions gratuites ^(a) - Art L.225-208 et L.225-209 C. com ⁽¹⁾	264 164	36,96	0,54	1 009 106,48
TOTAL ^{(b) (c)}	375 778	37,26	0,77	1 435 471,96

(a) Dont 51 924 actions relatives à des options qui ne sont plus exerçables (caducité des options accordées dans le cadre du plan de 1998 ou départs de salariés du Groupe).

(b) BIC CORPORATION détenait en plus, au 31 décembre 2008, 50 060 actions SOCIÉTÉ BIC soit 0,10 % du capital.

(c) Au 31 décembre 2008, la valeur comptable des actions SOCIÉTÉ BIC détenues au titre des articles L.225-208 et suivants du Code de commerce, par SOCIÉTÉ BIC et par BIC CORPORATION, s'élève à 16 062 711,78 euros, pour une valeur nominale totale de 1 626 701,16 euros. La valeur de marché de ces actions était de 17 531 750,46 euros (sur la base du cours de clôture à cette date, soit 41,17 euros).

(*) Code de commerce.

➔ RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

À la connaissance de la Société, au 31 décembre 2008, les actionnaires détenant plus des dix-neuf vingtièmes, des dix-huit vingtièmes, des deux tiers, de la moitié, du tiers, du quart, du

cinquième, des trois vingtièmes, du dixième ou du vingtième du capital et/ou des droits de vote de la Société sont énumérés dans le tableau ci-dessous. Ce tableau donne également des informations sur les actions auto-détenues par SOCIÉTÉ BIC.

NOM	31 DÉC. 2006			31 DÉC. 2007			31 DÉC. 2008		
	Nombre d'actions	% en actions (environ)	% en droits de vote (a)	Nombre d'actions	% en actions (environ)	% en droits de vote (b)	Nombre d'actions	% en actions (environ)	% en droits de vote (c)
Concert familial Bich, dont (d) :	21 494 471	43,30	58,24	21 460 961	43,46	54,54	21 455 316	44,19	54,27
Société M.B.D.	12 219 510	24,62	33,29	12 386 000	25,08	31,57	12 402 000	25,54	32,65
Famille Bich (hors M.B.D.)	9 274 961	18,68	24,95	9 074 961	18,38	22,97	9 053 316	18,65	21,62
Mme Édouard Buffard	2 227 111	4,49	6,12	2 227 111	4,51	5,77	2 227 111	4,59	5,91
Silchester International Investors	5 653 678	11,39	7,77	6 353 341	12,87	12,83	7 166 468	14,76	14,59
Arnhold and S. Bleichroeder Advisers, LLC	-	-	-	2 560 844	5,19	5,27	3 290 595	6,78	6,32
Auto-détention	325 042	0,65	0,45 (e)	521 485	1,05	0,68 (e)	375 778	0,77	0,50 (e)

(a) Au 31 décembre 2006, le nombre de droits de vote s'élevait à 72 757 868 (y compris droits de vote à l'auto-détention).

(b) Au 31 décembre 2007, le nombre de droits de vote s'élève à 77 235 358 (y compris droits de vote à l'auto-détention).

(c) Au 31 décembre 2008, le nombre de droits de vote s'élève à 75 403 044 (y compris droits de vote à l'auto-détention).

(d) Le concert familial Bich est composé de membres de la famille Bich et de la Société M.B.D. (société en commandite par actions regroupant la plupart des membres du concert familial Bich, ceux-ci détenant par ailleurs une participation directe dans SOCIÉTÉ BIC).

(e) Actions auto-détenues privées temporairement du droit de vote.

SOCIÉTÉ BIC n'a pas connaissance de pactes d'actionnaires prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions de SOCIÉTÉ BIC.

Il est précisé que la Société M.B.D., holding de la famille Bich, a conclu divers engagements de conservation de titres portant sur

12 millions d'actions de SOCIÉTÉ BIC. Ces engagements ont été conclus avec divers membres de la famille Bich et avec Madame Édouard Buffard afin de permettre à ces derniers, le cas échéant, de bénéficier des dispositions des articles 885 I bis et 787 B du Code Général des Impôts.

Au cours de l'exercice 2008, le franchissement de seuil légal suivant a été déclaré :

DÉCLARANT	DATE DU FRANCHISSEMENT	SEUIL FRANCHI	NATURE DU FRANCHISSEMENT	DÉTENTION À LA SUITE DU FRANCHISSEMENT
Silchester International Investors	10 janv. 2008	10 % des droits de vote	À la hausse, suite à l'acquisition de droits de vote double	13,55 % du capital 13,27 % des droits de vote

➔ ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE OU DE RETARDER OU D'EMPÊCHER UN CHANGEMENT DE CONTRÔLE (ARTICLE L. 225-100-3 DU CODE DE COMMERCE)

À la connaissance de la Société, aucun élément autre que ceux tenant aux éléments visés ci-dessous n'est susceptible d'avoir une incidence en cas d'offre publique, ou ne peut avoir pour effet de retarder ou d'empêcher un changement de contrôle :

- la Société M.B.D., holding familial de SOCIÉTÉ BIC, est une société en commandite par actions ;

- les statuts prévoient l'attribution d'un droit de vote double aux actions pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins ;
- autorisations données par l'Assemblée Générale d'augmenter le capital ;
- obligation prévue par les statuts de déclarer à la Société toute détention de capital ou de droits de vote devenue égale ou supérieure à 2 % et, à compter de ce seuil, à tout multiple entier de 1 % (cf. Note 21.2.7 des Informations générales).



➔ **PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS –
ANNULATION D' ACTIONS**

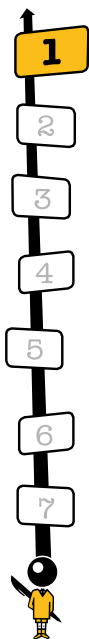
Au cours de l'exercice 2008 :

- SOCIÉTÉ BIC a acheté un total de 707 272 actions au cours moyen de 36,39 euros, dans le cadre des programmes de rachat d'actions autorisés par les Assemblées Générales des 23 mai 2007 et 21 mai 2008 ;
- aucun bénéficiaire n'a levé d'options d'achat d'actions ;
- SOCIÉTÉ BIC n'a attribué aucune action gratuite ;
- SOCIÉTÉ BIC a acquis, dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Natixis, 560 581 actions pour une valeur globale de 21 327 637,71 euros et cédé 555 868 actions pour une valeur globale de 20 977 254,57 euros.

Les frais de négociation afférents à toutes les opérations d'achat et de vente susvisées se sont élevés à 56 701,62 euros.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration du 26 février 2008, autorisé par l'Assemblée Générale du 23 mai 2007, et les Conseils d'Administration des 21 mai et 9 septembre 2008, autorisés par l'Assemblée Générale du 21 mai 2008, ont respectivement procédé à l'annulation de 434 027 actions, 163 985 actions et 252 260 actions. 850 272 actions ont donc été annulées au cours de l'exercice 2008.

Sur les 24 derniers mois, SOCIÉTÉ BIC a procédé à l'annulation de 1 401 614 actions, soit 2,89 % du capital social au 31 décembre 2008.



Rémunération des dirigeants

➔ **1. POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION**

a. Politique de détermination des rémunérations

Les rémunérations sont déterminées par le Conseil d'Administration sur recommandation du Comité des Rémunérations et des Nominations qui :

- analyse et compare les évolutions des rémunérations des individus et des postes similaires sur le marché ;
- analyse les performances individuelles et les performances de l'entreprise ;

- traduit les politiques et priorités du Groupe dans les programmes de rémunération variable à court et long terme.

b. Règles d'attribution 2008 de la part variable annuelle (bonus)

- a) Le Président, Monsieur Bruno Bich, n'a pas perçu de rémunération variable au titre de 2008 ;
- b) Le bonus du Directeur Général, Monsieur Mario Guevara, a été calculé sur la base de cinq critères proposés par le Comité des Rémunérations et des Nominations et fixés par le Conseil d'Administration au début de l'exercice :

CRITÈRES	BONUS 2008 CIBLE EN % DU SALAIRE DE BASE	BONUS RÉEL 2008 VERSÉ EN % DU SALAIRE DE BASE
Ventes nettes du Groupe	25 %	23,50 %
Résultat net	25 %	15,50 %
Flux nets de trésorerie liés à l'activité d'exploitation	25 %	25 %
Performance du titre BIC versus SBF 120	10 %	10 %
Objectifs individuels	25 %	22,67 %
TOTAL	110 %	96,67 %

Au titre de 2008, le bonus perçu représente 88 % du bonus cible.

c) Le bonus des Directeurs Généraux Délégués, Monsieur François Bich et Madame Marie-Aimée Bich-Dufour, est calculé sur la base de quatre critères :

BONUS DE FRANÇOIS BICH

CRITÈRES	BONUS 2008 CIBLE EN % DU SALAIRE DE BASE	BONUS RÉEL 2008 VERSÉ EN % DU SALAIRE DE BASE
Ventes nettes	11 %	11 %
Résultat d'exploitation	16,5 %	14,19 %
Montant des stocks	11 %	5,94 %
Objectifs individuels et appréciation générale	16,5 %	14,45 %
TOTAL	55 %	45,58 %

Le bonus perçu par Monsieur François Bich au titre de l'année 2008 représente 83 % du bonus cible.

BONUS DE MARIE-AIMÉE BICH-DUFOUR

CRITÈRES	BONUS 2008 CIBLE EN % DU SALAIRE DE BASE	BONUS RÉEL 2008 VERSÉ EN % DU SALAIRE DE BASE
Ventes nettes	9 %	8,46 %
Résultat d'exploitation	13 %	8,19 %
Montant des stocks	9 %	4,86 %
Objectifs individuels et appréciation générale	14 %	12,40 %
TOTAL	45 %	33,91 %

Le bonus perçu par Madame Marie-Aimée Bich-Dufour au titre de l'année 2008 représente 75 % du bonus cible.

➔ **2. RÉMUNÉRATIONS INDIVIDUELLES**

Le montant global des rémunérations fixes et variables, versées aux quatre mandataires sociaux au titre de l'exercice 2008, s'élève à 1 309 145 euros en fixe (base) et 731 920 euros en variable (bonus). Au titre de l'exercice 2007, ces montants s'élevaient à 1 293 641 euros en fixe (base) et 742 816 euros en variable (bonus) ⁽¹⁾.

Le montant des rémunérations attribuées aux membres de l'équipe de Direction (équipe du "Leadership", constituée de huit personnes, dont le Directeur Général et les 2 Directeurs Généraux

Délégués) au titre de l'exercice 2008 s'est élevé à 2 537 407 euros en fixe (base) et 1 364 387 euros en variable (bonus). Au titre de l'exercice 2007, l'équipe était constituée de dix personnes et ces montants s'élevaient à 2 987 832 euros en fixe (base) et 1 649 611 euros en variable (bonus) ⁽¹⁾.

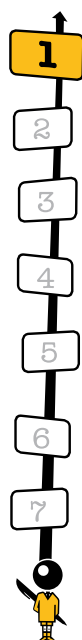
Le montant des rémunérations et avantages en nature suivant a été versé ou était dû au titre des exercices 2007 et 2008, aux membres des organes d'administration et de Direction de SOCIÉTÉ BIC en raison de leurs fonctions dans le Groupe, tant par SOCIÉTÉ BIC que par des sociétés contrôlées par elle au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce :

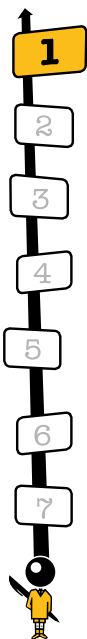
TABLEAUX 1 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES

BRUNO BICH PRÉSIDENT	EXERCICE 2007 (en euros)	EXERCICE 2008 (en euros)
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	150 000	150 000
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	-	-
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	-	-
TOTAL	150 000	150 000

Monsieur Bruno Bich est Président non exécutif depuis mars 2006 et perçoit à ce titre une rémunération fixe (sans variable) versée par SOCIÉTÉ BIC.

(1) Tous les montants en dollars américains ont été convertis en euros en utilisant le taux de change moyen de l'exercice 2008 (1euro = 1,4707 USD) et de l'exercice 2007 (1euro = 1,3709 USD).





MARIO GUEVARA DIRECTEUR GÉNÉRAL	EXERCICE 2007 (en USD) ^(a)	EXERCICE 2008 (en USD) ^(b)
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	1 273 836 (929 197 EUR)	1 411 476 (959 730 EUR)
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	-	-
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	901 915 (657 900 EUR)	-
TOTAL	2 175 751 (1 587 097 EUR)	1 411 476 (959 730 EUR)

(a) Les montants en dollars américains ont été convertis en euros en utilisant le taux de change moyen de l'exercice 2007 (1 € = 1,3709 USD).

(b) Les montants en dollars américains ont été convertis en euros en utilisant le taux de change moyen de l'exercice 2008 (1 € = 1,4707 USD). (Voir Note 1.10 de l'annexe aux comptes consolidés).

FRANÇOIS BICH DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ	EXERCICE 2007 (en euros)	EXERCICE 2008 (en euros)
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	641 715	628 906
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	-	-
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	-	-
TOTAL	641 715	628 906

MARIE-AIMÉE BICH-DUFOUR DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ	EXERCICE 2007 (en euros)	EXERCICE 2008 (en euros)
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	370 917	361 239
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	58 358	-
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	119 223	-
TOTAL	548 498	361 239

TABLEAUX 2 - RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS

BRUNO BICH PRÉSIDENT	MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2007 (en euros)		MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2008 (en euros)	
	Dus	Versés	Dus	Versés
• Rémunération fixe	150 000	150 000	150 000	150 000
• Rémunération variable	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
• Avantages en nature	-	-	-	-
TOTAL	150 000	150 000	150 000	150 000

MARIO GUEVARA DIRECTEUR GÉNÉRAL	MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2007 (en USD) ^(a)		MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2008 (en USD) ^(b)	
	Dus	Versés	Dus	Versés
• Rémunération fixe	650 000 (474 141 EUR)	650 000 (474 141 EUR)	676 000 (459 645 EUR)	676 000 (459 645 EUR)
• Rémunération variable	552 500 (403 020 EUR)	600 000 (437 669 EUR)	653 440 (444 305 EUR)	552 500 (375 671 EUR)
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
• Avantages en nature	1) Allocation Voiture : 19 600 (14 297 EUR)	1) Allocation Voiture : 19 600 (14 297 EUR)	1) Allocation Voiture : 19 600 (13 327 EUR)	1) Allocation Voiture : 19 600 (13 327 EUR)
	2) Abondement aux plans épargne entreprise US : a) 401 K : 6 900 (5 033 EUR)	2) Abondement aux plans épargne entreprise US : a) 401 K : 6 900 (5 033 EUR)	2) Abondement aux plans épargne entreprise US : a) 401 K : 6 900 (4 692 EUR)	2) Abondement aux plans épargne entreprise US : a) 401 K : 6 900 (4 692 EUR)
	b) 'Exec Comp Plan' : 26 000 (18 966 EUR)	b) 'Exec Comp Plan' : 26 000 (18 966 EUR)	b) 'Exec Comp Plan' : 27 040 (18 385 EUR)	b) 'Exec Comp Plan' : 27 040 (18 385 EUR)
	3) Autres : 18 836 (13 740 EUR)	3) Autres : 18 836 (13 740 EUR)	3) Autres : 28 496 (19 376 EUR)	3) Autres : 28 496 (19 376 EUR)
TOTAL	1 273 836 (929 197 EUR)	1 321 336 (963 846 EUR)	1 411 476 (959 730 EUR)	1 310 536 (891 096 EUR)

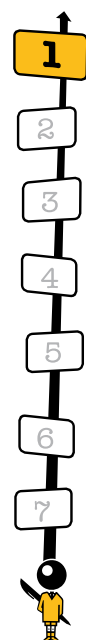
(a) Les montants en dollars américains ont été convertis en euros en utilisant le taux de change moyen de l'exercice 2007 (1 € = 1,3709 USD).

(b) Les montants en dollars américains ont été convertis en euros en utilisant le taux de change moyen de l'exercice 2008 (1 € = 1,4707 USD). (Voir Note 1.10 de l'annexe aux comptes consolidés).

Monsieur Mario Guevara a bénéficié au 1^{er} janvier 2008 d'une augmentation de sa rémunération libellée en dollar américain. Il bénéficie d'une révision annuelle de son salaire, comme décidé à sa prise de position, dans l'objectif de progressivement atteindre le niveau médian du marché américain des Chief Executive Officers (CEO) de sociétés de taille comparable.

FRANÇOIS BICH DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ	MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2007 (en euros)		MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2008 (en euros)	
	Dus	Versés	Dus	Versés
• Rémunération fixe	412 000	412 000	432 000	432 000
• Rémunération variable	229 715	234 320	196 906	229 715
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
• Avantages en nature	-	-	-	-
TOTAL	641 715	646 320	628 906	661 715

MARIE-AIMÉE BICH-DUFOUR DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ	MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2007 (en euros)		MONTANTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2008 (en euros)	
	Dus	Versés	Dus	Versés
• Rémunération fixe	257 500	257 500	267 500	267 500
• Rémunération variable	110 081	115 575	90 709	110 081
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
• Avantages en nature	Voiture (avantage valorisé) : 3 336	Voiture (avantage valorisé) : 3 336	Voiture (avantage valorisé) : 3 060	Voiture (avantage valorisé) : 3 060
TOTAL	370 917	376 411	361 269	380 641



➔ 3. JETONS DE PRÉSENCE

Messieurs Bruno Bich, Mario Guevara et François Bich et Madame Marie-Aimée Bich-Dufour ne perçoivent pas de jetons de présence à raison des mandats qu'ils exercent dans les sociétés du Groupe.

De même, aucun des autres membres de l'équipe de Direction ne perçoit de jetons de présence au titre de mandats sociaux détenus dans les sociétés du Groupe.

Les montants des jetons de présence versés à Mesdames Chandon-Moët et Poinot, à Messieurs Pélisson, Glen, Poupart-Lafarge, Rostand et Treuille ainsi qu'à la Société M.B.D. sont déterminés en fonction de leurs participations respectives au Comité d'Audit et au Comité des Rémunérations et des Nominations du Conseil d'Administration.

Ces Administrateurs ne perçoivent pas d'autres rémunérations.

TABLEAU 3 - RÉCAPITULATIF SUR LES JETONS DE PRÉSENCE

MEMBRES DU CONSEIL	JETONS DE PRÉSENCE VERSÉS AU TITRE DE L'EXERCICE 2007 <i>(en euros)</i>	JETONS DE PRÉSENCE VERSÉS AU TITRE DE L'EXERCICE 2008 <i>(en euros)</i>
Marie-Pauline Chandon-Moët	26 000	26 000
John Glen	-	4 000
Marie-Henriette Poinot	35 000	35 000
Gilles Pélisson	35 000	35 000
Olivier Poupart-Lafarge	35 000	16 000
Frédéric Rostand	44 000	44 000
Antoine Treuille	35 000	35 000
Société M.B.D.	35 000	35 000
TOTAL	245 000	230 000

➔ 4. ATTRIBUTIONS DE STOCK-OPTIONS

Usant de la faculté offerte lors des Assemblées Générales du 12 mai 1998, du 28 mai 2003, du 24 mai 2006 puis du 21 mai 2008, le Conseil d'Administration a décidé de consentir des stock-options dans le cadre d'une politique recommandée et agréée par le Comité des Rémunérations et des Nominations :

- l'attribution est annuelle. Depuis 2000, sont attribuées des options de souscription ;
- aucune décote n'est consentie sur le prix d'exercice (depuis 1998) ;
- le nombre de bénéficiaires représente plus de 7 % des salariés du Groupe. Chaque année, quelques 500 dirigeants et cadres sont déclarés éligibles en fonction de leur position hiérarchique et de leur performance. Mais également tous les salariés,

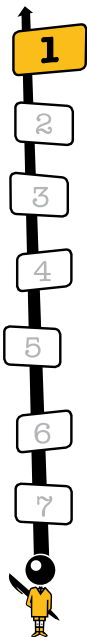
cadres ou non cadres, ont la possibilité d'en bénéficier s'ils sont sélectionnés par la Direction ;

- les attributions individuelles sont déterminées en fonction de la performance individuelle de l'année. Les contributions exceptionnelles de l'année sont récompensées par des attributions également exceptionnelles. Ainsi en 2008, 32 contributeurs clés du Groupe ont été récompensés ;
- en 2008, aucun dirigeant mandataire social n'a reçu de stock options.

L'impact des attributions d'options de souscription en termes de dilution sur le résultat est mentionné en Note 8 des comptes consolidés. Un tableau récapitulatif général des plans d'options en vigueur est inséré dans la Note 17 des comptes consolidés.

TABLEAUX 4 - OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE 2008 À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

OPTIONS ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PAR L'ÉMETTEUR ET PAR TOUTE SOCIÉTÉ DU GROUPE (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NATURE DES OPTIONS (ACHAT OU SOUSCRIPTION)	VALORISATION DES OPTIONS SELON LA MÉTHODE RETENUE POUR LES COMPTES CONSOLIDÉS <i>(en euros)</i>	NOMBRE D'OPTIONS ATTRIBUÉES PENDANT L'EXERCICE	PRIX D'EXERCICE <i>(en euros)</i>	PÉRIODE D'EXERCICE
N/A	-	-	-	-	-	-



OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE 2007 À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

OPTIONS ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PAR L'ÉMETTEUR ET PAR TOUTE SOCIÉTÉ DU GROUPE (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NATURE DES OPTIONS (ACHAT OU SOUSCRIPTION)	VALORISATION DES OPTIONS SELON LA MÉTHODE RETENUE POUR LES COMPTES CONSOLIDÉS (en euros)	NOMBRE D'OPTIONS ATTRIBUÉES PENDANT L'EXERCICE	PRIX D'EXERCICE (en euros)	PÉRIODE D'EXERCICE
Marie-Aimée Bich-Dufour	10 (11 déc. 2007)	Souscription	58 358	5 000	49,62	11 déc. 2010/ 10 déc. 2015

En 2007, les options de souscription attribuées n'étaient pas soumises à des conditions de performance.

TABLEAUX 5 - OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE 2008 PAR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

OPTIONS LEVÉES PAR LES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NOMBRE D'OPTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE	PRIX D'EXERCICE (en euros)	ANNÉE D'ATTRIBUTION
N/A	-	-	-	-

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE 2007 PAR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

OPTIONS LEVÉES PAR LES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NOMBRE D'OPTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE	PRIX D'EXERCICE (en euros)	ANNÉE D'ATTRIBUTION
Mario Guevara	1 (16 déc. 1998)	3 750	51,13	1998
	2 (16 déc. 1999)	6 500	40,83	1999
	3 (18 déc. 2000)	5 500	41,03	2000
	4 (13 déc. 2001)	13 200	36,57	2001
	5 (10 déc. 2002)	12 000	30,93	2002
	6 (17 déc. 2003)	14 000	36,96	2003
TOTAL	-	54 950	-	-

➔ 5. ATTRIBUTIONS GRATUITES D' ACTIONS SOUS CONDITIONS DE PERFORMANCE

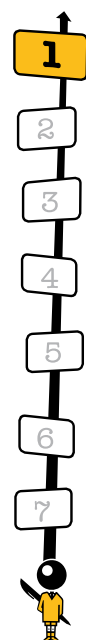
Depuis 2005, usant de la faculté offerte lors de l'Assemblée Générale du 19 mai 2005 puis du 23 mai 2007, le Conseil d'Administration a décidé, sur recommandation du Comité des Rémunérations et des Nominations, de mettre en place une politique d'attribution gratuite d'actions sous conditions de performance à 3 ans.

Pour les quatre premiers plans (2005 à 2007), la performance est calculée sur la base de la réalisation de deux objectifs : objectif d'augmentation du chiffre d'affaires et objectif de flux nets de trésorerie liés à l'exploitation, hors investissements, en pourcentage du chiffre d'affaires.

Après cette période de 3 ans pour accomplir la performance demandée, les actions qui seront définitivement transférées

seront ensuite incessibles pendant trois années supplémentaires. D'autre part, en application des dispositions de la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006, les Mandataires sociaux auront l'obligation de conserver 20 % des actions gratuites acquises dans le cadre du Plan du 11 décembre 2007, jusqu'à l'expiration de leur mandat. Ces 20 % seront réduits à 10 % lorsque le Directeur Général détiendra des actions pour une valeur de 5 années de salaire de base et lorsque les Directeurs Généraux Délégués détiendront des actions pour une valeur de 3 années de salaire de base.

Monsieur François Bich ayant renoncé à son attribution, il a souhaité que celle-ci soit répartie entre les autres bénéficiaires sous forme d'une attribution secondaire qui est soumise à des conditions de sept ans de présence dans l'entreprise et de conservation des titres transférés dans le cadre de l'attribution principale. Pour cette attribution secondaire, les actions, qui



seront définitivement transférées après sept ans, seront ensuite incessibles pendant deux années.

Le nombre global d'actions attribuées est indiqué dans la Note 17 des comptes consolidés.

En 2008, aucune action sous condition de performance n'a été attribuée.

TABLEAUX 6 - ACTIONS DE PERFORMANCE ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL DURANT L'EXERCICE 2008

ACTIONS DE PERFORMANCES ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PAR L'ÉMETTEUR ET PAR TOUTE SOCIÉTÉ DU GROUPE (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NOMBRE D'ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE	VALORISATION DES ACTIONS SELON LA MÉTHODE RETENUE POUR LES COMPTES CONSOLIDÉS (en euros)	DATE D'ACQUISITION	DATE DE DISPONIBILITÉ	CONDITIONS DE PERFORMANCE
N/A(*)	-	-	-	-	-	-

(*) L'attribution du plan 5, au titre de 2008, a été consentie par le Conseil d'Administration du 10 février 2009. 16 450 actions de performance ont été attribuées à Mario Guevara et 3 500 actions de performance ont été attribuées à Marie-Aimée Bich-Dufour.

ACTIONS DE PERFORMANCE ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL DURANT L'EXERCICE 2007

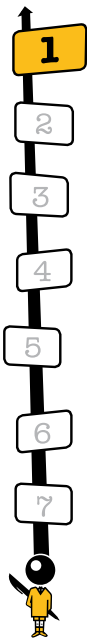
ACTIONS DE PERFORMANCES ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PAR L'ÉMETTEUR ET PAR TOUTE SOCIÉTÉ DU GROUPE (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NOMBRE D'ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE	VALORISATION DES ACTIONS SELON LA MÉTHODE RETENUE POUR LES COMPTES CONSOLIDÉS (en euros)	DATE D'ACQUISITION	DATE DE DISPONIBILITÉ	CONDITIONS DE PERFORMANCE
Mario Guevara	4 (11 déc. 2007)	14 350	645 606	11 mars 2011	11 mars 2014	Objectif d'augmentation du chiffre d'affaires Objectif de flux nets de trésorerie liés à l'exploitation, hors investissements, en pourcentage du chiffre d'affaires
	4 (11 déc. 2007)	302	12 294	11 mars 2015	11 mars 2017	
Marie-Aimée Bich-Dufour	4 (11 déc. 2007)	2 650	Total = 657 900 119 223	11 mars 2011	11 mars 2014	

TABLEAUX 7 - ACTIONS DE PERFORMANCE DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE 2008 POUR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

ACTIONS DE PERFORMANCE DEVENUES DISPONIBLES POUR LES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NOMBRE D'ACTIONS DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE	CONDITIONS D'ACQUISITION	ANNÉE D'ATTRIBUTION
N/A	-	-	-	-

ACTIONS DE PERFORMANCE DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE 2007 POUR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

ACTIONS DE PERFORMANCE DEVENUES DISPONIBLES POUR LES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX (LISTE NOMINATIVE)	N°. ET DATE DU PLAN	NOMBRE D'ACTIONS DEVENUES DISPONIBLES DURANT L'EXERCICE	CONDITIONS D'ACQUISITION	ANNÉE D'ATTRIBUTION
N/A	-	-	-	-



➔ 6. SYSTÈMES DE RETRAITES

- a) Depuis avril 2006, le Président, Monsieur Bruno Bich, perçoit une pension versée par le régime complémentaire de retraite des cadres de Direction de la Société BIC CORPORATION (Supplementary Executive Retirement Plan), plan auquel il a participé pendant plus de 30 ans. En 2008, Monsieur Bruno Bich a perçu 555 360 dollars américains ;
- b) Monsieur Mario Guevara participe au régime complémentaire de retraite des cadres de Direction de la Société BIC CORPORATION (Supplementary Executive Retirement Plan) : ce plan propose une retraite égale à 2,5 % de la rémunération moyenne des trois dernières années travaillées par année d'ancienneté, avec un maximum de 50 % (soit 20 années). Les engagements liés à ce plan sont comptabilisés par BIC CORPORATION conformément à la norme IAS 19. Au 31 décembre 2008, les engagements retraite pour Mario Guevara s'élevaient à 3 252 280 dollars américains (2 933 122 dollars américains au titre du Supplementary Executive Retirement Plan et 319 158 dollars américains au titre du US Qualified Pension Plan) ;

- c) Monsieur François Bich et Madame Marie-Aimée Bich-Dufour participent au régime complémentaire de retraite des cadres de Direction de BIC en France. Ce plan, de type additif, propose une retraite supplémentaire aux régimes obligatoires égale à 1,25 % de la rémunération moyenne des trois dernières années travaillées par année de participation au plan, avec un maximum de 25 % (soit 20 années). Les engagements liés à ce plan sont provisionnés par SOCIÉTÉ BIC conformément à la norme IAS 19. Au 31 décembre 2008, l'engagement au titre de ce plan s'élevait à 2 393 145 euros pour François Bich et 449 300 euros pour Marie-Aimée Bich-Dufour.

➔ 7. RÉMUNÉRATIONS EXCEPTIONNELLES (VERSÉES À L'ENTRÉE OU À L'ISSUE D'UN MANDAT)

Aucun engagement de rémunération exceptionnelle à verser à l'issue de leur mandat n'a été pris avec les Mandataires sociaux.

TABLEAU 8

DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX	CONTRAT DE TRAVAIL		RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE		INDEMNITÉS ET AVANTAGES DUS OU SUSCEPTIBLES D'ÊTRE DUS À RAISON DE LA CESSATION OU DU CHANGEMENT DES FONCTIONS		INDEMNITÉS RELATIVES À UNE CLAUSE DE NON-CONCURRENCE	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Bruno Bich Président 1 ^{re} nomination : 2 juin 1986 Date fin de mandat : AG statuant en 2010 sur les comptes de 2009		X	X			X		X
Mario Guevara Directeur Général Début du mandat : 1 ^{er} mars 2006		X ⁽¹⁾	X (Voir § 6)			X		X
François Bich Directeur Général Délégué Début du mandat : 15 décembre 1988		X	X (Voir § 6)			X		X
Marie-Aimée Bich-Dufour Directeur Général Délégué Début du mandat : 22 mars 1995		X	X (Voir § 6)			X		X

(1) Mario Guevara n'est titulaire d'aucun contrat de travail au sein de SOCIÉTÉ BIC. Il est par ailleurs Chief Executive Officer des sociétés de droit américain BIC CORPORATION et BIC INTERNATIONAL. Il n'est pas prévu d'indemnités de rupture pour ces fonctions, auxquelles il peut être mis fin à tout moment.



Mandats et fonctions des Administrateurs et de la Direction Générale au 31 décembre 2008

➔ CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil d'Administration

BRUNO BICH

Âge	62
Nationalité	Française / Américaine
Administrateur indépendant	Non
Date de 1 ^{re} nomination	AG du 2 juin 1986
Échéance	AG statuant en 2010 sur les comptes de l'exercice 2009
Membre d'un comité	Non
Nombre d'actions BIC détenues	Détient des actions de SOCIÉTÉ BIC directement et indirectement au travers de la holding familiale, Société M.B.D. À la date du 31 décembre 2008, cette holding détenait 25,54 % du capital de SOCIÉTÉ BIC, représentant 32,65 % des droits de vote.
Adresse professionnelle	SOCIÉTÉ BIC 14 rue Jeanne d'Asnières 92110 Clichy France

Principale activité :

- Bruno Bich a été Président et Directeur Général de SOCIÉTÉ BIC du 27 mai 1993 au 28 février 2006. Depuis le 1^{er} mars 2006, il est Président du Conseil d'Administration.

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION	PAYS	MANDAT/FONCTION
Altadis	NC Espagne	Administrateur

NC = société non cotée.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

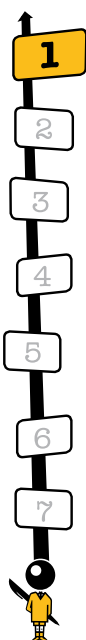
DÉNOMINATION	PAYS	MANDAT/FONCTION
Société M.B.D.	NC France	Gérant
Kosaido Co. Ltd.	NC Japon	Administrateur

NC = société non cotée.

Directeur Général et Administrateur

MARIO GUEVARA

Âge	49
Nationalité	Mexicaine
Administrateur indépendant	Non
Date de 1 ^{re} nomination	Administrateur : AG du 22 mai 2001 Directeur Général : 1 ^{er} mars 2006
Échéance	AG statuant en 2010 sur les comptes de l'exercice 2009
Membre d'un comité	Non
Nombre d'actions BIC détenues	870
Adresse professionnelle	BIC INTERNATIONAL 1 BIC Way, Suite 1 Shelton, CT États-Unis



Avant d'être Directeur Général de SOCIÉTÉ BIC, Mario Guevara a été Responsable des Amériques du Nord, centrale et du Sud de 2001 au 10 mars 2004, puis Directeur Général Délégué en charge des opérations de SOCIÉTÉ BIC jusqu'au 28 février 2006.

Principale activité :

- Directeur Général de SOCIÉTÉ BIC depuis le 1^{er} mars 2006.

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
BIC CORPORATION	GB/NC	États-Unis	Chairman Chief Executive Officer Director of the Board
BIC International Co	GB/NC	États-Unis	Chief Executive Officer Director of the Board
BIC de Venezuela CA	GB/NC	Venezuela	Chairman of the Board
BIC Chile SA	GB/NC	Chili	Chairman of the Board
BIC Japan KK	GB/NC	Japon	Director of the Board

GB = Groupe BIC.

NC = société non cotée.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

Sans objet.

Directeur Général Délégué et Administrateur

FRANÇOIS BICH

Âge	59
Nationalité	Française
Administrateur indépendant	Non
Date de 1 ^{re} nomination	CA du 30 septembre 1977 ratifié par l'AG du 29 mai 1978
Échéance	AG statuant en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008
Membre d'un comité	Non
Nombre d'actions BIC détenues	Détient des actions de SOCIÉTÉ BIC directement et indirectement au travers de la holding familiale, Société M.B.D. À la date du 31 décembre 2008, cette holding détenait 25,54 % du capital de SOCIÉTÉ BIC, représentant 32,65 % des droits de vote.
Adresse professionnelle	SOCIÉTÉ BIC 14 rue Jeanne d'Asnières 92110 Clichy France

Principales activités :

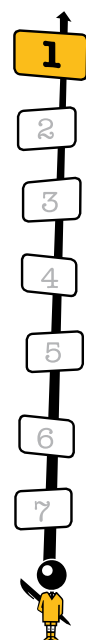
- Directeur Général Délégué de SOCIÉTÉ BIC depuis le 15 décembre 1988 ;
- Responsable de l'activité Briquets du Groupe BIC.

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Société du Briquet Jetable 75 ("BJ 75")	GB/NC	France	Président
Société M.B.D.	NC	France	Président du Conseil de Surveillance

GB = Groupe BIC.

NC = société non cotée.



Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

Sans objet.

Administrateurs

MARIE-PAULINE CHANDON-MOËT NÉE BICH

Âge	41
Nationalité	Française
Administrateur indépendant	Non
Date de 1 ^{re} nomination	AG du 28 mai 2003
Échéance	AG statuant en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008
Membre d'un comité	Non
Nombre d'actions BIC détenues	Détient des actions de SOCIÉTÉ BIC directement et indirectement au travers de la holding familiale, Société M.B.D. À la date du 31 décembre 2008, cette holding détenait 25,54 % du capital de SOCIÉTÉ BIC, représentant 32,65 % des droits de vote.
Adresse professionnelle	SOCIÉTÉ BIC 14 rue Jeanne d'Asnières 92110 Clichy France

Principales activités :

- Responsable de projets immobiliers européens du Groupe BIC ;
- Président de Ferrand SASU (anciennement Ferrand SA) (société non cotée – France).

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Société M.B.D.	NC	France	Membre du Conseil de Surveillance
<i>NC = société non cotée.</i>			

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

Sans objet.

JOHN GLEN

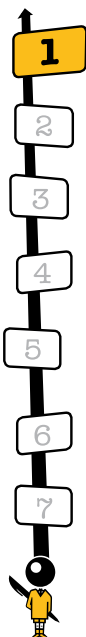
Âge	49
Nationalité	Britannique
Administrateur indépendant	Oui
Date de 1 ^{re} nomination	Cooptation par le CA du 10 décembre 2008 en remplacement d'Olivier Poupart-Lafarge (à soumettre à la ratification de l'AG qui se tiendra en 2009)
Échéance	AG statuant en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008
Membre d'un comité	Comité d'Audit
Nombre d'actions BIC détenues	100
Adresse professionnelle	THE BUCCLEUCH GROUP 27 Silvermills Court Henderson Place Lane Edinburgh EH3 5DG Royaume-Uni

Principale activité :

- Directeur Général du Groupe Buccleuch (Royaume-Uni).

Autres mandats et fonctions en cours ou exercés au cours des cinq dernières années et expirés :

Sans objet.



GILLES PÉLISSON

Âge	51
Nationalité	Française
Administrateur indépendant	Oui
Date de 1^{re} nomination	AG du 22 mai 2001
Échéance	AG statuant en 2010 sur les comptes de l'exercice 2009
Membre d'un comité	Président du Comité des Rémunérations et des Nominations
Nombre d'actions BIC détenues	500
Adresse professionnelle	ACCOR 110 avenue de France 75013 Paris France

Principale activité :

- Directeur Général d'Accor (France – société cotée).

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Accor	C	France	Administrateur
Groupe Lucien Barrière SAS	NC	France	Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance
Lenôtre	NC	France	Représentant permanent d'Accor au Conseil de Surveillance
Fondation Accor	NC	France	Président
ESSEC	NC	France	Président du Conseil de Surveillance
Accor Services Italia S.r.l.	NC	Italie	Administrateur
Sagar S.r.l.	NC	Italie	Administrateur
Accor Hospitality Italia (ex. Sifalberghi S.r.l.)	NC	Italie	Administrateur

C = société cotée.

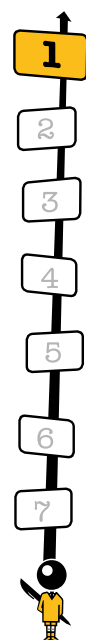
NC = société non cotée.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Bouygues Telecom	NC	France	Président / Directeur Général
TPS	NC	France	Administrateur
RCBT (Réseau Club Bouygues Telecom)	NC	France	Administrateur
Club Méditerranée	C	France	Administrateur
Scapa Italia S.r.l.	NC	Italie	Administrateur

C = société cotée.

NC = société non cotée.



MARIE-HENRIETTE POINSOT NÉE BICH

Âge	47
Nationalité	Française
Administrateur indépendant	Non
Date de 1 ^{re} nomination	AG du 21 mai 1997
Échéance	AG statuant en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008
Membre d'un comité	Comité des Rémunérations et des Nominations
Nombre d'actions BIC détenues	Détient des actions de SOCIÉTÉ BIC directement et indirectement au travers de la holding familiale, Société M.B.D. À la date du 31 décembre 2008, cette holding détenait 25,54 % du capital de SOCIÉTÉ BIC, représentant 32,65 % des droits de vote.
Adresse professionnelle	OPTIONS 1 chemin du bois des remises 78130 Les Mureaux France

Principale activité :

- Directeur Stratégies du Groupe Options (France).

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Options SAS	NC	France	Membre du Comité stratégique

NC = société non cotée.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Tosniop SA	NC	France	Administrateur
Options SA	NC	France	Membre du Conseil de Surveillance
Ferrand SA (aujourd'hui Ferrand SASU)	NC	France	Administrateur

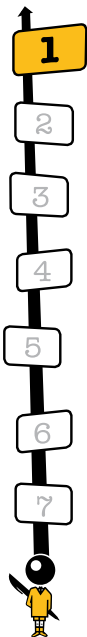
NC = société non cotée.

FRÉDÉRIC ROSTAND

Âge	46
Nationalité	Française
Administrateur indépendant	Oui
Date de 1 ^{re} nomination	AG du 28 mai 2003
Échéance	AG statuant en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008
Membre d'un comité	Comité d'Audit Comité des Rémunérations et des Nominations
Nombre d'actions BIC détenues	1 000
Adresse professionnelle	Générale de Santé SA 96 avenue d'Iéna 75116 Paris France

Principale activité :

- Président du Directoire de la Générale de Santé SA (France – société cotée).



Autres mandats ou fonctions en cours :

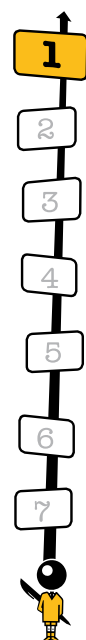
DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Compagnie Générale de Santé SAS	NC	France	Président
Générale de Santé Cliniques	NC	France	Président-Directeur Général
Louis DELHAIZE S.A.	NC	Belgique	Administrateur

NC = société non cotée.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Saint Louis Sucre SA	NC	France	Président du directoire
Südzucker AG	NC	Allemagne	Membre du directoire
SFOP	NC	France	Représentant de Saint Louis Sucre SA, Président
Saint Louis Sucre International	NC	France	Représentant de Saint Louis Sucre SA, Président
COFA	NC	France	Président du Conseil de Surveillance
Sucreries de Bourgogne 1829 Victor Fauconnier (anciennement dénommée Distilleries Ryssen)	NC	France	Représentant permanent de Saint Louis Sucre, Administrateur
Eastern Sugar BV	NC	Pays-Bas	Administrateur
Raffinerie Tirlemontoise	NC	Belgique	Administrateur
Ebro Puleva	NC	Espagne	Administrateur
Slaska Spolka Cukrowa SA	NC	Pologne	Vice-président du Conseil de Surveillance

NC = société non cotée.



SOCIÉTÉ M.B.D.

Forme sociale	Société en commandite par actions
Immatriculation	389 818 832 RCS Nanterre
Administrateur indépendant	Non
Date de 1^{re} nomination	AG du 24 mai 2006
Échéance	AG statuant en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008
Membre d'un comité	Comité d'Audit
Nombre d'actions BIC détenues	25,54 % du capital, représentant 32,65 % des droits de vote (au 31 décembre 2008)
Siège social	1 Place Paul Verlaine 92100 Boulogne-Billancourt France
Représentant permanent	Édouard Bich 44 ans Nationalité française Principale activité : gérance de Société M.B.D. Adresse professionnelle : 7 route du village - 1195 Dully (Suisse). Détient des actions de SOCIÉTÉ BIC directement et indirectement (par le biais de la détention d'actions de Société M.B.D.).

La Société M.B.D. n'exerce aucun autre mandat.

ANTOINE TREUILLE

Âge	60
Nationalité	Française
Administrateur indépendant	Oui
Date de 1 ^{re} nomination	AG du 21 mai 1997
Échéance	AG statuant en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008
Membre d'un comité	Président du Comité d'Audit
Nombre d'actions BIC détenues	602
Adresse professionnelle	French-American Foundation 28 West 44 th Street, Suite 1420 New York NY10036 États-Unis

Principale activité :

- Président de la French-American Foundation (États-Unis).

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Eramet	C	France	Administrateur
Altamont Capital Partners	NC	États-Unis	Executive Managing Director
Mercantile Capital Partners	NC	États-Unis	Executive Managing Director
Charter Pacific Corporation	NC	États-Unis	President
Partex Corporation	NC	États-Unis	Director of the Board
Harris Interactive, Inc.	C	États-Unis	Director of the Board
Harlen Furniture, LLC	NC	États-Unis	Director of the Board
Imperial Headwear, Inc.	NC	États-Unis	Director of the Board

C = société cotée.

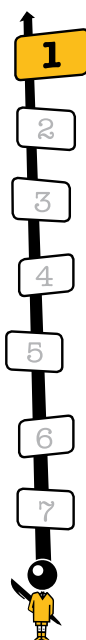
NC = société non cotée.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Skip's Clothing, Inc.	NC	États-Unis	Director of the Board
Eye Care Centers of America	NC	États-Unis	Director of the Board
Chicken Out Corporation	NC	États-Unis	Director of the Board
Special Metal Corporation	C*	États-Unis	Director of the Board
Dry Ice Corporation	NC	États-Unis	Director of the Board

C* = société cotée lors de l'exercice du mandat. Cette société n'est plus cotée à ce jour.

NC = société non cotée.



Directeur Général Délégué

MARIE-AIMÉE BICH-DUFOUR

Âge	50
Nationalité	Française
Date de nomination	22 mars 1995
Nombre d'actions BIC détenues	Détient des actions de SOCIÉTÉ BIC directement et indirectement au travers de la holding familiale, Société M.B.D. À la date du 31 décembre 2008, cette holding détenait 25,54 % du capital de SOCIÉTÉ BIC, représentant 32,65 % des droits de vote.
Adresse professionnelle	SOCIÉTÉ BIC 14 rue Jeanne d'Asnières 92110 Clichy France

Principales activités :

- Directeur Général Délégué de SOCIÉTÉ BIC ;
- Directeur Juridique du Groupe BIC.

Autres mandats en cours :

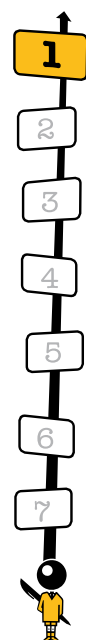
DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
BIC Portugal SA	GB/NC	Portugal	Administrateur
BIC Iberia SA	GB/NC	Espagne	Administrateur
BIC Violex SA	GB/NC	Grèce	Administrateur
BIC Holdings Southern Africa (Pty.) Ltd.	GB/NC	Afrique du Sud	Administrateur
Sheaffer (Hong Kong) Co. Ltd.	GB/NC	Hong Kong	Administrateur
BIC Stationery (Shanghai) Co. Ltd.	GB/NC	Chine	Administrateur
BIC (Shanghai) Stationery Manufacturing Co. Ltd.	GB/NC	Chine	Administrateur
BIC India Pvt. Ltd.	GB/NC	Inde	Administrateur
BIC Products Pte. Ltd.	GB/NC	Inde	Administrateur
BWI Manufacturing India Pvt. Ltd.	GB/NC	Inde	Administrateur
BIC Japan KK	GB/NC	Japon	Administrateur
BIC Malaysia Sdn. Bhd.	GB/NC	Malaisie	Administrateur
Mondial Sdn. Bhd.	GB/NC	Malaisie	Administrateur
BIC-GBA Sdn. Bhd.	GB/NC	Malaisie	Administrateur
BIC Product (Singapore) Pte. Ltd.	GB/NC	Singapour	Administrateur
BIC Product (Asia) Pte. Ltd.	GB/NC	Singapour	Administrateur
BIC Product (Korea) Ltd.	GB/NC	Corée du Sud	Administrateur
BIC Product (Thailand) Ltd.	GB/NC	Thaïlande	Administrateur
BIC GmbH	GB/NC	Allemagne	Gérant
A. Hauser GmbH & Co. KG	GB/NC	Allemagne	Gérant
A. Hauser Verwaltungsgesellschaft mbH	GB/NC	Allemagne	Gérant
BIC Australia Pty. Ltd.	GB/NC	Australie	Administrateur
BIC (NZ) Ltd	GB/NC	Nouvelle-Zélande	Administrateur
Association Nationale des Sociétés par Actions (ANSA)	NC	France	Administrateur

GB = Groupe BIC.

NC = société non cotée.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

Sans objet.



Administrateur démissionnaire en 2008

OLIVIER POUPART-LAFARGE

Olivier Poupert-Lafarge a démissionné de son mandat d'Administrateur de SOCIÉTÉ BIC à l'issue du Conseil d'Administration du 21 mai 2008. Les informations ci-dessous présentent la situation de Monsieur Poupert-Lafarge au 1^{er} janvier 2008.

Âge	65
Nationalité	Française
Administrateur indépendant	Oui
Date de 1 ^{re} nomination	AG du 25 mai 2000
Échéance	AG statuant en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008
Membre d'un comité	Comité d'Audit
Nombre d'actions BIC détenues	2 500
Adresse professionnelle	BOUYGUES 32 avenue Hoche 75008 Paris France

Principales activités :

- Directeur Général Délégué de Bouygues (France) depuis 2003 ;
- Membre du Collège Conseil National de la Comptabilité (France) depuis 2007.

Autres mandats ou fonctions en cours :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Bouygues SA	C	France	Administrateur
Bouygues Telecom	NC	France	Administrateur
Télévision Française 1 (TF1)	C	France	Administrateur
Colas	C	France	Administrateur
Alstom	C	France	Administrateur
Bouygues Immobilier	NC	France	Représentant permanent de la société Bouygues
Bouygues Construction	NC	France	Représentant permanent de la société Bouygues

C = société cotée.

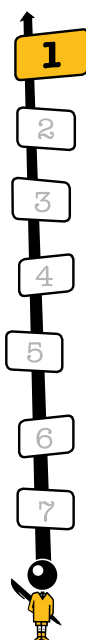
NC = société non cotée.

Mandats ou fonctions exercés au cours des cinq dernières années et expirés (hors Groupe BIC) :

DÉNOMINATION		PAYS	MANDAT/FONCTION
Bouygues SA	C	France	Directeur Général Stratégies et Finances
SCDM	NC	France	Administrateur

C = société cotée.

NC = société non cotée.



Informations sociales

➔ EFFECTIF

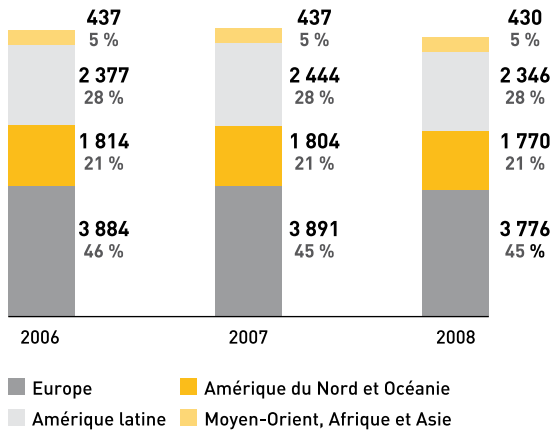
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, BIC comptait au total 8 312 salariés permanents et 662 temporaires à travers 47 pays dans le monde. Les variations du nombre d'employés par zone géographique se présentent comme suit :

EFFECTIF 2006 à 2008 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

EFFECTIF PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE GROUPE BIC	DÉCEMBRE 2006	DÉCEMBRE 2007	DÉCEMBRE 2008	VARIATION 2008/2007
Europe	3 884	3 891	3 766	(125)
Amérique du Nord et Océanie	1 814	1 804	1 770	(34)
Amérique latine	2 377	2 444	2 346	(98)
Moyen-Orient, Afrique et Asie	437	437	430	(7)
TOTAL EFFECTIFS PERMANENTS EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN	8 512	8 576	8 312	(264)
Temporaires	899	855	662	(193)
TOTAL EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN	9 411	9 431	8 974	(457)

En 2008, les effectifs permanents sont en baisse de 264. Cette réduction s'explique principalement par la baisse des effectifs dans l'activité GRAPHIC et dans les usines de production d'instruments d'écriture.

EFFECTIFS PERMANENTS PAR CONTINENT



L'effectif permanent (en contrat à durée indéterminée) représente 93 % de l'effectif du Groupe. L'effectif temporaire, qui a diminué en 2008, représente 7 % de l'effectif, réparti entre personnel intérimaire, contrats à durée déterminée et stagiaires d'école ou d'université. Les travailleurs temporaires se trouvent principalement aux États-Unis et en France. Ils sont employés en production (74 % des effectifs temporaires), en support à la vente (9 %) et dans la distribution (6 %), essentiellement en raison de la forte saisonnalité des activités de BIC.

Les **femmes** représentent 40 % des effectifs permanents du Groupe, soit 1 % de moins qu'en 2007. Elles représentent 36 % des effectifs en Europe – Moyen-Orient – Afrique, 48 % en Amérique du Nord, 40 % en Amérique latine et 32 % en Asie.

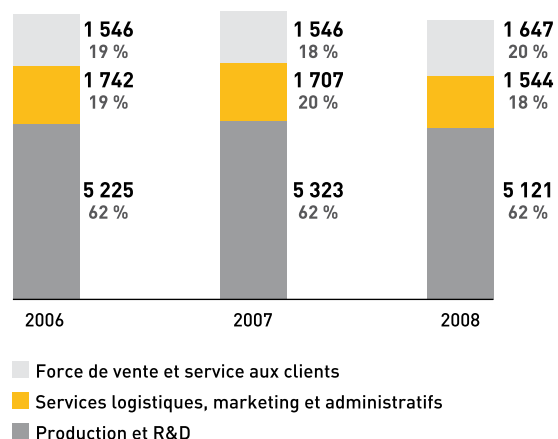
Les **managers** représentent environ **24 %** des effectifs permanents du Groupe en 2008, 2 % de plus qu'en 2007 et 2006.

Selon la définition du Groupe BIC, la caractéristique principale d'un manager est qu'il coordonne un ensemble de moyens qui lui sont confiés, avec le degré d'autonomie et de responsabilité nécessaire à la réalisation d'objectifs au moins annuels. Le management peut porter sur une équipe, sur des projets, sur un processus, une technique ou sur un portefeuille de clients ou de fournisseurs.

En 2008, 33 % de ces managers sont des femmes, alors que 22 % des Directeurs et cadres supérieurs et 14 % du Comité de Direction sont des femmes.

En 2008, les **managers** de BIC ont en moyenne **41 ans** (43 ans pour les hommes et 39 ans pour les femmes) et une ancienneté moyenne de **10 ans** (11 ans pour les hommes et 9 ans pour les femmes).

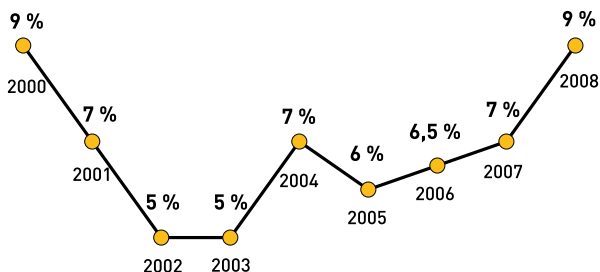
EFFECTIFS PERMANENTS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ



Les effectifs par pôle d'activité sont constants depuis trois ans, ce qui traduit la stabilité du mode d'organisation.

Le **taux de départ volontaire** du Groupe est de 9 % en 2008, alors qu'il était de 7 % en 2006.

En 2008, la hausse du taux de départ volontaire est due à un accroissement des départs aux États-Unis et en Amérique du Sud.



Pour ses **recrutements**, le Groupe a développé depuis plusieurs années une politique de mobilité et de promotion interne active, qui s'appuie sur des outils de gestion de carrière (Plan de Développement Individuel, Plan de Succession, accélérateurs de talents, etc.) qui sont utilisés efficacement.

En 2008, pour les quatre premiers niveaux de managers, le **taux de promotion interne a été de 83 %**, un taux élevé et comparable à ceux des 3 années précédentes de 2005 à 2007 (82 %).

D'autre part, le Groupe a réalisé quelque 220 recrutements externes de cadres intermédiaires ou débutants et quelque 630 recrutements d'ouvriers et employés.

Le Groupe ne connaît pas de difficulté de recrutement externe, grâce à la mise en œuvre d'outils innovants et qualitatifs (adresse internet : humanresources@bicworld.com) qui valorisent la notoriété de l'entreprise sur le marché de l'emploi international, et grâce à la collaboration avec des cabinets de recrutement spécialisés de renommée internationale. En interne, le Groupe a renforcé, depuis plusieurs années, les compétences de ses managers aux techniques de recrutement et a développé une nouvelle procédure de sélection et de traçabilité plus performante.

➔ ORGANISATION DU TRAVAIL

Les modes d'organisation et d'aménagement du temps du travail sont déterminés sur la base des prévisions des besoins de production de chaque site et du service à délivrer aux clients. BIC travaille continuellement à l'amélioration de ses modes d'organisation. Le niveau d'heures supplémentaires réalisées est strictement mesuré et encadré dans les établissements où cette pratique est utilisée.

Le taux d'absentéisme (hors accidents du travail et maternité) reste faible et décroît légèrement en 2008, soit en moyenne 1,6 % dans le Groupe contre 1,8 % en 2007, 1,9 % en 2006, 1,7 % en 2005 et 1,9 % en 2004. Le taux d'absentéisme incluant les absences pour accidents de travail et maternité reste également faible et stable à 2,2 %.

Depuis plusieurs années, la Direction des Ressources Humaines sensibilise les Directions des établissements en publiant régulièrement au niveau du Groupe une analyse comparative des résultats détaillés de chacun d'entre eux, et en menant des plans d'action spécifiques.

➔ TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

En 2008, le nombre de travailleurs handicapés, recensés dans les sites les plus importants du Groupe est de 76 (hors emplois indirects liés à la sous-traitance) : 55 sont employés en Europe, 10 sont en Amérique du Sud, et 11 en Amérique du Nord.

➔ RÉMUNÉRATIONS

Dans le Groupe, le coût moyen annuel par employé (charges sociales incluses) est de 44 900 euros en 2008, en augmentation de 2,2 % par rapport à 2007 à taux réel.

L'analyse à taux de change constant montre une augmentation de + 4,6 % par rapport à 2007. Globalement, cette augmentation est due à :

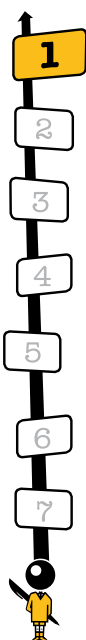
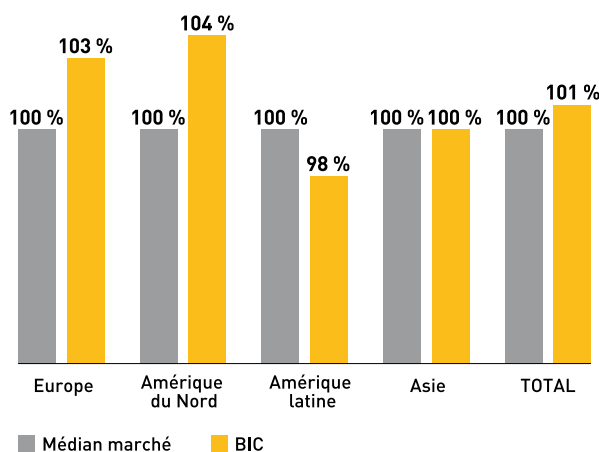
- l'augmentation du salaire moyen brut (+ 3,5 %) ;
- l'augmentation des rémunérations variables (+ 4,1%) ;
- l'augmentation de 7,3 % des charges sociales et autres avantages.

La reconnaissance de la performance individuelle et de la performance des équipes de travail est un élément essentiel de la politique de rémunération du Groupe BIC. Ainsi, pour les managers, les augmentations de salaire sont fondées sur le mérite individuel (excepté dans certains pays ayant des obligations légales en matière d'augmentations générales). Les rémunérations variables liées à la performance représentent en moyenne 15 % des salaires de base bruts des cadres du Groupe.

Les différences de rémunération entre les employés sont justifiables ; elles reflètent les responsabilités confiées, l'expérience, la performance, le potentiel et tiennent compte des spécificités des marchés locaux.

En 2008, comme chaque année, une analyse complète de la compétitivité externe des salaires de base des managers a été menée. Pour les quelque 47 pays où BIC est présent, les données médianes du marché par level BIC ont été fournies par HayGroup. Les résultats ont montré qu'en moyenne, les managers de BIC sont positionnés légèrement au-dessus de la médiane de leur marché local, conformément à la politique de rémunération du Groupe.

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE 2008



Le Groupe BIC s'enrichit des différences et proscrit formellement tout élément discriminatoire tel que la race, la religion, le sexe ou l'âge.

➔ RELATIONS PROFESSIONNELLES ET BILAN DES ACCORDS COLLECTIFS

L'année a été marquée par l'engagement de négociations ayant débouché sur la signature de plusieurs accords portants sur la rémunération des auteurs d'invention et sur le recours au contrat à durée déterminée à objet défini.

Le plan d'épargne retraite collective inter-entreprise a reçu ses seconds versements en 2008. Plus de 50 % des salariés en France ont placé leur participation 2007 dans le PERCO-i, ce qui démontre le succès de la campagne de communication et sensibilisation au problème des financements des retraites dans les décennies à venir que BIC a effectué auprès de ses salariés.

Des négociations avec les partenaires sociaux ont débouché en 2008 sur la mise en place de mesures visant à faciliter la vie des salariés tout en garantissant la compétitivité de l'entreprise lors des mouvements sociaux dans les administrations et transports publics.

➔ DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET FORMATION

Les valeurs de responsabilité et d'éthique mises en avant par BIC vont de pair avec une préoccupation constante pour l'épanouissement professionnel des collaborateurs du Groupe. Celle-ci se traduit par la mise en œuvre de programmes de formation et de développement destinés à renforcer les compétences et l'employabilité des salariés.

Identifier et préparer les futurs dirigeants

Dans des marchés où les ressources humaines de qualité sont de plus en plus recherchées et parfois même en pénurie, il est fondamental de concentrer ses efforts sur l'identification et le développement des ressources clés.

Les "talents", dont le rôle est crucial pour le développement de l'entreprise, font l'objet d'une attention particulière et de plans de développement sur mesure. En 2008, comme chaque année, en s'appuyant sur une analyse détaillée de notre organisation et de nos ressources, un plan de succession a été validé par le Président et le Directeur Général.

La formation, un enjeu déterminant pour le Groupe

Valorisants pour les collaborateurs, la formation et le développement répondent également à des objectifs essentiels pour BIC. Ils contribuent notamment à diffuser les valeurs du Groupe, à améliorer le fonctionnement opérationnel des équipes et de leurs managers et à repérer et développer les compétences des futurs leaders.

Ces actions de progrès sont déployées grâce à l'implication active des Directeurs Généraux et des Directeurs Opérationnels dans le cadre du programme "People Development" et via BIC University.

BIC apporte une attention particulière à la mesure de la qualité des formations et s'appuie pour cela sur un partenaire, FORMETRIS, qui permet d'évaluer précisément la qualité des programmes mis en place. En 2008, les formations ont eu un indice de satisfaction très élevé de 82 sur une échelle de 0 à 100.

La formation chez BIC est classée sujet numéro 1 de satisfaction par les collaborateurs dans les enquêtes d'opinion réalisées en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine.

Développer les compétences de management

Créé en 1998, BIC University est un centre de formation de l'entreprise dont le but est de développer de fortes compétences de management au sein du Groupe afin de faciliter le partage de la culture et le travail en équipe à travers les géographies et les fonctions. Son programme propose des formations locales et globales sur quatre continents. En 2008, plus de 16 260 jours de formation ont été dispensés.

Parmi les programmes innovants mis en place par BIC University en 2008, on peut notamment retenir : le Mini-MBA, le Master BIC University ou un programme orienté "Consumer Marketing".

Le Mini-MBA est un véritable programme qualifiant créé en collaboration avec le M.I.P. (Management Institute of Paris) et dont l'objectif est de donner aux jeunes managers le niveau de connaissance le plus actuel dans les différentes fonctions clés de l'entreprise (stratégie, finance, vente, marketing, RH, chaîne logistique, production). Plus de 100 managers ont d'ores et déjà participé à ce programme.

Le Master BIC University (MBU) est un programme de développement des capacités de leadership qui se déroule sur 3 ans. Il est animé par plusieurs consultants-coachs qui accompagnent de manière personnalisée les participants avec de nombreuses mises en situation.

Développer les compétences de nos équipes marketing dans le domaine de la prise en compte des besoins du consommateur est un des points clés de notre stratégie d'entreprise. C'est la raison pour laquelle BIC University a mis en place un programme original en partenariat avec l'ESSEC et HEC. Plusieurs dizaines de participants ont suivi ce programme d'une durée de 6 jours en 2008.

BIC University s'est également associée à l'IMD de Lausanne afin de permettre à six à huit personnes, chaque année, de participer à un des programmes phares de l'Institut : Orchestrating Winning Performance (O.W.P.).

Les œuvres sociales

Pour l'année 2008, BIC a consacré 1,385 million d'euros aux œuvres sociales de ses filiales en France, définies à l'article R. 432-2 du Code du travail.



Données environnementales

➔ L'ENVIRONNEMENT CHEZ BIC

Un comportement éthique envers nos salariés, consommateurs, clients, fournisseurs et actionnaires est un principe de travail fondamental et prioritaire pour le Groupe BIC. Similairement, BIC poursuit son engagement à protéger l'environnement et à assurer la santé et le bien-être de ses salariés, ses voisins et ses consommateurs. Chaque aspect d'une activité industrielle, de la production à la distribution jusqu'à la fin de vie du produit et de son emballage, génère un impact potentiel au niveau de la santé humaine, de la sécurité ou de l'environnement.

Il est de notre responsabilité de minimiser ces impacts. Le défi consiste à trouver des solutions qui protègent l'homme et l'environnement tout en maintenant la qualité de produit que le consommateur exige. BIC accepte cette responsabilité et ce défi.

Notre approche est de collaborer avec nos salariés, fournisseurs, clients et consommateurs pour identifier, mesurer et minimiser les impacts sur la santé, la sécurité et l'environnement qui proviennent de nos activités de production, de nos produits et de nos emballages.

Pour la cinquième année, BIC publie un rapport de développement durable.

➔ PÉRIMÈTRE ET CHOIX DES INDICATEURS

La SOCIÉTÉ BIC a fait le choix d'appliquer un périmètre plus large que le strict périmètre de l'article 116 de la loi sur les nouvelles régulations économiques qui précise que les informations sur les données environnementales ne s'imposent qu'aux seules sociétés cotées.

Ainsi, afin de fournir des informations pertinentes et adaptées à l'esprit de la loi, BIC fournit les données consolidées dès lors que celles-ci sont disponibles et pertinentes.

Les indicateurs ont été choisis pour permettre une meilleure lisibilité d'ensemble des données. Seuls les indicateurs représentatifs de l'activité du Groupe et de l'impact de ses activités industrielles sur l'environnement ont été sélectionnés.

Les données présentées proviennent de la consolidation des informations de l'ensemble des usines des filiales françaises et étrangères, sauf si seules les données locales sont disponibles ou si elles sont plus pertinentes que les informations consolidées. Sont visés ici toutes les usines du Groupe BIC fabriquant des produits finis ou semi-finis à destination de la vente au grand public, ainsi que nos sociétés d'ingénierie et les principaux entrepôts de BIC.

➔ EXISTENCE AU SEIN DE L'ACTIVITÉ DE STRUCTURES INTERNES DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT. MOYENS CONSACRÉS À LA RÉDUCTION DES RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT

L'approche générale du Groupe BIC en matière de protection de l'environnement est précisée dans le document "Politique santé, sécurité, environnement du Groupe BIC" signé par le Président et Directeur Général en avril 2005.

Parmi d'autres engagements, cette politique oblige chacune des usines BIC à mettre en place un Système de Management Environnemental (SME). Le Groupe BIC a préparé un ensemble de règles à suivre pour déployer un Système de Management qui réponde à la fois aux besoins spécifiques de nos usines et à notre objectif d'amélioration continue de nos performances environnementales. Le Groupe a également préparé un Guide de mise en place des Systèmes de Management pour les sites nouvellement acquis.

La mise en place de Systèmes de Management est effectuée à 88 % pour l'Environnement et à 85 % pour la Santé-Sécurité.

Les usines récemment acquises sont progressivement associées à la démarche environnementale.

Outre la mise en place des SME, les sites de production BIC continuent de s'engager dans de nombreux projets destinés à améliorer leur performance environnementale.

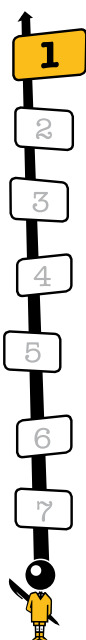
➔ DÉMARCHES D'ÉVALUATION OU DE CERTIFICATION ENTREPRISES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Le Groupe BIC a demandé aux usines BIC de mettre en place un Système de Management Environnemental conforme aux règles internes du Groupe. Le cas échéant, chaque site a la liberté d'aller au-delà de ces exigences Groupe. L'objectif est d'avoir une amélioration continue des performances environnementales.

La certification ISO 14001 n'est pas mise en place dans l'ensemble du Groupe, mais seulement pour certaines usines qui ont choisi cette voie pour progresser. Cependant, nous n'imposons ni n'interdisons le recours à cette certification.

➔ MESURES PRISES, LE CAS ÉCHÉANT, POUR ASSURER LA CONFORMITÉ DE L'ACTIVITÉ AUX DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES EN CETTE MATIÈRE

Les sites planifient et réalisent des contrôles quotidiens et périodiques, afin de répondre aux dispositions réglementaires locales. Selon le besoin, ces contrôles sont réalisés en interne ou



avec l'assistance de prestataires extérieurs. Si une non-conformité est mise en évidence lors du contrôle, un plan d'action est mis en place pour y remédier.

La mise en place du Système de Management Environnemental du Groupe permet aux sites d'améliorer l'organisation de leurs contrôles.

Conformément à la réglementation REACH, le Groupe BIC a, au cours de l'année 2008, pré-enregistré les substances chimiques concernées.

➔ ORGANISATION MISE EN PLACE POUR FAIRE FACE AUX ACCIDENTS DE POLLUTION AYANT DES CONSÉQUENCES AU-DELÀ DES ÉTABLISSEMENTS

Dans le cas où des risques d'accidents pourraient avoir des conséquences à l'extérieur de nos usines, des plans d'organisation ont été mis en œuvre.

En particulier nos sites SEVESO disposent d'un Plan d'Opération Interne. Hors de France, certains de nos sites possèdent des plans de gestion des accidents ayant de possibles impacts au-delà des sites. À titre d'exemple, tous nos sites des États-Unis et notre site de Nouvelle-Zélande ont un "Emergency Response Plan" qui comprend des actions de prévention et de gestion des conséquences hors-site d'éventuels accidents.

Dans le cas de notre site SEVESO seuil haut, nous avons défini une politique de prévention des risques majeurs et mis en place un système de gestion de la sécurité pour la prévention des accidents majeurs, conformément à l'arrêté ministériel du 10 mai 2000, transposition en droit français de la directive européenne 96/82/CE.

➔ FORMATION ET INFORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SÉCURITÉ

BIC a lancé en 2005 une campagne de sensibilisation des salariés du Groupe au développement durable, par des présentations faites aux managers dans les sites et aussi par des brochures de sensibilisation rédigées dans la langue du pays. En 2007, un module de formation par intranet consacré au développement durable et au programme BIC de développement durable a été mis au point par BIC University. Initialement destinée aux cadres responsables, cette formation a été étendue à tous les salariés de BIC en 2008. En 2009, cette formation par intranet sera mise à jour pour intégrer les nouveaux éléments de la politique de développement durable de BIC.

La politique santé, sécurité et environnement du Groupe BIC est communiquée à toutes les usines.

Le Groupe BIC ne procède pas à une mesure indépendante des jours de formation dédiés à la Santé, Sécurité et Environnement sur les sites. Les formations Santé, Sécurité et Environnement sont incluses dans les 73 658 heures de formations techniques dispensées en 2008 par le Groupe BIC.

➔ DÉPENSES ENGAGÉES POUR PRÉVENIR LES CONSÉQUENCES DE L'ACTIVITÉ SUR L'ENVIRONNEMENT

Les budgets d'investissements liés à l'environnement font partie intégrante des budgets des usines.

Les usines BIC ont planifié des programmes d'amélioration à court et long terme, destinés à prévenir ou minimiser les conséquences sur l'environnement. Un montant de 4,7 millions d'euros a été engagé pour 2008.

➔ MONTANT DES PROVISIONS ET GARANTIES POUR RISQUES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

La Société est assurée pour la responsabilité civile, au titre de ses installations. La Société est assurée au titre de sa responsabilité environnementale et de sa responsabilité civile, pour les préjudices causés aux tiers. En outre, la Société a souscrit les assurances obligatoires couvrant ses salariés ainsi que des assurances couvrant les dommages aux biens et l'interruption d'activité pour ses biens immobiliers et mobiliers.

En particulier, notre site SEVESO a constitué des garanties financières avec acte de cautionnement bancaire, selon les dispositions réglementaires.

➔ MONTANT DES INDEMNITÉS VERSÉES AU COURS DE L'EXERCICE EN EXÉCUTION D'UNE DÉCISION JUDICIAIRE

Aucun.

➔ ACTIONS MENÉES EN RÉPARATION DES DOMMAGES CAUSÉS À L'ENVIRONNEMENT

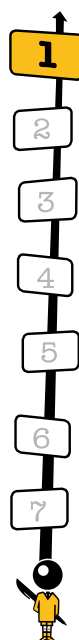
Aucune action significative n'a été nécessaire en 2008.

➔ CONSOMMATION DE RESSOURCES EN EAU

L'efficacité d'utilisation de l'eau du Groupe BIC, représentée par le ratio de la consommation d'eau rapportée à la tonne de produits, a augmenté de plus de 54 % entre 2007 et 2008.

La fermeture du site de Sheaffer (États-Unis), fort consommateur d'eau pour les systèmes de refroidissement, s'est traduite par une réduction massive de la consommation d'eau (1,6 million de mètres cubes par an) depuis 2 ans. BIC Rasoirs (France), qui représente maintenant 53 % de la consommation d'eau du Groupe, continue de bénéficier des récentes améliorations des procédés et a enregistré une diminution de 16 % de sa consommation d'eau sur la dernière année.

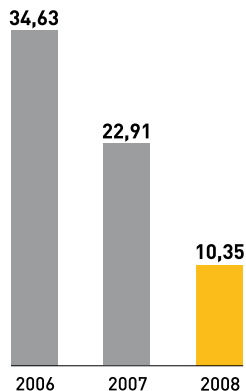
Au global, 60 % des sites ont réduit leur consommation d'eau conduisant ainsi à une diminution brute de plus de 58 % de l'eau consommée par le Groupe.



De plus, 4 sites ont diminué leur ratio de consommation d'eau tout en augmentant leur production ; c'est le cas de BIC Mexico (Mexique) qui voit sa consommation d'eau diminuer de 4 % alors que sa production a augmenté de 8 %.

Les usines du Groupe ont reporté 7 projets spécifiquement dédiés à la réduction de la consommation d'eau.

CONSOMMATION ANNUELLE D'EAU RAPPORTÉE À LA PRODUCTION - GROUPE BIC (Mètres cubes par tonne)



➔ **CONSOMMATION DE RESSOURCES EN ÉNERGIE**

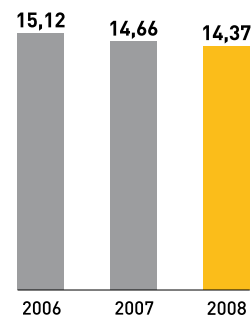
Le Groupe BIC a réalisé une réduction de près de 2 % de l'énergie consommée par tonne de production par rapport à 2007. Ce qui correspond à une diminution de près de 10 % de la consommation brute d'énergie, soit 100 000 Giga Joules.

Les améliorations les plus significatives en termes d'efficacité énergétique par tonne de production concernent les sites de BIC New Zealand (Nouvelle-Zélande) et BIC CORPORATION (États-Unis) avec des réductions respectives de 24 % et 15 %.

La Nouvelle-Zélande explique son amélioration par la mise en place d'un programme d'information et de sensibilisation de l'ensemble du personnel aux bonnes pratiques énergétiques. Les sites de Milford et de BIC Graphic USA ont modernisé leur usine avec des moteurs, des systèmes de refroidissement et un éclairage à haute efficacité énergétique.

Dans le cadre de la mise en œuvre de Systèmes de Management Environnementaux, au moins 17 programmes concernant la réduction de consommation d'énergie ont été finalisés ou mis en place en 2008.

CONSOMMATION ANNUELLE D'ÉNERGIE RAPPORTÉE À LA PRODUCTION - GROUPE BIC (Giga joules par tonne)



➔ **CONSOMMATION DES RESSOURCES EN MATIÈRES PREMIÈRES**

Nous nous attachons à optimiser la quantité de matières premières nécessaires à la fabrication de nos produits et à leur distribution.

Nous avons initié une démarche d'éco-conception pour les produits d'écriture et les rasoirs. Il s'agit d'une approche préventive qui permet d'intégrer les questions environnementales dès la conception du produit.

Des matériaux recyclés sont utilisés dans plusieurs produits d'écriture BIC® et BIC Graphic USA a lancé en 2008 une gamme complète de stylos contenant des matières recyclées. Les travaux de recherche et développement menés depuis plusieurs années ont permis fin 2008, de lancer le premier rasoir BIC® en bioplastique : le rasoir BIC® Évolutions™. L'utilisation de cette matière issue de l'agriculture permet de limiter l'utilisation de ressources naturelles non renouvelables.

Dans le cadre de la mise en œuvre de Systèmes de Management Environnementaux, 8 programmes concernant la réduction de consommation de matières premières et 2 en matière de packaging ont été élaborés.

➔ **DÉCHETS**

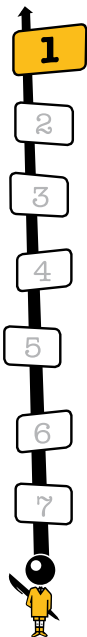
Déchets industriels dangereux

Le Groupe BIC a réalisé une réduction de 4 % de la quantité de déchets dangereux par tonne de production par rapport à 2007.

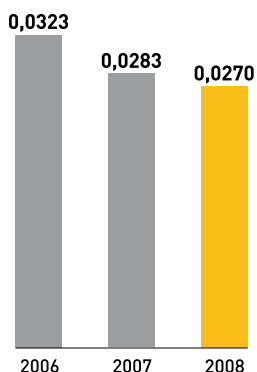
Les améliorations les plus significatives concernent les sites de BIC Sport (France) avec une diminution très importante de 53 %, BIC Amazonia (Brésil) avec une baisse de 17 %, BIC Violex (Grèce) et BIC Iberia (Espagne) avec 15 %.

Par exemple, BIC Sport (France) a modifié son procédé de fabrication de façon à générer moins de chutes et ainsi limiter la quantité de déchets à traiter. BIC Amazonia (Brésil) grâce à un procédé interne de traitement des eaux usées a réduit de 65 tonnes par an la production de déchets dangereux.

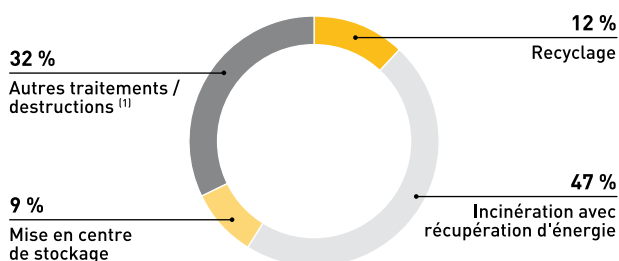
Les usines du Groupe BIC travaillent sur 23 programmes axés sur l'amélioration de la gestion des déchets.



PRODUCTION ANNUELLE DES DÉCHETS INDUSTRIELS DANGEREUX RAPPORTÉE À LA PRODUCTION - GROUPE BIC (Tonne par tonne)

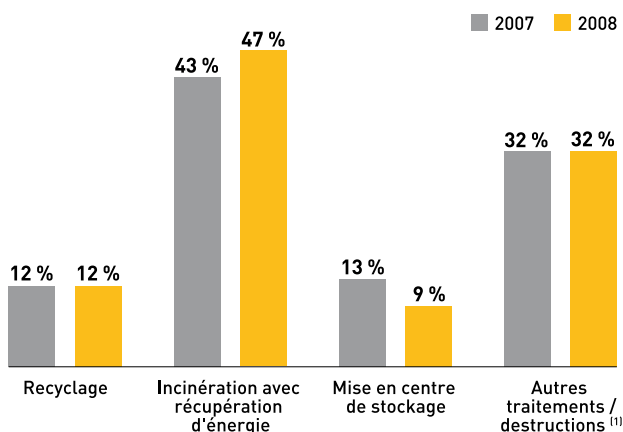


TRAITEMENT DES DÉCHETS INDUSTRIELS DANGEREUX EN 2008 - GROUPE BIC (% du total exprimé en tonne)



(1) La catégorie "Autres traitements/destructions" regroupe les autres techniques de traitement des déchets, comme l'incinération sans récupération d'énergie.

RÉPARTITION DES DÉCHETS INDUSTRIELS DANGEREUX EN 2007 ET 2008 (% du total exprimé en tonne)



(1) La catégorie "Autres traitements/destructions" regroupe les autres techniques de traitement des déchets, comme l'incinération sans récupération d'énergie.

Déchets industriels non dangereux

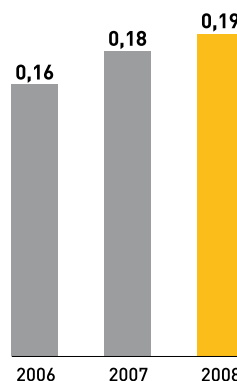
En 2008, le Groupe enregistre une augmentation de 2,7 % de la production de déchets industriels non dangereux rapportée à la tonne de produit. La valeur brute de déchets industriels produits a diminué de 5,5 % alors que la production a, elle, baissé de 8 %. Ce résultat révèle la possibilité de mettre en place des actions d'amélioration.

Cependant, 11 usines ont réduit leur ratio de production de déchets ramenée à la tonne de production, entre autres BIC Graphic USA (États-Unis) avec une diminution de 6 %, BIC Boulogne (France) avec 36 % de réduction et BIC Mexico (Mexique) avec une amélioration de 13 %.

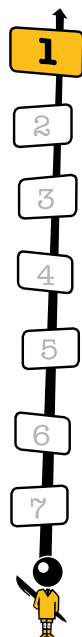
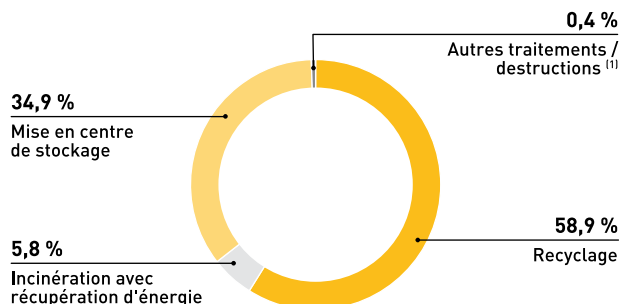
BIC Graphic USA (États-Unis) a réduit sa quantité de déchets en instaurant la réutilisation de déchets papier dans ses procédés de packaging. BIC Boulogne (France) a, elle, augmenté le recyclage du plastique et notamment celui provenant des chutes de production des crayons. BIC Mexico (Mexique), BIMA (France) et BIC Viorex (Grèce) ont réussi à réduire leur production de déchets grâce à la mise en place de politiques simples mais efficaces de réduction.

À travers l'ensemble du Groupe BIC, les usines ont élaboré 23 programmes de réduction de la production de déchets.

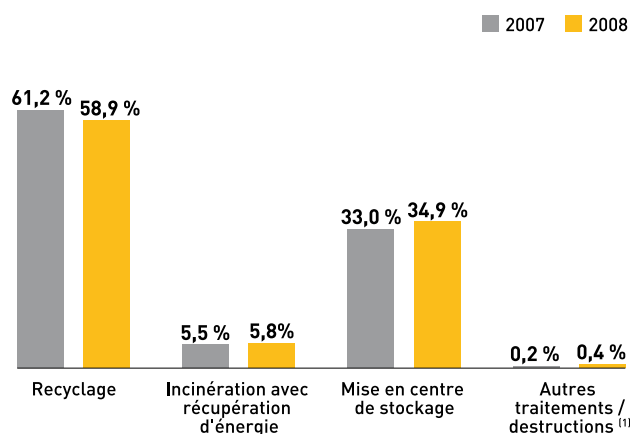
PRODUCTION ANNUELLE DES DÉCHETS INDUSTRIELS NON DANGEREUX RAPPORTÉE À LA PRODUCTION - GROUPE BIC (Tonne par tonne)



TRAITEMENT DES DÉCHETS INDUSTRIELS NON DANGEREUX EN 2008 - GROUPE BIC (% du total exprimé en tonne)



RÉPARTITION DES DÉCHETS INDUSTRIELS NON DANGEREUX EN 2007 ET 2008 (% du total exprimé en tonne)



(1) La catégorie "Autres traitements/destructions" regroupe les autres techniques de traitement des déchets, comme l'incinération sans récupération d'énergie.

➔ **CONDITIONS D'UTILISATION DES SOLS**

En Europe et aux États-Unis, dans le cadre de la restructuration industrielle entraînant des fermetures d'usines, BIC a veillé à ce que la remise en état des sites soit réalisée en accord avec les lois locales et les meilleures pratiques environnementales. Entre 1999 et 2006, BIC a réalisé des études de sols et sous-sols, alors même que la plupart des sites n'étaient soumis à aucune obligation de diagnostic. Les études de pollution effectuées sur des sites européens longtemps exploités montrent que notre activité n'a pas généré un impact notable sur les sols et sous-sols.

Pour les sites français assujettis à des exigences réglementaires spécifiques, la politique de prévention des risques de pollution des sols est intégrée dans la démarche.

➔ **REJETS DANS L'AIR, L'EAU, LE SOL AFFECTANT GRAVEMENT L'ENVIRONNEMENT. LES MESURES PRISES POUR LIMITER LES ATTEINTES À L'ÉQUILIBRE BIOLOGIQUE, AUX MILIEUX NATURELS, AUX ESPÈCES ANIMALES ET VÉGÉTALES PROTÉGÉES**

La nature de nos activités industrielles, principalement le moulage et l'assemblage de matières plastiques, a un impact environnemental local relativement faible, comparé à d'autres secteurs industriels. Néanmoins, notre programme de développement durable demande que chaque site mesure, évalue et réduise ses impacts environnementaux significatifs.

Le Groupe BIC a quantifié les émissions directes de gaz à effet de serre de ses sites de production pour l'année 2008. Il s'agit des émissions de CO₂ provenant de la combustion des ressources fossiles – majoritairement le gaz naturel et le fuel – principalement utilisées pour chauffer les bâtiments. La quantité totale d'émissions directes de gaz à effet de serre est estimée à 11 300 tonnes équivalent CO₂, soit à une réduction de 800 tonnes équivalent CO₂ par rapport aux émissions de 2007.

➔ **NUISANCES OLFACTIVES ET SONORES**

Les nuisances olfactives ne sont pas considérées comme significatives dans notre activité.

Concernant les nuisances sonores, des mesures sont faites en limite de propriété dans le cadre de l'instruction des dossiers administratifs compte tenu de la réglementation locale.

Dans l'hypothèse où des nuisances seraient portées à notre connaissance, nous effectuerions des études et mettrions en place des actions correctives adaptées.

➔ **SOUS-TRAITANCE ET MANIÈRE DONT LA SOCIÉTÉ PROMeut AUPRÈS DE SES SOUS-TRAITANTS ET S'ASSURE DU RESPECT PAR SES FILIALES DES DISPOSITIONS DES CONVENTIONS FONDAMENTALES DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL**

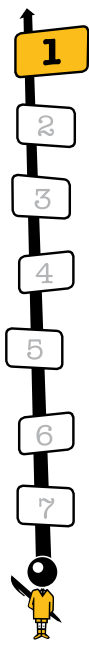
86 % des ventes de BIC proviennent des produits fabriqués dans ses propres usines.

En tant que société leader dans la fabrication de produits de consommation, BIC s'est engagée à avoir un comportement socialement responsable dans le cadre de ses activités professionnelles, de la fabrication à la vente, en passant par le marketing. Le Code de Conduite du Groupe BIC est constitué d'un ensemble de principes professionnels et sociaux que l'on retrouve dans notre engagement à travailler avec des fabricants sous contrat également respectueux de ces principes.

Les principaux sites BIC sont implantés en Afrique du Sud, au Brésil, en Espagne, aux États-Unis, en France, en Grèce et au Mexique. Tous les sites BIC gèrent leurs activités dans le respect des principes professionnels et sociaux énoncés dans le Code de Conduite BIC. Leur engagement est contrôlé dans le cadre d'une procédure d'auto-évaluation appliquée dans nos usines.

BIC attend de ses fabricants sous contrat qu'ils respectent le même Code de Conduite. Bien que 14 % seulement des ventes de BIC concernent des produits sous-traités, en papeterie essentiellement, BIC a mis en place un programme spécifique de contrôle du respect de son Code de Conduite par les fabricants sous contrat.

Depuis 2000, BIC applique un programme de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) qui fait partie intégrante du processus de qualification des nouveaux produits fabriqués sous contrat. La participation au programme de responsabilité sociale de BIC – qui implique le respect du Code de Conduite du Groupe BIC par les fabricants sous contrat et un audit de leurs usines par un organisme de contrôle externe indépendant – est obligatoire pour tous les fabricants sous contrat de BIC. En 2005, le programme RSE du Groupe BIC a été étendu aux fabricants sous contrats locaux et régionaux qui fabriquent des produits BIC® seulement pour les marchés locaux.



BIC conçoit la responsabilité sociale comme un partenariat, au service de valeurs communes, conclu avec ses fabricants sous contrat. Nous avons mis ce partenariat en place en définissant des objectifs et en recherchant l'engagement en faveur de l'amélioration plutôt que l'interruption de la relation. BIC souhaite travailler avec ceux, parmi les fabricants sous contrat, qui manifestent leur engagement en réagissant rapidement et en fournissant un programme d'amélioration détaillé et honnête.

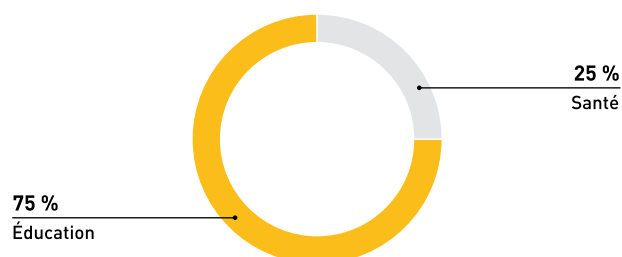
Les principes du Code de Conduite du Groupe BIC :

- un environnement de travail sûr et sain ;
- des salaires équitables et une durée de travail raisonnable ;
- l'interdiction du travail des enfants ;
- l'interdiction du travail obligatoire ou forcé ;
- l'interdiction des discriminations ;
- la liberté d'association ;
- la conformité légale ;
- l'interdiction des tests sur les animaux ;
- la responsabilité environnementale ;
- l'affichage du Code.

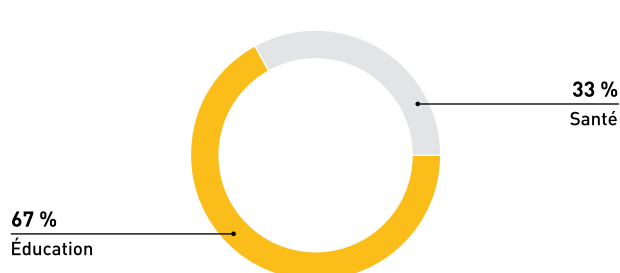
➔ **PRISE EN COMPTE PAR LES FILIALES DE L'ENTREPRISE, DE L'IMPACT DE LEUR ACTIVITE SUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL ET LES POPULATIONS LOCALES**

Nos Communautés

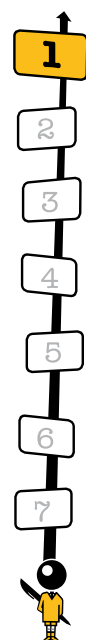
ESTIMATION INTERNE DE LA VALEUR DES OPÉRATIONS



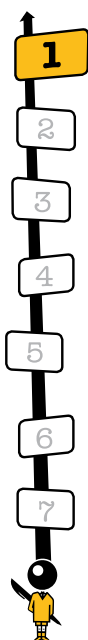
NOMBRE D'OPÉRATIONS



Le montant estimé de ces actions représente plus de 0,5 % du résultat avant impôt du Groupe.



TYPE DE PROGRAMME	NOMBRE D'ACTIVITÉ	EXEMPLES D'OPÉRATIONS AU SEIN DES FILIALES DU GROUPE BIC
Dons de produits	223	<ul style="list-style-type: none"> - France : Des rasoirs ont été distribués à diverses associations qui prennent en charge des sans-abri. - Espagne : Distribution d'articles d'écriture et de rasoirs à l'association Caritas qui vient en aide aux personnes en situation précaire, principalement émigrées. - Pays-Bas : Don de produits de coloriage à la Croix Rouge pour des enfants défavorisés ou malades. - Argentine : Dans le cadre de l'opération Cuentos en Color, dons de produits de coloriage à 600 écoles et organisation d'un concours de créativité. - Brésil : Au travers des associations Casa Ronald Mc Donald et Pastoral da Criança, dons de produits pour des enfants et adolescents malades.
Dons financiers	61	<ul style="list-style-type: none"> - Afrique du Sud : Financement du programme éducatif Men as Partners déployé dans les écoles et les collèges, visant à favoriser des relations de respect entre les garçons et les filles et à lutter contre le sida. - Espagne : Soutien financier pour la journée internationale de l'espoir organisée par Inermon Oxfam. - Brésil : BIC Graphic Brazil, BIC Amazonia et Pimaco ont mis en place une campagne de dons d'urgence pour les habitants de Santa Catarina victimes des inondations. - États-Unis : Poursuite du programme Play Safe Be Safe pour l'éducation des enfants en matière de sécurité incendie. - Chili : Opération "produit-partage" avec l'association Un techno para Chile. - Australie : Opérations "produit-partage" avec plusieurs associations dont National Breast Cancer Foundation et Starlight Children's Foundation. <p>Avec les salariés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau mondial : 58 % des salariés BIC ont soutenu financièrement un projet de restauration d'une mangrove en Indonésie organisé par Planète Urgence. BIC a abondé leurs dons d'une valeur équivalente. - États-Unis : BIC a abondé les dons des salariés à destination d'United Way, un programme destiné à aider les personnes les plus démunies.
Travail bénévole des salariés	31	<ul style="list-style-type: none"> - Mexique : Des salariés ont prêté main-forte pour l'installation d'un espace de jeux pour enfants. - États-Unis : 220 sacs à dos remplis de produits alimentaires donnés par les salariés ont été remis à la Banque alimentaire du Connecticut (Connecticut food bank) pour les enfants démunis. - Nicaragua : Les salariés ont planté des arbres au bord du Tipitapa pour sensibiliser sur l'environnement et appuyer l'action de la municipalité pour l'entretien des arbres. - Équateur : Dans le cadre de l'opération Ciudadano BIC en Accion, des employés BIC on repeint les murs d'une école et réaménagé les salles. - Brésil : A Manaus, des salariés BIC donnent de leur temps pour sensibiliser à l'environnement les enfants de quartiers pauvres et nettoyer les rives de la rivière. L'opération est intitulée "CleanConscience".



Annexe au rapport de gestion du Conseil d'Administration

AUTORISATIONS D'AUGMENTATION DE CAPITAL À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE 2008

SOCIÉTÉ BIC dispose, au 31 décembre 2008, des autorisations suivantes qui lui ont été accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires :

I. AUTORISATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION

Montant maximum <i>(en millions d'euros)</i>	Actions : 50 Valeurs mobilières composées : 650
Date	21 mai 2008
Durée	26 mois
Date limite de validité	20 juillet 2010
Utilisation	Non
Prix d'émission	Le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles et/ou des valeurs mobilières composées (et des actions auxquelles elles donneront droit) est fixé par le CA, avec ou sans prime, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

II. AUTORISATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL SANS DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION

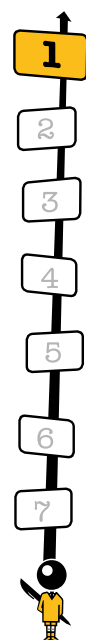
Montant maximum <i>(en millions d'euros)</i>	Actions : 50 Valeurs mobilières composées : 650
Date	21 mai 2008
Durée	26 mois
Date limite de validité	20 juillet 2010
Utilisation	Non
Prix d'émission	Le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles et/ou des valeurs mobilières composées (et des actions auxquelles elles donneront droit) est fixé par le CA, avec ou sans prime, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (moyenne pondérée des 3 dernières séances de bourse précédant la fixation du prix, éventuellement diminué d'une décote maximale de 5 %).

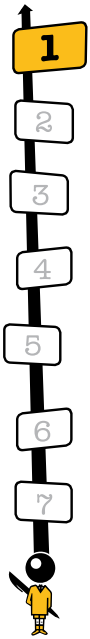
III. AUTORISATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL PAR INCORPORATION DE RÉSERVES, BÉNÉFICES, PRIMES OU AUTRES

Montant maximum	Montant global maximum des réserves, bénéfices et/ou primes ou autres sommes susceptibles d'être incorporées au capital social et qui existeront lors de la décision d'augmentation du capital, déduction faite du montant éventuellement nécessaire pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières déjà émises donnant accès à des actions de la société.
Date	21 mai 2008
Durée	26 mois
Date limite de validité	20 juillet 2010
Utilisation	Non

IV. AUTORISATIONS D'AUGMENTATION DE CAPITAL EN FAVEUR DES SALARIÉS ET MANDATAIRES SOCIAUX

	ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS À ÉMETTRE	ACTIONS RÉSERVÉES AUX SALARIÉS ADHÉRENTS D' UN PLAN D' ÉPARGNE ENTREPRISE	OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS
Montant maximum	2 % du capital social	3 % du capital social	4 % du capital social sur les 24 mois et 10 % du capital à tout moment.
Date	23 mai 2007	21 mai 2008	21 mai 2008
Durée	38 mois	26 mois	24 mois
Date limite de validité	22 juillet 2010	20 juillet 2010	20 mai 2010
Utilisation	Non	Non	371 400 options attribuées. Prix de souscription : 40,18 euros.
Prix de souscription	- Déterminé par le CA conformément à l'article L. 3332-19 du Code du travail.		Ne peut être inférieur à la moyenne des cours cotés de l'action à la Bourse de Paris sur le marché à règlement mensuel, lors des 20 séances de bourse précédant le jour où les options sont consenties.







2



Document d'information annuel

(Article 221-1-1 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF))

Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois liées à la cotation des actions sur Euronext Paris

46

- | | | | |
|---|----|---|----|
| 1. Communiqués de presse disponibles sur le site de l'AMF : www.amf-france.org et sur le site de la Société : www.bicworld.com | 46 | 3. Informations publiées au bulletin des annonces légales obligatoires (Balo) disponibles sur le site internet : www.journal-officiel.gouv.fr | 48 |
| 2. Autres informations permanentes ou occasionnelles disponibles sur le site de l'AMF : www.amf-france.org et/ou sur le site de la Société : www.bicworld.com | 47 | 4. Informations déposées au greffe du tribunal de commerce de nanterre | 48 |
| | | 5. Autres publications | 48 |

Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois liées à la cotation des actions sur Euronext Paris

➔ **1. COMMUNIQUÉS DE PRESSE DISPONIBLES SUR LE SITE DE L'AMF : www.amf-france.org ET SUR LE SITE DE LA SOCIÉTÉ : www.bicworld.com**



DATE	INTITULÉ
16 janvier 2008	Chiffre d'affaires du 4 ^e trimestre et de l'année 2007
27 février 2008	Résultats annuels 2007
17 avril 2008	Résultats du 1 ^{er} trimestre 2008
21 mai 2008	Compte rendu de l'Assemblée Générale mixte du 21 mai 2008
23 mai 2008	Erratum – Communiqué de presse du 21 mai 2008
6 août 2008	Résultats du 2 ^e trimestre et du 1 ^{er} semestre 2008
9 septembre 2008	SOCIÉTÉ BIC procède à l'annulation de 252 260 actions
22 octobre 2008	Résultats du 3 ^e trimestre et des 9 premiers mois 2008
10 décembre 2008	John Glen nommé Administrateur indépendant au Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ BIC
23 décembre 2008	BIC renforce sa position dans l'industrie des Produits Promotionnels avec l'acquisition d'APP (Antalis Promotional Products)
22 janvier 2009	Partenariat stratégique avec Cello® Pens
11 février 2009	Résultats annuels 2008

➔ **2. AUTRES INFORMATIONS PERMANENTES OU OCCASIONNELLES DISPONIBLES SUR LE SITE DE L'AMF : www.amf-france.org ET/OU SUR LE SITE DE LA SOCIÉTÉ : www.bicworld.com**

DATE	INTITULÉ
8 janvier 2008	Bilan semestriel du contrat de liquidité BIC contracté avec la société Natixis Securities
10 janvier 2008	Déclaration des transactions sur actions propres de décembre 2007
10 janvier 2008	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 décembre 2007
21 janvier 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 14 au 20 janvier 2008
28 janvier 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 21 au 27 janvier 2008
5 février 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 28 janvier au 3 février 2008
12 février 2008	Déclaration des transactions sur actions propres de janvier 2008
12 février 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 4 au 10 février 2008
12 février 2008	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 janvier 2008
18 février 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 11 au 17 février 2008
6 mars 2008	Déclaration des transactions sur actions propres de février 2008
6 mars 2008	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 29 février 2008
25 mars 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 17 au 23 mars 2008
31 mars 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 24 au 30 mars 2008
4 avril 2008	Modalités de mise à disposition du document de référence 2007
7 avril 2008	Déclaration des transactions sur actions propres de mars 2008
7 avril 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 31 mars au 6 avril 2008
8 avril 2008	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 mars 2008
14 avril 2008	Modalités de mise à disposition des documents préparatoires à l'AG
7 mai 2008	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 30 avril 2008
9 mai 2008	Déclaration des transactions sur actions propres d'avril 2008
19 mai 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 12 au 18 mai 2008
2 juin 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 26 mai au 1 ^{er} juin 2008
2 juin 2008	Déclaration des transactions sur actions propres de mai 2008
6 juin 2008	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 mai 2008
9 juin 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 2 au 8 juin 2008
30 juin 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 23 au 29 juin 2008
3 juillet 2008	Déclaration des transactions sur actions propres de juin 2008
3 juillet 2008	Bilan semestriel du contrat de liquidité BIC contracté avec la société Natixis Securities
3 juillet 2008	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 30 juin 2008
4 juillet 2008	Descriptif du programme de rachat d'actions
8 juillet 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 30 juin au 6 juillet 2008
11 juillet 2008	Orange et BIC® lancent en France BIC® phone
15 juillet 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 7 au 13 juillet 2008
22 juillet 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 14 au 20 juillet 2008
28 juillet 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 21 au 27 juillet 2008
6 août 2008	Mise à disposition du Rapport Financier Semestriel 2008
6 août 2008	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 juillet 2008
7 août 2008	Déclaration des transactions sur actions propres de juillet 2008
4 septembre 2008	Déclaration des transactions sur actions propres d'août 2008
8 septembre 2008	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 août 2008
6 octobre 2008	Déclaration des transactions sur actions propres de septembre 2008
6 octobre 2008	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 30 septembre 2008



Document d'information annuel

Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois liées à la cotation des actions sur Euronext Paris

DATE	INTITULÉ
27 octobre 2008	Déclaration des transactions sur actions propres du 20 au 26 octobre 2008
3 novembre 2008	Déclaration des transactions sur actions propres d'octobre 2008
5 novembre 2008	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 octobre 2008
5 décembre 2008	Déclaration des transactions sur actions propres de novembre 2008
5 décembre 2008	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 30 novembre 2008
10 décembre 2008	Recommandations AFEP-MEDEF
5 janvier 2009	Bilan semestriel du contrat de liquidité BIC contracté avec la société Natixis Securities
7 janvier 2009	Déclaration des transactions sur actions propres de décembre 2008
7 janvier 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 décembre 2008
5 février 2009	Déclaration des transactions sur actions propres de janvier 2009
5 février 2009	Déclaration du nombre total de droits de vote et du nombre d'actions composant le capital au 31 janvier 2009

3. INFORMATIONS PUBLIÉES AU BULLETIN DES ANNONCES LÉGALES OBLIGATOIRES (BALO) DISPONIBLES SUR LE SITE INTERNET : www.journal-officiel.gouv.fr

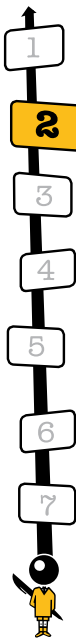
DATE	NATURE DE L'INFORMATION
13 février 2008	Chiffres d'affaires comparés des quatre trimestres 2007 et 2006
4 avril 2008	Projet de comptes annuels 2007 et d'affectation des résultats
14 avril 2008	Avis de réunion valant avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires
9 mai 2008	Chiffres d'affaires comparés des premiers trimestres 2008 et 2007
30 juin 2008	Comptes annuels 2007 approuvés et rapports des commissaires aux comptes
1 ^{er} août 2008	Chiffres d'affaires comparés des premiers et deuxièmes trimestres 2008 et 2007

4. INFORMATIONS DÉPOSÉES AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE

DATE	NATURE DE L'INFORMATION
25 mars 2008	Augmentation et réduction du capital social Publication au Quotidien Juridique du 5 mars 2008
13 juin 2008	Démission d'un administrateur et réduction du capital social Publication au Quotidien Juridique du 3 juin 2008
18 juin 2008	Dépôt des comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2007
21 octobre 2008	Réduction du capital social Publication au Quotidien Juridique du 12 septembre 2008
6 janvier 2009	Cooptation d'un administrateur Publication au Quotidien Juridique du 16 décembre 2008

5. AUTRES PUBLICATIONS

DATE	NATURE DE L'INFORMATION	SUPPORT
30 avril 2008	Convocation – Assemblée Générale Annuelle du 21 mai 2008	Le Quotidien Juridique





3

➔ Informations financières consolidées

**Compte de résultat consolidé
de l'exercice clos le 31 décembre 2008** 51

**Bilan consolidé de l'exercice clos
le 31 décembre 2008** 52

Actif 52

Passif 53

**Tableau de flux de trésorerie
consolidés de l'exercice clos
le 31 décembre 2008** 54

**Tableau de variation des capitaux
propres consolidés de l'exercice clos
le 31 décembre 2008** 56

Notes aux comptes consolidés 57

**Rapport des Commissaires
aux Comptes sur les comptes consolidés** 100

Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2008

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Chiffre d'affaires	3	1 448 101	1 456 088	1 420 909
Coût des ventes	4	(738 509)	(741 063)	(750 973)
Marge brute d'exploitation		709 592	715 025	669 936
Coûts de distribution	4	(232 970)	(234 574)	(237 679)
Frais généraux	4	(143 953)	(142 100)	(143 102)
Autres charges d'exploitation	4	(86 790)	(94 749)	(84 992)
Autres produits et charges opérationnels	5	8 019	12 204	5 396
Résultat d'exploitation		253 898	255 806	209 559
Coût de l'endettement financier	6	(3 577)	(5 859)	(3 248)
Autres produits/(charges) financiers nets	6	6 724	11 249	10 011
Résultat brut avant impôt		257 045	261 196	216 322
Impôt sur les bénéfices	7	(86 423)	(87 762)	(71 386)
Résultat net des activités continues		170 622	173 434	144 936
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-	-
Résultat de l'ensemble consolidé		170 622	173 434	144 936
Intérêts minoritaires	18	(404)	(557)	-
Résultat net part du Groupe		170 218	172 877	144 936
Résultat net par action <i>(en euros)</i>	8	3,43	3,51	3,00
Résultat dilué par action <i>(en euros)</i> ^(*)	8	3,41	3,50	3,00
Nombre moyen d'actions en circulation net des actions propres sur la période	8	49 661 931	49 244 579	48 357 724

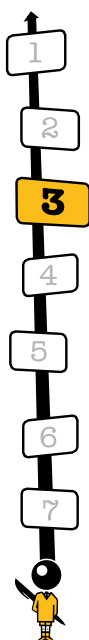
(*) Les éléments dilutifs pris en compte sont les options de souscription d'actions.



Bilan consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2008

➔ ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Immobilisations corporelles nettes	10-1, 10-2	356 606	344 716	348 029
Immeubles de placement	10-3	17 575	14 984	7 693
Goodwills nets	11	189 114	193 673	195 264
Immobilisations incorporelles nettes	12	39 864	39 312	36 763
Participation dans les entreprises associées		79	78	27
Autres actifs non courants	13	25 859	19 518	20 057
Impôts différés	22	102 042	91 558	108 762
Instruments dérivés financiers	15-e, 23	35	120	2 064
Actifs non courants		731 174	703 959	718 659
Stocks et en-cours	14-1	293 616	333 341	304 322
Créance d'impôt exigible		13 950	11 283	21 712
Clients et autres créances	14-2, 15-d	348 449	345 984	315 108
Autres actifs courants		14 938	11 556	11 343
Instruments dérivés financiers courants	15-e, 23	16 344	473	16 472
Autres actifs financiers courants		26 996	22 789	18 476
Trésorerie et équivalents de trésorerie		176 663	200 547	224 992
Actifs immobilisés destinés à être cédés	10-4	1 216	1 125	1 322
Actifs courants		892 172	927 098	913 747
TOTAL DE L'ACTIF		1 623 346	1 631 057	1 632 406



➔ PASSIF

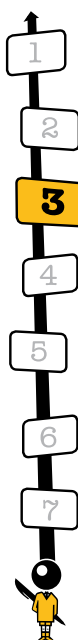
<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Capital		188 201	186 439	183 858
Réserves/résultat consolidés		900 250	1 001 990	1 021 385
Écarts de conversion		13 108	(12 407)	(43 236)
Couverture des flux de trésorerie		8 693	(1 758)	9 887
Capitaux propres part du Groupe	16-2	1 110 252	1 174 264	1 171 894
Intérêts minoritaires	18	1 696	219	219
Capitaux propres		1 111 948	1 174 483	1 172 113
Emprunts et dettes financières non courants	19	26 555	23 321	11 078
Autres dettes non courantes		-	-	125
Provision pour retraites	21	135 565	104 099	150 562
Provisions	20	31 966	27 969	28 741
Impôts différés	22	25 344	18 311	23 957
Contrats de couverture non courants	15-e, 23	18	315	147
Passifs non courants		219 448	174 015	214 610
Fournisseurs et comptes rattachés	14-2	93 688	92 352	92 134
Emprunts et dettes financières courants	19	30 466	29 097	21 806
Dettes d'impôt exigible		25 919	29 352	7 528
Autres dettes courantes		138 215	129 955	119 273
Autres instruments dérivés	15-e, 23	6	11	2 134
Contrats de couverture courants	15-e, 23	3 656	1 792	2 808
Passifs courants		291 950	282 559	245 683
TOTAL DU PASSIF		1 623 346	1 631 057	1 632 406



Tableau de flux de trésorerie consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008

(en milliers d'euros)

	Notes	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Activité d'exploitation				
Résultat net	CR	170 218	172 877	144 936
Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :				
Intérêts minoritaires	CR	404	557	-
Amortissements des immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	4, 10, 11, 12	79 750	79 191	74 522
Perte de valeur	4, 5	2 280	1 454	397
Provisions pour retraite	21	17 550	12 739	13 166
Autres provisions à l'exception des provisions sur actifs courants		(576)	(3 965)	2 363
Couverture des flux de trésorerie et instruments dérivés	23	318	(3 574)	2 845
Charge liée aux primes d'options		2 017	2 301	517
Reconnaissance des paiements fondés sur des actions	17, CP	4 766	5 731	5 365
Variation des impôts différés	7, 22	4 276	(3 033)	8 737
(Plus-values)/Moins-values de cession d'actifs	5, 10, 12	(817)	(2 865)	(1 603)
Marge brute d'autofinancement		280 186	261 413	251 245
(Augmentation)/Diminution des besoins d'exploitation	14-2	(10 506)	(54 160)	41 756
Versements au titre des avantages du personnel	21	(16 527)	(16 939)	(34 073)
Charges/(Produits) financiers	6	(2 170)	(2 625)	(3 276)
Intérêts (payés)/perçus		2 822	2 599	1 931
Charges d'impôt sur les bénéfices	7	83 961	90 913	59 497
Impôts payés sur les sociétés		(92 473)	(83 425)	(91 976)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		245 293	197 776	225 104
Activités d'investissement				
Dividendes provenant de sociétés mises en équivalence		21	-	-
Cessions d'immobilisations	5, (a)	5 237	8 272	4 045
Acquisitions d'immobilisations	10, 12	(62 356)	(69 321)	(75 528)
Acquisitions de valeurs mobilières de placement		1	-	-
Acquisitions de brevets et licences	12	(9 045)	(7 294)	(7 876)
Autres dépenses d'investissement		(508)	(528)	(746)
Acquisitions de filiales	11, (b)	(31 336)	(13 051)	(1 487)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(97 986)	(81 922)	(81 592)



(en milliers d'euros)	Notes	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Activités de financement				
Dividendes payés	CP ^(c)	(57 721)	(64 190)	(65 428)
Rachat d'intérêts minoritaires	18, ^(d)	-	(3 657)	-
Emprunts/(Remboursements)	19	28 485	2 822	(14 180)
Paievements liés aux contrats de location-financement	26	(270)	(512)	(172)
Achat d'instruments financiers	^(e)	(2 791)	(423)	(587)
(Achats)/Ventes d'autres actifs financiers courants	^(f)	(10 868)	4 207	3 971
Acquisition d'actions d'autocontrôle	16, ^(g)	(36 904)	(27 422)	(25 245)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(80 069)	(89 175)	(101 641)
Flux nets de trésorerie		67 237	26 679	41 871
Liquidités/(Découverts) d'ouverture	Bilan	103 490	166 507	198 513
Différence de change	^(h)	(4 220)	5 327	(17 913)
LIQUIDITÉS/(DÉCOUVERTS) DE CLÔTURE	Bilan	166 507	198 513	222 471

CR : Cf. Compte de résultat consolidé.

CP : Cf. Tableau de variation des capitaux propres consolidés.

Les liquidités/(découverts) de clôture comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour 224 992 milliers d'euros et les découverts bancaires pour 2 521 milliers d'euros.

- (a) Les cessions d'immobilisations sur l'exercice 2008 comprennent principalement la vente d'un immeuble aux Pays-Bas pour 1,7 million d'euros. En 2007, elles correspondaient principalement à la vente d'Inofita en 2007 pour 2,3 millions d'euros.
- (b) L'acquisition de filiale représentait, en décembre 2007, l'impact sur la trésorerie du Groupe du rachat d'Atchison pour 13,1 millions d'euros (part du prix d'acquisition décaissée en 2007 net de la trésorerie disponible, 0,1 million d'euros). En 2008, 1,5 million d'euros supplémentaires ont été décaissés, comme convenu lors de l'acquisition.
- (c) Les dividendes payés représentent les dividendes payés par SOCIÉTÉ BIC à ses Actionnaires (cf. Note 9).
- (d) Le rachat des intérêts minoritaires en 2007 correspondait principalement au rachat des 40 % d'intérêts minoritaires de BIC Argentina SA le 23 avril 2007 par SOCIÉTÉ BIC et BIC Clichy SAS pour 3,6 millions d'euros (4,9 millions de dollars américains).
- (e) SOCIÉTÉ BIC a payé 0,6 million d'euros de prime d'options en 2008. 0,4 million d'euros avaient été payés sur l'exercice 2007.
- (f) L'évolution des marchés financiers au cours de l'exercice 2008 a conduit à une réduction du portefeuille d'OPCVM monétaires dynamiques en euros ayant une sensibilité supérieure à 0,5. Au 31 décembre 2008, le solde de 18,5 millions d'euros était divisé en 4 lignes d'OPCVM, de 2,5 à 5,2 millions d'euros chacune, toutes ayant une volatilité supérieure à 1 %. 100 % du portefeuille est liquide en moins d'une semaine.
- (g) En 2008, SOCIÉTÉ BIC a racheté 1 267 853 actions pour un total de 47,1 millions d'euros et vendu 555 868 actions pour 21,1 millions d'euros. Par ailleurs, 28 904 options ont été exercées en 2008 et SOCIÉTÉ BIC a reçu à ce titre 0,8 million d'euros. En 2007, SOCIÉTÉ BIC avait racheté 1 280 563 actions pour un total de 66,2 millions d'euros et vendu 489 403 actions pour 26,4 millions d'euros. Par ailleurs, 329 827 options avaient été exercées sur l'exercice 2007 et SOCIÉTÉ BIC avait reçu à ce titre 12,4 millions d'euros.
- (h) En décembre 2007, la différence de change incluait, entre autres, 5,1 millions d'euros de gain de change au titre de la couverture des dividendes en dollars américains.



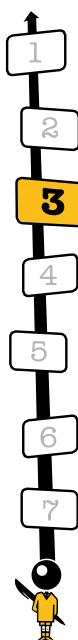
Tableau de variation des capitaux propres consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008

(en milliers d'euros)	Notes	CAPITAL	ÉCARTS DE CONVERSION	COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE	RÉSERVES ET RÉSULTAT	TOTAL
Solde au 1^{er} janvier 2007		188 201	13 108	8 693	900 250	1 110 252
Réduction de capital		(2 106)	-	-	(25 488)	(27 594)
Augmentation de capital		1 094	-	-	9 186	10 280
Titres d'autocontrôle		(750)	-	-	(9 357)	(10 107)
Différence de change résultant de la conversion des opérations à l'étranger		-	(25 515)	-	-	(25 515)
Gain/(Perte) sur instruments de couverture de flux de trésorerie	23	-	-	(15 916)	-	(15 916)
Résultat net part du Groupe		-	-	-	172 877	172 877
Reconnaissance des paiements fondés sur des actions	17	-	-	-	5 732	5 732
Écarts actuariels reconnus en situation nette		-	-	-	17 699	17 699
Impôts différés reconnus en situation nette		-	-	5 465	(4 740)	725
Investissements disponibles à la vente		-	-	-	-	-
Dividendes distribués	9	-	-	-	(64 190)	(64 190)
Autres		-	-	-	21	21
Précompte		-	-	-	-	-
Solde au 1^{er} janvier 2008	16-1	186 439	(12 407)	(1 758)	1 001 990	1 174 264
Réduction de capital ^(a)		(3 248)	-	-	(33 422)	(36 670)
Augmentation de capital ^(a)		110	-	-	934	1 044
Titres d'autocontrôle		557	-	-	10 025	10 582
Différence de change résultant de la conversion des opérations à l'étranger ^(b)		-	(30 829)	-	-	(30 829)
Gain/(Perte) sur instruments de couverture de flux de trésorerie	23	-	-	17 736	-	17 736
Résultat net part du Groupe		-	-	-	144 936	144 936
Reconnaissance des paiements fondés sur des actions	17	-	-	-	5 365	5 365
Écarts actuariels reconnus en situation nette	21-1, 21-4	-	-	-	(70 221)	(70 221)
Impôts différés reconnus en situation nette	22	-	-	(6 091)	27 245	21 154
Investissements disponibles à la vente		-	-	-	(8)	(8)
Dividendes distribués	9	-	-	-	(65 428)	(65 428)
Autres		-	-	-	(31)	(31)
Solde au 31 décembre 2008	16-1	183 858	(43 236)	9 887	1 021 385	1 171 894

(a) Le 26 février 2008, le Conseil d'Administration, autorisé par l'Assemblée Générale du 23 mai 2007, a procédé à l'annulation de 434 027 actions. Le 21 mai 2008 et le 9 septembre 2008, le Conseil d'Administration, autorisé par l'Assemblée Générale du 21 mai 2008, a procédé à l'annulation de 163 985 actions et 252 260 actions respectivement.

À la suite de levées d'options de souscription d'actions, le capital a été augmenté de 28 904 actions.

(b) Les principaux éléments de variation des écarts de conversion par devise pour la période sont les suivants : dollar américain + 17,8 millions d'euros, real brésilien - 33,5 millions d'euros, peso mexicain - 8,8 millions d'euros, rand sud-africain - 2,5 millions d'euros.



Notes aux comptes consolidés

→ SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

NOTE 1. Présentation des comptes consolidés	58	NOTE 18. Intérêts minoritaires	85
NOTE 2. Segments opérationnels	65	NOTE 19. Emprunts	86
NOTE 3. Produits des activités ordinaires	68	NOTE 20. Provisions	86
NOTE 4. Charges d'exploitation	68	NOTE 21. Retraites et autres avantages du personnel	87
NOTE 5. Autres produits et charges opérationnels	68	NOTE 22. Impôts différés	91
NOTE 6. Résultat financier	69	NOTE 23. Instruments financiers	91
NOTE 7. Impôts sur les bénéfices	69	NOTE 24. Relations avec les apparentés	94
NOTE 8. Résultat par action	70	NOTE 25. Engagements hors bilan : avals, cautions et garanties	95
NOTE 9. Dividendes	70	NOTE 26. Obligations au titre des contrats de location-financement	96
NOTE 10. Actif immobilisé	71	NOTE 27. Passifs éventuels	96
NOTE 11. Goodwills	75	NOTE 28. Contrats de location-exploitation	96
NOTE 12. Immobilisations incorporelles	76	NOTE 29. Filiales consolidées	97
NOTE 13. Autres actifs non courants	77	NOTE 30. Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux	99
NOTE 14. Actifs et passifs courants	77		
NOTE 15. Exposition aux risques du marché	77		
NOTE 16. Capitaux propres	79		
NOTE 17. Paiements fondés sur des actions	83		



NOTE 1. PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Approbation des états financiers

Les comptes consolidés du Groupe BIC pour l'exercice 2008 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 10 février 2009 et sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 14 mai 2009.

L'exercice 2008 a été marqué par une crise économique et financière dont l'ampleur et la durée au-delà du 31 décembre 2008 ne peuvent être anticipées avec précision. Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis par référence à cet environnement immédiat, notamment pour la valorisation des investissements, placements et instruments financiers, l'appréciation des écoulements probables de stocks ou la recouvrabilité des créances commerciales. Les actifs dont la valeur s'apprécie par référence à des perspectives à plus long terme, en particulier les actifs incorporels, ont été évalués dans le cadre d'hypothèses prenant en compte la crise économique et financière, en particulier dans ses effets sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs résultant de l'activité, les paramètres financiers utilisés pour ces valorisations étant ceux prévalant sur le marché à la fin de l'exercice.

1 - Principes comptables

1-1 Principes généraux

Conformément au règlement européen CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les comptes consolidés du Groupe BIC sont établis selon les principes définis par l'IASB (*International Accounting Standards Board*).

Les comptes au 31 décembre 2008 sont préparés sur la base des règles de reconnaissance et d'évaluation des transactions découlant du référentiel IAS/IFRS tel que connu à cette date.

Les états financiers sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de l'évaluation de certains instruments financiers. Les principales méthodes comptables suivies sont décrites ci-après.

1-2 Adoption des nouvelles normes internationales

Normes d'application obligatoire en 2008

Durant l'exercice écoulé, l'Union européenne a adopté l'amendement des normes IAS 39 et IFRS 7, publié en réponse à la crise du système financier mondial et portant sur le reclassement des actifs financiers. L'application de cet amendement n'a pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2008.

Normes d'application optionnelle en 2008 et normes publiées non encore adoptées par l'Union européenne

En 2008, le Groupe n'a décidé l'application anticipée d'aucune norme ou interprétation, notamment en ce qui concerne les normes, amendements et interprétations suivantes :

- IAS 1 révisée - Présentation des états financiers ;

- IFRS 2 - Amendement relatif aux conditions d'acquisition des droits et annulations ;
- IFRS 8 - Segments opérationnels. Cette norme remplace la norme IAS 14 et requiert que l'information sectorielle soit fondée sur les données internes de gestion ;
- IFRIC 13 - Programmes de fidélisation des clients ;
- IFRIC 14 - Limitation des avantages économiques liés au sur-financement des régimes de retraite et obligations de financement minimum ;
- IFRIC 16 - Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application sur les comptes. Il n'anticipe pas, à aujourd'hui, d'impact significatif sur les états financiers.

1-3 Consolidation des filiales

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère, SOCIÉTÉ BIC, ainsi que ceux des entités contrôlées par la mère ("les filiales"). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans le compte de résultat consolidé respectivement depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

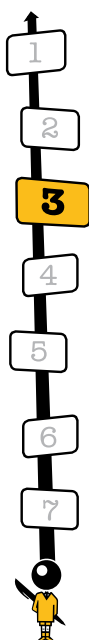
Lorsque cela est nécessaire, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que les méthodes comptables appliquées soient uniformes dans toutes les entités du Groupe.

Les transactions, les soldes, les produits et les charges intra-groupe sont éliminés lors de la consolidation.

Les intérêts minoritaires dans l'actif net des filiales consolidées sont identifiés séparément des capitaux propres du Groupe. Les intérêts minoritaires comprennent le montant de ces intérêts minoritaires à la date du regroupement d'entreprise d'origine (voir ci-dessous) et la part des minoritaires dans les variations des capitaux propres depuis la date du regroupement. Les pertes revenant aux minoritaires, qui excèdent les intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la filiale, sont imputées aux intérêts majoritaires, sauf si les minoritaires ont une obligation irrévocable de compenser les pertes par un investissement complémentaire et ont la capacité de le faire.

1-4 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût de l'acquisition est évalué comme le total des justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur en échange du contrôle de l'entreprise acquise, plus les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises. Les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs



non courants (ou des groupes destinés à être cédés) classés comme détenus en vue de la vente selon IFRS 5 "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées", qui doivent être comptabilisés à leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif, et évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Si, après réévaluation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

L'intérêt minoritaire dans l'entreprise acquise est initialement évalué sur la base de la quote-part des intérêts minoritaires dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels.

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer rétrospectivement l'IFRS 3.

1-5 Participations dans les entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle le Groupe exerce une influence notable et qui n'est ni une filiale ni une participation dans une coentreprise. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions financières et opérationnelles de l'entreprise détenue sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint.

Les résultats ainsi que les actifs et passifs des entreprises associées sont inclus dans les états financiers selon la méthode de la mise en équivalence, sauf lorsque la participation est classée en détenue en vue de la vente selon IFRS 5 "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées". Selon la méthode de la mise en équivalence, les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées au coût ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entreprise détenue, moins d'éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entreprise associée qui excèdent la participation du Groupe dans cette entreprise associée (qui inclut toute part d'intérêt à long terme qui, en substance, constitue une part de la participation nette de l'investisseur dans l'entreprise associée) ne sont pas comptabilisées.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill. Le goodwill est inclus dans la valeur comptable de la participation et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée sur le coût d'acquisition, après réévaluation, est immédiatement comptabilisé en résultat.

Lorsqu'une entreprise du Groupe enregistre des transactions avec une entreprise associée du Groupe, les profits et pertes sont éliminés à hauteur des intérêts du Groupe dans l'entreprise associée.

1-6 Goodwill

Le goodwill provenant de l'acquisition d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de la filiale ou de l'entité contrôlée conjointement à la date de l'acquisition. Le goodwill est évalué dans la devise de l'entreprise acquise. Le goodwill est initialement comptabilisé au coût en tant qu'actif et est ensuite évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Les unités génératrices de trésorerie auxquelles un goodwill a été affecté sont soumises à un test de dépréciation tous les ans, ainsi que toutes les fois où il y a une indication que l'unité peut s'être dépréciée. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à la valeur comptable de l'unité, la perte de valeur est affectée tout d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie et ensuite aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise lors d'une période ultérieure.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Les méthodes comptables du Groupe concernant un goodwill provenant de l'acquisition d'une participation dans une entreprise associée sont décrites ci-dessus dans la partie "Participations dans les entreprises associées".

1-7 Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés sont classés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Cette condition est considérée comme remplie lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La Direction doit s'être engagée dans la vente, dont on s'attend à ce qu'elle se qualifie pour la comptabilisation en tant que vente conclue dans le délai d'un an à compter de la date de sa classification.

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes destinés à être cédés sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de sortie.

1-8 Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais et des taxes relatives aux ventes. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés comme suit :

- les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison des biens et du transfert du titre de propriété ;



- les produits d'intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé en tenant compte du rendement effectif de l'actif qui est le taux d'intérêt requis pour actualiser les flux futurs de trésorerie attendus sur la durée de vie de l'actif et le rendre égal à la valeur initiale de l'actif ;
- les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Compte tenu de la nature de l'activité du Groupe BIC, les produits d'intérêts et les dividendes reçus sont présentés en résultat financier dans le compte de résultat consolidé.

1-9 Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Tous les autres contrats de location sont classés en location simple.

Le Groupe en tant que bailleur

Les revenus locatifs provenant des contrats de location simple sont comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location. Les coûts directs initiaux encourus lors de la négociation et de la rédaction d'un contrat de location simple sont ajoutés à la valeur comptable de l'actif loué et comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Le Groupe n'intervient en tant que bailleur que dans des contrats de location simple relative à des terrains ou bâtiments présentés dans le bilan dans la rubrique immeubles de placement.

Le Groupe en tant que preneur

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur, déterminées au commencement du contrat de location. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue des contrats de location-financement. Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont comptabilisées dans le résultat.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location. Les profits reçus ou à recevoir en tant qu'avantage pour le locataire afin de conclure un contrat de location, sont aussi étalés sur la durée du contrat.

1-10 Monnaies étrangères

Les états financiers individuels de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité (sa monnaie fonctionnelle). Pour les besoins des états financiers consolidés, le résultat et la situation financière de chaque entité sont exprimés dans une monnaie commune, l'Euro, qui est la monnaie fonctionnelle de SOCIÉTÉ BIC et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

Lors de la préparation des états financiers de chaque entité individuelle, les transactions en monnaie étrangère, c'est-à-dire dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité, sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. À chaque date de clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours de clôture. Les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction. Les éléments non monétaires qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en utilisant les cours de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

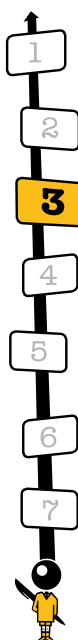
Les écarts de change résultant du règlement d'éléments monétaires et de la conversion d'éléments monétaires sont comptabilisés en produits et charges de la période.

Dans le but de couvrir son exposition au risque de variation des cours de monnaies étrangères, le Groupe a des contrats à terme de gré à gré et des contrats d'options (voir les méthodes comptables appliquées par le Groupe pour la comptabilisation des instruments dérivés dans la Note 1-20).

Lors de la préparation des états financiers consolidés, les actifs et passifs des activités à l'étranger du Groupe sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice, à moins que les cours de change n'aient subi des fluctuations importantes, auquel cas le cours de change utilisé est celui en vigueur aux dates de transaction. Les éventuelles différences de change sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres au poste écarts de conversion. Ces différences de conversion sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice durant lequel ces activités sont cédées.

Les taux de change ci-après ont été retenus pour la conversion des comptes des principales filiales étrangères, hors zone euro.

Le tableau présente les équivalents en euros d'une unité de devise étrangère (exemple : 0,68 euro = 1 dollar américain taux moyen décembre 2008).



MONNAIES ÉTRANGÈRES	MOYENNE 2007	MOYENNE 2008	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
	Euro	Euro	Euro	Euro
Dollar américain	0,73	0,68	0,68	0,72
Dollar australien	0,61	0,57	0,60	0,49
Dollar canadien	0,68	0,64	0,69	0,59
Franc suisse	0,61	0,63	0,60	0,67
Renminbi chinois	0,10	0,10	0,09	0,10
Livre sterling	1,46	1,26	1,36	1,05
Dollar hong kong	0,09	0,09	0,09	0,09
Roupie indienne	0,02	0,02	0,02	0,01
Yen japonais	0,01	0,01	0,01	0,01
Won coréen	0,00	0,00	0,00	0,00
Ringgit malaisien	0,21	0,20	0,20	0,21
Dollar néo-zélandais	0,54	0,48	0,53	0,41
Peso philippin	0,02	0,02	0,02	0,02
Zloty polonais	0,26	0,28	0,28	0,24
Couronne suédoise	0,11	0,10	0,11	0,09
Dollar singapourien	0,48	0,48	0,47	0,50
Rand sud-africain	0,10	0,08	0,10	0,08
Peso argentin	0,23	0,22	0,22	0,21
Real brésilien	0,38	0,37	0,38	0,31
Peso mexicain	0,07	0,06	0,06	0,05



Les goodwill et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

1-11 Coûts d'emprunt

Tous les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

1-12 Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées dans le compte de résultat, sur une base systématique sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles sont censées compenser et sont présentées en déduction des charges correspondantes.

1-13 Coûts des prestations de retraite et autres avantages au personnel

Les paiements aux régimes de prestations de retraite à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont dus. Les cotisations aux régimes de retraite gérés par l'État sont considérées comme des versements à des régimes à cotisations définies dès lors que les obligations du Groupe au titre de ces régimes sont équivalentes à celles qui résultent de régime de retraite à cotisations définies.

Le coût des engagements résultant de régimes de retraite à prestations définies est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, selon des évaluations actuarielles qui ont lieu à chaque date de clôture. Depuis le 1^{er} janvier 2006, le

Groupe BIC applique l'amendement SoRIE à la norme IAS 19. En conséquence, les écarts actuariels sont désormais enregistrés en capitaux propres en totalité sur la période durant laquelle ils ont été constatés. Le coût des services passés est comptabilisé en charges, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Dans la mesure où les droits à prestations sont déjà acquis lors de l'adoption du régime à prestations définies ou de sa modification, le coût des services passés est comptabilisé immédiatement en charges.

Le montant comptabilisé au titre des prestations de retraite représente la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies ajustée des coûts des services passés non comptabilisés et diminuée de la juste valeur des actifs de régime. L'éventuel actif résultant de ce calcul est limité au coût des services passés non comptabilisé et de la valeur actualisée des remboursements ou réductions des cotisations futures au régime disponibles.

1-14 Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt est égale au montant total de l'impôt exigible et de l'impôt différé inclus dans la détermination du résultat de la période.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de l'exercice. Il est calculé sur la base des résultats de l'exercice ajustés pour tenir compte des éléments non imposables ou non déductibles et sur la base des taux d'imposition promulgués ou votés à la date du bilan.

Les impôts différés sont calculés sur les différences temporelles existant entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales selon la méthode du report variable en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Des passifs d'impôts différés sont reconnus généralement au titre de différences temporelles imposables.

Un actif d'impôt différé est reconnu dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Aucun impôt différé n'est constaté si les différences temporelles sont générées par un goodwill ou par la comptabilisation (sauf dans le cas d'un regroupement d'entreprises) d'autres actifs ou passifs relatifs à une transaction n'affectant ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales, entreprises associées, coentreprises et investissements dans les succursales sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Les conditions de comptabilisation des actifs d'impôts différés sont revues à chaque date de clôture.

L'impôt différé est évalué au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat de la période sauf s'il est généré par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de les régler sur la base de leur montant net.

BIC Sport, Bima 83, BIC Écriture 2000, BIC Services, Conté, Société Immobilière BIC Clichy, Société Immobilière Valiton Gesnouin, BIC Rasoirs, Société du Briquet Jetable 75, BIC Graphic France, BIC Assemblage, BIC Technologies, Compagnie de Moulages, DAPE 74 Distribution, Styphen et BIC Clichy sont fiscalement intégrés dans SOCIÉTÉ BIC.

1-15 Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions détenus par le Groupe et destinés à être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services ou à des fins administratives sont inscrits au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Certaines immobilisations ont fait l'objet d'une réévaluation lors de la première adoption des normes IFRS.

L'amortissement est comptabilisé en charges. Les immobilisations corporelles en cours de construction pour la production, la location ou les besoins administratifs ou pour des besoins non encore déterminés, sont comptabilisées au coût, diminué de toute perte de valeur identifiée. L'amortissement de ces actifs,

sur le même mode que les autres immobilisations corporelles, commence lorsque les actifs sont prêts à être utilisés.

Les installations industrielles et autres équipements sont inscrits au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs (sauf pour les terrains et immobilisations en cours) sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire.

Les contrats de location transférant les risques et avantages liés à la propriété (location-financement) sont comptabilisés dans les immobilisations en contrepartie d'une dette financière. Ces actifs sont amortis sur leur durée d'utilité attendue sur la même base que les actifs détenus ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location correspondant.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif.

L'amortissement est linéaire selon les bases suivantes :

Constructions	25 ans
Agencements, matériel et outillage	5 à 8 ans
Véhicules	3 à 5 ans

1-16 Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers (terrains ou bâtiments) détenus pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur pratiquées.

L'amortissement des immeubles de placement suit la règle des immobilisations corporelles.

1-17 Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles générées en interne – dépenses de recherche et développement

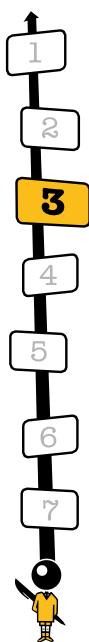
Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Une immobilisation incorporelle générée en interne résultant d'un développement ou de la phase de développement d'un projet interne est comptabilisée au bilan si, et seulement si, les conditions suivantes sont réunies :

- l'actif créé est identifiable ;
- il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront au Groupe ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.



Brevets, licences et logiciels

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. L'amortissement est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire.

1-18 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles (hors goodwill)

À chaque date de clôture, le Groupe passe en revue les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les estimations de flux de trésorerie futurs sont actualisées en appliquant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat, ou traitées comme une diminution de réévaluation pour les actifs comptabilisés à leur montant réévalué.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (ou l'unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement au compte de résultat ou traitée comme une diminution de réévaluation pour les actifs comptabilisés à leur montant réévalué.

1-19 Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières premières et le cas échéant, les coûts directs de main-d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables, encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. En général, le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais de marketing, commerciaux et de distribution).

1-20 Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan du Groupe lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Créances clients

Les créances clients sont évaluées à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Des pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat lorsqu'il y a un indice que l'actif a perdu de sa valeur. Le montant de la perte de valeur comptabilisée est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale de l'actif.

Titres de placement

Les titres de placement sont comptabilisés et décomptabilisés selon le principe de comptabilisation à la date de transaction lorsqu'il s'agit d'achat ou de vente "normalisés". Les contrats normalisés sont des contrats imposant la livraison dans un délai prescrit par la réglementation ou une pratique de marché. Ils sont comptabilisés initialement à la juste valeur augmentée des transactions directement attribuables.

Ultérieurement, les titres de placement que le Groupe a l'intention explicite et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance (Titres détenus jusqu'à leur échéance) sont évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des éventuelles pertes de valeur comptabilisées pour refléter les montants irrécouvrables. Une perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif et le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus déterminée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier. La perte de valeur est reprise au cours d'un exercice ultérieur s'il existe une indication objective de la diminution de la perte de valeur de l'actif financier, dans la mesure où la reprise ne doit pas aboutir à une valeur comptable de l'actif financier supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu à la date de reprise de la dépréciation de l'actif financier, si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée. Le montant de la reprise est inclus dans le résultat net de l'exercice.

Les titres de placement autres que les titres détenus jusqu'à l'échéance sont classés soit en actifs de transaction (valeurs mobilières de placement), soit en actifs disponibles à la vente (participation dans les entreprises associées) et sont évalués à la juste valeur. Lorsque les titres de placement sont détenus à des fins de transaction, les profits et pertes liés à la variation de juste valeur sont inclus dans le résultat de la période. Pour les titres disponibles à la vente, les profits et pertes sur la variation de la juste valeur sont directement comptabilisés en capitaux propres, sauf en cas de vente ou en cas de dépréciation, le gain ou la perte cumulé(e) reconnu(e) directement en capitaux propres est transféré(e) en résultat net de l'exercice. Les pertes de valeur comptabilisées en résultat sur les titres de capitaux propres (actions) disponibles à la vente ne peuvent être reprises ultérieurement en compte de résultat. Les pertes de valeur comptabilisées en résultat, sur les titres d'emprunt (obligation) sont reprises en résultat s'il existe une indication objective d'une augmentation de la juste valeur de l'instrument.



Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements, d'échéance inférieure à trois mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La mise en place de la norme comptable IAS 7 conduit à exclusion du champ d'éligibilité des "équivalents de trésorerie" les OPCVM de trésorerie dont la volatilité historique au cours des douze derniers mois est supérieure à 0,50 %. Ceux-ci sont désormais classés en "Autres actifs financiers courants".

Passifs financiers et capitaux propres

Les passifs financiers et instruments de capitaux propres émis par le Groupe sont classés selon la substance de l'accord contractuel et selon les définitions d'un passif financier et d'un instrument de capitaux propres. Un instrument de capitaux propres est un contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs du Groupe après déduction de tous ses passifs. Les méthodes comptables applicables aux passifs financiers et instruments de capitaux propres sont présentées ci-après.

Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires et les découverts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus (nets des coûts directs d'émission) et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amortis en résultat sur la durée de l'emprunt selon cette méthode.

Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs sont évaluées lors de leur comptabilisation initiale à la juste valeur puis comptabilisées au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres émis par la société mère sont comptabilisés au montant reçu, net des frais directs d'émission.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Les activités du Groupe l'exposent à des risques financiers de change sur les cours des monnaies étrangères et sur les taux d'intérêt.

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés (contrats de change à terme et options de change) pour couvrir ses risques liés aux fluctuations des monnaies étrangères sur certains engagements fermes et transactions prévues. Le Groupe désigne cela comme couverture de flux de trésorerie.

L'utilisation d'instruments dérivés est conditionnée par les politiques du Groupe approuvées par le Conseil d'Administration, qui donnent des méthodes écrites sur l'utilisation des dérivés en conformité avec les stratégies de gestion du risque. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins de spéculation.

ÉVALUATION ET PRÉSENTATION

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés initialement au coût (juste valeur de la contrepartie reçue) à la date du contrat et sont réévalués à leur juste valeur aux dates de clôture ultérieures. Ils sont présentés au bilan en actif courant pour la part à moins d'un an et en actif non courant pour la part à plus d'un an.

La juste valeur des contrats de change à terme et la juste valeur des swaps de devises sont déterminées par actualisation des flux financiers, en utilisant les taux (change et intérêt) du marché à la date de clôture.

La juste valeur des options de change est déterminée de la même manière, en utilisant les courbes des taux d'intérêts, les taux de change, ainsi que les volatilités de chacune des devises concernées.

COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Lorsque les dérivés sont désignés comme éléments de couverture, leur traitement varie selon qu'ils sont désignés :

- de couverture de flux de trésorerie ;
- de couverture d'un investissement net réalisé à l'étranger.

Le Groupe identifie clairement l'élément de couverture et l'élément couvert dès la mise en place de la couverture et documente formellement cette relation de couverture en identifiant la stratégie de couverture, le risque couvert et la méthode d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture. Par la suite, cette documentation est actualisée, permettant ainsi de démontrer l'efficacité de la couverture désignée.

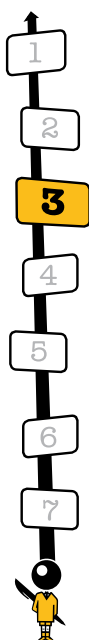
La comptabilité de couverture se traduit par des méthodes spécifiques d'évaluation et de comptabilisation selon la catégorie de couverture concernée :

- **couverture de flux de trésorerie** : l'élément couvert ne fait l'objet d'aucune revalorisation et seul l'instrument de couverture est réévalué à sa juste valeur. En contrepartie de cette réévaluation, la part efficace de variation de juste valeur attribuable au risque couvert est comptabilisée nette d'impôt dans les capitaux propres alors que la part inefficace est comptabilisée en résultat. Les montants accumulés en capitaux propres sont recyclés au compte de résultat lorsque l'élément couvert impacte ce dernier.

Si la couverture de flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue débouche sur la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, alors au moment où l'actif ou le passif est reconnu, le profit ou la perte associé au dérivé qui avait été précédemment comptabilisé en capitaux propres, est inclus dans la valeur comptable initiale de l'actif ou du passif.

Pour les couvertures ne débouchant pas sur la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, les montants transférés en capitaux propres sont alors comptabilisés en résultat de la période au cours de laquelle l'élément couvert affecte le résultat.

Le Groupe cesse de pratiquer la comptabilité de couverture lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou lorsque la couverture ne satisfait plus aux critères permettant d'appliquer une comptabilité de couverture. Dans ce cas, le profit ou la perte cumulé dégagé sur l'instrument de couverture qui avait été initialement comptabilisé directement en capitaux propres alors que



la couverture était efficace doit être maintenu séparément en capitaux propres tant que la transaction prévue ne s'est pas produite.

Le Groupe cesse également de pratiquer la comptabilité de couverture lorsque l'engagement ou la transaction prévu n'est plus susceptible de se produire. Dans ce cas, tout résultat net cumulé correspondant qui avait été comptabilisé directement en capitaux propres est comptabilisé dans le résultat de l'exercice.

- **couverture d'investissement net réalisé à l'étranger :** l'instrument de couverture est réévalué à sa juste valeur. En contrepartie de cette réévaluation, la variation de juste valeur attribuable au risque de change couvert est comptabilisée net d'impôt dans les capitaux propres. Les montants accumulés en capitaux propres sont repris au compte de résultat à la date de liquidation ou de cession de l'investissement net.

Les instruments dérivés incorporés relatifs à d'autres instruments financiers ou des contrats hôtes autres que financiers sont traités comme des dérivés séparés lorsque les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte et que l'instrument hybride (composé) n'est pas évalué à la juste valeur avec enregistrement des variations de la juste valeur en résultat net. Aucun contrat de ce type n'a été réalisé par le Groupe BIC en 2006, 2007 et 2008.

1-21 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

1-22 Paiements fondés sur des actions

Le Groupe attribue à certains membres du personnel des actions, des options de souscription d'actions et des options d'achat d'actions en contrepartie des services rendus par ces salariés. Ces transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instrument de capitaux propres sont évaluées à la juste valeur (excluant les effets des conditions d'acquisition autres que les conditions de marché) à la date d'attribution. La juste valeur déterminée à la date d'acquisition est comptabilisée en charges selon le mode linéaire sur la période d'acquisition des droits, sur la base du nombre d'actions que le Groupe s'attend à devoir émettre, ajusté des effets des conditions d'acquisition des droits autres que les conditions de marché.

La juste valeur est évaluée en utilisant la méthode détaillée dans la Note 18. La durée de vie attendue utilisée dans le modèle a été ajustée, sur la base des estimations de la Direction, des effets de non-transferrabilité, des restrictions de conditions d'exercice et d'informations sur le comportement d'exercice des membres du personnel.

1-23 Estimations et jugements

Pour établir ses comptes consolidés, le Groupe BIC doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les états financiers et les informations figurant dans certaines notes aux états financiers. Le Groupe BIC revoit ses estimations et hypothèses de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et l'évolution de l'environnement économique. En fonction des résultats de cette revue, les montants figurant dans les comptes consolidés publiés dans le futur pourraient différer des estimations actuelles.

2 - Variations de périmètre

En février 2008, le Groupe BIC a créé la filiale Sheaffer Slovakia SRO.



NOTE 2. SEGMENTS OPÉRATIONNELS

1 - Informations générales

Le Groupe BIC analyse ses résultats et prend ses décisions de gestion sur la base d'informations regroupées :

- d'une part, par activité : production et distribution d'articles de papeterie, briquets, rasoirs et autres produits ;
- et d'autre part, par zone géographique : Europe, Amérique du Nord et Océanie, Amérique latine et Moyen-Orient et Asie.

2 - Informations sur le compte de résultat, l'actif et le passif par activité

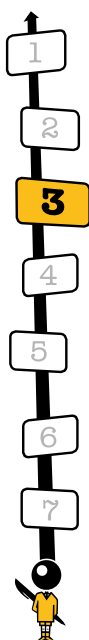
31 DÉC. 2006

	Articles de papeterie	Briquets	Rasoirs	Autres	Total
COMPTE DE RÉSULTAT (en millions d'euros)					
• Chiffre d'affaires	738	395	254	61	1 448
• Résultat d'exploitation	106	128	24	(4)	254
ACTIF (en milliers d'euros)					
• Actifs alloués	589 109	302 732	299 896	90 653	1 282 390
• Actifs non alloués :					340 956
Disponibilités					74 985
Valeurs mobilières de placement					101 678
Autres actifs financiers courants					26 996
Instruments financiers dérivés courants					16 344
Immeubles de placement					17 575
Autres titres immobilisés					85
Actifs immobilisés destinés à être cédés et abandons d'activités					1 216
Instruments financiers dérivés non courants					35
Impôts différés					102 042
TOTAL DE L'ACTIF					1 623 346
PASSIF (en milliers d'euros)					
• Passifs alloués	192 190	112 946	87 302	34 067	426 505
• Passifs non alloués :					84 893
Autres instruments dérivés					6
Contrats de couverture courant					3 656
Emprunts et dettes financières courants (sauf location-financement)					29 751
Contrats de couverture non courants					18
Impôts différés					25 344
Emprunts et dettes financières non courants (sauf location-financement)					26 118
TOTAL DU PASSIF					511 398
INVESTISSEMENTS (en milliers d'euros)	23 695	11 299	18 743	17 909	71 646
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS DES ACTIFS ALLOUÉS (en milliers d'euros)	(27 533)	(13 403)	(20 526)	(16 490)	(77 952)
PERTES DE VALEUR (en milliers d'euros)	(752)	(78)	(604)	-	(1 434)

3 - Informations par zone géographique

31 DÉC. 2006

	Europe	Amérique du Nord et Océanie	Amérique latine	Moyen-Orient, Afrique et Asie	Total
Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	432	670	254	92	1 448
Actifs d'exploitation (en millions d'euros)	582	244	232	28	1 086
(Stocks, immobilisations corporelles et incorporelles, immeubles de placement, actifs destinés à la vente, clients et autres créances, autres actifs courants à l'exception des éléments financiers)					



31 DÉC. 2007					31 DÉC. 2008				
Articles de papeterie	Briquets	Rasoirs	Autres	Total	Articles de papeterie	Briquets	Rasoirs	Autres	Total
715	390	267	84	1 456	673	377	264	107	1 421
108	125	22	1	256	91	110	11	(2)	210
582 308	297 164	308 775	111 135	1 299 382	551 295	266 737	302 671	131 843	1 252 546
				331 675					379 860
				99 428					93 083
				101 119					131 909
				22 789					18 476
				473					16 472
				14 984					7 693
				79					79
				1 125					1 322
				120					2 064
				91 558					108 762
				1 631 057					1 632 406
174 083	102 428	84 549	23 318	384 378	181 022	110 599	85 564	21 606	398 791
				72 196					61 502
				11					2 134
				1 792					2 808
				28 817					21 597
				315					147
				18 311					23 957
				22 950					10 859
				456 574					460 293
23 755	15 926	13 775	23 159	76 615	21 119	24 658	19 758	20 316	85 852
(28 624)	(11 106)	(20 864)	(18 596)	(79 190)	(25 210)	(9 890)	(19 999)	(19 420)	(74 519)
(306)	(1 066)	-	(82)	(1 454)	(40)	(51)	(297)	(9)	(397)



31 DÉC. 2007					31 DÉC. 2008				
Europe	Amérique du Nord et Océanie	Amérique latine	Moyen-Orient, Afrique et Asie	Total	Europe	Amérique du Nord et Océanie	Amérique latine	Moyen-Orient, Afrique et Asie	Total
460	641	270	85	1 456	474	585	282	80	1 421
590	248	233	26	1 097	591	237	191	26	1 045

NOTE 3. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Activités courantes hors activités arrêtées ou en cours de cession			
Chiffre d'affaires	1 448 101	1 456 088	1 420 909
<i>Autres produits du résultat d'exploitation</i>			
Transport refacturé aux clients	9 026	9 408	8 574
Loyers des immeubles de placement	1 601	1 044	1 024
Royalties perçues	111	161	145
<i>Produits financiers</i>			
Intérêts financiers	6 724	11 249	10 011
TOTAL	1 465 563	1 477 950	1 440 663

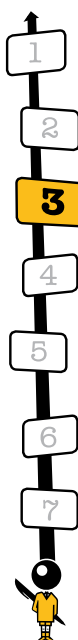
NOTE 4. CHARGES D'EXPLOITATION

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Matières premières et consommables utilisés et variation des stocks	371 417	374 481	401 316
Coûts de main d'œuvre	395 796	397 887	388 296
Charges d'amortissement	79 750	79 191	74 519
Perte de valeur	411	1 307	-
Autres charges d'exploitation	348 402	360 553	353 901
(Gain)/Perte de change opérationnel	6 446	(933)	(1 286)
TOTAL	1 202 222	1 212 486	1 216 746

Les autres produits et charges opérationnels ne sont pas compris dans le total et sont détaillés en Note 5. Les frais de recherche et développement comptabilisés en charge d'exploitation sur l'exercice 2008 sont de 23,8 millions d'euros contre 24,5 millions d'euros sur l'exercice 2007.

NOTE 5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Royalties	9	91	68
Transport refacturé aux clients	9 026	9 408	8 574
Autres	36	(13)	1 229
Autres produits et charges opérationnels récurrents	9 071	9 486	9 871
Fermeture de Fountain Inn aux États-Unis	-	-	(1 287)
Gain sur la vente d'immobilisations	817	2 865	1 603
Fermeture du site de Styphen à Joigny (France)	-	-	(4 394)
Perte de valeur des actifs	(1 869)	(147)	(397)
Autres produits et charges opérationnels non récurrents	(1 052)	2 718	(4 475)
Autres produits et charges opérationnels	8 019	12 204	5 396



Les autres produits et charges opérationnels non récurrents pour l'exercice 2008 correspondent principalement :

- aux coûts de fermeture du site Stypen en France en 2008 ;
- aux coûts de la fermeture, en 2010, de l'usine Fountain Inn aux États-Unis ;
- à la plus-value de cession d'un immeuble aux Pays-Bas pour 1 million d'euros ;
- à la reprise d'une provision pour litige pour 0,6 million d'euros.

Les autres produits et charges opérationnels non récurrents pour l'exercice 2007 comprenaient principalement des gains sur la vente d'immobilisations diverses, dont 2,6 millions d'euros sur la cession de l'usine d'Inofita en Grèce et 0,3 million d'euros sur celle de Gualeguaychu en Argentine.

NOTE 6. RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	5 881	8 219	4 428
Intérêts sur dépôts bancaires	843	3 030	5 583
Résultat des opérations de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6 724	11 249	10 011
Frais financiers	(4 625)	(8 691)	(6 735)
Revalorisation des instruments de couverture	(319)	3 574	(712)
Résultat de change sur éléments financiers	1 367	(742)	4 199
Coût de l'endettement financier	(3 577)	(5 859)	(3 248)
Résultat financier	3 147	5 390	6 763

Sur l'exercice 2008, l'évolution favorable du résultat financier hors résultat de change résulte principalement d'une baisse de la charge d'intérêt liée à l'emprunt finançant l'acquisition de la filiale PIMACO en octobre 2006 en partie compensée par une position moyenne de placements moins élevée qu'en 2007 couplée à un taux de rendement également inférieur. Le résultat de change sur éléments financiers inclut notamment l'impact favorable de la variation du peso mexicain et une charge de 0,5 million d'euros de prime d'option.

Sur l'exercice 2007, le résultat financier favorable hors résultat de change résultait d'une position moyenne de placements importante sur l'année. Le résultat de change sur éléments financiers avait bénéficié d'une évolution favorable de nos couvertures (essentiellement sur le dollar américain) pour 1,6 million d'euros et incluait une charge de 2,3 millions d'euros de prime d'option.

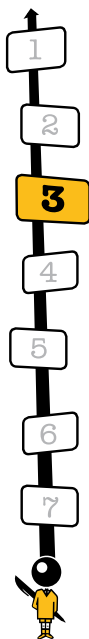
NOTE 7. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Impôt courant :			
<i>France</i>	19 325	35 116	13 978
<i>Étranger</i>	64 636	55 797	45 519
	83 961	90 913	59 497
Impôts différés (cf. Note 22)	2 462	(3 151)	11 889
Impôts sur les bénéfices	86 423	87 762	71 386

Le taux normal d'imposition en France est de 34,43 % (contribution sociale de 3,3 % incluse) pour l'année fiscale 2008, inchangé par rapport à 2007.

L'impôt sur les bénéfices réalisés à l'étranger est calculé au taux en vigueur dans chacun des pays.





<i>(en milliers d'euros)</i>	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Résultat avant impôts	257 045	261 196	216 322
Taux d'imposition	34,43 %	34,43 %	34,43 %
Charge d'impôt théorique	88 501	89 930	74 480
Incidences des :			
• différences de taux d'imposition	(2 047)	(2 928)	(2 561)
• résultats taxés à taux réduit	(3 670)	(3 703)	(3 059)
• différences permanentes	9 971	10 543	8 365
• éliminations des provisions intra-groupe	(1 352)	(1 357)	(1 034)
• actifs d'impôt non constatés sur déficits	1 208	837	2 014
• actifs d'impôt constatés sur exercices antérieurs	(457)	(613)	(847)
• crédits d'impôt	(5 770)	(4 719)	(5 100)
• différences de change	39	(228)	(872)
Impôts sur les bénéfices	86 423	87 762	71 386
Taux d'impôt effectif	33,62 %	33,60 %	33,00 %

Le Groupe BIC a en plus, au 31 décembre 2008, 10 millions d'euros d'impôts différés actifs non reconnus au titre de déficits fiscaux non utilisés, stable par rapport au 31 décembre 2007.

NOTE 8. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action et le résultat dilué par action sont calculés en divisant la part du résultat net revenant au Groupe par le nombre d'actions adéquat.

Le nombre d'actions retenu pour le résultat net par action est le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ce dernier prenant en compte la totalité des actions propres détenues par SOCIÉTÉ BIC classées en

moins des capitaux propres et les 50 060 actions détenues par BIC CORPORATION.

Le nombre d'actions retenu pour le résultat net dilué par action est le nombre moyen pondéré d'actions potentiellement en circulation au cours de la période. Il prend en compte le nombre d'actions retenu pour le résultat net par action, ajusté de l'effet dilutif des stock-options.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Résultat net			
Résultat net part du Groupe	170 218	172 877	144 936
Nombre d'actions utilisé pour le calcul du résultat par action			
Nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du résultat net par action	49 661 931	49 244 579	48 357 724
Effet dilutif des stock-options	253 200	193 177	19 806
Nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	49 915 131	49 437 756	48 377 530

NOTE 9. DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2007, un dividende de 1,35 euro par action a été versé aux actionnaires le 2 juin 2008.

Au titre de l'exercice 2006, un dividende de 1,30 euro par action a été versé aux actionnaires le 1^{er} juin 2007.

NOTE 10. ACTIF IMMOBILISÉ

Note 10-1. Immobilisations corporelles - valeur brute

<i>(en milliers d'euros)</i>	TERRAINS & CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS INDUSTRIELLES	IMMOBILISATIONS EN COURS	AUTRES IMMOBILISATIONS	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2007	276 292	871 767	33 130	22 969	1 204 158
Acquisitions	1 263	7 175	62 887	1 594	72 919
Acquisition de filiale	-	709	-	-	709
Écarts de conversion	(5 328)	(23 018)	(689)	(244)	(29 279)
Cessions	(2 974)	(27 759)	(8 700)	(2 254)	(41 687)
Autres variations	221	1 942	-	-	2 163
Transferts	6 185	35 953	(44 000)	1 042	(820)
Au 1^{er} janvier 2008	275 659	866 769	42 628	23 107	1 208 163
Acquisitions	937	17 203	56 622	766	75 528
Écarts de conversion	(2 746)	(18 962)	830	(688)	(21 566)
Cessions	(1 844)	(34 309)	(625)	(2 153)	(38 931)
Transferts vers les actifs destinés à être cédés (cf. Note 10-4)	(2 717)	-	-	-	(2 717)
Transferts depuis les immeubles de placement (cf. Note 10-3)	6 973	-	-	-	6 973
Autres transferts	9 280	36 372	(46 750)	868	(230)
Au 31 décembre 2008	285 542	867 073	52 705	21 900	1 227 220

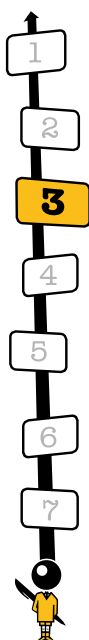
La valeur brute des immobilisations corporelles inclut 1,4 million d'euros d'immobilisations en location financement au 31 décembre 2008 (1,9 million d'euros au 31 décembre 2007).



Note 10-2. Immobilisations corporelles - amortissements et perte de valeur

<i>(en milliers d'euros)</i>	TERRAINS & CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS INDUSTRIELLES	IMMOBILISATIONS EN COURS	AUTRES IMMOBILISATIONS	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2007	147 831	683 367	-	16 354	847 552
Amortissements de la période	12 146	55 850	-	2 396	70 392
Acquisition de filiale	-	368	-	-	368
Perte de valeur	-	819	553	-	1 372
Écarts de conversion	(3 096)	(20 869)	-	(181)	(24 146)
Cessions	(2 079)	(28 163)	-	(1 741)	(31 983)
Transferts	(1 135)	1 027	-	-	(108)
Au 1^{er} janvier 2008	153 667	692 399	553	16 828	863 447
Amortissements de la période	11 070	52 807	-	2 103	65 980
Perte de valeur	-	104	93	-	197
Écarts de conversion	(1 289)	(13 072)	142	(490)	(14 709)
Cessions	(1 497)	(30 600)	-	(2 035)	(34 131)
Transferts vers les actifs destinés à être cédés (cf. Note 10-4)	(2 094)	-	-	-	(2 094)
Transferts depuis les immeubles de placement (cf. Note 10-3)	501	-	-	-	501
Autres transferts	(73)	(2 968)	2 966	75	-
Au 31 décembre 2008	160 285	698 670	3 754	16 482	879 191
VALEUR NETTE					
Au 31 décembre 2008	125 257	168 403	48 951	5 418	348 029
Au 31 décembre 2007	121 992	174 370	42 075	6 279	344 716

La valeur nette des immobilisations corporelles inclut 0,4 million d'euros d'immobilisations en location financement au 31 décembre 2008 (0,7 million d'euros au 31 décembre 2007).



Note 10-3. Immeubles de placement

<i>(en milliers d'euros)</i>	TERRAINS & CONSTRUCTIONS
VALEUR BRUTE	
Au 1^{er} janvier 2007	29 555
Écarts de conversion	(1 220)
Cessions	(668)
Transferts	(3 438)
Au 1^{er} janvier 2008	24 229
Acquisitions	-
Écarts de conversion	(224)
Transferts vers les immobilisations corporelles (cf. Note 10-1)	(6 973)
Au 31 décembre 2008	17 032
AMORTISSEMENTS ET PERTE DE VALEUR	
Au 1^{er} janvier 2007	11 980
Amortissements de la période	576
Écarts de conversion	(152)
Cessions	(393)
Transferts	(2 766)
Au 1^{er} janvier 2008	9 245
Amortissements de la période	394
Perte de valeur	200
Écarts de conversion	1
Transferts vers les immobilisations corporelles (cf. Note 10-2)	(501)
Au 31 décembre 2008	9 339
VALEUR NETTE	
Au 31 décembre 2008	7 693
Au 31 décembre 2007	14 984



Après le transfert de Shelton (États-Unis) en immobilisations corporelles (6,5 millions d'euros), les principaux immeubles de placement restants au 31 décembre 2008 sont situés en Allemagne (5,0 millions d'euros, comprenant une perte de valeur additionnelle de 0,2 million d'euros) et aux États-Unis (2,0 million d'euros).

La juste valeur des immeubles de placement du Groupe est déterminée à partir d'évaluations internes basées sur les surfaces valorisées avec des transactions similaires du marché immobilier ou sur la base du prix de marché. La juste valeur de chaque immeuble de placement est supérieure à sa valeur nette comptable. Elle s'élève en global à 8,5 millions d'euros.

Aucun des immeubles de placement détenu par le Groupe ne fait l'objet d'un engagement hors bilan (garantie, hypothèque...).

Les loyers reçus par le Groupe au titre des immeubles de placement s'élèvent à 1,0 million d'euros (stable par rapport à 2007). Les loyers attendus sur les exercices ultérieurs se répartissent ainsi :

- 0,9 million d'euros à moins d'un an ;
- 1,6 million d'euros entre 2 et 5 ans ;
- 1,2 million d'euros au-delà de 5 ans.

Les principales charges d'exploitation directement liées à ces immeubles à l'exception des charges d'amortissements correspondent à des frais de maintenance, assurance et gardiennage et s'élèvent à 0,7 million d'euros sur la période (1 million d'euros en 2007).

Note 10-4. Actifs immobilisés destinés à être cédés et abandons d'activités

(en milliers d'euros)

VALEUR BRUTE

Au 1^{er} janvier 2007	2 264
Transferts	3 438
Écarts de conversion	(75)
Cessions	(3 402)
Au 1^{er} janvier 2008	2 225
Transferts depuis les immobilisations corporelles (cf. Note 10-1)	2 717
Cessions	(994)
Écarts de conversion	27
Au 31 décembre 2008	3 975

AMORTISSEMENTS ET PERTE DE VALEUR

Au 1^{er} janvier 2007	1 048
Transferts depuis les immeubles de placement	2 766
Cessions	(2 766)
Perte de valeur	82
Écarts de conversion	(30)
Au 1^{er} janvier 2008	1 100
Écarts de conversion	12
Transferts depuis les immobilisations corporelles (cf. Note 10-2)	2 094
Cessions	(553)
Au 31 décembre 2008	2 653

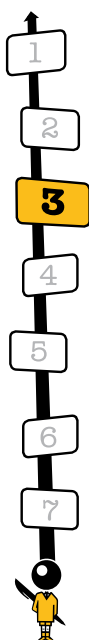
VALEUR NETTE

Au 31 décembre 2008	1 322
Au 31 décembre 2007	1 125

Au 31 décembre 2008, les actifs destinés à être cédés comprennent deux bâtiments en Malaisie (0,7 millions d'euros) ainsi que le terrain et les bâtiments de Stypen à Joigny (0,6 millions d'euros).

L'entrepôt situé aux Pays-Bas a été cédé en septembre 2008.

Le terrain et le bâtiment en Grèce, transférés depuis les immeubles de placement sur le premier semestre 2007, ont été cédés en décembre 2007.



NOTE 11. GOODWILLS

(en milliers d'euros)

VALEUR BRUTE

Au 1^{er} janvier 2007	193 813
Écarts de conversion	(9 118)
Acquisition	11 690
Achat des intérêts minoritaires des filiales	1 799
Au 1^{er} janvier 2008	198 184
Écarts de conversion	1 502
Au 31 décembre 2008	199 686
PERTE DE VALEUR	
Au 1^{er} janvier 2007	4 699
Écarts de conversion	(188)
Au 1^{er} janvier 2008	4 511
Écarts de conversion	(89)
Au 31 décembre 2008	4 422
VALEUR NETTE	
Au 31 décembre 2008	195 264
Au 31 décembre 2007	193 673

Le tableau ci-dessus inclut au 31 décembre 2008 les goodwill nets suivants :

(en millions d'euros)

	BIC CORPORATION		BIC VIOLEX	
	2007	2008	2007	2008
Goodwill	93,4	97,7	57,9	57,9
Taux d'actualisation avant impôt	12,50 %	10,60 %	11,16 %	13,08 %

La méthodologie retenue pour les tests de perte de valeur des goodwill consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des unités génératrices de trésorerie, à la valeur nette comptable des actifs correspondants (y compris goodwill). Les unités génératrices de trésorerie ont été construites au niveau des sous-groupes porteurs dans leurs actifs des goodwill. Ces unités génératrices de trésorerie sont largement indépendantes du Groupe consolidé ; ainsi la taille des unités génératrices de trésorerie est inférieure aux segments géographiques tels que définis par la norme IAS 14 "Information sectorielle".

Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs sur une durée de 3 ans et d'une valeur terminale selon la méthode de la rente perpétuelle. Le taux d'actualisation avant impôt retenu pour ces calculs est le coût moyen pondéré du capital.

Compte tenu du contexte de crise financière et économique mondiale, les tests de perte de valeur réalisés intègrent les éléments suivants :

- les hypothèses retenues pour déterminer les flux des principales unités génératrices de trésorerie ont été revues

afin de vérifier que les impacts éventuels de la crise étaient appréhendés. Les hypothèses retenues en terme de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des unités génératrices de trésorerie ;

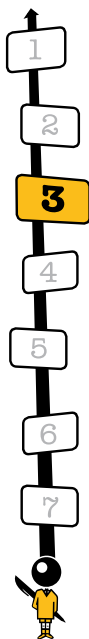
- une attention particulière a été portée à l'analyse des principaux paramètres de marché utilisés pour le calcul des taux d'actualisation. Il a ainsi été rajouté un risque pays dans les pays les plus impactés (notamment aux États-Unis). Cependant, la diminution des taux sans risques de ces pays vient limiter l'augmentation du taux d'actualisation ;
- le Groupe a mené des analyses de sensibilité aux variations des hypothèses de taux d'actualisation et de croissance à l'infini.

Des tests de perte de valeur complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle. Les tests effectués n'ont pas révélé de perte de valeur en 2008.



NOTE 12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en milliers d'euros)</i>	LOGICIELS	MARQUES & BREVETS	RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT	IMMOBILISATIONS EN COURS	AUTRES	TOTAL
VALEUR BRUTE						
Au 1^{er} janvier 2007	46 980	42 503	4 018	5 683	827	100 011
Acquisitions	457	1 247	-	1 668	-	3 372
Générées en interne	-	-	-	3 922	-	3 922
Écarts de conversion	(1 143)	(2 523)	(224)	(25)	(52)	(3 967)
Cessions/Sorties	(129)	-	(4)	(331)	-	(464)
Transferts	5 345	-	36	(4 561)	-	820
Au 1^{er} janvier 2008	51 510	41 227	3 826	6 356	775	103 694
Acquisitions	848	1 076	3	1 536	152	3 615
Générées en interne	-	-	-	4 261	-	4 261
Écarts de conversion	143	(566)	110	100	21	(192)
Cessions/Sorties	(89)	(34)	-	(661)	(111)	(895)
Transferts	4 342	127	(127)	(4 239)	127	230
Au 31 décembre 2008	56 754	41 830	3 812	7 353	964	110 713
AMORTISSEMENTS ET PERTE DE VALEUR						
Au 1^{er} janvier 2007	29 966	27 637	2 079	-	465	60 147
Amortissements de la période	5 973	1 443	770	-	35	8 221
Écarts de conversion	(867)	(2 845)	(224)	-	(25)	(3 961)
Cessions/Sorties	(129)	-	(4)	-	-	(133)
Transferts	108	-	-	-	-	108
Au 1^{er} janvier 2008	35 051	26 235	2 621	-	475	64 382
Amortissements de la période	6 121	1 362	568	-	97	8 148
Écarts de conversion	157	1 359	110	-	13	1 639
Cessions/Sorties	(89)	(19)	-	-	(111)	(219)
Au 31 décembre 2008	41 240	28 937	3 299	-	474	73 950
VALEUR NETTE						
Au 31 décembre 2008	15 514	12 893	513	7 353	490	36 763
Au 31 décembre 2007	16 459	14 992	1 205	6 356	300	39 312



Logiciels :

Les logiciels générés en interne concernent essentiellement des investissements liés à des améliorations des systèmes d'information et au déploiement de ces systèmes dans les filiales européennes.

Recherche et développement :

SOCIÉTÉ BIC avait capitalisé 1,7 million d'euros sur l'exercice 2003 relatifs aux coûts de développement de nouvelles technologies d'écritures et de nouvelles lignes de produits de papeterie. SOCIÉTÉ BIC avait comptabilisé au cours de l'exercice 2002, 2,3 millions d'euros relatifs aux coûts de développement de la technologie d'encre gel et d'une nouvelle génération d'encre. Ces coûts de développement ont été encourus aux États-Unis et en France et ont donné lieu à des amortissements en 2003 lors de la mise en production des produits utilisant ces encres.

NOTE 13. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en milliers d'euros)	Note	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Autres titres immobilisés		85	79	79
Dépôts de garantie		11 674	11 046	12 329
Actifs de régimes de retraite	21	1 108	1 866	753
Autres actifs non courants		12 992	6 527	6 896
TOTAL		25 859	19 518	20 057

NOTE 14. ACTIFS ET PASSIFS COURANTS

Note 14-1. Stocks et en-cours

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Matières premières	61 540	65 785	55 164
En-cours de production de biens et services	62 724	56 868	50 663
Produits finis	182 986	226 495	209 579
VALEUR BRUTE	307 250	349 148	315 406
Matières premières	1 643	4 258	2 721
En-cours de production de biens et services	1 438	1 909	1 098
Produits finis	10 553	9 640	7 265
DÉPRÉCIATION	13 634	15 807	11 084
VALEUR NETTE	293 616	333 341	304 322

Note 14-2. Variation des besoins d'exploitation

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2007	FLUX DE TRÉSORERIE	VARIATION DE PÉRIMÈTRE	CHANGE ET AUTRES	31 DÉC. 2008
Stocks et en-cours	333 341	(20 915)	-	(8 104)	304 322
Clients et autres créances	345 984	(24 434)	-	(6 442)	315 108
Fournisseurs et comptes rattachés	(92 352)	(1 023)	-	1 241	(92 134)
Autres créances et autres dettes	(111 131)	4 616	-	5 841	(100 676)
BESOINS D'EXPLOITATION NETS	TFT 475 842	(41 756)	-	(7 465)	426 620

TFT : Cf. Tableau de flux de trésorerie consolidés.

NOTE 15. EXPOSITION AUX RISQUES DU MARCHÉ

a. Risque de contrepartie

Tous les instruments financiers sont mis en place avec des banques bénéficiant de notations de premier ordre d'agences internationales, et par conséquent le risque de contrepartie est très faible. Le rating minimal S&P des principales contreparties est de A+ sur le long terme, le rating moyen étant AA-.

b. Risque de change

Cf. Note 23.

c. Risques de taux et de liquidité

Le Groupe BIC gère ses capitaux propres de manière à conserver une situation de trésorerie positive et disponible, afin de mener à bien sa stratégie de développement en toute indépendance. Les



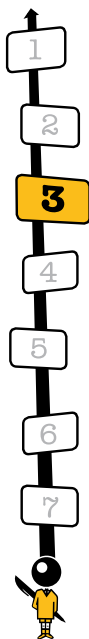
excédents et besoins de trésorerie du Groupe sont directement gérés par le département Trésorerie, en suivant une politique prudente, qui vise à éviter tout risque de perte sur le capital, et à conserver une situation de liquidité satisfaisante. Les excédents de trésorerie sont principalement investis sur des OPCVM monétaires et équivalents de trésorerie dont la volatilité est inférieure à 0,5 avec une durée de placement recommandée inférieure à trois mois. La part plus structurelle de la trésorerie peut être investie sur des fonds qualifiés de "monétaires dynamiques" avec un horizon de placement supérieur à 6 mois. L'ensemble des lignes de placement fait l'objet d'un suivi market-to-market hebdomadaire par le département Trésorerie et vise à maintenir une performance annuelle moyenne supérieure au taux Eonia.

À aucun moment le portefeuille n'a été investi sur des fonds ayant une exposition au risque *subprime* et aucun fonds détenu au 31 décembre 2008 ne repose sur une mono-stratégie crédit. Le

fonds le plus important en portefeuille représente 16,2 % du total des placements gérés par la Trésorerie. Face à la crise financière qui a bouleversé le paysage de l'offre de gestion collective, et asséché les liquidités bancaires, la structure du portefeuille a évolué vers un actif composé, au 31 décembre 2008, à 88 % de produits de type "monétaires purs" à liquidité quotidienne.

L'endettement brut long terme correspond principalement à l'emprunt amortissable à taux fixe en real brésilien contracté au Brésil pour financer l'acquisition de la filiale PIMACO (cf. Note 19)

L'exposition aux taux d'intérêt est très limitée. Tous les besoins de financement locaux sont directement indexés sur une base de taux variables. La survenance de positions emprunteuses est non significative et trop ponctuelle pour générer un besoin de couverture pertinent.



(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Équivalents de trésorerie : valeurs mobilières de placement	101 678	101 119	131 909
Disponibilités	74 985	99 428	93 083
Trésorerie et équivalents de trésorerie, hors découverts bancaires	176 663	200 547	224 992

d. Risque de crédit

Le risque de crédit auquel le Groupe est exposé provient essentiellement de ses clients et autres créances. Les montants présentés dans le bilan sont nets des pertes de valeur comptabilisées sur les créances douteuses. La concentration du risque de crédit du Groupe n'est pas significative, le risque étant réparti sur un grand nombre de clients.

Les clients et autres créances comprennent :

- des montants bruts à recevoir sur la vente de produits ainsi que d'autres créances, correspondant principalement à des

crédits de TVA. Ces clients et autres créances sont des actifs court terme, ayant une échéance à moins de douze mois ;

- des pertes de valeur pour les montants estimés irrécouvrables sur la vente de produits. Ces pertes de valeur ont été déterminées par référence à l'historique des défaillances et selon l'environnement économique actuel. Elles sont comptabilisées dans un compte distinct.

Le Groupe estime que la valeur d'inventaire des clients et autres créances est proche de leur juste valeur. Les créances échues non dépréciées ne sont pas significatives au niveau du Groupe au 31 décembre 2008.

L'exposition maximale au risque de crédit est représentée par la valeur nette comptable des actifs financiers au bilan, incluant les dérivés ayant des valeurs de marché positives (cf. tableaux ci-dessous) :

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Créances clients brutes			
• Non échues ou échues depuis moins de 60 jours	329 393	313 289	282 914
• Échues depuis 60 à 90 jours	6 117	7 668	6 415
• Échues depuis 90 à 120 jours	3 275	6 280	3 690
• Échues depuis plus de 120 jours	5 809	11 327	10 634
TOTAL CRÉANCES CLIENTS BRUTES	344 594	338 564	303 653
TOTAL CRÉANCES DOUTEUSES	8 679	8 497	8 849
TOTAL AVANT DÉPRÉCIATION	353 273	347 061	312 502
Dépréciation des créances	(18 497)	(17 783)	(17 334)
Autres créances	13 673	16 706	19 940
CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES - NET	348 449	345 984	315 108

e. Juste valeur des actifs et passifs financiers

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Actifs financiers			
À la juste valeur par le biais du compte de résultat			
• Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	128 674	123 908	150 385
• Désignés comme tels lors de leur comptabilisation initiale	-	-	-
Instruments dérivés - comptabilité de couverture	16 379	593	20 071
• Dont contrats de change à terme	9 925	366	17 978
• Dont options de change	6 454	227	2 093
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-
Prêts et créances (dont trésorerie)	423 434	445 412	406 656
Disponibles à la vente	85	79	79
Passifs financiers			
À la juste valeur par le biais du compte de résultat			
• Détenus à des fins de transaction	-	-	-
• Désignés comme tels lors de leur comptabilisation initiale	-	-	-
Instruments dérivés - comptabilité de couverture	3 674	2 107	5 089
Au coût amorti	150 709	144 770	125 018

(1) Il s'agit des OPCVM monétaires et des autres actifs financiers courants.

Le Groupe estime que la valeur d'inventaire des actifs et passifs financiers est proche de leur juste valeur.

f. Charges et produits nets par catégorie

Les charges et produits nets suivants relatifs aux actifs et passifs financiers ont été reconnus dans le compte de résultat au cours de l'exercice 2008 :

(en milliers d'euros)	INTÉRÊTS	RÉÉVALUATION		(CHARGES)/PRODUITS NETS			
		Juste valeur ⁽¹⁾	Conversion	Dépréciation	31 déc. 2008	31 déc. 2007	31 déc. 2006
Actifs et passifs financiers							
À la juste valeur par le biais du compte de résultat	4 428	-	-	-	4 428	8 219	5 881
Instruments dérivés - comptabilité de couverture	-	331	-	-	331	(64)	(2 571)
Prêts et créances (dont trésorerie)	5 583	-	(1 266)	450	4 767	8 973	7 768
Au coût amorti	(6 735)	-	2 418	-	(4 317)	(9 104)	(5 453)
TOTAL	3 276	331	1 152	450	5 209	8 024	5 625

(1) Dont 1 643 milliers d'euros recyclés des capitaux propres en résultat opérationnel.

NOTE 16. CAPITAUX PROPRES

Note 16-1. Capital

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Capital social autorisé, émis et entièrement libéré	189 634	188 622	185 484
Rachat d'actions de la Société	(1 433)	(2 183)	(1 626)
CAPITAL	188 201	186 439	183 858



Au 31 décembre 2008, le capital social de SOCIÉTÉ BIC est de 185 484 038,42 euros et est composé de 48 556 031 actions de 3,82 euros chacune. Les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans bénéficient d'un droit de vote double.

Par ailleurs, SOCIÉTÉ BIC détenait 375 778 de ses actions, acquises au prix moyen de 37,26 euros sur le fondement des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce et représentant 0,77 % des actions émises.

ACTIONS PROPRES DE SOCIÉTÉ BIC ET PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Situation au 31 décembre 2008

FONDEMENT DE L'ACQUISITION	NOMBRE D' ACTIONS	COURS MOYEN D' ACQUISITION (en euros)	% DU CAPITAL
Contrat de liquidité - Art L. 225-209 C. com ^(*)	11 614	40,31	0,02 %
Annulation - Art L. 225-209 C. com ^(*)	100 000	37,70	0,21 %
Mise en œuvre de plans d' options d' achat d' actions ou attribution d' actions gratuites ^(a) - Art L.225-208 et Art L.225-209 C. com ^(*)	264 164	36,96	0,54 %
TOTAL ^(b)	375 778	37,26	0,77 %

(a) Dont 51 924 actions relatives à des options qui ne sont plus exerçables (caducité des options accordées dans le cadre du plan de 1998 ou départs de salariés du Groupe).

(b) BIC CORPORATION détenait en plus, au 31 décembre 2008, 50 060 actions SOCIÉTÉ BIC, soit 0,10 % du capital.

() Code de Commerce.*

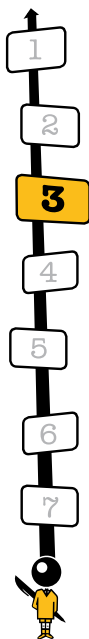
SOCIÉTÉ BIC a été autorisée par l'Assemblée Générale du 21 mai 2008, à renouveler son programme de rachat d' actions :

ACTIONS RACHETÉES EN 2008 ⁽¹⁾ :	
• au titre du programme autorisé par l'Assemblée Générale du 23 mai 2007	355 012
• au titre du programme autorisé par l'Assemblée Générale du 21 mai 2008	352 260
Cours moyen de rachat des actions sur l'exercice 2008 (en euros)	36,39

(1) Hors actions rachetées dans le cadre du contrat de liquidité.

NOMBRE D' ACTIONS ANNULÉES EN 2008 :	TOTAL	CA DU	CA DU	CA DU
		26 FÉVRIER 2008 AUTORISÉ PAR L'AG DU 23 MAI 2007	21 MAI 2008 AUTORISÉ PAR L'AG DU 21 MAI 2008	9 SEPTEMBRE 2008 AUTORISÉ PAR L'AG DU 21 MAI 2008
• au titre du programme autorisé par l'Assemblée Générale du 23 mai 2007	434 027	434 027	-	-
• au titre du programme autorisé par l'Assemblée Générale du 21 mai 2008	416 245	-	163 985	252 260
TOTAL	850 272	434 027	163 985	252 260

Sur les 24 derniers mois, SOCIÉTÉ BIC a procédé à l'annulation de 1 401 614 actions, soit 2,9 % du capital social au 31 décembre 2008.



À la connaissance de la Société, en 2008, les Actionnaires détenant plus des dix-neuf vingtièmes, des dix-huit vingtièmes, des deux tiers, de la moitié, du tiers, du quart, du cinquième, des

trois vingtièmes, du dixième ou du vingtième du capital et/ou des droits de vote de la Société sont les suivants :

31 DÉC. 2008		
	% en actions (environ)	% en droits de vote (environ)
M.B.D.	25,54 %	32,65 %
Famille Bich	18,65 %	21,62 %
Mme Édouard Buffard	4,59 %	5,91 %
Silchester International Investors	14,76 %	14,59 %
Arnhold and S. Bleichroeder Advisers, LLC	6,78 %	6,32 %

Note 16-2. Réconciliation des éléments de capitaux propres consolidés - part du Groupe

La réconciliation des intérêts minoritaires est présentée en Note 18.

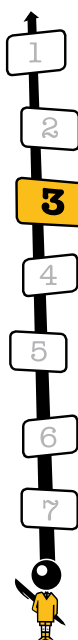
(en milliers d'euros)	Notes	CAPITAL	RÉSERVES	ÉCARTS DE CONVERSION	COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL
Solde au 1^{er} janvier 2007		188 201	900 250	13 108	8 693	1 110 252
Dividendes distribués		-	(64 190)	-	-	(64 190)
Réduction de capital		(2 106)	(25 488)	-	-	(27 594)
Augmentation de capital		1 094	9 186	-	-	10 280
Titres d'autocontrôle		(750)	(9 357)	-	-	(10 107)
Reconnaissance des paiements fondés sur des actions		-	5 732	-	-	5 732
Autres		-	21	-	-	21
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS SUR LA PÉRIODE		-	185 836	(25 515)	(10 451)	149 870
Solde au 31 décembre 2007		186 439	1 001 990	(12 407)	(1 758)	1 174 264
Dividendes distribués	9	-	(65 428)	-	-	(65 428)
Réduction de capital ^(a)		(3 248)	(33 422)	-	-	(36 670)
Augmentation de capital ^(a)		110	934	-	-	1 044
Titres d'autocontrôle		557	10 025	-	-	10 582
Reconnaissance des paiements fondés sur des actions	17	-	5 365	-	-	5 365
Autres		-	(31)	-	-	(31)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS SUR LA PÉRIODE		-	101 951	(30 829)	11 646	82 768
Solde au 31 décembre 2008		183 858	1 021 384	(43 236)	9 888	1 171 894

(a) Le 26 février 2008, le Conseil d'Administration, autorisé par l'Assemblée Générale du 23 mai 2007, a procédé à l'annulation de 434 027 actions. Le 21 mai 2008 et le 9 septembre 2008, le Conseil d'Administration, autorisé par l'Assemblée Générale du 21 mai 2008, a procédé à l'annulation de 163 985 actions et 252 260 actions respectivement. À la suite de levées d'options de souscription d'actions, le capital a été augmenté de 28 904 actions.



Note 16-3. État consolidé des produits et charges comptabilisés

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Gain/(Perte) sur instruments de couverture de flux de trésorerie	23	19 304	(15 916)	17 736
Différence de change résultant de la conversion des opérations à l'étranger		(38 929)	(25 586)	(30 829)
Écarts actuariels reconnus en situation nette	21-1, 21-4	6 222	17 699	(70 221)
Impôts différés reconnus en situation nette		(7 903)	725	21 154
Investissements disponibles à la vente		7	-	(8)
Résultat net reconnu directement en capitaux propres		(21 299)	(23 078)	(62 168)
Résultat net de la période		170 622	173 434	144 936
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS SUR LA PÉRIODE		149 323	150 356	82 768
Attribuable :				
• au Groupe BIC		148 940	149 870	82 768
• aux minoritaires		383	486	-
		149 323	150 356	82 768



NOTE 17. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Attribution d'options d'achat et d'options de souscription d'actions

Tous les plans attribués sont des plans se dénouant en actions.

Programme de stock-options du Groupe

Usant de la faculté offerte lors de l'Assemblée Générale du 21 mai 2008, le Conseil d'Administration du 10 décembre 2008 a consenti des options de souscription portant sur 371 400 actions au bénéfice de 613 dirigeants et salariés de SOCIÉTÉ BIC ou de ses filiales, au prix de 40,18 euros. Ces options ne pourront être exercées qu'au terme de la troisième année suivant leur attribution.

DÉTAIL PAR PLAN	PLAN N° 2	PLAN N° 3	PLAN N° 4	PLAN N° 5	PLAN N° 6	PLAN N° 7	PLAN N° 8	PLAN N° 9	PLAN N° 10	PLAN N° 11
Date de l'Assemblée	12 mai 1998	12 mai 1998	12 mai 1998	12 mai 1998	28 mai 2003	28 mai 2003	28 mai 2003	24 mai 2006	24 mai 2006	21 mai 2008
Date du Conseil d'Administration	16 déc. 1999	18 déc. 2000	13 déc. 2001	10 déc. 2002	17 déc. 2003	15 déc. 2004	14 déc. 2005	13 déc. 2006	11 déc. 2007	10 déc. 2008
Nombre de bénéficiaires	223	539	551	564	555	563	575	567	633	613
Nombre d'options d'achat	180 350	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'options de souscription	-	376 150	367 700	375 000	377 550	370 450	427 850	398 500	440 500	371 400
Dont nombre pouvant être souscrites ou achetées par :										
• les membres du Comité de Direction dans sa composition au 31 décembre 2008 (Cf. Gouvernement d'entreprise, § 2.3)	22 600	38 100	36 600	41 100	52 500	42 000	44 000	32 000	32 500	-
• les mandataires sociaux	13 000	18 500	13 200	12 000	20 500	17 000	20 000	5 000	5 000	-
• Mario Guevara	6 500	12 000	13 200	12 000	14 000	12 000	15 000	-	-	-
• Marie-Aimée Bich-Dufour	6 500	6 500	-	-	6 500	5 000	5 000	5 000	5 000	-
• les dix premiers salariés non mandataires sociaux	56 250	60 000	53 800	61 100	61 500	48 500	47 500	49 500	51 500	34 050
Première date d'exercice de l'option	17 déc. 2002	19 déc. 2003	14 déc. 2004	11 déc. 2005	18 déc. 2006	16 déc. 2007	15 déc. 2008	14 déc. 2009	12 déc. 2010	11 déc. 2011
Date d'expiration de l'option	16 déc. 2009	17 déc. 2010	12 déc. 2011	9 déc. 2012	16 déc. 2013	14 déc. 2014	13 déc. 2015	12 déc. 2014	10 déc. 2015	9 déc. 2016
Prix d'exercice (en euros) ^(*)	40,83	41,03	36,57	30,93	36,96	36,76	50,01	52,35	49,62	40,18
Nombre d'options exercées au 31 décembre 2008	97 540	202 369	240 620	249 941	173 223	37 480	-	-	-	-
Options de souscription ou d'achat d'actions annulées au 31 décembre 2008	63 150	119 050	83 150	65 700	60 850	61 300	50 150	34 500	9 150	-
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes au 31 décembre 2008	19 660	54 731	43 930	59 359	143 477	271 670	377 700	364 000	431 350	371 400

(*) Aucun rabais n'a été consenti sur le prix.

Le plan n° 1 (options d'achat) a expiré le 16 décembre 2008. Sur un total de 173 800 options attribuées, 60 076 options ont été exercées à un prix de 51,13 euros, 65 450 options ont été annulées suite au départ de salariés et 48 274 sont invalides suite à l'arrivée à échéance du plan.



Détermination de la juste valeur des instruments attribués et impact sur le compte de résultat au 31 décembre 2008 :

ANNÉE D'ATTRIBUTION DU PLAN	JUSTE VALEUR DES PLANS - MODÈLE BINOMIAL	CHARGE PASSÉE EN COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)		
		31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
2003	3 123	1 021	-	-
2004	3 082	1 009	1 019	-
2005	5 193	1 665	1 737	1 716
2006	4 393	69	1 456	1 476
2007	4 542	-	81	1 515
2008	3 790	-	-	73
TOTAL	24 123	3 764	4 293	4 780

Hypothèses retenues pour l'évaluation de la juste valeur des plans d'option de souscription d'actions selon le modèle binomial :

	PLAN N° 5	PLAN N° 6	PLAN N° 7	PLAN N° 8	PLAN N° 9	PLAN N° 10	PLAN N° 11
Volatilité attendue	33,00 %	34,00 %	35,00 %	36,00 %	30,00 %	25,00 %	29,00 %
Taux sans risque	3,93 %	3,76 %	3,05 %	3,14 %	3,78 %	4,16 %	3,56 %
Taux de dividende attendu	1,60 %	1,60 %	1,60 %	1,60 %	2,00 %	2,50 %	2,50 %
Durée de vie théorique en années (*)	5,62 & 5,15	5,79 & 5,37	5,85 & 5,43	5,81 & 5,37	5,18 & 4,79	6,29 & 5,89	6,18 & 5,70

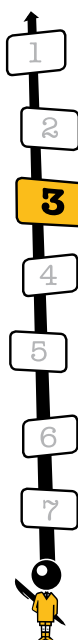
(*) Le premier chiffre concerne la durée pour un Français, le second concerne la durée pour une personne d'un autre pays.

Attribution d'actions gratuites

Aucune attribution d'actions gratuites n'a été décidée sur l'exercice 2008.

	PLAN N° 1		PLAN N° 2		PLAN N° 3		PLAN N° 4	
Date de l'Assemblée	19 mai 2005		19 mai 2005		19 mai 2005		23 mai 2007	
Date du Conseil d'Administration	19 mai 2005		14 décembre 2005		13 décembre 2006		11 décembre 2007	
Attribution	Principale	Secondaire	Principale	Secondaire	Principale	Secondaire	Principale	Secondaire
Nombre de bénéficiaires	12	11	12	11	9	8	11	10
Nombre d'actions gratuites attribuées	31 800	2 618	31 800	2 618	33 450	2 352	37 550	2 644
Date de transfert	19 mai 2008	19 mai 2012	14 mars 2009	14 mars 2013	13 mars 2010	13 mars 2014	11 mars 2011	11 mars 2015
Nombre d'actions transférées au 31 décembre 2008 (**)	20 405	-	-	-	-	-	-	-
Nombre d'actions caduques au 31 décembre 2008	11 395	1 124	2 650	476	-	294	-	302
Nombre d'actions restantes au 31 décembre 2008	-	1 494	29 150	2 142	33 450	2 058	37 550	2 342

(**) Les actions attribuées par SOCIÉTÉ BIC ont été physiquement transférées aux bénéficiaires en mai 2008 (7 420 actions). En raison de la fiscalité américaine, les actions attribuées par BIC CORPORATION ne seront remises qu'en 2011 (12 985 actions). En compensation des dividendes non reçus entre la date d'acquisition définitive des droits et la date de remise effective de ces actions, 546 actions supplémentaires seront aussi transférées à cette date.



Estimation de la juste valeur des actions attribuées et impact sur le compte de résultat au 31 décembre 2008 :

PLAN D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS	JUSTE VALEUR DES PLANS - MODÈLE BINOMIAL	CHARGE/(PRODUIT) PASSÉ EN COMPTE DE RÉSULTAT <i>(en milliers d'euros)</i>		
		31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
19 mai 2005 (*)	900	443	347	(207)
14 décembre 2005	1 079	527	458	31
13 décembre 2006	1 254	31	602	221
11 décembre 2007	1 677	-	32	540
TOTAL	4 910	1 001	1 439	585

(*) Le produit net 2008 inclut la charge liée aux actions supplémentaires qui seront remises en 2011 par BIC CORPORATION pour 3 milliers d'euros.

NOTE 18. INTÉRÊTS MINORITAIRES

(en milliers d'euros)

Au 1^{er} janvier 2007	1 696
Écarts de conversion	(71)
Résultat net de la période	557
Achat des intérêts minoritaires des filiales	(1 718)
Liquidation de filiales	(257)
Autre variation	12
Au 1^{er} janvier 2008	219
Au 31 décembre 2008	219

Ce poste enregistre la part des minoritaires dans l'actif net et le résultat des filiales consolidées par intégration globale.

En 2007, le Groupe BIC avait racheté :

- les 4,95 % d'intérêts minoritaires de BIC GBA Sdn.Bhd. le 13 mars 2007 ;
- les 0,79 % d'intérêts minoritaires de BIC Belgium SPRL le 18 avril 2007 ;
- les 40 % d'intérêts minoritaires de BIC Argentina SA le 23 avril 2007 ;
- les 0,01 % d'intérêts minoritaires de BIC Italia SPA.



NOTE 19. EMPRUNTS

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Découverts bancaires	10 157	2 034	2 521
Emprunts bancaires ^(a)	45 713	49 733	29 934
Engagements de location financement	1 151	651	429
Emprunts et découverts bancaires	57 021	52 418	32 884
Échéances des remboursements :			
Exigibles ou à moins d'un an	30 466	29 097	21 806
Entre la 2 ^e et la 5 ^e année incluse	26 555	23 279	11 054
Après 5 ans		42	24
TOTAL	57 021	52 418	32 884

(a) Les principaux emprunts bancaires/lignes de crédits sont les suivants :

(en milliers d'euros)		DEC. 31, 2007	DEC. 31, 2008
Pays emprunteur	Devise	Contrevaleur EUR	
Brésil	BRL	37 967	19 274
Russie	USD	3 397	2 335
Malaisie	MYR	2 533	2 591
Chili	USD	1 837	1 145
Roumanie	EUR	1 649	1 753
Autres	Divers	2 350	2 836
TOTAL		49 733	29 934

L'emprunt principal a été contracté au Brésil pour l'acquisition de PIMACO.

Il est précisé qu'aucun emprunt ne fait l'objet d'une couverture et qu'aucun contrat ne contient de clause de covenant.

Seul le Chili a un taux fixe, les autres emprunts ont des taux variables s'échelonnant entre 1,9 % et 13,6 %.

NOTE 20. PROVISIONS

(en milliers d'euros)	LITIGES	AUTRES RISQUES ET CHARGES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2007	5 592	26 374	31 966
Dotations aux provisions	1 754	3 053	4 807
Reprises de provisions utilisées	(466)	(6 707)	(7 173)
Reprises de provisions non utilisées	(871)	(772)	(1 643)
Différences de change	(123)	91	(32)
Transferts et reclassement en passifs courants	-	24	24
Discount	-	20	20
Au 1^{er} janvier 2008	5 886	22 083	27 969
Dotations aux provisions	2 328	7 295	9 623
Reprises de provisions utilisées	(671)	(2 779)	(3 450)
Reprises de provisions non utilisées	(954)	(2 866)	(3 820)
Différences de change	(2 395)	111	(2 284)
Transferts	3 619	(2 926)	693
Discount	-	10	10
Au 31 décembre 2008	7 813	20 928	28 741

Au 31 décembre 2008, la provision pour litiges concerne principalement les risques distributeurs pour 1,0 million d'euros (1,5 million d'euros au 31 décembre 2007).

Les autres provisions correspondent principalement à des risques fiscaux et des risques de nature sociale (accidents du travail aux États-Unis) ainsi qu'aux litiges produits aux États-Unis pour 2,3 millions d'euros.



NOTE 21. RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

Note 21-1. Variation des engagements nets des plans à prestations définies

<i>(en milliers d'euros)</i>		RETRAITE	AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL	TOTAL AVANTAGES DU PERSONNEL
VALEUR ACTUELLE DES OBLIGATIONS				
À l'ouverture : 1^{er} janvier 2008		267 959	46 268	314 227
Coûts de la période :		22 872	4 520	27 392
<i>Coûts des services rendus</i>		7 789	1 664	9 453
<i>Frais financiers</i>		15 142	2 856	17 998
<i>Réduction et liquidation</i>		(68)	-	(68)
<i>Coûts des prestations passées</i>		9	-	9
Prestations versées		(14 704)	(2 896)	(17 600)
Écarts actuariels sur engagement brut		10 700	2 061	12 761
Services passés		552	-	552
Écarts de conversion		(6 001)	2 147	(3 854)
Valeur de clôture au 31 décembre 2008	A	281 378	52 100	333 478
JUSTE VALEUR DES ACTIFS DE COUVERTURE				
À l'ouverture : 1^{er} janvier 2008		210 523	-	210 523
Coûts de la période :		14 482	-	14 482
<i>Rendement des actifs</i>		14 482	-	14 482
<i>Réduction et liquidation</i>		-	-	-
Prestations versées		(12 722)	(2 896)	(15 618)
Cotisations versées		29 195	2 896	32 091
Écarts actuariels sur actifs de couverture		(57 460)	-	(57 460)
Écarts de conversion		(2 067)	-	(2 067)
Valeur de clôture au 31 décembre 2008	B	181 951	-	181 951
SERVICES PASSÉS NON RECONNUS				
À l'ouverture : 1^{er} janvier 2008		3 362	(1 891)	1 471
Coûts de la période :		(521)	267	(254)
<i>Réduction et liquidation</i>		(5)	-	(5)
<i>Coût des prestations passées</i>		(516)	267	(249)
Coût des services passés non reconnus		552	-	552
Écarts de conversion		38	(89)	(51)
Valeur de clôture au 31 décembre 2008	C	3 431	(1 713)	1 718
OBLIGATION : MONTANT NET AU BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2008	D = A-B-C	95 997	53 813	149 809
OBLIGATION : MONTANT NET AU BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2007		54 074	48 159	102 233



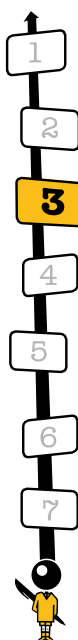
Note 21-2. Obligations financées/non financées

<i>(en milliers d'euros)</i>	RETRAITE	AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL	TOTAL
31 décembre 2008			
Juste valeur des obligations financées	249 587	-	249 587
Juste valeur des actifs de couverture	181 951	-	181 951
Excédent des obligations sur les actifs	67 636	-	67 636
Juste valeur des obligations non financées	31 791	52 100	83 891
Services passés non reconnus	(3 431)	1 713	(1 718)
Valeur nette au bilan	95 996	53 813	149 809
- Actif			753
- Passif			150 562

<i>(en milliers d'euros)</i>	RETRAITE	AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL	TOTAL
31 décembre 2007			
Juste valeur des obligations financées	262 847	-	262 847
Juste valeur des actifs de couverture	210 523	-	210 523
Excédent des obligations sur les actifs	52 324	-	52 324
Juste valeur des obligations non financées	5 112	46 268	51 380
Services passés non reconnus	(3 362)	1 891	(1 471)
Valeur nette au bilan	54 074	48 159	102 233
- Actif			1 866
- Passif			104 099

Note 21-3. Coûts de la période

<i>(en milliers d'euros)</i>	ENGAGEMENTS DE RETRAITE		ACTIFS DE RÉGIME		COÛT DES PRESTATIONS PASSÉES		TOTAL		TOTAL AVANTAGES DU PERSONNEL	
	Retraite	Autres avantages du personnel	Retraite	Autres avantages du personnel	Retraite	Autres avantages du personnel	Retraite	Autres avantages du personnel	31 déc.2008	31 déc.2007
Coûts des services rendus	7 789	1 664	-	-	-	-	7 789	1 664	9 453	9 396
Frais financiers	15 142	2 856	-	-	-	-	15 142	2 856	17 998	18 342
Rendement des actifs	-	-	(14 482)	-	-	-	(14 482)	-	(14 482)	(14 206)
Réduction et liquidation	(67)	-	-	-	(5)	-	(62)	-	(62)	(1 398)
Coûts des prestations passées	10	-	-	-	(516)	267	526	(267)	259	556
TOTAL COÛTS ANNÉE 2008	22 874	4 520	(14 482)	-	(521)	267	8 913	4 253	13 166	12 690



Note 21-4. Informations complémentaires

1/ Suivi par nature des écarts actuariels immédiatement reconnus en capitaux propres :

<i>(en milliers d'euros)</i>	ÉCARTS ACTUARIELS SUR OBLIGATION - RETRAITE	ÉCARTS ACTUARIELS SUR OBLIGATION - AUTRES AVANTAGES	ÉCARTS ACTUARIELS SUR ACTIF - RETRAITE	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2008				
Taux d'actualisation	(17 456)	(3 388)	13	(20 831)
Expérience	3 101	(95)	255	3 261
Autres hypothèses	16 245	(787)	(624)	14 834
TOTAL	1 890	(4 270)	(356)	(2 736)
Variation de la période (hors impact des écarts de change)				
Taux d'actualisation	7 459	3 219	20	10 698
Expérience	1 983	(1 256)	57 440	58 167
Autres hypothèses	1 258	98	-	1 355
TOTAL	10 700	2 061	57 460	70 220
Impact des écarts de change				
Taux d'actualisation	(1 876)	(782)	-	(2 658)
Expérience	1 225	21	517	1 763
Autres hypothèses	(1 135)	(49)	94	(1 090)
TOTAL	(1 786)	(810)	611	(1 985)
Au 31 décembre 2008				
Taux d'actualisation	(11 873)	(951)	33	(12 791)
Expérience	6 309	(1 330)	58 212	63 191
Autres hypothèses	16 368	(738)	(530)	15 100
TOTAL	10 804	(3 019)	57 715	65 500

2/ Actifs de couverture par nature :

<i>(en milliers d'euros)</i>	AU 31 DÉCEMBRE 2008		AU 31 DÉCEMBRE 2007	
Actions	79 456	44 %	122 582	58 %
Obligations et autres rendements à taux fixe	74 226	41 %	74 986	36 %
Monétaire	26 147	14 %	10 960	5 %
Autres	2 122	1 %	1 995	1 %
TOTAL	181 951	100 %	210 523	100 %



Note 21-5. Hypothèses actuarielles des principaux pays

Les hypothèses actuarielles retenues dépendent des conditions en vigueur dans chacun des pays concernés. Elles ont été ajustées en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et des statistiques de mortalité. Sont présentées ci-dessous les hypothèses des plans constituant nos principaux engagements.

AU 31 DÉCEMBRE 2008	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	FRANCE
Taux d'actualisation	6,15 %	5,80 %	5,75 %
Taux de rendement des actifs	8,50 %	5,97 %	4,25 %
Taux de croissance des salaires	4,00 %	3,40 %	3,00 %

AU 31 DÉCEMBRE 2007	ÉTATS-UNIS	ROYAUME-UNI	FRANCE
Taux d'actualisation	6,53 %	5,60 %	5,50 %
Taux de rendement des actifs	8,50 %	5,90 %	4,25 %
Taux de croissance des salaires	4,00 %	3,90 %	3,00 %

Le taux d'actualisation utilisé pour l'évaluation des plans américains a été déterminé selon une courbe de taux d'intérêt basée sur une sélection d'obligations de corporate US notées AA par Moody's, de maturité comprise entre 0,5 et 30 ans.

Analyse de sensibilité

Une variation du taux d'actualisation de -0,5 % retenu pour calculer la valeur de l'obligation à la clôture pour ces trois pays aurait les conséquences suivantes :

Augmentation de l'obligation totale du Groupe	6,76 %
Augmentation de la dette nette du Groupe	15,04 %

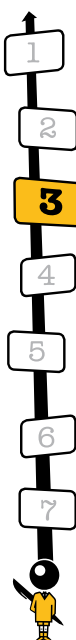
Note 21-6. Information par zone géographique

AU 31 DÉCEMBRE 2008	OBLIGATION	ACTIFS DE COUVERTURE	OBLIGATION NETTE
Europe	66 917 20,1 %	36 410 20,0 %	27 811 18,6 %
Amérique du Nord et Océanie	263 867 79,1 %	145 541 80,0 %	119 320 79,6 %
Amérique latine	2 133 0,6 %	- -	2 118 1,4 %
Moyen-Orient, Afrique et Asie	560 0,2 %	- -	560 0,4 %
TOTAL	333 477 100 %	181 951 100 %	149 809 100 %

AU 31 DÉCEMBRE 2007	OBLIGATION	ACTIFS DE COUVERTURE	OBLIGATION NETTE
Europe	79 165 25,2 %	49 221 23,4 %	27 496 26,9 %
Amérique du Nord et Océanie	232 286 73,9 %	161 301 76,6 %	71 968 70,4 %
Amérique latine	2 131 0,7 %	- -	2 112 2,1 %
Moyen-Orient, Afrique et Asie	657 0,2 %	- -	657 0,6 %
TOTAL	314 239 100 %	210 523 100 %	102 233 100 %

Pour les plans situés en Amérique du Nord et en Europe (essentiellement au Royaume-Uni), le niveau des actifs de couverture au 31 décembre 2008 est conforme aux engagements minimum de couverture, légalement ou contractuellement

définis. Au 31 décembre 2008, le Groupe Bic n'a pas d'engagement de verser des contributions additionnelles pour reconstituer ou compléter le niveau de couverture de ces fonds sur l'exercice 2009.



NOTE 22. IMPÔTS DIFFÉRÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Impôts différés passifs	(25 344)	(18 311)	(23 957)
Impôts différés actifs	102 042	91 558	108 762
Position nette	76 698	73 247	84 805

L'évolution sur l'année de la situation du Groupe en matière d'impôts différés se présente comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 DÉC. 2008
À l'ouverture de l'exercice	73 247
Produit/(Charge) d'imposition différée de la période (cf. Note 7)	(11 889)
Reclassement d'impôt courant à impôt différé	356
Comptabilisation en situation nette	21 154
Autres mouvements	3 152
Écarts de conversion	(1 215)
À la clôture de l'exercice	84 805

Origine des impôts différés actifs :

<i>(en milliers d'euros)</i>	
Impôts différés actifs liés à des différences temporaires	108 020
Impôts différés actifs liés à des reports déficitaires	742
Impôts différés actifs	108 762

NOTE 23. INSTRUMENTS FINANCIERS

Dérivés et comptabilité de couverture

La gestion des risques financiers est concentrée au niveau de SOCIÉTÉ BIC, et gérée par la Trésorerie Groupe.

Ce département n'est pas constitué en centre de profit.

La Trésorerie Groupe est en contact permanent avec les filiales et collecte tout au long de l'année les informations qui permettent d'identifier, de suivre et de piloter la gestion des risques.

En matière de change, la politique de couverture est de couvrir l'exposition nette par devise sur une base annuelle. Les positions acheteuses et vendeuses sont agrégées, et le nominal net déterminé fait l'objet de couvertures sur le marché.

En fonction de l'évolution du marché des changes, la Trésorerie Groupe peut accélérer le rythme de couverture afin de profiter

de tendances favorables ou au contraire ralentir pour ne pas figer trop tôt un taux de change et rester flexible.

L'ensemble des positions est suivi en permanence et en temps réel par l'équipe Trésorerie Groupe qui dispose des systèmes d'information et de calcul nécessaires.

Une mise à jour de toutes les positions est communiquée au management chaque mois, détaillée par devise, par produit (contrats à terme, options...) et par objet (couverture de flux commerciaux ou d'investissements nets).

En présence de contraintes locales qui ne permettent pas une complète centralisation aux meilleures conditions pour le Groupe BIC, les couvertures sont réalisées localement sous le strict contrôle de la Trésorerie Groupe.



Risque de change

Pour gérer son risque de change, le Groupe utilise des contrats de change à terme, des swaps de devises et, à un degré moindre, des produits optionnels. Les contrats de change à terme sont comptabilisés comme des couvertures dans la mesure où ils sont identifiés comme tels. Ces couvertures peuvent concerner l'investissement net du Groupe dans certaines entités étrangères (la plupart des flux de dividendes en monnaie étrangère sont couverts et, conformément aux règles IFRS, les couvertures sont logées au niveau de la société receveuse de dividendes), des créances ou des dettes en devises ou des engagements fermes en devises.

Compte tenu de la centralisation de trésorerie mise en place depuis 2002, SOCIÉTÉ BIC dispose de comptes courants avec ses principales filiales. Les soldes créditeurs en devises sont swappés contre euro à très court terme et l'euro est investi en OPCVM monétaires.

SOCIÉTÉ BIC rémunère les excédents de ses filiales à Libor moins 0,05. Chaque jour la Trésorerie Groupe ajuste la position de liquidité des comptes courants grâce aux swaps de devises réalisés sur le marché. Cette gestion spécifique, si elle utilise des produits de change, ne peut pas être considérée comme une gestion de risque de change à part entière au même titre qu'une couverture classique, car il n'y a jamais conversion définitive des soldes bancaires. Il ne s'agit que d'une gestion de liquidité en devises par laquelle SOCIÉTÉ BIC optimise son financement.

Les montants suivants ont été comptabilisés à la juste valeur des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2008 (en milliers d'euros) :

ÉLÉMENTS COUVERTS	COMPTABILISATION AU RÉSULTAT FINANCIER - NOTE 6	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES - NOTE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES		ACTIFS COURANTS ⁽¹⁾	ACTIFS NON COURANTS	PASSIFS COURANTS ⁽²⁾	PASSIFS NON COURANTS
Flux commerciaux	(712)	17 736	18 007	2 064	(4 942)	(147)	
Investissement net	-	-	-	-	-	-	
Impôts différés	239	(6 091)	-	-	-	-	
TOTAL	(473)	11 645	18 007	2 064	(4 942)	(147)	

(1) Dont 1 535 milliers d'euros figurant en créances clients.

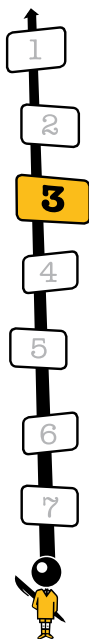
(2) Dont 2 808 milliers d'euros figurant en contrats de couverture courants et 2 134 milliers d'euros en autres instruments dérivés.

Toutes les garanties 2008 comptabilisées en capitaux propres au 31 décembre 2007 ont été utilisées sur l'exercice 2008.

Les montants suivants avaient été comptabilisés à la juste valeur des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2007 (en milliers d'euros) :

ÉLÉMENTS COUVERTS	COMPTABILISATION AU RÉSULTAT FINANCIER - NOTE 6	COMPTABILISATION EN CAPITAUX PROPRES - NOTE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES		ACTIFS COURANTS	ACTIFS NON COURANTS	PASSIFS COURANTS	PASSIFS NON COURANTS
Flux commerciaux	3 089	(12 410)	473	120	(1 792)	(315)	
Investissement net	485	(3 506)	-	-	-	-	
Impôts différés	(1 202)	5 465	-	-	-	-	
TOTAL	2 372	(10 451)	473	120	(1 792)	(315)	

Au bilan au 31 décembre 2008, la seule position de change présentant une exposition significative porte sur le couple EUR/USD pour 230 millions de dollars américains. Cette exposition est couverte à hauteur de 74 % au 31 décembre 2008 et les flux de trésorerie correspondant seront réalisés au cours de l'exercice 2009.



Par ailleurs, pour couvrir ses flux de trésorerie futurs, le Groupe BIC a les positions de couverture suivantes au 31 décembre 2008 :

MATURITÉ	DEVISE COUVERTE	TERMES	OPTIONS
2009	EUR/USD	170 000 000 USD	
	USD/CAD	28 500 000 USD	
	USD/AUD	4 300 000 USD	
	USD/JPY	1 300 000 USD	
	EUR/GBP	11 500 000 GBP	1 500 000 GBP
	EUR/AUD	18 050 000 AUD	
	EUR/CHF	5 000 000 CHF	
	EUR/JPY	1 217 584 000 JPY	
	EUR/CAD	10 000 000 CAD	
	EUR/NZD	3 000 000 NZD	
	EUR/PLN	19 000 000 PLN	
	EUR/ZAR	4 850 000 EUR	
	USD/ARS	6 000 000 USD	
2010	USD/CAD	3 500 000 USD	10 000 000 USD
	EUR/CHF	1 000 000 CHF	
	EUR/JPY	55 632 000 JPY	
	EUR/PLN		7 000 000 PLN

Au 31 décembre 2007, la seule position de change présentant une exposition significative portait sur le couple EUR/USD pour 40,0 millions de dollars américains.

Cette exposition n'était pas couverte au 31 décembre 2007 et les flux de trésorerie correspondants ont été réalisés au cours de l'exercice 2008.

Analyse de sensibilité

La sensibilité du résultat et des capitaux propres à une variation de 1 % de l'EUR/USD sur les éléments présents au bilan au 31 décembre 2008, telle que définie par IFRS 7, n'est pas jugée significative par le Groupe.

En ce qui concerne les éléments du bilan, le poids des différentes devises est le suivant au 31 décembre 2008 (pour les principaux agrégats non courants) :

	TOTAL	EN EUR	USD CONVERTIS EN EUR	BRL CONVERTIS EN EUR	MXN CONVERTIS EN EUR	AUTRES
Immobilisations corporelles nettes	348 029	230 146	62 451	33 336	12 354	9 742
Goodwills nets	195 264	146 003	31 563	12 236	-	5 462
Trésorerie et équivalents de trésorerie	224 992	151 485	6 634	35 588	7 836	23 449
Provision pour retraite	(150 562)	(15 582)	(118 444)	-	-	(16 536)



NOTE 24. RELATIONS AVEC LES APPARENTÉS

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 24, le Groupe a considéré les parties liées ci-dessous :

- l'ensemble des sociétés consolidées en intégration globale ou en mises en équivalence (Note 29) ;
- l'ensemble des membres du Conseil d'Administration (cf. Rapport de gestion), du Comité de Direction (cf. Gouvernement d'entreprise, § 2.3) ainsi que leur famille proche ;
- l'ensemble des sociétés dans lesquelles un membre du Conseil d'Administration ou du Comité de Direction détient un droit de vote significatif.

Sociétés consolidées en intégration globale ou en mise en équivalence

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les transactions entre la société mère et les entreprises associées ne sont pas significatives sur l'exercice.

Membres du Conseil d'Administration et du Comité de Direction

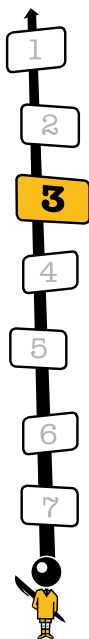
L'ensemble des transactions conclues avec les membres du Conseil d'Administration et les membres du Comité de Direction dans sa composition au 31 décembre 2008 sont les suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 DÉC. 2008	
	Charges	Montant au Bilan
Avantages à court terme	4 754	122
Avantages postérieurs à l'emploi	1 579	15 522
Autres avantages à long terme	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Paiements fondés sur des actions	991	-
TOTAL DES TRANSACTIONS	7 324	15 644

Les jetons de présence perçus par les administrateurs ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus et sont présentés dans le Rapport de gestion.

Sociétés dans lesquelles un membre du Comité de Direction ou du Conseil d'Administration y détient un droit de vote significatif.

Nous n'avons pas identifié de telles parties liées au 31 décembre 2008.



NOTE 25. ENGAGEMENTS HORS BILAN : AVALS, CAUTIONS ET GARANTIES

L'état suivant des avals, cautions et garanties représente les engagements du Groupe.

Tous les engagements significatifs figurent dans ce tableau.

Il n'existe pas de nantissement d'actif ou d'actions inscrites au nominatif pur.

Garanties données

Néant.

Garanties reçues

GARANT	SOCIÉTÉ GARANTIE	BÉNÉFICIAIRE	DATE ÉMISSION / RENOUELEMENT	DATE ÉCHÉANCE	OBJET DE LA GARANTIE	DEVISE	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Société Générale	SOCIÉTÉ BIC	Les douanes de Paris Ouest	-	-	Caution de crédit d'enlèvement	EUR	45 735	45 735
Natexis Banques Populaires	BJ75	Préfecture d'Ille-et-Vilaine	29 août 2006	28 août 2011	Garantie financière environnement	EUR	160 000	160 000
Société Générale	Conté	Les Douanes de Dunkerque	1 ^{er} juin 1997	Renouvelable tacitement	Caution permettant à l'alcool éthylique	EUR	60 980	60 980
Société Générale	DAPE 74 Distribution	-	-	-	Caution judiciaire	EUR	23 042	-
Société Générale	DAPE 74 Distribution	ELF ANTAR	-	-	Caution carburant	EUR	16 245	-
Banca Intesa	BIC Italia SPA	Ministère des finances	De 2001 à 2006 / 2007	Déclaration du Ministère des Finances 2008 et 2009	Garanties commerciales	EUR	373 831	558 132
San Paulo IMI	BIC Italia SPA	REPE Italia 1 SRL	13 juil. 2005	-	Loyers	EUR	255 360	225 360
Société Générale	BIC CIS	Société Générale Vostok	31 oct. 2008	31 oct. 2009	Garantie d'une ligne de crédit	USD	5 000 000	5 000 000
BNP Paribas	BIC Pazarlama Ltd. Sti.	Turk Ekonomi Bankasi	21 août 2008	31 août 2009	Garantie d'une ligne de crédit	TRY	2 000 000	2 000 000

Au 31 décembre 2008, les engagements reçus par le Groupe BIC s'élèvent donc à un total de 5,6 millions d'euros.

Autres engagements

Suite à la rupture d'un contrat de distribution avec Kamalpoor en décembre 2002, SOCIÉTÉ BIC s'est engagée à verser durant 15 ans à cette société 8 % de son chiffre d'affaires d'articles de papeterie réalisé sur la zone des Émirats arabes unis avec

un minimum annuel de 60 milliers de dollars américains et un maximum annuel de 120 milliers de dollars américains.

Parallèlement, le nouveau distributeur de SOCIÉTÉ BIC sur cette zone prend en charge la moitié de ces coûts.



NOTE 26. OBLIGATIONS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les contrats de location-financement représentent une part non significative des immobilisations corporelles du Groupe (moins de 1 %).

La juste valeur des obligations du Groupe au titre des contrats de location-financement est proche de leur valeur d'inventaire.

Les obligations du Groupe au titre des contrats de location-financement sont garanties par un privilège du bailleur sur les actifs donnés en bail.

NOTE 27. PASSIFS ÉVENTUELS

BIG CORPORATION U.S.A.

BIG CORPORATION a des passifs éventuels liés à des litiges, des réclamations et des contestations en instance constatés dans l'exercice normal de ses activités.

Bien que l'on ne puisse préjuger des passifs finaux liés à ces litiges, la Direction considère, après consultation de ses conseils, que les éventuelles obligations qui en résulteront n'auront pas d'incidence défavorable significative sur la situation financière et les résultats consolidés de la Société.

Autres sociétés du Groupe BIC

Au 31 décembre 2008, SOCIÉTÉ BIC et ses filiales ne sont impliquées dans aucun litige, aucune réclamation ou contestation qui, de l'avis de la Direction et après consultation de ses conseils, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les comptes consolidés du Groupe.

NOTE 28. CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION

Le Groupe BIC en tant que preneur :

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Loyers de location-exploitation reconnus en charge sur l'exercice	6 203	6 570	4 993

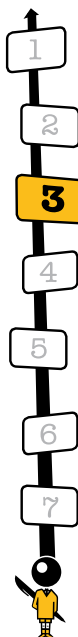
À la date du bilan, les engagements non réglés du Groupe au titre de contrats de location-exploitation non résiliables arrivaient à échéance comme suit :

(en milliers d'euros)	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
À moins d'un an	6 208	5 821	5 496
Entre la deuxième et la cinquième année incluse	12 277	10 352	7 049
À plus de cinq ans	2 242	1 050	636
TOTAL	20 727	17 223	13 181

Les loyers des contrats de location-exploitation représentent essentiellement ceux de certains locaux à usage de bureaux.

Le Groupe BIC en tant que bailleur

Cf. Note 10-3 relative aux immeubles de placement.

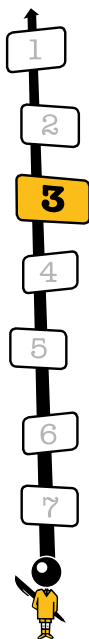


NOTE 29. FILIALES CONSOLIDÉES

Les principales sociétés opérationnelles au 31 décembre 2008 sont les suivantes :

DÉNOMINATION DE LA FILIALE	LIEU DE CONSTITUTION (OU D'IMMATRICULATION) ET D'IMPLANTATION	% DE PARTICIPATION (DIRECTE OU INDIRECTE)	ACTIVITÉ PRINCIPALE
FRANCE			
BIC Clichy SAS	Clichy	100,0 %	Société holding
BIC Services SASU	Clichy	100,0 %	Production de services
Bima 83 SASU	Clichy/Cernay	100,0 %	Production de biens de consommation
Société du Briquet Jetable 75 SASU	Clichy/Redon	100,0 %	Production de biens de consommation
DAPE 74 Distribution SASU	Clichy	100,0 %	Distribution de biens de consommation
Électro Centre SAS	Velars-sur-Ouche	92,7 %	Production de biens de consommation
BIC Technologies SA (EX SO.BI.TU)	Clichy	99,9 %	Production de biens de consommation
BIC Rasoirs SASU	Verberie	100,0 %	Production de biens de consommation
BIC Sport SASU	Vannes	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
Conté SASU	Boulogne-sur-Mer	100,0 %	Production de biens de consommation
BIC Graphic France SASU	Clichy	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Écriture 2000 SASU	Clichy/Montevrain	100,0 %	Production de biens de consommation
Voiles Gateff SAS	La Garde	90,0 %	Production et distribution de biens de consommation
SI Valiton Gesnouin SASU	Clichy	100,0 %	Immobilier
SI BIC Clichy SASU	Clichy	100,0 %	Immobilier
EUROPE			
BIC Deutschland GmbH & Co. OHG	Allemagne	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Erzeugnisse GmbH	Allemagne	100,0 %	Société holding
BIC Verwaltungs GmbH	Allemagne	100,0 %	Société holding
BIC GmbH	Allemagne	100,0 %	Société holding
A. Hauser GmbH & Co., KG	Allemagne	100,0 %	Distribution de biens de consommation
A. Hauser Verwaltungsgesellschaft mbH	Allemagne	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC (Austria) Vertriebsgesellschaft mbH	Autriche	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Belgium SPRL	Belgique	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Iberia SA	Espagne	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC Graphic Europe SA	Espagne	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC Viotex SA	Grèce	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC (Ireland) Ltd.	Irlande	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Italia SPA	Italie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Netherlands BV	Pays-Bas	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Polska SP ZOO	Pologne	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Portugal SA	Portugal	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC (Romania) Marketing & Distribution SRL	Roumanie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC UK Ltd.	Royaume-Uni	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Slovakia SRO	Slovaquie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
Sheaffer Slovakia SRO	Slovaquie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC CIS	Russie	100,0 %	Distribution de biens de consommation





DÉNOMINATION DE LA FILIALE	LIEU DE CONSTITUTION (OU D'IMMATRICULATION) ET D'IMPLANTATION	% DE PARTICIPATION (DIRECTE OU INDIRECTE)	ACTIVITÉ PRINCIPALE
BIC Nordic AB	Suède	100,0 %	Distribution de biens de consommation
Société BIC (Suisse) SA	Suisse	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Pazarlama Ltd. Sti.	Turquie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Ukraine	Ukraine	100,0 %	Distribution de biens de consommation
AMÉRIQUE DU NORD			
BIC Inc.	Canada	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC CORPORATION	États-Unis	100,0 %	Société holding
BIC USA Inc.	États-Unis	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Consumer Products Manufacturing Co. Inc.	États-Unis	100,0 %	Production de biens de consommation
BIC Graphic USA Manufacturing Co. Inc.	États-Unis	100,0 %	Production de biens de consommation
Atchison Products, Inc.	États-Unis	100,0 %	Production de biens de consommation
Sheaffer Manufacturing LLC	États-Unis	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC Sport North America Inc.	États-Unis	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
Wite out Products Inc.	États-Unis	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
Furtuna Holding Co. Ltd.	Îles Vierges Britanniques	100,0 %	Société holding
Xenia Insurance Co. Ltd.	Bermudes	100,0 %	Société d'assurance
OCÉANIE			
BIC Australia Pty. Ltd.	Australie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC (NZ) Ltd.	Nouvelle-Zélande	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
AMÉRIQUE			
BIC Argentina SA	Argentine	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Brasil SA	Brésil	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Graphic Brasil Ltda.	Brésil	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Amazonia SA	Brésil	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
PIMACO Autoadesivos Ltda.	Brésil	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC Chile SA	Chili	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Colombia SA	Colombie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Ecuador SA	Équateur	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC de Guatemala SA	Guatemala	100,0 %	Distribution de biens de consommation
No Sabe Fallar SA de CV	Mexique	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
Industrial de Cuautitlan SA de CV	Mexique	100,0 %	Immobilier
BIC Uruguay SA	Uruguay	100,0 %	Distribution de biens de consommation
SA Nelgor	Uruguay	100,0 %	Société holding
BIC de Venezuela CA	Venezuela	100,0 %	Distribution de biens de consommation
ASIE			
BIC Stationery (Shanghai) Co. Ltd.	Chine	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC (Shanghai) Stationery Manufacturing Co. Ltd.	Chine	100,0 %	Production et distribution de biens de consommation
BIC Product (Korea) Ltd.	Corée du Sud	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC India Pvt.Ltd.	Inde	100,0 %	Distribution de biens de consommation
PT Buana Inti Cakrawala («BIC»)	Indonésie	100,0 %	Distribution de biens de consommation

DÉNOMINATION DE LA FILIALE	LIEU DE CONSTITUTION (OU D'IMMATRICULATION) ET D'IMPLANTATION	% DE PARTICIPATION (DIRECTE OU INDIRECTE)	ACTIVITÉ PRINCIPALE
BIC Japan KK	Japon	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC GBA Sdn. Bhd.	Malaisie	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Product (Singapore) Pte. Ltd.	Singapour	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Product (Asia) Pte. Ltd.	Singapour	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Product (Thailand) Ltd.	Thaïlande	100,0 %	Distribution de biens de consommation
AFRIQUE			
BIC (South Africa) Pty. Ltd.	Afrique du Sud	100,0 %	Production de biens de consommation
BIC Holdings Southern Africa (Pty.) Ltd.	Afrique du Sud	100,0 %	Société holding
BIC Malawi Pty. Ltd.	Malawi	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Mozambique Ltd.	Mozambique	100,0 %	Distribution de biens de consommation
BIC Zambia Ltd.	Zambie	100,0 %	Distribution de biens de consommation

NOTE 30. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RÉSEAUX

Les honoraires des Commissaires aux Comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	DELOITTE & ASSOCIÉS				GRANT THORTON			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
AUDIT								
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
• Émetteur	470	482	32 %	28 %	70	72	15 %	14 %
• Filiales intégrées globalement	919	933	62 %	55 %	373	428	80 %	81 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes								
• Émetteur	50	249	3 %	15 %	-	-	-	-
• Filiales intégrées globalement	9	26	1 %	1 %	-	-	-	-
Sous-total	1 448	1 690	97 %	99 %	443	500	95 %	95 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
• Juridique, fiscal, social ^(a)	25	20	2 %	1 %	25	28	5 %	5 %
• Autres	14	-	1 %	-	-	-	-	-
Sous-total	39	20	3 %	1 %	25	28	5 %	5 %
TOTAL	1 487	1 710	100 %	100 %	468	528	100 %	100 %

(a) Les missions de revues fiscales ont été réalisées intégralement dans les filiales étrangères.



Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

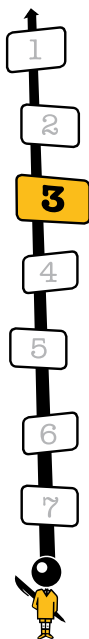
➔ EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la SOCIÉTÉ BIC, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.



I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

Le contexte économique actuel entraîne pour les entreprises un manque de visibilité sur le futur, notamment au plan de leur activité. Cela crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. Ces conditions sont décrites dans la Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L.832.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Les Notes 1-6 et 1-13 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives, d'une part, à la valeur d'inventaire des goodwill et, d'autre part, aux coûts de prestations de retraite et autres avantages au personnel. Nos travaux ont consisté à examiner les méthodes comptables utilisées, les données et hypothèses retenues, la documentation fournie ainsi que les évaluations qui en résultent. Nous nous sommes par ailleurs assurés que les Notes 11 et 21 donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 6 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Gilles HENGOAT

Deloitte & Associés

Dominique JUMAUCOURT



4

➔ Comptes sociaux (Normes françaises)

Compte de résultat	103	Informations supplémentaires concernant les comptes sociaux	120
Bilan au 31 décembre 2008	104	Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	121
Actif	104		
Passif	105		
Tableau de flux de trésorerie	106	Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	122
Annexe	107		
Notes sur le bilan	108		
Notes sur le compte de résultat	112		
Informations relatives au hors bilan	115		
Informations diverses	116		



Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Chiffre d'affaires	11	481 131	545 318	492 374
Production stockée		93	(239)	50
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		7 602	6 512	3 439
Autres produits	12	41 221	51 892	45 341
Total des produits d'exploitation		530 047	603 483	541 204
Achats de marchandises et variations de stocks		(304 548)	(323 891)	(309 712)
Achats de matières premières, autres approvisionnements et variations de stock		(7 758)	(18 661)	(14 162)
Autres achats et charges externes		(138 249)	(147 571)	(154 388)
Impôts, taxes et versements assimilés		(2 736)	(2 837)	(2 144)
Charges de personnel	13	(1 720)	(1 985)	(1 627)
Dotations aux amortissements et aux provisions		(9 540)	(11 714)	(9 664)
Autres charges		(300)	(699)	(412)
Total des charges d'exploitation		(464 851)	(507 358)	(492 109)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		65 196	96 125	49 095
RÉSULTAT FINANCIER	14	1 600	6 582	24 273
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	15	124 429	1 616	(179)
Impôts sur les bénéfices	16 à 18	(16 843)	(32 483)	(11 995)
RÉSULTAT NET		174 382	71 840	61 194



Bilan au 31 décembre 2008

➔ ACTIF

(en milliers d'euros)

	Notes	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008		
		Valeurs nettes	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements ou provisions	Valeurs nettes
Frais de recherche et développement		1 602	843	3 823	(3 520)	303
Brevets et droits similaires		18 150	17 265	52 738	(35 530)	17 208
Immobilisations en cours		5 774	5 171	5 073	-	5 073
Immobilisations incorporelles	3-4-10	25 526	23 279	61 634	(39 050)	22 584
Terrains		1 680	1 680	1 680	-	1 680
Constructions		1 664	1 293	13 140	(12 012)	1 128
Installations techniques, matériel et outillage industriels		2 612	2 461	8 613	(6 157)	2 456
Autres immobilisations corporelles		3 533	3 401	9 978	(6 738)	3 240
Immobilisations en cours		1 688	1 150	3 571	(2 554)	1 017
Avances et acomptes		-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	3-4-10	11 177	9 985	36 982	(27 461)	9 521
Titres de participation	10-23	661 924	661 024	697 746	(38 024)	659 722
Créances rattachées à des participations	5-6	35 828	757	831	-	831
Autres titres immobilisés	3	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	5	10 317	22 474	11 509	-	11 509
Immobilisations financières		708 069	684 255	710 086	(38 024)	672 062
Actif immobilisé		744 772	717 519	808 702	(104 535)	704 167
Matières premières, approvisionnements		529	415	695	-	695
En-cours de production de biens	10	93	-	696	(646)	50
Produits intermédiaires et finis		-	-	-	-	-
Marchandises	10	21 898	30 417	29 428	(1 619)	27 809
Stocks		22 520	30 832	30 819	(2 265)	28 554
Avances et acomptes versés sur commandes		869	302	482	-	482
Clients et comptes rattachés	5-6-10	97 108	113 926	101 911	(2 506)	99 405
Autres créances	5-6-10	107 807	102 442	119 583	(15 431)	104 152
Placements financiers	7-10	134 177	125 043	152 484	(333)	152 151
Disponibilités		13 545	6 982	3 682	-	3 682
Comptes de régularisation						
Charges constatées d'avance	5	1 795	1 894	2 142	-	2 142
Écart de conversion actif	8	1 475	1 890	1 780	-	1 780
Actif Circulant		379 296	383 311	412 883	(20 535)	392 348
TOTAL DE L'ACTIF		1 124 068	1 100 830	1 221 585	(125 070)	1 096 515



→ PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	APRÈS RÉPARTITION			AVANT RÉPARTITION
		31 déc. 2006	31 déc. 2007	31 déc. 2008	31 déc. 2008
Capital social		189 634	188 622	185 484	185 484
Primes émission, fusion, apport		20 727	29 912	30 847	30 847
Réserve légale		22 410	22 410	22 410	22 410
Réserve générale		180 379	180 379	180 379	180 379
Report à nouveau		398 868	379 139	343 005	346 854
Résultat de l'exercice		-	-	-	61 194
Capitaux propres	9	812 018	800 462	762 125	827 168
Provisions pour risques et charges	10	9 276	9 388	9 322	9 322
Provisions pour risques et charges		9 276	9 388	9 322	9 322
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5	872	1 608	1 462	1 462
Emprunts et dettes financières divers	5	150 294	134 148	160 473	160 473
Dettes financières		151 166	135 756	161 935	161 935
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5-6	62 587	48 153	71 692	71 692
Dettes fiscales et sociales	5	73 181	87 786	75 408	10 365
Autres dettes	5	12 291	14 117	7 638	7 638
Produits constatés d'avance	5	3 514	5 136	7 531	7 531
Dettes d'exploitation		151 573	155 192	162 269	97 226
Comptes de régularisation					
Écart de conversion passif		35	32	864	864
Dettes		302 774	290 980	325 068	260 025
TOTAL DU PASSIF		1 124 068	1 100 830	1 096 515	1 096 515



Tableau de flux de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 DÉC. 2006	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Activités d'exploitation				
Résultat net		174 382	71 840	61 194
Retraitement dividendes encaissés		(4 479)	(91)	(26 389)
Amortissements et provisions à l'exception des provisions sur actifs circulants		6 708	9 675	9 142
(Plus-values)/Moins-values de cession d'actifs		(127 255)	(4 124)	(4 438)
Marge brute d'autofinancement		49 356	77 300	39 509
(Augmentation)/Diminution des besoins d'exploitation		(48 209)	(9 705)	18 829
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		1 147	67 595	58 338
Activités d'investissement				
Dividendes encaissés	14	4 479	91	26 389
Cessions d'immobilisations		202 045	1 561	819
Acquisitions d'immobilisations		(4 171)	(821)	(1 546)
Acquisitions de brevets et licences		(4 218)	(3 802)	(4 092)
Acquisitions d'actions BIC		(36 904)	(27 422)	(25 216)
Autres dépenses d'investissement		33	59	(248)
Acquisitions de filiales	23-2	(54 772)	149	(707)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT		106 492	(30 185)	(4 601)
Activités de financement				
Dividendes payés		(57 721)	(64 239)	(65 495)
Remboursements d'emprunts		(51)	(52)	(54)
Prêts intra-groupe		(34 930)	35 072	(75)
Variation des comptes courants		45 470	(22 687)	36 174
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT		(47 232)	(51 906)	(29 450)
Flux nets de trésorerie		60 407	(14 496)	24 287
Liquidités/(Découverts) d'ouverture		81 306	141 713	127 217
LIQUIDITÉS/(DÉCOUVERTS) DE CLÔTURE		141 713	127 217	151 504



Annexe

1. CHANGEMENT DE MÉTHODE

La SOCIÉTÉ BIC a appliqué en 2008 l'avis CNC n° 2008-17 du 6 novembre 2008 relatif au traitement comptable des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés. Ce dernier

prévoit que l'impact à l'ouverture de l'exercice du changement de méthode de comptabilisation soit imputé en capitaux propres, net de taxes. Ce traitement représente un montant de 677 K€ qui sont venus augmenter les capitaux propres à la clôture.

2. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément à la réglementation comptable française en vigueur.

Les hypothèses de base suivantes ont été retenues :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

Les divers éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode des coûts historiques, sous réserve de l'exception mentionnée au d) ci-après.

Les principales règles et méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Les frais de recherche et développement sont capitalisés lorsque les projets significatifs (au-dessus du seuil de 500 000 euros) de recherche appliquée et de développement en cours sont identifiables et évaluables de manière fiable, nettement individualisés et ont de sérieuses chances de rentabilité commerciale. À compter de la mise en production, les frais de recherche et développement capitalisés sont amortis linéairement sur une durée de 3 à 5 ans.

Les frais de recherche et développement ne satisfaisant pas à ces critères sont directement portés en charges de l'exercice. Les brevets et droits similaires sont amortis sur leur durée de protection ou d'utilisation.

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 3 à 5 ans.

b) Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'achat ou à leur coût de production. L'amortissement pour dépréciation a été calculé sur le mode linéaire en fonction de la nature des éléments :

- constructions 25 ans ;
- agencements 8 à 10 ans ;
- matériel, outillage et agencements industriels 2 à 8 ans ;
- matériel de transport 3 ans ;
- matériel de bureau et informatique, mobilier 3 à 8 ans.

c) Évaluation des actifs immobilisés

Lors de la clôture des comptes, SOCIÉTÉ BIC s'assure qu'il n'existe pas d'indicateur externe ou interne susceptible de remettre en cause la valeur d'un actif immobilisé. Lorsque la valeur vénale ou la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable de l'immobilisation considérée, une provision est comptabilisée pour la différence entre ces valeurs.

d) Immobilisations financières

Elles sont enregistrées à leur valeur d'entrée dans le patrimoine. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'usage d'un titre devient inférieure à sa valeur d'acquisition. La valeur d'usage est établie par référence aux capitaux propres des participations considérées, celle-ci étant le cas échéant ajustée pour tenir compte de l'intérêt de ces sociétés pour le Groupe ainsi que de leurs perspectives de développement et de résultat. Par ailleurs, les actions BIC rachetées sur le fondement de l'article L. 225-209 du Code de commerce qui ne sont pas exclusivement destinées aux plans de stock-options ont été classées en immobilisations financières. Ces actions sont valorisées à leur coût d'acquisition. Si leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice (sur la base du cours coté moyen du dernier mois de la période) devient inférieure au prix d'acquisition, une provision est constatée.

e) Stocks

Les marchandises sont valorisées au coût d'achat, incluant les frais accessoires selon la méthode du "prix unitaire moyen pondéré". Des provisions pour dépréciation sont comptabilisées, si nécessaire, pour ramener la valeur des stocks au prix du marché.

f) Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées, le cas échéant, par voie de provision pour tenir compte des risques de recouvrement auxquels elles donnent lieu. Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées sur la base du cours de change officiel à la clôture.

Les gains de change latents sont comptabilisés en écart de conversion passif tandis que les pertes de change latentes sont



comptabilisées en écart de conversion actif et font l'objet d'une provision pour risques et charges.

Les gains et pertes de change correspondant aux comptes courants sont dorénavant directement constatés en compte de résultat et ne font donc plus l'objet d'un écart de conversion.

g) Placements financiers

Les placements financiers sont composés de valeurs mobilières de placement et des actions de SOCIÉTÉ BIC rachetées dans le cadre des plans de stock-options ou de régularisation des cours sur le fondement des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce. Ces actions sont valorisées à leur coût

d'acquisition. Si leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice (sur la base du cours coté moyen du dernier mois de la période ou de la valeur d'exercice des options auxquelles elles sont destinées) devient inférieure au prix d'acquisition, une provision est constatée.

h) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Elles sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

➔ NOTES SUR LE BILAN

3. ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	VALEURS BRUTES AU 31 DÉC. 2007	AUGMENTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS DE L'EXERCICE	VALEURS BRUTES AU 31 DÉC. 2008
Frais de recherche et développement	3 823	-	-	3 823
Autres postes d'immobilisations incorporelles	53 793	4 092	(74)	57 811
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	57 616	4 092	(74)	61 634
Terrains	1 680			1 680
Constructions	13 238	116	(214)	13 140
Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 759	1 208	(3 354)	8 613
Autres immobilisations corporelles	9 878	300	(200)	9 978
Immobilisations corporelles en cours	3 612	90	(131)	3 571
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	39 167	1 714	(3 899)	36 982
Titres de participation ⁽¹⁾	697 850	707	(811)	697 746
Créances rattachées à des participations	757	74	-	831
Actions propres ⁽²⁾	22 016	47 142	(58 355)	10 803
Prêts et autres immobilisations financières	458	329	(81)	706
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	721 081	48 252	(59 247)	710 086

(1) Les titres de participation ainsi que les principaux mouvements de l'exercice sont détaillés en Note 23.

(2) Il s'agit de 31 348 actions propres au titre de la couverture des plans d'attribution d'actions gratuites et 272 846 actions dans le cadre des programmes de rachats d'actions autorisés par les Assemblées Générales.



4. ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	AMORTISSEMENTS AU 31 DÉC. 2007	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	AMORTISSEMENTS AU 31 DÉC. 2008
Frais de recherche et développement	2 980	540	-	3 520
Brevets et droits similaires	28 812	4 247	(75)	32 984
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31 792	4 787	(75)	36 504
Constructions	11 945	283	(216)	12 012
Installations techniques, matériel et outillage industriels	8 298	1 119	(3 260)	6 157
Autres immobilisations corporelles	6 477	456	(195)	6 738
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	26 720	1 858	(3 671)	24 907

5. ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES**A - CRÉANCES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	MONTANTS BRUTS	1 AN AU PLUS	À PLUS DE 1 AN	DONT EFFETS À RECEVOIR	DONT ENTREPRISES LIÉES
Créances rattachées à des participations	831	831	-	-	831
Autres immobilisations financières	11 509	11 509	-	-	-
Clients et comptes rattachés	101 911	101 911	-	10 357	52 359
Autres créances	119 583	119 583	-	-	93 334
Charges constatées d'avance	2 142	2 142	-	-	-
TOTAL	235 976	235 976	-	10 357	146 524

B - DETTES

<i>(en milliers d'euros)</i>	MONTANT TOTAL	1 AN AU PLUS	À PLUS DE 1 AN	DONT EFFETS À PAYER	DONT ENTREPRISES LIÉES
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 462	1 462	-	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	160 473	160 442	31	-	160 427
Fournisseurs et comptes rattachés	71 692	71 692	-	-	39 067
Dettes fiscales et sociales	10 365	10 365	-	-	-
Autres dettes	7 638	7 638	-	-	-
Produits constatés d'avance	7 531	7 531	-	-	7 531
TOTAL	259 161	259 130	31	-	207 025



6. INFORMATION SUR LES ENTREPRISES LIÉES

(en milliers d'euros)

ENTREPRISES LIÉES

Actif

Participations	697 746
Créances rattachées à des participations	831
Clients et comptes rattachés	52 359
Autres créances	93 334

Passif

Emprunts et dettes financières diverses	160 427
Fournisseurs et comptes rattachés	39 067
Autres dettes	-
Produits constatés d'avance	7 531

7. PLACEMENTS FINANCIERS

VALEURS BRUTES (en milliers d'euros)

MONTANTS

Placement

Actions BIC	3 199
Valeurs mobilières de placement ⁽¹⁾	149 285

TOTAL

152 484

(1) Il s'agit d'OPCVM ou de certificats de dépôts court terme à orientation exclusivement monétaire.

8. ÉCART DE CONVERSION - ACTIF

La perte de change potentielle sur l'écart de conversion actif a fait l'objet d'une provision pour risques et charges (1 780 milliers d'euros).



9. CAPITAUX PROPRES**9.1 Capital social**

Le capital social est de 185 484 milliers d'euros, divisé en 48 556 031 actions d'un montant de 3,82 euros de nominal. Les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans bénéficient d'un droit de vote double. À la connaissance de la Société, au

31 décembre 2008, les actionnaires détenant plus des dix-neuf vingtièmes, des dix-huit vingtièmes, des deux tiers, de la moitié, du tiers, du quart, du cinquième, des trois vingtièmes, du dixième ou du vingtième du capital et/ou des droits de vote de la Société étaient les suivants :

	% EN ACTIONS (ENVIRON)	% EN DROITS DE VOTE (ENVIRON)
Société MBD	25,54 %	32,65 %
Famille Bich	18,65 %	21,62 %
Madame Édouard Buffard	4,59 %	5,91 %
Silchester International Investors	14,76 %	14,59 %
Arnhold and S. Bleichroeder Advisers, LLC	6,78 %	6,32 %

Au 31 décembre 2008, SOCIÉTÉ BIC possédait 375 778 actions BIC classées comme suit :

- en immobilisations financières : 31 348 actions au titre de la couverture des plans d'attribution d'actions gratuites et 272 846 actions dans le cadre des programmes de rachats d'actions autorisés par les Assemblées Générales.
- en valeurs mobilières de placement : 71 584 actions pour la couverture des plans de stock-options.

9.2 Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)

Capitaux propres à la clôture de l'exercice précédent (avant répartition)	866 417
Dividendes distribués au titre de l'exercice 2006	65 495
Capitaux propres à la clôture de l'exercice précédent (après répartition)	800 922
Augmentation de capital ⁽¹⁾	110
Réduction de capital ⁽²⁾	(3 248)
Prime d'émission ⁽¹⁾	934
Report à nouveau ⁽²⁾	(32 744)
Résultat de l'exercice	61 194
Capitaux propres à la clôture de l'exercice (avant répartition)	827 168

(1) L'augmentation de capital correspond aux 28 904 options de souscription levées sur l'exercice 2008

(2) Au cours de l'exercice 2008, SOCIÉTÉ BIC a procédé à l'annulation 850 272 actions.

Suite à ces opérations sur le capital, le capital social de SOCIÉTÉ BIC est composé de 48 556 031 actions d'un nominal de 3,82 euros.



10. ÉTAT DES PROVISIONS

<i>(en milliers d'euros)</i>	MONTANTS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	DOTATIONS DE L'EXERCICE	REPRISES DE L'EXERCICE (UTILISÉES)	REPRISES DE L'EXERCICE (NON UTILISÉES)	MONTANTS EN FIN D'EXERCICE
Risque Iran	1 128	-	-	-	1 128
Risque filiales	2 628	-	(128)	-	2 500
Perte de change	1 890	3 913	(1 890)	-	3 913
Sheaffer (Hong Kong) Co. Ltd.	828	66	-	-	894
Plan d'attribution d'actions	2 060	678	(488)	(1 572)	678
Autres provisions pour risques	854	59	(542)	(162)	209
Provisions pour risques et charges	9 388	4 716	(3 048)	(1 734)	9 322

<i>(en milliers d'euros)</i>	MONTANTS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	DOTATIONS DE L'EXERCICE	REPRISES DE L'EXERCICE	MONTANTS EN FIN D'EXERCICE
Immobilisations	5 008	145	(53)	5 100
Participations	36 826	1 198	-	38 024
Stocks d'en-cours de production de biens	646	-	-	646
Stocks de marchandises	1 199	1 619	(1 199)	1 619
Comptes clients	2 972	1 199	(1 665)	2 506
Provisions sur autres créances	15 710	4 650	(4 596)	15 764
Provisions pour dépréciation	62 361	8 811	(7 513)	63 659

➔ NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

11. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de SOCIÉTÉ BIC s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2006			2007			2008		
	France	Hors France	Total	France	Hors France	Total	France	Hors France	Total
Articles de papeterie	89 968	170 520	260 488	97 381	205 070	302 451	100 562	168 956	269 518
Briquets	16 568	106 826	123 394	14 721	126 366	141 087	18 056	105 131	123 187
Rasoirs	29 108	61 701	90 809	28 282	59 875	88 157	29 298	56 015	85 313
Autres produits	205	6 235	6 440	909	12 714	13 623	1 290	13 066	14 356
TOTAL	135 849	345 282	481 131	141 293	404 025	545 318	149 206	343 168	492 374

12. AUTRES PRODUITS

Les autres produits sont principalement composés des royalties (15 232 milliers d'euros) et des managements fees (28 610 milliers d'euros) facturés aux sociétés du Groupe.

13. RÉMUNÉRATION DES ORGANES DE DIRECTION

RÉMUNÉRATIONS VERSÉES (en milliers d'euros)	2007	2008
Organes d'administration	245	245
Organes de direction	1 173	1 187

Note : SOCIÉTÉ BIC ne possède pas de personnel salarié au 31 décembre 2008.

Deux des membres des organes de direction bénéficient du même régime complémentaire de retraite (régime à prestations définies) que les cadres de direction des filiales de BIC en France.

14. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'élève à 24 273 milliers d'euros et se compose des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	2006	2007	2008
Dividendes encaissés	4 479	91	27 096
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	3 156	3 521	3 918
Reprises sur provisions nettes de dotations	(4 411)	(2 131)	(5 858)
Différences nettes de change	4 401	8 097	2 737
Autres	(6 025)	(2 996)	(3 620)
RÉSULTAT FINANCIER	1 600	6 582	24 273

15. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel est principalement composé de :

(en milliers d'euros)	2006	2007	2008
Plus/(Moins) -value sur cession d'immobilisations	(3 501)	-	233
Plus-value sur cession de titres de participation	130 756	4 124	4 205
Provision pour risques (nette de reprise)	2 454	(2 546)	244
Subventions accordées	-	-	(1 245)
Abandon de créances	(6 900)	(117)	(1 049)
Régularisations d'impôt	171	368	(1 889)
Indemnités de rupture de contrats de distribution nette de provisions	1 788	-	(341)
Autres	(339)	(213)	(337)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	124 429	1 616	(179)



16. VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

<i>(en milliers d'euros)</i>	RÉSULTAT AVANT IMPÔT	IMPÔT	RÉSULTAT APRÈS IMPÔT
Résultat courant	73 368	(10 958)	62 410
Résultat exceptionnel	(179)	(1 037)	(1 216)
TOTAL	73 189	(11 995)	61 194

17. INTÉGRATION FISCALE

SOCIÉTÉ BIC est la société mère du Groupe intégré fiscalement qui est composé au 31 décembre 2008 des sociétés suivantes : BIC Sport, Bima 83, BIC Écriture 2000, BIC Services, Conté, Société Immobilière BIC Clichy, Société Immobilière Valiton Gesnouin, BIC Rasoirs, Société du Briquet Jetable 75, BIC Graphic France,

BIC Assemblage, BIC Technologies, Compagnie de Moulages, DAPE 74 Distribution, Stypen® et BIC Clichy.

SOCIÉTÉ BIC, en tant que mère, constate dans ses comptes le gain ou la perte lié(e) aux effets de l'intégration fiscale. À ce titre, SOCIÉTÉ BIC a constaté en 2008 un gain de 2 861 483 euros.

18. PRINCIPAUX ACCROISSEMENTS ET ALLÈGEMENTS DE L'ASSIETTE DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	MONTANTS EN FIN D'EXERCICE
Organic	899
Provisions sur comptes courants	(556)
Provisions pour risques	(705)
Provisions sur créances clients	32
Provisions sur stocks	1 618
Change	(25)
Autres	4 005
TOTAL	5 268
Allègement de la charge fiscale future	(1 812)



➔ INFORMATIONS RELATIVES AU HORS BILAN

19. INSTRUMENTS FINANCIERS HORS BILAN**Instruments dérivés de change**

Les nominaux de couvertures en devises sont convertis en euros au taux de clôture du mois de décembre 2008. La valorisation

des couvertures est conforme aux pratiques de marché aussi bien en termes de données (courbes de taux, spots, courbes de volatilité) que de modèles de valorisation utilisés.

Les principaux instruments financiers hors bilan de SOCIÉTÉ BIC sont les suivants :

DÉTAIL DU PORTEFEUILLE D'OPÉRATIONS À TERME

COUVERTURES	NOMINAL <i>(en euros)</i>	VALEUR DE MARCHÉ <i>(en euros)</i>	MATURITÉ	TYPE DE COUVERTURE
Flux commerciaux 2009	205 398 271	14 616 264	2009	Terme
Flux commerciaux 2010	3 077 467	542 057	2010	Terme
Prêts/emprunts	76 010 523	(2 133 774)	2009	Swap de devises
TOTAL	284 486 261	13 024 547		

DÉTAIL DU PORTEFEUILLE D'OPTIONS

COUVERTURES	NOMINAL <i>(en euros)</i>	VALEUR DE MARCHÉ <i>(en euros)</i>	MATURITÉ	TYPE DE COUVERTURE
Flux commerciaux 2009	7 505 318	405 219	2009	Option
Flux commerciaux 2010	13 649 454	1 566 646	2009	Option
TOTAL	21 154 772	1 971 865		

À la clôture de décembre 2008, SOCIÉTÉ BIC avait contracté :

- des contrats de dérivés (options de change et couvertures à terme), arrivant à échéance au cours de l'exercice 2009 et 2010, d'une contre-valeur de 229,6 millions d'euros de nominal. Ces opérations protègent une part significative du risque de change transactionnel du Groupe sur la base des prévisions de flux, et concernent les risques dollar US, sterling, yen, dollar canadien, dollar australien et néo-zélandais, franc suisse et zloty polonais. La valeur de marché de ces opérations est positive de 17,1 millions d'euros ;

- des swaps de change d'une contre-valeur de 76 millions d'euros. Ces swaps permettent la liquidité du Groupe en devises et protègent les positions de prêts/emprunts intragroupe en devises. La valeur de marché de ces opérations est négative de 2,1 millions d'euros.

Pour l'année 2009, l'exposition au risque de change transactionnel du Groupe est couverte à plus de 95 %.

Dérivés de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2008, il n'y a pas de dérivés de taux.



20. ENGAGEMENTS HORS BILAN

20.1 Garanties

GARANTIES DONNÉES

GARANT	SOCIÉTÉS GARANTIES	BÉNÉFICIAIRE	DATE D'ÉMISSION/ DE RENOUELEMENT	DATE D'ÉCHÉANCE	DEVISE	MONTANT	OBJET DE LA GARANTIE
SOCIÉTÉ BIC	BIC CORPORATION	Salariés de BIC CORPORATION	19 janvier 2000	Préavis de 2 mois avant annulation garantie	USD	450 000	Paiement des charges salariales
SOCIÉTÉ BIC	BIC CORPORATION	680 fifth avenue associates LP	3 mars 2000	31 août 2010	USD	780 000	Loyer du New York Office
SOCIÉTÉ BIC	BIC Nordic AB	FGP	7 mars 2006	Renouvelable tacitement	SEK	18 251 352	Paiement des retraites
SOCIÉTÉ BIC	BIC UK Ltd	Dalriada Trustees Ltd et Don Hartridge	29 juin 2007	Extinction de la dette de retraite	GBP	7 028 000	Paiement des retraites
SOCIÉTÉ BIC	Widetech Manufacturing SDN	Le Joint Français	1 ^{er} février 2008	31 janvier 2010 ou à tout moment avec un préavis de 2 mois	EUR	10 000	Créance commerciale

GARANTIES REÇUES

CAUTION	SOCIÉTÉS GARANTIES	BÉNÉFICIAIRE	DATE D'ÉMISSION/ DE RENOUELEMENT	DATE D'ÉCHÉANCE	DEVISE	MONTANT	OBJET DE LA GARANTIE
Société Générale	SOCIÉTÉ BIC	Les douanes de Paris Ouest	-	-	EUR	45 735	Caution de crédit d'enlèvement

Par ailleurs, aucun actif de SOCIÉTÉ BIC n'a fait l'objet d'un nantissement.

15 ans à cette société 8 % de son chiffre d'affaires d'articles de papeterie réalisé sur la zone des Émirats Arabes Unis avec un minimum annuel de 60 milliers de dollars et un maximum annuel de 120 milliers de dollars.

20.2 Autres engagements

Suite à la rupture d'un contrat de distribution avec Kamalpoor en décembre 2002, SOCIÉTÉ BIC s'est engagée à verser durant

Parallèlement, le nouveau distributeur de SOCIÉTÉ BIC sur cette zone prend en charge la moitié de ces coûts.

➔ INFORMATIONS DIVERSES

21. COURS DE BOURSE

(en euros)	31 DÉC. 2007	31 DÉC. 2008
Action BIC	49,00	41,17

22. PLANS DE STOCK-OPTIONS

Usant de la faculté offerte lors de l'Assemblée Générale du 21 mai 2008, le Conseil d'Administration, au cours de sa séance du 10 décembre 2008 a consenti des options de souscription portant sur 371 400 actions, au bénéfice de 613 dirigeants et salariés

de SOCIÉTÉ BIC ou de ses filiales, au prix de 40,18 euros. Ces options ne pourront être exercées qu'au terme de la troisième année suivant leur attribution.

	PLAN 2	PLAN 3	PLAN 4	PLAN 5	PLAN 6
Date de l'Assemblée	12 mai 1998	12 mai 1998	12 mai 1998	12 mai 1998	28 mai 2003
Date du Conseil d'Administration	16 décembre 1999	18 décembre 2000	13 décembre 2001	10 décembre 2002	17 décembre 2003
Date d'attribution	16 décembre 1999	18 décembre 2000	13 décembre 2001	10 décembre 2002	17 décembre 2003
Nombre de bénéficiaires	223	539	551	564	555
Nombre d'options d'achat	180 350	-	-	-	-
Nombre d'options de souscription	-	376 150	367 700	375 000	377 550
- dont nombre pouvant être souscrites ou achetées par les membres du Comité de Direction dans sa composition au 31 décembre 2008	22 600	38 100	36 600	41 100	52 500
1 ^{re} date d'exercice de l'option	17 décembre 2002	19 décembre 2003	14 décembre 2004	11 décembre 2005	18 décembre 2006
Date d'expiration de l'option	16 décembre 2009	17 décembre 2010	12 décembre 2011	9 décembre 2012	16 décembre 2013
Prix d'exercice (euros)	40,83	41,03	36,57	30,93	36,96
Nombre d'options exercées au 31 décembre 2008	97 540	202 369	240 620	249 941	173 223
Options de souscription ou d'achat d'actions annulées au 31 décembre 2008	63 150	119 050	83 150	65 700	60 850
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes	19 660	54 731	43 930	59 359	143 477

	PLAN 7	PLAN 8	PLAN 9	PLAN 10	PLAN 11
Date de l'Assemblée	28 mai 2003	28 mai 2003	24 mai 2006	24 mai 2006	21 mai 2008
Date du Conseil d'Administration	15 décembre 2004	14 décembre 2005	13 décembre 2006	11 décembre 2007	10 décembre 2008
Date d'attribution	15 décembre 2004	14 décembre 2005	13 décembre 2006	11 décembre 2007	10 décembre 2008
Nombre de bénéficiaires	563	575	567	633	613
Nombre d'options d'achat	-	-	-	-	-
Nombre d'options de souscription	370 450	427 850	398 500	440 500	371 400
- dont nombre pouvant être souscrites ou achetées par les membres du Comité de Direction dans sa composition au 31 décembre 2008	42 000	44 000	32 000	32 500	-
1 ^{re} date d'exercice de l'option	16 décembre 2007	15 décembre 2008	14 décembre 2009	12 décembre 2010	11 décembre 2011
Date d'expiration de l'option	14 décembre 2014	13 décembre 2015	12 décembre 2014	10 décembre 2015	9 décembre 2016
Prix d'exercice (euros)	36,76	50,01	52,35	49,62	40,18
Nombre d'options exercées au 31 décembre 2008	37 480	-	-	-	-
Options de souscription ou d'achat d'actions annulées au 31 décembre 2008	61 300	50 150	34 500	9 150	-
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes	271 670	377 700	364 000	431 350	371 400

Messieurs Bruno et François Bich ne se sont vu attribuer aucune option dans aucun des plans susvisés. Au 31 décembre 2008, les membres du Comité de Direction (dans sa composition actuelle) bénéficiaient d'options d'achat ou de souscription d'actions ouvrant globalement droit à 341 400 actions.



23. TITRES DE PARTICIPATION

23.1 Tableau des filiales et participations

	NOMBRE DE TITRES A : ACTIONS P : PARTS	% DE PARTICI PATION	VALEUR D'INVENTAIRE NETTE	PRÊTS NETS	CAPITAL SOCIAL	
I - Filiales françaises						
BIC Assemblage SARL	1 000	P	100	15 245	-	15 240 EUR
BIC Clichy SAS	35 403 734	P	99	629 468 680	-	540 969 055 EUR
DAPE 74 Distribution SASU	70 000	A	100	-	-	1 070 000 EUR
TOTAL			629 483 925	-		
II - Filiales étrangères						
BIC Erzeugnisse GmbH - Allemagne	2	P	100	-	-	664 700 EUR
BIC Verwaltungs GmbH - Allemagne	2	P	100	4	-	50 000 EUR
BIC GmbH - Allemagne	1	P	100	35	-	25 600 EUR
BIC Portugal SA - Portugal	464 675	A	100	2 824 586	-	2 323 575 EUR
BIC Italia SPA - Italie	2 000 000	A	40	1 624 102	-	5 150 000 EUR
BIC Slovakia SRO - Slovaquie	1	P	100	-	-	17 300 000 SKK
BIC International Co. - États-Unis	100	A	100	1	-	1 USD
BIC Brasil SA - Brésil	300 661 465	A	100	13 617 043	-	183 403 495 BRL
BIC CIS - Russie	410 000	A	100	-	-	4 305 000 RUR
Sheaffer (Hong-Kong) Co. Ltd. - Chine	7 800 000	P	100	-	831 386	7 800 000 HKD
BIC Stationery (Shanghai) Co. Ltd. - China	-	A	100	744 730	-	908 000 USD
BIC Stationery (Shanghai) Manufacturing Co. Ltd. - China	-	A	100	2 411 898	-	3 300 000 USD
BIC Product (Singapore) Pte. Ltd. - Singapour	297 000	A	99	-	-	300 000 SGD
BIC Product (Asia) Pte. Ltd. - Singapour	5 627 602	A	100	1 398 122	-	5 627 602 SGD
BIC India Pvt. Ltd. - Inde	8 087 395	A	100	-	-	80 873 960 RPS
Ball Point Manufacturing Co. - Iran	90	A	45	-	-	16 000 000 IRR
BIC Product (Korea) Ltd. - Corée du Sud	345 320	A	100	342 247	-	1 726 600 000 KRW
BIC Product (Thaïlande) Ltd. - Thaïlande	999 993	A	100	-	-	100 000 000 BHT
PT Buana Inti Cakrawala - Indonésie	289 999	A	100	-	-	29 000 000 000 IDR
Mondial Sdn. Bhd. - Malaisie	1 140 000	A	30	339 901	-	3 800 000 MYR
BIC GBA Sdn. Bhd. - Malaisie	1 257 400	A	100	13 860	-	1 260 000 MYR
TOTAL			23 316 528	831 386		
III- Participations						
BIC Technologies SA - France	1	A	-	-	-	7 440 988 EUR
BIC Amazonia SA - Brésil	60 013 003	A	29	4 948 857	-	168 120 000 BRL
BIC Holdings South Africa Pty. Ltd. - Afrique du sud	41 860	A	5	1 522 934	-	8 372 RAN
BIC Argentina - Argentine	750	P	5	450 500	-	15 000 ARS
BIC Pazarlama Ltd, Sti - Turquie	1	P	1	80	-	2 845 500 TRY
TOTAL			6 922 371	-		
TOTAL			659 722 825	831 386		

Le chiffre d'affaires, le résultat et les capitaux propres autres que le capital social des filiales et participations ne sont pas donnés pour des raisons de confidentialité liée à la stratégie commerciale et industrielle.



23.2 Analyse des mouvements des titres de participation

(en milliers d'euros)

Montant net des titres de participation au 31 déc. 2007	661 024
Acquisitions, augmentations de capital, créations et cessions 2008	
Transfert de titres de sociétés étrangères à BIC Clichy SAS ⁽¹⁾	(811)
Augmentation de capital de BIC Brasil SA - Brésil	707
Dotations/(Reprises) de provisions 2008	
BIC CIS - Russie	165
BIC Slovakia SRO - Slovaquie	445
BIC Product (Thaïlande) Ltd. - Thaïlande	588
Montant net des titres de participation au 31 déc. 2008	659 722

(1) Transfert de 20 % de BIC Italia.



Informations supplémentaires concernant les comptes sociaux

RÉSULTATS FINANCIERS DE SOCIÉTÉ BIC AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications en euros	2004	2005	2006	2007	2008
1 - Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	198 151 330	192 413 159	189 633 544	188 621 664	185 484 038
Nombre d'actions émises	51 872 076	50 369 937	49 642 289	49 377 399	48 556 031
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
2 - Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	417 363 108	452 480 612	481 130 694	545 317 809	409 374 171
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	205 287 114	159 603 201	188 917 223	114 201 645	85 028 025
Impôt sur les bénéfices	15 177 740	17 264 557	16 842 866	32 483 128	11 994 711
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	171 105 343	131 022 492	174 381 877	71 839 855	61 194 106
Montant des bénéfices distribués ⁽¹⁾	97 569 226	57 721 174	64 238 667	65 495 232	65 550 642
3 - Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	3,66	2,83	3,47	1,65	1,50
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	3,30	2,60	3,51	1,45	1,26
Dividende versé à chaque action	1,90	1,15	1,30	1,35	1,35
4 - Personnel					
Effectif non salarié	3	3	3	3	3
Montant de la masse salariale	1 172 805	1 286 971	1 087 521	1 169 394	1 210 153
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales)	1 043 566	526 308	632 080	816 061	416 566

(1) Appliqué au nombre d'actions émises (actions propres comprises). Le montant définitif sera fonction du nombre d'actions prétendant au dividende le jour du paiement.



Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

➔ EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la SOCIÉTÉ BIC, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments probants justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note 1 de l'annexe, « changement de méthode », qui expose le traitement comptable des plans d'actions gratuites aux employés : En application de l'avis CNC 2008-17 du 6 novembre 2008, la charge relative à ces plans est désormais étalée sur la durée d'acquisition des droits par les bénéficiaires. L'impact du changement de méthode de comptabilisation a été imputé sur le report à nouveau, net de taxes.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La Note 2 d) de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valeur des immobilisations financières. Nous avons vérifié le bien-fondé de ces méthodes comptables et, en tant que de besoin, la cohérence des valeurs d'utilité des titres de participations avec notamment les valeurs retenues pour l'établissement des comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 6 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Gilles HENGOAT

Deloitte & Associés
Dominique JUMAUCOURT



Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

➔ EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

Abandon de créance

Votre Conseil d'Administration du 21 mai 2008 a autorisé un abandon de créance de SOCIÉTÉ BIC à hauteur de 1 million d'euros sur la société BIC Product (Singapour), dont Mme Marie-Aimée BICH-DUFOUR est également administrateur.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de la convention et de l'engagement suivant, approuvé au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Plan de retraite additive

Votre Conseil d'Administration du 19 mai 2005 a autorisé l'adoption d'un plan de retraite additive (qui se substitue au plan en vigueur depuis 1986). Les bénéficiaires sont les cadres supérieurs et dirigeants sociaux de BIC en France, de grade 6, membres du comité de direction du Groupe, qui achèveront leur carrière au sein du Groupe.

Le montant de la retraite sera égal à 1,25 % de la rémunération finale par année de participation au plan, avec un maximum de 20 années, soit un montant maximum de 25 % de retraite.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 6 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Gilles HENGOAT

Deloitte & Associés

Dominique JUMAUCOURT





5

➔ **Gouvernement d'entreprise**

Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société 124

Rapport des Commissaires aux Comptes 133

Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société

Mesdames et Messieurs, chers Actionnaires

Nous vous prions de trouver ci-après les informations prévues par les dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.



➔ 1. COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

1.1. Composition des organes d'administration, de direction et de surveillance

Cf. Rapport de gestion.

1.2. Fonctionnement des organes d'administration, de direction et de surveillance

SOCIÉTÉ BIC s'est dotée, en 2003, d'un Règlement Intérieur formalisant les missions, l'organisation et les principes déontologiques qui guident l'action du Conseil d'Administration. La Société se réfère aux règles de la bonne gouvernance telles que définies dans le Code de Gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP/MEDEF (disponible sur le site internet www.medef.fr). Le Conseil d'Administration du 10 décembre 2008 a examiné les Recommandations AFEP/MEDEF du 6 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants et mandataires sociaux. SOCIÉTÉ BIC se conforme aux Recommandations susvisées, sous réserve des trois points expliqués ci-après (cf. 1-2-e).

a) Missions

Le Conseil d'Administration a pour mission de déterminer les orientations de l'activité de la Société et de veiller à leur mise en œuvre, de se saisir de toute question intéressant la bonne marche de la Société et de régler les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'Administration est amené à se prononcer sur les sujets pouvant avoir un impact significatif sur la stratégie ou l'exploitation du Groupe.

Afin de pouvoir mener à bien sa mission, le Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ BIC est régulièrement informé des performances de chacune des activités, ainsi que de la situation financière, de la situation de trésorerie et des liquidités de la Société.

À ce titre, le Règlement Intérieur prévoit les règles d'information du Conseil d'Administration sur la situation financière de la Société et l'obligation de s'informer pesant sur l'Administrateur.

Des règles concernant les restrictions et/ou interdictions d'intervention des administrateurs sur les titres de la Société pour laquelle ils disposent d'informations non encore rendues publiques, ont été établies lors du Conseil d'Administration

approuvant les comptes de l'exercice 2004 et formalisées par écrit à destination des administrateurs et autres personnes concernées.

b) Composition

Selon les Statuts, le Conseil d'Administration doit comporter entre 3 et 12 membres. Le Règlement Intérieur précise que "le Conseil s'efforce d'être composé pour un tiers de ses membres au moins d'administrateurs indépendants (...)". (Titre I, section 1).

Aussi, le Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ BIC comporte, sur les dix membres qui le composent (John Glen ayant été coopté en qualité d'Administrateur par le Conseil d'Administration du 10 décembre 2008 à la suite de la démission d'Olivier Poupard-Lafarge), quatre administrateurs indépendants au sens du Code de Gouvernement d'entreprise AFEP/MEDEF, c'est-à-dire n'entretenant aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa Direction, qui puisse compromettre l'exercice de leur liberté de jugement.

Par ailleurs, quatre nationalités différentes y sont représentées, faisant ainsi bénéficier le Groupe BIC d'une réelle vision internationale.

Les administrateurs sont élus pour 3 ans et rééligibles, sous réserve de l'application des dispositions légales et statutaires. Le Règlement Intérieur prévoit également que tout administrateur doit être Actionnaire et posséder, au-delà de la seule exigence statutaire (1 action), 500 actions.

Lors du Conseil d'Administration du 28 février 2006, il a été décidé la dissociation des fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général. Cette dissociation est effective depuis le 1^{er} mars 2006.

c) Fonctionnement

Le Conseil d'Administration est assisté de deux Comités spécialisés, le Comité d'Audit et le Comité des Rémunérations et des Nominations. Ces Comités se réunissent plusieurs jours avant la séance du Conseil d'Administration, ce qui permet à la Direction d'apporter d'éventuelles actions correctives supplémentaires avant la séance du Conseil.

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tout moyen avec confirmation écrite en toute hypothèse.

Le Conseil d'Administration se réunit en séance ordinaire en principe au minimum six fois par an, notamment :

- en février/mars, pour arrêter les comptes de l'exercice précédent et approuver le budget annuel ;
- en avril, pour examiner les comptes du 1^{er} trimestre ;
- en mai, à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle ;
- en août, pour arrêter les comptes semestriels ;
- en octobre, pour examiner les comptes du 3^e trimestre ;
- en décembre, pour analyser l'activité et les premiers résultats estimés de l'exercice.

D'autres séances du Conseil d'Administration sont organisées chaque fois que l'activité du Groupe le requiert. Le nombre de ces réunions doit permettre de transmettre une information régulière et pertinente au Conseil et d'assurer ainsi les conditions d'un bon gouvernement d'entreprise.

À la demande du Président, le Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués, des membres de la Direction, les Commissaires aux Comptes (à l'exception des Conseils où leur convocation est requise par la loi) ou toute autre personne ayant une compétence particulière au regard des sujets inscrits à l'ordre du jour peuvent assister à tout ou partie d'une séance du Conseil.

En 2008, le Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ BIC s'est réuni à 7 reprises pour des séances d'une moyenne de 3 heures 30. Le taux moyen de participation a été de 94 %. Le Conseil a notamment statué sur les points suivants :

- Comptes et budget
 - Établissement des comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2007 et au 30 juin 2008 ;
 - Revue des résultats trimestriels ;
 - Budget préliminaire 2009.
- Gouvernance d'entreprise
 - Fixation de la rémunération des mandataires sociaux ;
 - Analyse des Recommandations de l'AFEP/MEDEF du 6 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants ;
 - Attribution des options de souscription ;
 - Actions gratuites soumises à des conditions de performance.
- Stratégie
 - Examen des orientations stratégiques de l'activité Papeterie et de l'activité Briquets ;
 - Examens des acquisitions Antalis et Cello.

d) Évaluation

En ce qui concerne l'évaluation du Conseil d'Administration, le Règlement Intérieur prévoit notamment que, une fois par an, le Conseil d'Administration consacrerait un point de son ordre du jour à un débat sur son fonctionnement. Cette évaluation doit permettre, entre autres, de faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil pour le rendre plus efficace, et de vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues. (Titre I, section 3, article 3.3).

Au début de l'exercice 2009, une évaluation du Conseil d'Administration a été réalisée, portant sur l'exercice écoulé, sous forme d'un questionnaire adressé à chaque administrateur. Ce questionnaire portait notamment sur la composition du Conseil d'Administration, l'accès à l'information des administrateurs, à la qualité et à l'efficacité des débats au sein du Conseil d'Administration, ainsi que sur le rôle et la performance des Comités spécialisés. Cette évaluation a permis de constater qu'il n'y avait pas lieu de modifier le Règlement Intérieur ni de formaliser davantage les règles de fonctionnement du Conseil d'Administration.

e) Principes et règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages accordés aux Mandataires sociaux

Cf. Rapport de gestion.

Le Conseil d'Administration du 10 décembre 2008 a examiné les Recommandations AFEP/MEDEF d'octobre 2008 sur les rémunérations des mandataires sociaux. Parmi les vingt-cinq recommandations ainsi établies, vingt-deux sont appliquées dont cinq depuis le début de l'année 2009.

Trois dispositions ne peuvent être appliquées pour les raisons suivantes :

1. M. Mario Guevara, CEO de BIC CORPORATION et de BIC INTERNATIONAL, sociétés de droit américain, pourrait bénéficier d'une retraite mise en place par BIC CORPORATION, alors même qu'il ne serait plus mandataire social de la SOCIÉTÉ BIC, de BIC CORPORATION et de BIC INTERNATIONAL.

Ce plan de retraite, mis en place par BIC CORPORATION depuis plus de 30 ans, bénéficie à tous les cadres supérieurs américains. M. Mario Guevara, dans le Groupe depuis 16 ans, est éligible à cette retraite depuis 8 ans, depuis donc une période bien antérieure à sa nomination en qualité de Directeur Général Délégué puis de Directeur Général. Ce plan s'applique à 18 personnes et n'a pas été modifié à la suite de la nomination de M. Mario Guevara.

2. Selon les recommandations, les actions de performance attribuées aux dirigeants mandataires sociaux doivent être conditionnées à l'achat d'une quantité définie d'actions, lors de la disponibilité des actions attribuées. Or, les mandataires sociaux doivent, depuis le Plan d'attribution d'actions gratuites de performance adopté le 11 décembre 2007, conserver 20 % des actions gratuites acquises jusqu'à l'expiration de leur mandat (pourcentage réduit à 10 % lorsque le Directeur Général détient des actions pour une valeur de 5 années de salaire de base et lorsque les Directeurs Généraux Délégués détendront des actions pour une valeur de 3 années de salaire de base). Ces conditions de conservation des actions, ajoutées aux conditions de performance prévues, ont semblé suffisantes.
3. Selon les recommandations, l'acquisition d'actions gratuites doit être soumise à des conditions de performance internes à l'entreprise et externes, c'est-à-dire liées à la performance d'autres entreprises d'un secteur de référence. Or, à ce jour, deux conditions de performance internes ont été adoptées, mais les références externes n'ont pas semblé suffisamment pertinentes pour justifier leur adoption.



1.3. Comités constitués par l'organe d'administration, de direction ou de surveillance

Le Conseil d'Administration est assisté de deux Comités spécialisés, le Comité d'Audit et le Comité des Rémunérations et des Nominations.

Comité d'Audit

Antoine Treuille – Président (Administrateur indépendant).

Frédéric Rostand (Administrateur indépendant).

Édouard Bich, représentant permanent de la Société M.B.D.

John Glen (Administrateur indépendant) (nomination à soumettre à l'Assemblée Générale en 2009).

Le Comité d'Audit, créé en 1997, a pour mission essentielle de s'assurer de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes consolidés et sociaux de l'entreprise et de vérifier que les procédures internes de collecte et de contrôle des informations garantissent celles-ci.

Il est appelé à donner son avis sur la nomination des Commissaires aux Comptes, sur la qualité de leurs travaux, ainsi que sur leur indépendance. Il s'assure de ce fait qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt entre les Commissaires aux Comptes et l'entreprise.

Olivier Poupart-Lafarge a démissionné de sa fonction d'administrateur à effet de l'issue du Conseil d'Administration du 21 mai 2008 et a ainsi quitté sa fonction au sein du Comité d'Audit. Le Conseil d'Administration du 10 décembre 2008 a coopté John Glen en qualité d'administrateur indépendant et membre du Comité d'Audit pour succéder à Olivier Poupart-Lafarge. John Glen est Directeur Général du groupe Bucleuch (Édimbourg, Royaume-Uni). Cette nomination sera soumise à la ratification de l'Assemblée Générale prévue le 14 mai 2009.

Au cours de l'année 2008, le Comité d'Audit s'est réuni quatre fois en présence de son Président et de tous ses membres, ainsi que des représentants des deux Commissaires aux Comptes, dont deux fois avant la démission d'Olivier Poupart-Lafarge. Certains points à l'ordre des réunions du Comité d'Audit ont été couverts en la présence de représentants de la Direction, d'autres en dehors de celle-ci.

Les travaux du Comité ont porté, entre autres, sur la prise en compte des nouveaux besoins en matière de communication sur le contrôle interne requis par la Loi de Sécurité Financière (LSF) et sur la mise en place d'un plan d'action permettant de répondre à ces besoins. Le Comité d'Audit revoit également tout changement dans les normes IFRS, dans la structure de contrôle interne et toute question relative à la présentation financière dans le document de référence.

Comité des Rémunérations et des Nominations

Gilles Pélisson – Président (Administrateur indépendant).

Marie-Henriette Poinot.

Frédéric Rostand (Administrateur indépendant).

Le Comité des Rémunérations, créé en 2001, est chargé d'examiner et de proposer au Conseil d'Administration la rémunération des Mandataires sociaux et de la Direction Générale, y compris les principes de la politique salariale du

Groupe, les avantages sociaux, les plans de stock-options et d'attribution d'actions gratuites.

Depuis 2007, le Conseil d'Administration a décidé d'attribuer à ce Comité, désormais dénommé Comité des Rémunérations et des Nominations, les missions supplémentaires suivantes :

- proposition au Conseil d'Administration de nomination de nouveaux administrateurs en veillant à ce que le Conseil d'Administration comprenne des personnalités indépendantes ;
- examen et proposition au Conseil d'Administration des solutions de succession des Mandataires sociaux, notamment en cas de vacance imprévisible.

Au cours de l'année 2008, le Comité des Rémunérations et des Nominations s'est réuni trois fois. Le taux moyen de participation a été de 89 %. L'activité du Comité a porté spécifiquement sur :

- les modalités et la fixation de la rémunération du Président du Conseil ;
- les modalités et la fixation de la rémunération fixe, variable annuelle et à long terme du Directeur Général et des deux Directeurs Généraux Délégués ;
- la détermination des objectifs annuels servant au calcul de leur rémunération variable ;
- les principes et les montants d'attribution de stock-options ;
- les principes et les montants d'attribution d'actions gratuites sous conditions de performance, ainsi que la détermination des objectifs à 3 ans qui conditionnent ces attributions ;
- l'examen des recommandations AFEP/MEDEF.

Cf. *Rapport de gestion*.

Le Comité a également donné son avis sur les rémunérations de l'équipe de Direction et sur la politique de rémunération à long terme des dirigeants.

1.4. Limitation des pouvoirs de la Direction Générale

Le Règlement Intérieur détaille les opérations qui doivent en toute hypothèse faire l'objet d'une autorisation préalable du Conseil d'Administration [Titre I, section 2, article 2.2.] :

- toute opération se situant hors de la stratégie annoncée de la Société ;
- toute implantation en France ou à l'étranger par création d'établissement, de filiale directe ou indirecte ou par prise de participation, ainsi que les décisions de retrait de ces implantations, dans la mesure où le montant de l'opération excède 15 millions d'euros ;
- toute opération de restructuration interne dans la mesure où le montant de l'opération excède 15 millions d'euros.



➔ 2. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIÉTÉ

2.1. Définition et objectifs du contrôle interne

2.1.1. - Adoption des principes du Cadre de Référence de contrôle interne de l'AMF

Le Groupe se conforme aux principes énoncés dans la partie II du Cadre de Référence de contrôle interne tel que défini par le Groupe de Place établi sous l'égide de l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) pour la rédaction de ce rapport. Dès lors, ceci correspond à une adoption partielle du texte qui par ailleurs inclut un *Guide d'Application Relatif au Contrôle Interne de l'Information Comptable et Financière Publiée par les Émetteurs*.

En effet, les activités de contrôle s'y référant relèvent de la responsabilité des filiales locales qui n'ont cessé de les adapter à leur situation actuelle, en prenant appui notamment sur le Manuel Groupe des principes comptables et Manuel de politiques et procédures internes. Le guide d'application n'a pas été comparé avec les procédures et processus existants. Néanmoins le Groupe n'attend pas de différences significatives compte tenu de la similitude du guide d'application avec les deux manuels précédemment cités.

Le processus d'adoption inclut l'endossement de la définition du contrôle interne comme un dispositif de la Société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité, qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction Générale ou le Directoire ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la Société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

D'une façon générale pour une entreprise, il contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Le premier objectif se réfère à toutes les lois et règlements en vigueur auxquels la Société est soumise et qu'elle suit dans ses activités quotidiennes pour atteindre ses objectifs.

Le deuxième concerne les instructions données aux employés leur permettant de comprendre ce qui est attendu d'eux et de connaître l'étendue de leur liberté d'action. Ce processus de communication est basé sur les objectifs de la Société redescendus aux employés.

Le troisième objectif couvre l'ensemble des processus opérationnels, commerciaux et financiers. Par "actifs", il faut entendre actifs corporels et incorporels (savoir-faire, image ou réputation) utilisés tout au long des processus de la Société.

Le dernier objectif concerne la préparation d'états financiers fiables dont le rapport annuel, toute publication intermédiaire selon un format résumé et toute information mise à disposition extraite des états financiers, telle que les publications du chiffre d'affaires. La fiabilité de ces informations dépend de la qualité

des procédures et du dispositif de contrôle interne qui doivent garantir :

- le principe de séparation des tâches, permettant une distinction claire entre les tâches d'enregistrement, les tâches opérationnelles et les tâches de conservation ;
- une description des fonctions devant permettre d'identifier les origines des informations et des documents produits ;
- la validité des moyens pour s'assurer que les opérations ont été effectuées conformément aux instructions générales et spécifiques, et qu'elles sont comptabilisées de manière à produire une information financière conforme aux principes comptables de la Société.

2.1.2. - Périmètre du contrôle interne

Le contrôle interne tel que défini dans ce rapport concerne SOCIÉTÉ BIC en tant que société mère ainsi que toutes les entités consolidées au sein du Groupe.

Le contrôle interne en place a été conçu pour les entités afin de s'adapter à l'organisation existante, aux objectifs décidés par le Conseil d'Administration et le Comité de Direction, et à la conformité aux lois et règlements.

Les principes et le dispositif du contrôle interne ont été mis en place dans tous les domaines et dans les filiales en tenant compte des spécificités locales et réglementaires. Toutefois, ces caractéristiques individuelles sont connues et suivies.

2.1.3. - Limites du dispositif de contrôle interne

L'organisation la plus efficiente ne saurait faire disparaître les limites inhérentes au contrôle interne. En effet, un dispositif de contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue quant à l'atteinte des objectifs de la Société.

Les principales limitations qui puissent être relevées sont les incertitudes du monde extérieur, la part de jugement dans les décisions prises et la résultante d'une potentielle défaillance humaine ou d'une simple erreur.

De plus, lors de chaque mise en place d'une activité de contrôle, une évaluation du ratio coût/bénéfice est menée, conduisant à une couverture raisonnable des contrôles nécessaires.

2.2. Composantes du contrôle interne de la Société et de ses filiales

L'efficacité du dispositif de contrôle interne d'une société dépend de ses composantes mises en place pour servir les objectifs décrits précédemment.

2.2.1. - Environnement de contrôle

Organisation

Le Groupe a mis en place un dispositif structuré de contrôle interne fournissant les instructions et les responsabilités appropriées pour atteindre les objectifs fixés par le Conseil d'Administration et le Comité de Direction.

Cette organisation prend appui sur la définition des responsabilités et des objectifs fixés par le Management et redescendus individuellement aux employés.



Principaux outils

Pour soutenir cette structure et mesurer son adéquation et son efficacité, différents outils ont été mis en place. Ci-dessous sont mentionnés les principaux outils partagés par toutes les entités du Groupe :

- Charte d'Éthique et la vision et les valeurs du Groupe (cf. § 2.3.4 – *Le personnel de la Société*) ;
- Manuel Groupe des principes comptables et Manuel de politiques et procédures internes.

Ces manuels distribués à toutes les entités et consultables sur l'intranet Groupe mettent à disposition les instructions respectivement pour les activités de tenue des comptes et le reporting financier suivant les normes IFRS, et les procédures de contrôle interne pour chaque secteur de la Société (ex : Achats, Trésorerie, Fiscalité, Ventes, etc.).

- Politique de gestion des Ressources Humaines.

Détaillée dans le *Rapport de Gestion – partie Informations sociales*, la gestion des Ressources Humaines participe pleinement à l'efficacité du contrôle interne.

Plus particulièrement, elle s'assure que les recrutements répondent aux attentes en matière de connaissances et de compétences. De plus, elle relaie les objectifs du Management vers chaque collaborateur en conformité avec leur rôle et responsabilités.

À titre d'illustrations, les outils suivants aident à répondre efficacement à ces objectifs :

- Year End Personal Evaluation (YEPE) : ce processus permet à la Société de redescendre individuellement aux employés les objectifs tout au long de l'année ;
- Formation et Développement : cf. *Rapport de Gestion – partie Informations Sociales* ;
- Systèmes d'information.

Différents systèmes d'information sont utilisés selon les processus métiers qu'ils supportent. Ils sont essentiellement organisés par continent. Cependant des procédures de consolidation en place donnent accès à un résultat consolidé qui permet à la Direction du Groupe de suivre les performances et de gérer les opérations.

La plupart des entités du Groupe utilisent des systèmes intégrés (ERP) qui aident à la gestion des activités et pour présenter les données financières par le biais d'un logiciel de consolidation et de gestion (cf. § 2.2.5 – *Procédures relatives à la préparation de l'information comptable et financière publiée par le Groupe*).

2.2.2. - Diffusion d'informations pertinentes et fiables

La Société a mis en place des procédures et un dispositif efficaces de diffusion de l'information qui permet d'apporter la communication adéquate au niveau pertinent de responsabilités et de décision.

Le format de ces outils est divers. Ils vont des solutions informatiques (dont l'intranet Groupe, le logiciel de consolidation financière, le système intégré par continent, etc.) aux procédures existantes qui incluent la gestion de l'information.

Ces outils informatifs ont pour but de constituer des appuis au contrôle interne de la Société et d'aider les processus de décision et de suivi servant à l'atteinte des objectifs de la Direction.

2.2.3. - Gestion des risques

Le dispositif de contrôle interne, parmi ses objectifs, s'occupe de la gestion des risques existants pouvant avoir un impact sur la Société. Tous les risques ne peuvent être couverts. Les moyens de couverture utilisés sont soit des processus internes de réduction de l'exposition, soit des protections externes via assurances.

Ce processus particulier suit une approche en trois étapes selon les activités suivantes :

- le recensement des risques ;
- l'analyse des risques ;
- la gestion et le suivi des risques.

Le processus de recensement met en valeur les risques de sources externes comme internes. L'impact potentiel sur l'atteinte des objectifs de la Société constitue l'élément clé pour l'identification du risque, évalué selon deux critères : sa matérialité (financière, sur l'image, en terme d'opportunité) et sa probabilité d'occurrence.

Différentes procédures existent. En effet, les services centraux comme le service Juridique, Fiscalité ou Trésorerie mènent un suivi continu des risques.

Des travaux annuels sont également réalisés, dont les suivants :

- **Assurance – processus de couverture** : cf. *Informations générales- Facteurs de risque § 4.4 Assurance – Couverture des Risques Éventuels Susceptibles d'Être Encourus par l'Émetteur* ;
- **Département Contrôle et Audit Interne (C&AI) – Processus d'évaluation des risques** :

Cette pratique annuelle, sur la base d'une autoévaluation, a pour but d'identifier et d'évaluer les risques ayant un impact sur le Groupe, tous niveaux confondus (filiale locale, vue Continent, niveau Catégorie et Groupe consolidé).

Des questionnaires sont adressés aux représentants des niveaux correspondants (Directeurs de filiale/Directeurs Financiers, Responsable/Contrôleur Catégorie, etc.). Les informations en retour permettent de dresser sur quatre années d'historique la liste des principaux risques ainsi que leur importance et leur probabilité d'occurrence.

Le Département C&AI, si besoin est, en tant que coordinateur du processus, échange avec les interlocuteurs sur les informations transmises et les plans d'actions en réponse aux risques identifiés. Il consolide les informations et pondère les impacts pour délivrer une matrice Groupe des risques. Cette cartographie, pour chaque catégorie de risque, présente une moyenne des impacts pour le Groupe et est partagée avec le Comité d'Audit et les Commissaires aux Comptes. Elle fait également l'objet d'une présentation au Président du Conseil d'Administration.

L'analyse et l'évaluation des risques identifiés sont menées pour un usage interne. Cependant le résultat de ce processus trouve écho dans la liste des risques mentionnés dans les Informations générales – § 4. *Facteurs de risque*.

Les activités de gestion et de suivi des risques, complémentaires à celles déjà mentionnées ci-dessus, sont de la responsabilité de chaque site/service. Ils sont en charge d'établir leur tableau de



bord et leurs indicateurs clés afin de recenser les risques, de les suivre et d'évaluer les moyens pour réduire leur impact.

2.2.4. - Procédures de contrôle interne

Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et/au traitement de l'information comptable et financière publiée par la Société

L'information comptable et financière utilisée en interne à des fins de gestion ou pour le reporting externe sont préparées en conformité avec les normes IFRS adoptées par l'Union Européenne.

L'information suit un processus de remontée des données des comptes sociaux aux états financiers consolidés/de gestion. Ce reporting est mené sur un logiciel de consolidation selon une fréquence mensuelle de clôture.

En pratique, les équipes financières des filiales reportent sous le contrôle de leur Directeur Financier et de leur Directeur Opérationnel les informations aux Directeurs Financiers des continents dont elles dépendent qui les retransmettent par la suite au Groupe. Le calendrier et le format de ces publications d'information au Groupe ainsi que les règles comptables, sont décidés et communiqués par la Direction Financière du Groupe et sont documentés dans le Manuel des principes comptables du Groupe. Ces informations reportées sous forme de liasses sont auditées par les auditeurs locaux externes et font l'objet de rapports annuels.

Des contrôleurs de gestion travaillent en étroite collaboration avec les responsables opérationnels et reportent à l'équipe de Direction locale et fonctionnellement au Directeur Financier du continent dont ils dépendent.

En 2000, le Groupe a développé un Manuel de politiques et procédures internes dans le domaine financier qui a fait l'objet d'une présentation et d'une diffusion auprès des responsables financiers des filiales. En 2007, les procédures clés ont donné lieu à une revue pour leur mise à jour. Ce travail de révision continue prend, quand nécessaire, appui sur les responsables fonctionnels qui valident les politiques et procédures revues. Quand une nouvelle procédure est créée ou qu'une mise à jour ou amélioration d'une procédure existante est faite, l'information est communiquée via un "Bulletin de Contrôle Interne" consultable sur l'intranet par les employés et également transmise par le Comité de Direction à toutes les filiales.

Les procédures de reporting au sein du Groupe sont les suivantes :

- l'outil de reporting financier permet de réaliser des consolidations statutaires et des consolidations de gestion au sein d'un même référentiel ;
- le Groupe utilise également un système de reporting détaillé des ventes qui est systématiquement réconcilié tous les mois avec les reportings financiers, tout écart significatif étant expliqué ;
- l'outil de reporting financier interne au Groupe est déployé dans toutes les filiales, ce qui permet une analyse à chaque niveau de reporting (filiales, continents, Groupe ou encore par activité) à partir des mêmes données de base et selon le même format de rapport ;

- le reporting financier interne au Groupe fait l'objet d'une analyse mensuelle avec les prévisions budgétaires au niveau de chaque filiale et le Comité de Direction revoit également mensuellement les données consolidées et les analyses afférentes ;
- de même, les prévisions sont rapprochées des budgets et des plans stratégiques et sont analysées par le Comité de Direction ;
- l'information financière consolidée est ensuite validée par le Directeur Financier du Groupe. Les problématiques significatives sont revues par le Président du Conseil d'Administration et par le Directeur Général ;
- le Comité d'Audit valide à son tour l'information et fournit si nécessaire un rapport au Conseil d'Administration ;
- les auditeurs externes sont impliqués dans la validation du processus de production de l'information financière.

Autres procédures de contrôle interne

Comme indiqué précédemment, le contrôle interne au sein du Groupe BIC est décentralisé. Il appartient donc à chaque organisation (filiale, service, catégorie, continent, etc.) d'établir des procédures pertinentes dans les domaines concernés afin de soutenir les objectifs et la définition du contrôle interne.

Toutefois, en tant que référence mondiale, le Manuel des politiques et procédures internes donne des instructions générales qui, après adaptation, peuvent être endossées de manière adéquate au niveau de contrôle interne correspondant.

Ci-dessous sont mentionnées quelques descriptions des procédures Groupe majeures.

PROCÉDURES D'ACHAT ET D'INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS

Ces procédures ont constamment pour objectif de mettre l'accent sur le processus d'autorisation de l'engagement d'acquisition. En effet, cette étape préalable est l'élément clé pour la suite du processus qui va de la confirmation de réception des biens achetés ou de la réalisation de la prestation de service, au paiement des fournisseurs.

Aussi le Groupe a mis en place une matrice d'autorisation qui, selon le montant engagé, renseigne le niveau requis de responsabilités. Toute autorisation doit être formalisée par le document adéquat ou via les systèmes informatiques quand applicable.

Le processus d'approbation de l'engagement d'acquisition est donc la fondation de la procédure de validation dite « *three-way match* » appliquée dans tout le Groupe et qui requiert que des réconciliations de la commande d'achat soient menées lors des étapes suivantes :

- avec la preuve de livraison des biens/de réalisation de la prestation de service ;
- avec la facture du fournisseur, à sa réception, pour générer le paiement.

La procédure de validation dite « *three-way match* » répond au principe de séparation des tâches et permet un suivi clair du processus de validation des transactions tout au long de l'opération d'achat.

En ce qui concerne les investissements en immobilisations, une étape supplémentaire est demandée à la personne initiatrice de



l'achat. Avant tout investissement, une documentation spécifique est préparée pour présenter toutes les informations nécessaires comme la description de l'investissement, les éléments de retour sur investissement, les approbations en accord avec les niveaux d'engagement requis et le calendrier d'audit post-acquisition.

D'un point de vue organisationnel, une attention particulière est accordée à la séparation des fonctions d'approvisionnement d'avec celles d'achat. Le but est de réduire les risques éventuels de chevauchement de responsabilités. Cela permet également de centraliser au niveau Groupe les flux d'approvisionnement sur les matières stratégiques afin de mieux contrôler les besoins et le volume financier engagé.

Enfin, la gestion des fournisseurs, dont celle de la base de données fournisseurs, prévoit également des activités de contrôle spécifiques et des règles précises tout au long de l'histoire que cette partie tierce peut avoir avec le Groupe.

PROCÉDURES DE VENTE

Les procédures de vente suivent des règles et des principes communs. Néanmoins, elles sont pour la majorité d'entre elles établies en connexion avec les marchés et les clients locaux, suivant les natures de transactions existantes.

Le cadre de référence commun couvre en particulier :

- la validité des prix de vente et des conditions commerciales (processus d'établissement de listes de prix, schémas d'autorisation des politiques de prix spécifiques, etc.) ;
- l'exhaustivité et la pertinence des commandes de vente reçues suivant différents supports ;
- le respect de la période de comptabilisation avec l'accent mis sur le processus de séparation des exercices comptables et la procédure d'ajustements ;
- la juste valeur des créances clients avec les procédures de calcul des provisions sur clients douteux et d'émission des avoirs.

De façon similaire aux relations avec les fournisseurs, des procédures traitent de la gestion du fichier maître clients dont notamment ce qui concerne la création de nouveaux comptes, le processus de rapprochement des paiements reçus ou la gestion du crédit client.

PROCÉDURES DE GESTION DES STOCKS

La gestion des stocks couvre aussi bien la conservation physique des biens que l'évaluation de ces derniers. Les procédures en place traitent en conséquence des deux aspects.

En ce qui concerne la conservation physique des biens, des instructions Groupe sont transmises en complément des règlements locaux et incluent :

- des objectifs de sécurité fixés pour le personnel impliqué dans la gestion des stocks ; et
- la sécurité des actifs avec des directives précises sur les conditions de stockage, le processus d'inventaire physique ou la séparation des tâches.

Pour l'évaluation des stocks, une procédure BIC de valorisation a été établie pour permettre aux contrôleurs locaux de pouvoir suivre les règles Groupe et répondre aux exigences des normes comptables et financières locales. Les règles Groupe

sont rappelées dans l'Annexe aux comptes consolidés – Note 1.1 Principes comptables.

PROCÉDURES DE GESTION DE LA TRÉSORERIE

Bien que principalement centralisée auprès du Département Trésorerie Groupe, certains aspects de la gestion de trésorerie sont maintenus au niveau local. Quel que soit le niveau considéré, les procédures en place couvrent en particulier :

- la gestion des disponibilités et des moyens de paiement dont les protections physiques, l'établissement des réconciliations bancaires et la supervision de la séparation des tâches accomplies ;
- la gestion des pouvoirs bancaires et des signatures d'autorisation ;
- les activités de financement par dette à court ou long terme.

Au niveau central, le service Trésorerie Groupe suit une procédure spécifique pour la gestion de l'exposition aux cours de change des devises étrangères, comme décrit dans le *Rapport de gestion*.

PROCÉDURES DE GESTION DES IMMOBILISATIONS

Comme défini dans les objectifs du contrôle interne, la sécurité des actifs est identifiée comme une préoccupation de première importance. Pour y répondre, des procédures ont été mises en place au sein du Groupe. Certaines d'entre elles sont décrites ci-dessous.

La réalité et la validité des actifs étant essentielles, instruction est donnée aux sites locaux de mener des inventaires physiques selon une fréquence déterminée à des fins de comparaison avec les systèmes financiers.

En complément du processus d'autorisation décrit précédemment, tous les mouvements d'actifs immobilisés (ex : transferts, ventes et mises au rebut) sont régulés selon des procédures dédiées.

Enfin, des règles spécifiques sont prévues pour la gestion des fichiers d'immobilisations afin de garantir la conformité avec les normes comptables locales et Groupe et pour permettre des activités de contrôle efficaces.

2.2.5. - Activités de contrôle

Chaque niveau du Groupe est impliqué dans les activités de contrôle pour s'assurer que les règles, les instructions et les procédures Groupe sont correctement appliquées.

Au niveau ultime de contrôle, le Département Contrôle et Audit Interne (C&AI) vérifie tout au long de son calendrier annuel de revue qu'aucune différence majeure n'existe dans le Groupe.

Ce contrôle se tourne aussi bien vers les environnements opérationnels que financiers et met l'accent particulièrement sur :

- la validité des opérations et des transactions, incluant les processus d'autorisation d'engagement des dépenses et investissements ;
- l'exhaustivité du reporting des transactions ;
- la correcte évaluation et comptabilisation des opérations pour garantir la mise à disposition et la présentation d'une information fiable ;
- la garantie du futur de la Société.



2.3. Acteurs du contrôle interne, structure(s) spécifique(s) en charge/rôles respectifs et interactions

Le contrôle interne mis en place par le Groupe fait partie intégrante de son organisation.

2.3.1. - Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de SOCIÉTÉ BIC, représentant les Actionnaires, agit en toutes circonstances dans l'intérêt de la Société. Il revoit et approuve également les objectifs stratégiques de la Société.

2.3.2. - Le Comité de Direction

Le Comité de Direction, sous la direction de Mario Guevara, Directeur Général de SOCIÉTÉ BIC est composé de 8 membres dont l'objectif principal est de mettre en place la stratégie de l'entreprise définie par le Conseil d'Administration. Il est également responsable de la définition de la mise en œuvre et de la supervision des moyens pour atteindre les objectifs fixés.

Aux côtés de François Bich, Directeur Général Délégué et responsable briquets et Marie-Aimée Bich-Dufour, Directeur Général Délégué et Directeur Juridique, les membres ou conseillers suivants composent ou interviennent auprès du Comité de Direction :

- représentants de fonctions transversales :
 - François Eyssette, Directeur des Ressources Humaines,
 - Jim DiPietro, Directeur Financier ;
- représentants opérationnels responsables de continents :
 - Nicolas Paillet, Europe, Moyen-Orient et Afrique, responsable BIC Graphic,
 - Chris Mills, Amérique du Nord et Océanie,
 - Edgar Hernandez, Amérique Latine, Asie ;
- représentant des activités :
 - Ed Dougherty, responsable articles de papeterie et rasoirs.

Les représentants des activités sont responsables de la production, du développement de nouveaux produits, de la recherche et du contrôle qualité. Par ailleurs, ils conçoivent et proposent le plan stratégique à long terme pour leur catégorie.

Le Comité de Direction veille aussi à la qualité du contrôle interne et s'assure de la bonne couverture des risques. Il s'assure, par l'intermédiaire du Directeur Financier du Groupe, que les indicateurs sont consolidés afin de mesurer que les performances opérationnelles sont conformes au budget. Le cas échéant, il accorde une attention toute particulière aux variations et s'assure que des mesures correctives sont mises en place.

En complément du budget, des prévisions sont préparées et révisées trois fois par an et ce, afin de contrôler l'avancement du budget en fonction des évolutions du marché. Par ailleurs, le Groupe a développé un outil de planification stratégique qui permet d'identifier les futures opportunités de croissance.

2.3.3. - Le Département Contrôle et Audit Interne (C&AI)

En janvier 2004, le Groupe a créé le Département Contrôle et Audit Interne, rattaché opérationnellement à la Direction Financière du Groupe et reportant sur demande au Comité de Direction.

Ce Département réalise des missions sur les domaines tant financiers qu'opérationnels où il émet une appréciation indépendante du degré de conformité avec les politiques, règles et procédures du Groupe. Il porte son attention sur :

- les revues de cycles et de processus opérationnels (dont notamment les ventes et encaissements, les achats et décaissements, les actifs immobilisés, les stocks, la paie, la gestion de la trésorerie ou la procédure d'enregistrement des écritures comptables), tant au niveau des filiales BIC qu'au niveau du siège social ;
- la mesure de l'efficacité des contrôles mis en place par le biais de tests ;
- la coordination de l'amélioration permanente du Manuel de politiques et procédures internes avec les responsables fonctionnels ;
- la proposition de conseils et recommandations à des fins d'amélioration des processus existants, ce qui inclut le fait de partager les meilleures pratiques au sein du Groupe.

Ce Département peut aussi être amené à intervenir en assistance sur des missions ponctuelles et spécifiques, comme notamment lors d'opérations d'acquisition externe ou de réorganisation interne.

De plus, la démarche du Département Contrôle et Audit Interne intègre la dimension des systèmes d'informations par le biais notamment de revues des accès informatiques et des procédures de continuité d'exploitation.

Une fois par an, le Département C&AI présente aux auditeurs externes le plan de revues de sites et de processus, leur communique ses mises à jour ainsi que les conclusions des rapports d'audit émis après les interventions sur site. De plus, le Département C&AI s'accorde avec le Département Finance du Groupe et les auditeurs externes pour la couverture de points spécifiques pendant les audits.

Travaux réalisés en 2008

Depuis le début de l'année 2006, un plan pluriannuel d'audit suivant un principe de rotation a été mis en place afin de s'assurer que tous les sites et que tous les processus majeurs soient revus en moyenne tous les trois ans.

Le plan 2008 a conduit le Département C&AI à mener les audits de :

- 19 entités de fabrication et de distribution sur les 5 continents dont pour la plupart en combinant visites initiales et visites de suivi effectuées dans les 6 mois ;
- 1 revue informatique des données sur plusieurs années d'un système intégré ;
- 5 audits d'inventaires physiques annuels.



Ces audits ont été menés conformément à la méthodologie et aux procédures d'audit mises en place par le Département. Elles intègrent notamment :

- la transmission d'un questionnaire (près de 400 questions) au site/département faisant l'objet d'un audit permettant l'identification des risques et des activités de contrôles mises en place ;
- la réalisation de tests (de cheminement et de détail) et d'entretiens avec les intervenants sur les cycles audités selon une approche basée sur les risques identifiés ;
- la rédaction d'un rapport postérieur à l'audit dans lequel sont listés sous forme de recommandations les points d'amélioration que le site/département devra considérer par le biais d'un plan d'actions précis et positionné dans le temps. Le rapport du Département C&AI est un bon vecteur de communication et joue un rôle important dans la démarche d'amélioration continue des contrôles au travers du Groupe.

Au cours de ces revues, aucune problématique majeure n'a été identifiée. Les recommandations émises dans les rapports d'audit ont mis en valeur des améliorations à apporter à certains contrôles pour en garantir une meilleure efficacité. Les Directions locales ont partagé leurs réponses à ces points d'amélioration tout en proposant des plans d'action ainsi que leurs dates de mise en œuvre et les responsables de leur exécution. Ces mises en application ont ensuite pu être vérifiées lors de visites de suivi menées par le Département C&AI. Enfin, les meilleures pratiques en terme de contrôle interne rencontrées lors de ces revues font l'objet d'une communication et d'un partage au sein du Groupe toujours dans ce souci d'amélioration.

En complément des audits, le Département C&AI a coordonné en décembre 2008 une évaluation annuelle des risques, sur la base d'une autoévaluation demandée à chaque entité du Groupe. L'objectif est en effet de mesurer régulièrement l'exposition aux principaux risques potentiels de ces entités, et par conséquent de pouvoir disposer d'une matrice de risques au niveau du Groupe. Cette obligation annuelle depuis décembre 2003 a confirmé les principaux risques identifiés et développés dans la section *Informations Générales - 4. Facteurs de risque*.

En complément de ces autoévaluations, tous les Directeurs de filiales et leurs Directeurs Financiers ont signé une lettre confirmant que les contrôles internes en place sont adéquats et fonctionnent de manière à diriger les opérations. Dans cette lettre, ils attestent aussi de la fiabilité des informations financières reportées et de la conformité avec les lois et règlements en vigueur. Cet exercice est également une exigence annuelle mise en place depuis décembre 2003.

Le cas échéant, le Directeur de la filiale fournit des informations détaillées sur les sujets présentant des faiblesses non significatives pour lesquelles des actions correctives seront prises en 2009. Ces actions doivent permettre de garantir un niveau raisonnable de confiance dans l'accomplissement des objectifs opérationnels, la fiabilité des informations financières reportées et la conformité avec les lois et règlements en vigueur. Toutes les informations pour 2008 ont été consolidées et aucun risque significatif n'a été identifié à ce jour.

Une synthèse des travaux accomplis en 2008 par le Département C&AI a été présentée au Comité de Direction, au Comité d'Audit et au Conseil d'Administration. Cette présentation comprend un résumé des lettres d'attestation du contrôle interne signées

par les Directeurs Généraux de chaque pays et récapitule les différentes échéances à respecter pour la mise en œuvre des améliorations. De plus, elle propose également une synthèse de l'analyse des risques, des contrôles et des plans d'action pour 2009.

Perspectives et plans d'actions pour 2009

Le Département C&AI continuera à porter son attention sur l'amélioration des processus et de leur efficacité, sur les tests de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés, ainsi que sur la mise en valeur du processus général de revue.

Le plan d'audit pour 2009 préparé par le Département C&AI et validé par le Comité d'Audit et le Comité de Direction intègre la rotation pluriannuelle des revues de sites et de processus en maintenant le même niveau d'interventions qu'en 2008, tant sur leur nombre que sur la nature des sites et processus audités.

Enfin, le Département C&AI poursuivra son rôle de coordination pour l'amélioration continue du Manuel de procédures et politiques internes, ainsi qu'un rôle actif dans la mise à jour de la cartographie des risques du Groupe et le suivi des réponses apportées par chaque entité pour les réduire.

2.3.4. - Le personnel de la Société

Chaque employé est impliqué dans le contrôle interne en cohérence avec son niveau de connaissance respectif et son accès à l'information pour établir, faire fonctionner et surveiller le dispositif de contrôle interne.

Pour renforcer l'implication du personnel dans l'organisation du contrôle interne de la Société, depuis 1998, les valeurs du Groupe sont affichées sur tous les sites du Groupe afin de les faire partager à tous les employés. En 2005, la vision et les valeurs du Groupe ont été mises à jour et présentées à tous les employés et ont fait l'objet de partage continu en 2008.

Une Charte d'Éthique du Groupe est mise à la disposition de tous les employés. Le Comité de Direction a validé cette Charte d'Éthique ainsi que toute procédure et politique qui en découle pour ensuite les diffuser au sein du Groupe. De plus, des outils opérationnels sont mis en place pour insister sur l'importance de l'éthique quotidiennement sur le lieu de travail.

➔ **3. PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Cf. Note 21-2 de la partie Informations Générales.

➔ **4. ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE**

Cf. Rapport de gestion (Capital social).



Rapport des Commissaires aux Comptes

Établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la SOCIÉTÉ BIC SA.

➔ EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la SOCIÉTÉ BIC et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 6 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Gilles HENGOAT

Deloitte & Associés

Dominique JUMAUCOURT



➔ **Gouvernement d'entreprise**

Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société





6

➔ Informations générales

1. <u>Personne responsable</u>	136	15. <u>Rémunération et avantages</u>	149
2. <u>Contrôleurs légaux des comptes</u>	136	16. <u>Fonctionnement des organes d'administration et de direction</u>	149
3. <u>Informations financières sélectionnées</u>	137	17. <u>Salariés</u>	150
4. <u>Facteurs de risque</u>	138	18. <u>Principaux Actionnaires</u>	151
5. <u>Informations concernant l'émetteur</u>	140	19. <u>Opérations avec des apparentés</u>	151
6. <u>Aperçu des activités</u>	142	20. <u>Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur</u>	152
7. <u>Organigrammes</u>	144	21. <u>Informations complémentaires</u>	153
8. <u>Propriétés immobilières, usines et équipements</u>	145	22. <u>Contrats importants</u>	155
9. <u>Examen de la situation financière et du résultat</u>	146	23. <u>Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts</u>	155
10. <u>Trésorerie et capitaux</u>	147	24. <u>Documents accessibles au public</u>	156
11. <u>Recherche et Développement, brevets et licences</u>	147	25. <u>Informations sur les participations</u>	156
12. <u>Informations sur les tendances</u>	148	<u>Table de Concordance</u>	157
13. <u>Prévisions ou estimations du bénéfice</u>	148		
14. <u>Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction Générale</u>	148		

1. Personne responsable

➔ 1.1. NOM ET FONCTION

Mario Guevara
Directeur Général

➔ 1.2. DÉCLARATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

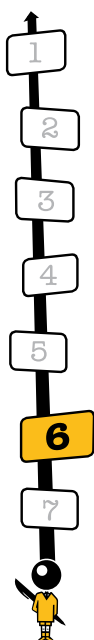
“J’atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d’omission de nature à en altérer la portée.

J’atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent

une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en pages 3 à 44 présente un tableau fidèle de l’évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu’une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J’ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu’à la lecture d’ensemble du document.”

Le 30 mars 2009, Mario Guevara
Directeur Général



2. Contrôleurs légaux des comptes

➔ 2.1. NOMS ET ADRESSES

Les Commissaires aux Comptes titulaires

Les comptes sociaux et consolidés de SOCIÉTÉ BIC font l’objet de rapports établis par les Commissaires aux Comptes titulaires de la Société :

Deloitte & Associés

Représentée par M. Dominique Jumaucourt
185, avenue Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : 01 40 88 28 00

Deloitte & Associés a été nommé en qualité de Commissaire aux Comptes de SOCIÉTÉ BIC, pour la première fois, par l’Assemblée Générale Mixte des Actionnaires du 4 mai 1999.

Le mandat de Commissaire aux Comptes de Deloitte & Associés, d’une durée de six exercices, a été renouvelé par l’Assemblée Générale des Actionnaires du 19 mai 2005. Il expirera en 2011, à l’issue de l’Assemblée Générale des Actionnaires statuant sur les comptes de l’exercice clos le 31 décembre 2010.

Grant Thornton

Représentée par M. Gilles Hengoat
100, rue de Courcelles
75017 Paris
Tél. : 01 56 21 03 03

Grant Thornton a été nommé en qualité de Commissaire aux Comptes de SOCIÉTÉ BIC, pour la première fois, par l’Assemblée Générale des Actionnaires du 23 mai 2007 en remplacement de la société BDO Marque & Gendrot, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière.

Le mandat de Commissaire aux Comptes de Grant Thornton expirera en 2011, à l’issue de l’Assemblée Générale des Actionnaires statuant sur les comptes de l’exercice clos le 31 décembre 2010.

Les Commissaires aux Comptes suppléants

Société BEAS, nommée en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant lors de l’Assemblée Générale des Actionnaires du 19 mai 2005, pour la même durée que le mandat de Deloitte & Associés.

L’Institut de Gestion et d’Expertise Comptable, nommé en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant lors de l’Assemblée Générale des Actionnaires du 23 mai 2007, pour la même durée que le mandat de Grant Thornton.

➔ 2.2. CHANGEMENT DE CONTRÔLEURS LÉGAUX

Lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires du 23 mai 2007, Grant Thornton a été nommé en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire en remplacement de la société BDO Marque & Gendrot, démissionnaire et l'Institut de Gestion et d'Expertise Comptable a été nommé en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant, en remplacement de M. Patrick Giffaux, démissionnaire.

➔ 2.3. TABLEAU SUR LA PUBLICITÉ DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RÉSEAUX

Les honoraires des Commissaires aux Comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe sont présentés dans la Note 30 des Comptes consolidés.

3. Informations financières sélectionnées

➔ 3.1. INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES SÉLECTIONNÉES POUR LES TROIS DERNIERS EXERCICES

3.1.1. Données chiffrées sur les volumes de production au cours des trois derniers exercices

TENDANCES DE PRODUCTION

(en milliards d'unités)	2006	2007	2008
Articles de papeterie	5,350	5,104	5,117
Briquets	1,130	1,141	1,087
Rasoirs	2,248	2,223	2,215

Depuis 2005, le Groupe BIC a lancé plus de 360 nouveaux produits⁽¹⁾ ou extensions de gamme, dont plus de 240 dans le domaine des articles de papeterie.

3.1.2. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices

Cf. Rapport de gestion.

➔ 3.2. INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES SÉLECTIONNÉES POUR DES PÉRIODES INTERMÉDIAIRES

Sans objet.



(1) Le Groupe BIC considère un produit comme nouveau lors de son année de lancement et au cours des trois années qui suivent.

4. Facteurs de risque

➔ 4.1. RISQUES DE MARCHÉ

Gestion du risque de change

Cf. Rapport de gestion et Note 23 des Comptes consolidés.

Gestion du risque de taux

Cf. Rapport de gestion et Note 15 des Comptes consolidés.

➔ 4.2. RISQUES JURIDIQUES

La Société n'a pas connaissance d'information (réglementation, autorisations, confidentialité, liens de dépendance, dispositions fiscales, litiges et arbitrages) ou de fait exceptionnel susceptible d'avoir ou d'avoir eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.

➔ 4.3. RISQUES INDUSTRIELS ET LIÉS À L'ENVIRONNEMENT

Les principaux risques industriels et d'atteinte à l'environnement sont liés au stockage et à l'utilisation de produits et de substances dangereuses, inflammables et non inflammables. Parmi ceux-ci, on peut citer :

- le gaz pour les briquets, en France, en Espagne, aux États-Unis et au Brésil ;
- les solvants pour les correcteurs fluides aux États-Unis, pour les marqueurs permanents et les marqueurs effaçables à sec en France et aux États-Unis ;
- les solvants pour les procédés de nettoyage industriel.

BIC dispose de systèmes de management de l'Environnement et de la Santé Sécurité pour intégrer la sécurité et l'environnement dans ses activités quotidiennes :

- une attention constante est portée à la protection et à la sécurisation des zones de stockage du gaz et des solvants. Des mesures techniques appropriées et des équipements adaptés sont choisis pour minimiser les risques physico-chimiques posés par les substances chimiques. Une priorité est accordée à l'utilisation de systèmes appropriés de prévention incendie et d'équipements de lutte contre l'incendie ;
- des études de risque sont menées dans les usines du Groupe. Des procédures sont établies pour identifier, évaluer, et prévenir les incidents et les accidents ;
- le personnel est formé pour identifier les dangers et mener des actions préventives et correctives ;
- la conformité aux réglementations locales fait partie intégrante de la gestion quotidienne des sites ;

- SOCIÉTÉ BIC s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue de ses installations, de ses équipements et de ses procédures destinées à maîtriser les risques associés à ses activités.

BIC n'a pas prévu de provisions substantielles pour le risque lié à l'environnement. Dans l'hypothèse d'un préjudice, BIC considère que les coûts liés à la réparation de celui-ci n'affecteraient pas de manière significative les comptes du Groupe.

➔ 4.4. ASSURANCE – COUVERTURE DES RISQUES ÉVENTUELS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENCOURUS PAR L'ÉMETTEUR

BIC dispose :

- d'une assurance "Responsabilité civile" incluant le risque environnemental relatif à la pollution graduelle et à la pollution accidentelle ;
- d'une assurance "Dommages et pertes d'exploitation" couvrant tous les sites.

La Direction considère que la couverture et les limites de ces polices sont appropriées.

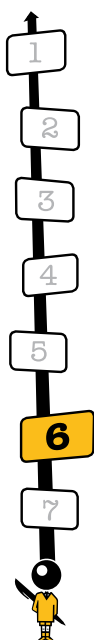
L'objectif des programmes d'assurance "Responsabilité civile" et dommages du Groupe BIC est de développer une solide gestion du risque procurant un haut niveau de couverture uniforme pour toutes les entités du Groupe. Cette politique doit permettre de protéger les actifs et les revenus contre des risques susceptibles d'être assurables ou contrôlables.

La gestion du risque est pour BIC un moyen de protéger ses actifs des effets préjudiciables de pertes accidentelles. Cette gestion consiste en l'identification, l'analyse et le contrôle de tous les risques associés à ses activités. Toutes les entités du Groupe doivent être concernées.

Dans les domaines où le Groupe est en mesure de prévenir et de contrôler efficacement les pertes, une part de risque est admise. Tout en s'appuyant sur une conception proactive de la gestion du risque pour la protection de ses actifs, le Groupe a souscrit néanmoins des polices d'assurance afin de se prémunir contre des pertes majeures ou, dans certains cas, le risque probable de pertes.

L'estimation du coût global de la politique d'assurance du Groupe BIC s'élève approximativement à 5 millions d'euros. Le total des montants couverts par l'assurance "Dommages et pertes d'exploitation" s'élève à approximativement 3 milliards d'euros.

La volonté de BIC est de contrôler les risques au moyen de techniques de gestion efficaces, ainsi que par sa politique d'assurance, afin d'atteindre ses objectifs à long terme de continuité de l'activité, de croissance et de profits.



En respectant ces critères, les actifs et la rentabilité du Groupe BIC devraient être protégés de la façon la plus large possible.

Les actions relatives à la responsabilité du fait des produits sont initiées principalement aux États-Unis. Les provisions posées sont limitées à 1 million de dollars, montant de la franchise pour chaque cas.

La seule compagnie d'assurance captive détenue par le Groupe est Xenia Insurance Company Limited, détenue entièrement par BIC CORPORATION. Xenia a été créée afin de fournir une couverture pour certains risques non couverts par les assurances traditionnelles.

BIC CORPORATION est assurée par Xenia Insurance Company Limited via trois contrats. Le premier couvre l'émission de certificats d'assurance en matière de responsabilité du fait des produits à l'attention de nos clients. Le second couvre la politique de réassurance et fournit une couverture complémentaire en matière sociale, environnementale, propriété intellectuelle, dommages punitifs, rappel des produits, tempêtes en Floride et tout événement non prévu. Le troisième contrat couvre tout dommage non couvert par ailleurs par BIC CORPORATION (contrat DIC/DIL).

➔ 4.5. AUTRES RISQUES PARTICULIERS

Conséquence de la renommée internationale des marques et des produits du Groupe BIC, des contrefaçons de ses articles les plus connus circulent, principalement en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en Amérique du Sud.

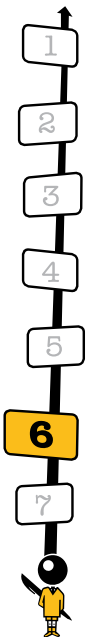
La production de ces contrefaçons, qui sont souvent de très mauvaise qualité, est, quant à elle, majoritairement localisée en Asie.

Actif depuis toujours sur le terrain de la lutte anti-contrefaçon, le Groupe maintient sa vigilance et, au travers de son service dédié à ce problème, organise de nombreuses actions en coopération étroite avec les autorités locales et répressives (police, douanes, etc.) et ses partenaires locaux (avocats, enquêteurs, associations de protection des droits de propriété intellectuelle, etc.).

En 2008, nous avons obtenu d'excellents résultats, dus à la fois à l'expérience BIC acquise en matière de lutte anti-contrefaçon, et à une meilleure prise de conscience par les autorités de l'ampleur de ce fléau, ainsi que des moyens considérables à mettre en œuvre.

Il est à noter également, parmi nos principales préoccupations, la nécessité d'adapter notre stratégie aux nouvelles "tendances" des contrefacteurs qui se concentrent désormais plus sur le "design" de nos produits que sur la marque BIC®. Cela rend le combat plus technique et juridique, eu égard aux disparités des législations et des pratiques de protection des droits de propriété intellectuelle.

Notre stratégie agressive en la matière protège notre image de marque et nos intérêts économiques.



5. Informations concernant l'émetteur

➔ 5.1. HISTOIRE ET ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

5.1.1. Raison sociale et nom commercial de l'émetteur

5.1.1.1. Raison Sociale : SOCIÉTÉ BIC

5.1.1.2. Nom commercial : BIC

5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur

5.1.2.1. Lieu d'enregistrement : Nanterre

5.1.2.2. Numéro d'enregistrement : 552 008 443
Nanterre (1980 B 00863)

5.1.2.3. Code APE :

7010Z – Activités des sièges sociaux
3299Z – Autres activités manufacturières n.c.a

5.1.3. Date de constitution et durée de vie de l'émetteur

5.1.3.1. Date de constitution : 3 mars 1953

5.1.3.2. Date d'expiration : 2 mars 2052

Sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

5.1.4. Siège social et forme juridique de l'émetteur

5.1.4.1. Siège social : 14 rue Jeanne d'Asnières –
92110 Clichy – France

Téléphone : 33 (0)1 45 19 52 00

5.1.4.2. Forme juridique : société anonyme

5.1.4.3. Législation de l'émetteur

Société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions prévues par le Code de commerce.

5.1.5. Événements importants dans le développement des activités de l'émetteur

Aucun événement important n'est à signaler en dehors de ceux mentionnés ci-dessous dans le paragraphe 6.1.1. Nature des opérations.

➔ 5.2. INVESTISSEMENTS

5.2.1. Principaux investissements

5.2.1.1. Au cours des dernières années

Dans le domaine des investissements industriels, le Groupe BIC organise sa production sur deux axes depuis plusieurs années :

- premièrement, l'amélioration continue de la qualité sur chaque ligne de production, par le biais, entre autres, d'investissements permanents en matériels, installations et nouvelles technologies ;
- deuxièmement, la spécialisation des sites sur une seule activité.

En 2004, nous avons réalisé l'acquisition de notre distributeur au Japon (aujourd'hui BIC Japan KK) et de Styphen® en France. En novembre 2005, BIC a ouvert sa propre unité de production papeterie en Chine.

En 2006, nous avons ouvert une filiale de distribution en Turquie. De plus, nous avons acquis PIMACO, leader au Brésil de la fabrication et de la distribution d'étiquettes adhésives à usage professionnel, scolaire et domestique afin de nous aider à progresser dans les fournitures de bureau.

En 2007, BIC a également acquis la société Atchison Products Inc., une société américaine de sacs à usage promotionnel personnalisés par un marquage publicitaire qui vient renforcer notre activité de fournisseur d'articles promotionnels.

5.2.1.2. En 2008

Cf. Rapport de gestion.

5.2.2. Principaux investissements en-cours : distribution géographique et méthode de financement

La stratégie d'acquisitions sélectives de BIC s'est poursuivie avec, en décembre 2008, l'annonce par les Groupes BIC et Sequana d'un projet d'acquisition par le Groupe BIC de l'activité Produits Promotionnels d'Antalis (APP). L'acquisition a été finalisée le 11 mars 2009, après la signature d'un accord sur la base d'une valeur d'entreprise de 33,5 millions d'euros auxquels pourrait s'ajouter un complément de prix d'un montant pouvant atteindre 5 millions d'euros, payable en 2010 et fonction du chiffre d'affaires d'APP au 31 décembre 2009.

APP est un distributeur européen offrant une large gamme de produits promotionnels. Cette acquisition offre de nouvelles opportunités de croissance à notre activité de marquage publicitaire. En 2008, le chiffre d'affaires d'APP s'est élevé à 92 millions d'euros.

Par ailleurs, le Groupe BIC acquiert 40 % de l'activité d'instruments d'écriture de Cello pour un montant de 7,9 milliards de roupies indiennes.



L'acquisition est effectuée en deux temps :

- 5 mars 2009 : acquisition à hauteur de 3,8 milliards de roupies indiennes (76,5 millions USD) avec consolidation par mise en équivalence à partir du 1^{er} avril 2009 ;
- fin du deuxième trimestre - début du troisième trimestre 2009 : acquisition du solde.

De plus, BIC dispose d'une option d'achat lui permettant d'augmenter en 2013 sa participation à hauteur de 55 %. Le prix sera notamment déterminé sur la base des résultats futurs.

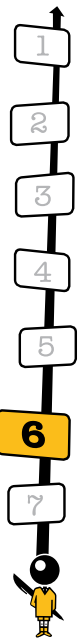
Fondé en 1995 par la famille Rathod, Cello Pens est le plus important fabricant et distributeur d'instruments d'écriture en Inde, avec 37 % de part de marché domestique et une présence en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Cello Pens est un groupe intégré disposant d'un outil de production moderne et de solides ressources internes en recherche, en développement produits et en marketing.

Ce partenariat entre deux marques fortes permet à BIC de bénéficier dès le départ d'une taille critique en Inde. Cet accord illustre parfaitement la volonté de BIC de développer son activité de papeterie dans de nouvelles zones géographiques et de renforcer sa position sur les marchés émergents à forte croissance.

La transaction est réalisée en roupies indiennes et financée en majorité au travers de prêts bancaires libellés en dollars US.

5.2.3. Principaux investissements à l'avenir (ayant un engagement ferme des organes de direction)

Sans objet.



6. Aperçu des activités

➔ 6.1. PRINCIPALES ACTIVITÉS

6.1.1. Nature des opérations

6.1.1.1. Bref historique et évolution de la structure du Groupe au cours des dernières années

À Clichy en 1950, Marcel Bich reprend et améliore le procédé d'un stylo à bille inventé par le Hongrois Laslo Biro. Associé depuis 1945 avec Édouard Buffard dans une société de porte-plume, il décide alors de lancer ce produit d'écriture révolutionnaire sur le marché français. Il le nomme "pointe BIC®", une version raccourcie et facilement mémorisable de son propre nom. En 1953, Marcel Bich et Édouard Buffard créent SOCIÉTÉ BIC pour fabriquer et commercialiser les stylos à bille BIC®.

Dès l'année suivante, SOCIÉTÉ BIC entreprend la conquête des marchés étrangers : en 1954 en Italie, en 1956 au Brésil, en 1957 en Angleterre et dans toute la zone sterling. En 1958, la Société rachète la Waterman Pen Company et part à la conquête du marché nord-américain, tout en continuant à se développer parallèlement en Afrique et au Moyen-Orient.

Le 15 novembre 1972, SOCIÉTÉ BIC est cotée à la Bourse de Paris et en 1973, BIC diversifie ses activités et lance le briquet BIC® à flamme réglable. Sa fiabilité et sa qualité en font un succès immédiat. Non content de révolutionner les habitudes d'écriture et d'allumage, BIC est le premier à lancer en 1975 un rasoir non rechargeable.

En 1981, le Groupe se diversifie dans l'industrie des loisirs avec sa filiale BIC Sport, spécialisée dans les planches à voile. Pour élargir sa gamme d'articles de papeterie, BIC reprend aux États-Unis en 1992 la marque de produits de correction Wite-Out®, puis en 1997 la marque Tipp-Ex®, leader européen des produits de correction. La même année, le Groupe se porte également acquéreur de Sheaffer®, marque d'instruments d'écriture haut de gamme.

Depuis ces dernières années, le Groupe BIC mène parallèlement une stratégie de diversification de ses gammes, en lançant de nouveaux produits, et de conquête de marchés étrangers en s'implantant en Europe centrale, en Europe de l'Est et en Asie. Ainsi, en 2004, BIC a acquis son distributeur au Japon Kosaido Shoji. Cette opération constitue une étape importante dans le développement du Groupe BIC au Japon, deuxième marché mondial dans la papeterie et les rasoirs. Fin 2005, BIC a ouvert sa propre unité de production d'articles d'écriture en Chine. Cette présence directe en Chine permettra au Groupe de mieux comprendre comment produire localement et de développer des produits spécifiques pour l'Asie.

Par ailleurs, BIC a pénétré un nouveau segment de marché de la papeterie, les stylos plume scolaires rechargeables, en rachetant Stypen® en France en mai 2004. Le rachat, en automne 2006, de la société PIMACO, leader au Brésil de la fabrication et de la distribution d'étiquettes adhésives, étend la gamme d'articles de papeterie de BIC en Amérique latine et doit également lui permettre d'y augmenter ses ventes.

Au cours de l'année 2007, BIC a renforcé sa gamme de rasoirs en lançant le premier rasoir système de BIC, le BIC® Soleil® System - à tête rechargeable - pour femme, aux États-Unis et au Royaume-Uni. En 2007, BIC a également acquis la société Atchison Products Inc., une société américaine de sacs à usage promotionnel personnalisés par un marquage publicitaire qui vient renforcer notre activité de fournisseur d'articles promotionnels.

La stratégie d'acquisitions sélectives de BIC s'est poursuivie avec, en décembre 2008, l'annonce par les Groupes BIC et Sequana d'un projet d'acquisition par le Groupe BIC de l'activité Produits Promotionnels d'Antalis (APP). L'acquisition a été finalisée le 11 mars 2009, après la signature d'un accord sur la base d'une valeur d'entreprise de 33,5 millions d'euros auxquels pourrait s'ajouter un complément de prix d'un montant pouvant atteindre 5 millions d'euros, payables en 2010 et fonction du chiffre d'affaires d'APP au 31 décembre 2009. APP est un distributeur européen offrant une large gamme de produits promotionnels (stylos, montres, T-shirts, agendas, gadgets et cadeaux d'entreprises originaux). Cette acquisition offre de nouvelles opportunités de croissance à notre activité de marquage publicitaire. En 2008, le chiffre d'affaires d'APP s'est élevé à 92 millions d'euros.

Après le lancement en 2007 de notre premier rasoir rechargeable, le BIC® Soleil® System - à tête rechargeable - pour femme, aux États-Unis et au Royaume-Uni, nous avons élargi la distribution de ce produit à l'Europe continentale et au Canada en mars 2008.

BIC a par ailleurs conclu en juillet 2008 un partenariat de marque avec Orange pour le lancement en France du BIC® phone, le mobile simple 100% "prêt à l'emploi".

Enfin, en novembre 2008, le Groupe BIC a ouvert une nouvelle plateforme d'emballage pour les rasoirs au Mexique. Cette usine sera opérationnelle en 2009. En plus d'améliorer le niveau du service clients en Amérique du Nord, cette usine nous permettra progressivement de réduire les stocks et de dégager des économies de coûts grâce à des volumes de fret et à des coûts de transport réduits.

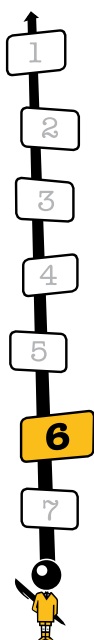
6.1.1.2. Description des principales activités

BIC est un des leaders mondiaux sur les marchés des articles de papeterie, des briquets et des rasoirs. Nos produits sont vendus dans plus de 160 pays. Parmi les canaux de distribution figurent les papeteries, les distributeurs de fournitures de bureau, les grandes surfaces, les magasins de proximité, les grossistes et les réseaux "cash and carry". BIC est fortement implanté mondialement sur bon nombre de marchés traditionnels, ainsi que sur des marchés émergents.

La mission de BIC consiste à simplifier la vie des consommateurs du monde entier en leur offrant des produits à un prix juste.

6.1.2. Nouveaux produits ou services

Cf. Rapport de gestion.



➔ **6.2. PRINCIPAUX MARCHÉS**

Cf. Rapport de gestion.

➔ **6.3. ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS**

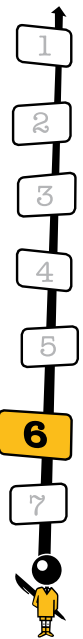
Sans objet.

➔ **6.4. DEGRÉ DE DÉPENDANCE DE L'ÉMETTEUR À L'ÉGARD DE BREVETS, LICENCES, CONTRATS INDUSTRIELS, COMMERCIAUX OU FINANCIERS OU DE NOUVEAUX PROCÉDÉS DE FABRICATION**

Sans objet.

➔ **6.5. ÉLÉMENTS SUR LESQUELS EST FONDÉE LA DÉCLARATION CONCERNANT LA POSITION CONCURRENTIELLE**

Cf. Rapport de gestion



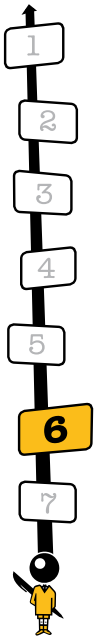
7. Organigrammes

➔ 7.1. DESCRIPTION DU GROUPE

Un bref historique et l'évolution de la structure du Groupe sont donnés au paragraphe 6.1.1.1. ci-dessus.

➔ 7.2. LISTE DES FILIALES IMPORTANTES

Cf. Note 29 des Comptes consolidés et Note 23 des Comptes sociaux.



8. Propriétés immobilières, usines et équipements

➔ 8.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMPORTANTES EXISTANTES OU PLANIFIÉES (Y COMPRIS LOUÉES) ET TOUTES CHARGES AFFÉRENTES

Les principales charges liées à ces immobilisations sont les charges d'amortissement et de loyers.

PAYS	USAGE	LOCALITÉ	PROPRIÉTAIRE LOCATAIRE	PRINCIPAUX BIENS PRODUITS
Brésil	Bureaux	Cajamar	Locataire	-
	Usine et bureaux	Rio de Janeiro	Propriétaire	Papeterie, étiquettes
		Manaus	Propriétaire	Papeterie (stylos à bille, crayons papier et de couleurs), briquets, rasoirs
	Entrepôts	Barueri	Locataire	-
Resende		Locataire	-	
Espagne	Usine	Tarragone	Propriétaire	Papeterie (stylos à bille, porte-mines, étiquettes), briquets, marquage publicitaire
États-Unis	Bureaux	Bentonville, AR	Locataire	-
		Danbury, CT	Locataire	-
		Mission Viejo, CA	Locataire	-
	Usines	Milford, CT (déménagement en 2008)	Locataire	-
		Shelton, CT	Propriétaire	-
		St. Petersburg, FL	Propriétaire	Autres produits (marquage publicitaire)
		Milford, CT	Propriétaire	Briquets
	Usines et bureaux	Fort Madison, IA (fermeture en mars 2008)	Locataire	Papeterie
		Gaffney, SC	Propriétaire	Papeterie (marqueurs)
		Fountain Inn, SC (fermeture prévue en 2010)	Propriétaire	Papeterie (produits de correction)
		Atchison, KS	Locataire	Autres produits (marquage publicitaire sur sacs et porte-documents)
		Charlotte NC	Locataire	Emballages
		Clearwater, FL	Propriétaire	Papeterie (marquage publicitaire, notes repositionnables)
France	Bureaux	Clichy	Propriétaire	-
		Boulogne-sur-Mer	Propriétaire	Papeterie (feutres d'écriture et de coloriage, porte-mines, marqueurs, ardoises)
	Usines	Cernay	Propriétaire	Papeterie (encres, colorants)
		Longueil Sainte-Marie	Propriétaire	Rasoirs
		Montévrain	Propriétaire	Papeterie (stylos à bille)
		Redon	Propriétaire	Briquets
		Samer	Propriétaire	Papeterie (crayons papier et de couleur, porte-mines)
		Vannes	Propriétaire	Papeterie (stylos à bille), autres produits (planches à voiles, planches de surf, bateaux)



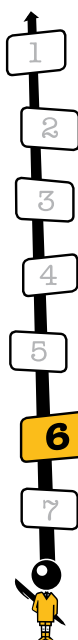
➔ Informations générales

Examen de la situation financière et du résultat

PAYS	USAGE	LOCALITÉ	PROPRIÉTAIRE LOCATAIRE	PRINCIPAUX BIENS PRODUITS
Grèce	Usine	Anixi	Propriétaire	Rasoirs
Mexique	Usines	Mexico City	Propriétaire	Papeterie (stylos à bille, porte-mines, bandes correctrices)
		Tlalneplantla	Locataire	Emballages
		Saltillo	Locataire	Emballages

➔ 8.2. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES POUVANT INFLUENCER L'UTILISATION DE CES IMMOBILISATIONS

Cf. Rapport de gestion, données environnementales.



9. Examen de la situation financière et du résultat

➔ 9.1. SITUATION FINANCIÈRE

Cf. Rapport de Gestion.

9.2.2. Explication des changements importants du chiffre d'affaires

Cf. Rapport de Gestion.

➔ 9.2. RÉSULTAT D'EXPLOITATION

9.2.1. Facteurs importants (y compris inhabituels) influant sur le résultat d'exploitation

Cf. Rapport de Gestion.

9.2.3. Tout facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant ou pouvant influencer sur les opérations

Cf. Rapport de Gestion.

10. Trésorerie et capitaux

➔ 10.1. INFORMATIONS SUR LES CAPITAUX

Cf. Passif consolidé.

➔ 10.2. SOURCE ET MONTANT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Cf. Tableau de flux de trésorerie consolidé.

➔ 10.3. CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT

Cf. Note 19 des Comptes consolidés.

➔ 10.4. INFORMATIONS CONCERNANT TOUTE RESTRICTION À L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT OU POUVANT INFLUER SUR LES OPÉRATIONS DE L'ÉMETTEUR

Sans objet.

➔ 10.5. SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES QUI SERONT NÉCESSAIRES POUR HONORER LES ENGAGEMENTS VISÉS AUX POINTS 5.2.3 (INVESTISSEMENTS FERMES) ET 8.1 (CHARGES SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES)

Sans objet.



11. Recherche et Développement, brevets et licences

Cf. Rapport de gestion.

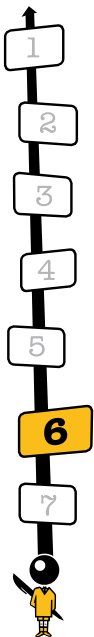
12. Informations sur les tendances

➔ 12.1. **PRINCIPALES TENDANCES AYANT AFFECTÉ LA PRODUCTION, LES VENTES ET LES STOCKS, LES COÛTS ET LES PRIX DE VENTE DEPUIS LA FIN DU DERNIER EXERCICE JUSQU'À LA DATE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT**

Cf. Rapport de gestion.

➔ 12.2. **TENDANCE CONNUE, INCERTITUDE OU DEMANDE D'ENGAGEMENT OU ÉVÉNEMENT SUSCEPTIBLE D'INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES PERSPECTIVES DE L'ÉMETTEUR**

Sans objet.



13. Prévisions ou estimations du bénéfice

Sans objet.

14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction Générale

➔ 14.1. **NOM, ADRESSE PROFESSIONNELLE ET FONCTIONS, DANS LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE ET EN DEHORS (SI SIGNIFICATIF)**

Cf. Rapport de gestion.

➔ 14.2. **CONFLITS D'INTÉRÊTS POTENTIELS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE**

Il n'existe pas de conflit d'intérêts entre les devoirs, à l'égard de l'émetteur, de l'une quelconque des personnes visées au paragraphe 14.1. et leurs intérêts privés et/ou d'autres devoirs.

15. Rémunération et avantages

➔ 15.1. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION VERSÉE ET AVANTAGES EN NATURE OCTROYÉS PAR L'ÉMETTEUR ET SES FILIALES

Cf. Rapport de gestion.

➔ 15.2. MONTANT TOTAL DES SOMMES PROVISIONNÉES OU CONSTATÉES PAR AILLEURS PAR L'ÉMETTEUR OU SES FILIALES AUX FINS DU VERSEMENT DE PENSIONS, DE RETRAITES OU D'AUTRES AVANTAGES

Cf. Rapport de gestion et Note 21 des Comptes consolidés.

16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction

➔ 16.1. DATE D'EXPIRATION DU MANDAT

Cf. Rapport de gestion.

➔ 16.2. CONTRATS DE SERVICE LIANT LES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION OU DE SURVEILLANCE À L'ÉMETTEUR OU À L'UNE QUELCONQUE DE SES FILIALES

Sans objet.

➔ 16.3. INFORMATIONS SUR LES COMITÉS D'AUDIT ET DES RÉMUNÉRATIONS ET DES NOMINATIONS

Le Conseil d'Administration est assisté de deux comités spécialisés, le Comité d'Audit et le Comité des Rémunérations et des Nominations.

Comité d'Audit

Cf. Section I du Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

Comité des Rémunérations et des Nominations

Cf. Section I du Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

➔ 16.4. CONFORMITÉ AU RÉGIME DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE EN VIGUEUR

Cf. Section I du Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par la Société.



17. Salariés

➔ 17.1. NOMBRE DE SALARIÉS ET RÉPARTITION PAR TYPE D'ACTIVITÉ

Cf. Rapport de gestion.

➔ 17.2. PARTICIPATIONS ET STOCK-OPTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

17.2.1. Plans de stock-options

Cf. Rapport de gestion.

17.3.2. Stock-options

17.2.2. Plans d'attributions gratuites d'actions

Cf. Rapport de gestion.

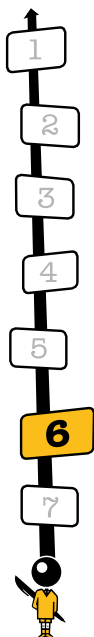
➔ 17.3. PARTICIPATION DES SALARIÉS DANS LE CAPITAL DE L'ÉMETTEUR

17.3.1. Contrats d'intéressement et de participation

Il n'existe pas de contrat au titre de l'émetteur (SOCIÉTÉ BIC n'a pas de personnel salarié) mais chaque filiale peut disposer de son propre accord selon la loi applicable.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES AUX DIX PREMIERS SALARIÉS NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVÉES PAR CES DERNIERS	NOMBRE TOTAL D'OPTIONS ATTRIBUÉES/ D'ACTIONS SOUSCRITES OU ACHETÉES	PRIX MOYEN PONDÉRÉ (en euros)	DATE D'ÉCHÉANCE MOYENNE	N° DU PLAN
Options consenties durant l'exercice par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé	34 050	40,18	9 déc. 2016	11
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice , par les dix premiers salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé	1 250 3 850 11 796	30,93 36,96 36,76	9 déc. 2012 16 déc. 2013 14 déc. 2014	5 6 7
TOTAL	16 896			

Cf. Note 17 des Comptes consolidés.



18. Principaux Actionnaires

- ➔ 18.1. PERSONNES NON-MEMBRES D'UN ORGANE D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION OU DE SURVEILLANCE QUI DÉTIENNENT, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, UN % DU CAPITAL SOCIAL OU DES DROITS DE VOTE QUI DOIT ÊTRE NOTIFIÉ

Cf. Rapport de gestion, capital social.

- ➔ 18.2. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES DISPOSANT DE DROITS DE VOTE DIFFÉRENTS

Cf. Rapport de gestion, capital social.

- ➔ 18.3. MESURES PRISES PAR L'ÉMETTEUR CONTRE L'ABUS DE CONTRÔLE

Sans objet.

- ➔ 18.4. DISPOSITIONS STATUTAIRES OU AUTRE POUVANT CONTRAINDRE UN CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Sans objet.

19. Opérations avec des apparentés

- ➔ 19.1. NATURE ET MONTANT DES OPÉRATIONS

Cf. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes et Note 24 des Comptes consolidés.

- ➔ 19.2. MONTANT OU POURCENTAGE POUR LEQUEL LES OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS ENTRENT DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ÉMETTEUR

Sans objet.



20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

➔ 20.1. INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES

Cf. Comptes consolidés et notes afférentes.

Cf. Note 20.4. des informations générales.

➔ 20.2. INFORMATIONS FINANCIÈRES PRO FORMA

Sans objet.

➔ 20.3. ÉTATS FINANCIERS

Cf. Comptes consolidés.

➔ 20.4. VÉRIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES ANNUELLES

Les informations financières historiques annuelles vérifiées ainsi que les rapports d'audit afférents pour les exercices 2006 et 2007 ont été présentés dans les documents de référence précédents, eux-mêmes régulièrement déposés auprès de l'Autorité des marchés financiers (respectivement n° D.07-0271 et n° D.08-0193). Ils sont également disponibles sur le site du Groupe BIC.

➔ 20.5. DATE DES DERNIÈRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Sans objet.

➔ 20.6. INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES ET AUTRES

Cf. Rapport de gestion.

Les données trimestrielles n'ont pas fait l'objet d'une vérification.

Les données semestrielles et annuelles ont fait l'objet de rapports des Commissaires aux Comptes publiés au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO).

➔ 20.7. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

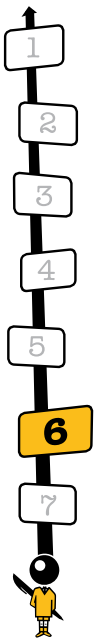
Cf. Rapport de gestion.

➔ 20.8. PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

Cf. paragraphe 4.2. Risques juridiques.

➔ 20.9. CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIÈRE OU COMMERCIALE

Aucun événement significatif n'est survenu postérieurement à la clôture de l'exercice.



21. Informations complémentaires

➔ 21.1. CAPITAL SOCIAL

21.1.1. Capital souscrit

Cf. Rapport de gestion.

21.1.2. Actions non représentatives du capital

Sans objet.

21.1.3. Actions détenues par l'émetteur ou par ses filiales

Cf. Rapport de gestion.

21.1.4. Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription

Sans objet.

21.1.5. Droit d'acquisition et obligation attaché au capital souscrit mais non libéré

Cf. Annexe au Rapport de gestion.

21.1.6. Option ou accord sur le capital de tout membre du Groupe

Sans objet.

21.1.7. Tableau d'évolution du capital de la Société au cours des trois dernières années

DATE	NATURE DE L'OPÉRATION	MONTANT DE LA VARIATION DU CAPITAL (en euros)	IMPACT PRIME D'ÉMISSION/ RÉSERVES (en euros)	MONTANTS SUCCESSIFS DU CAPITAL (en euros)	NOMBRE D' ACTIONS À L'ISSUE DE L'OPÉRATION
2006 (CA du 28 février)	Émissions d'actions suite à la levée d'options de souscription d'actions dans le cadre des plans de stock-options 2000, 2001 et 2002	1 567 323,08	13 384 060,64	192 893 134,70	50 495 585
2006 (CA du 5 septembre)	Annulation d'actions auto-détenues dans le cadre de l'autorisation donnée par l'AG du 24 mai 2006	(3 856 782,78)	(45 377 194,81)	189 036 351,92	49 485 956
2007 (CA du 7 mars)	Émissions d'actions suite à la levée d'options de souscription d'actions dans le cadre des plans de stock-options 2000, 2001, 2002 et 2003	834 307,10	6 902 120,95	189 870 659,02	49 704 361
2007 (CA du 11 décembre)	Annulation d'actions auto-détenues dans le cadre de l'autorisation donnée par l'AG du 23 mai 2007	(2 106 126,44)	(25 488 245,41)	187 764 532,58	49 153 019
2008 (CA du 26 février)	Émissions d'actions suite à la levée d'options de souscription d'actions dans le cadre des plans de stock-options 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004	888 069,78	7 495 016,23	188 652 602,36	49 385 498
2008 (CA du 26 février)	Annulation d'actions auto-détenues dans le cadre de l'autorisation donnée par l'AG du 23 mai 2007	(1 657 983,14)	(19 273 072,35)	186 994 619,22	48 951 471
2008 (CA du 21 mai)	Annulation d'actions auto-détenues dans le cadre de l'autorisation donnée par l'AG du 21 mai 2008	(626 422,70)	(5 828 682,44)	186 368 196,52	48 787 486
2008 (CA du 9 septembre)	Annulation d'actions auto-détenues dans le cadre de l'autorisation donnée par l'AG du 21 mai 2008	(963 633,20)	(8 319 759,37)	185 404 563,32	48 535 226
2008 10 février 2009	Émissions d'actions suite à la levée, en 2008, d'options de souscription d'actions dans le cadre des plans de stock-options 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004. Cette augmentation de capital a été constatée par le CA du	746 783,20	667 308,10	185 484 038,42	48 556 031

CA : Conseil d'Administration.
AG : Assemblée Générale.



➔ 21.2. ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS

L'acte constitutif et les statuts de l'émetteur peuvent être consultés au siège social de la Société (cf. également paragraphe 24. Documents accessibles au public).

21.2.1. Objet social

Extrait des statuts – (article 3) – “Objet social”

“La Société a pour objet en tous pays, l'achat, la vente, la commission, le courtage, la représentation, l'importation et l'exportation de tous objets et spécialement de tout ce qui sert à l'écriture ; et généralement toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles ou commerciales se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La Société pourra faire toutes opérations rentrant dans son objet, soit seule et pour son propre compte, soit pour le compte de tiers comme représentant, concessionnaire ou intermédiaire, à la commission, au courtage, en régie, comme locataire, fermière, gérante, soit en participation, soit en association, sous quelque forme que ce soit.”

21.2.2. Membres des organes d'administration, de direction et de surveillance

Cf. Note 16 des informations générales.

21.2.3. Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions

Droit de vote double

(Article introduit dans les statuts par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 1972)

“Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même Actionnaire. Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double susvisé. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas les délais prévus ci-dessus. En outre, en cas d'augmentation de capital, par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double pourra être conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un Actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.”

Indivisibilité des actions

(Article introduit dans les statuts par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 septembre 2006)

“1/ Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un Mandataire commun de leur choix. À défaut d'accord entre eux, le Mandataire est désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2/ Si les actions sont grevées d'usufruit, leur inscription en compte doit faire ressortir l'existence de l'usufruit. Sauf convention contraire notifiée à la Société, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-proprétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires. Toutefois, nonobstant toute convention contraire, lorsque l'usufruit résulte d'une donation de la nue-proprété d'actions réalisée sous le bénéfice des dispositions de l'article 787 B du Code général des impôts, le droit de vote de l'usufruitier est limité aux décisions concernant l'affectation des bénéfices. Pour toutes les autres décisions de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire ou de l'Assemblée Générale Extraordinaire, le droit de vote appartient au nu-proprétaire. L'usufruitier et le nu-proprétaire doivent notifier à la Société qu'ils entendent se placer sous le bénéfice de ces dispositions.”

21.2.4. Actions nécessaires pour modifier les droits des Actionnaires

Sans objet.

21.2.5. Assemblée – Mode de convocation – Conditions d'admission – Conditions d'exercice du droit de vote

Extrait de l'article 15 des statuts – “Assemblée d'Actionnaires”

“Les Assemblées d'Actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les décrets en vigueur”.

21.2.6. Disposition ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle

Cf. Rapport de gestion, capital social.

21.2.7. Disposition fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée

Extrait des statuts (article 8 bis) – “Franchissement de seuils”

(Article introduit dans les statuts par l'Assemblée Générale Mixte du 12 mai 1998)

“Toute personne physique ou morale venant à détenir une fraction du capital et/ou des droits de vote égale ou supérieure à 2 % et, à compter de ce seuil, à tout multiple entier de 1 %, est tenue de porter à la connaissance de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le nombre total d'actions qu'elle détient. L'information doit être effectuée dans un délai de deux semaines à compter du jour où la fraction est atteinte. Cette obligation s'applique dans les mêmes conditions et délai, lorsque la participation au capital social devient inférieure aux seuils ci-dessus. Les franchissements de seuils soumis à déclaration s'apprécient en tenant compte des actions détenues par les sociétés Actionnaires à plus de 50 % directement ou indirectement, de la société déclarante. En cas de non-respect de cette disposition, et sur demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs Actionnaires détenant 2 % au moins du capital et/ou des droits de vote de la Société, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute Assemblée d'Actionnaires qui se tiendrait jusqu'à la date de régularisation de la notification.”



21.2.8. Conditions imposées par l'acte constitutif et les statuts, régissant les modifications du capital, plus strictes que la loi ne le prévoit

Sans objet.

22. Contrats importants

Sans objet.

23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts

Sans objet.



24. Documents accessibles au public

- Acte constitutif et statuts

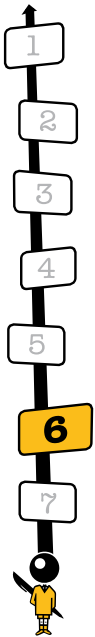
Cf. Note 21.2 des Informations générales.

- Document d'information annuel 2008

Cf. Document d'information annuel.

- Informations financières historiques

Les documents de référence 2006 et 2007 sont mis à disposition sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) sous les numéros D.07-0271 et D.08-0193 respectivement ainsi que sur le site de SOCIÉTÉ BIC (www.bicworld.com).

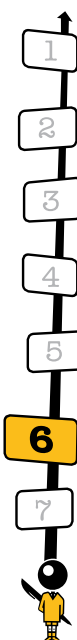


25. Informations sur les participations

Cf. Note 29 des Comptes consolidés.

Table de Concordance

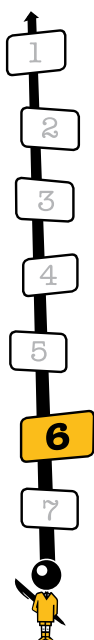
CONFORME AU RÈGLEMENT EUROPÉEN N° 809/2004		PAGES
1. PERSONNES RESPONSABLES		
Nom et Fonction		136
Déclaration du responsable du document de référence		136
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES		
Noms et adresses		136
Changement de contrôleurs légaux		137
Tableau sur la publicité des honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux		99 ; 137
3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES		
Informations financières historiques sélectionnées pour les trois derniers exercices		4-11 ; 137 ; 152
Informations financières historiques sélectionnées pour des périodes intermédiaires		137
4. FACTEURS DE RISQUE		
Risques de marché		12
Risques juridiques		138
Risques industriels et liés à l'environnement		138
Assurance – Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus par l'émetteur		138-139
Autres risques particuliers		139
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR		
Histoire et évolution de la Société		140
Investissements		66-67 ; 140-141
6. APERÇU DES ACTIVITÉS		
Principales activités		4-11 ; 142
Principaux marchés		7-9
Événements exceptionnels		143
Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets, licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication		143
Éléments sur lesquels est fondée la déclaration concernant la position concurrentielle		7-11
7. ORGANIGRAMME		
Description du Groupe		144
Liste des filiales importantes		97-99 ; 144
8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS		
Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées (y compris louées) et toutes charges afférentes		71-72 ; 145-146
Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation de ces immobilisations		36-42 ; 146
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT		
Situation financière		4-11
Résultat d'exploitation		7-9 ; 66-69



CONFORME AU RÈGLEMENT EUROPÉEN N° 809/2004

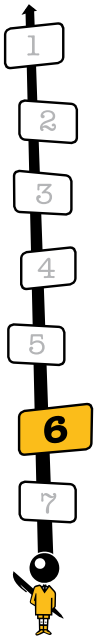
PAGES

10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX	
Informations sur les capitaux	52-53
Source et montant des flux de trésorerie	54-55
Conditions d'emprunt et structure de financement	86
Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	147
Sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 (Investissements fermes) et 8.1 (Charges sur immobilisations corporelles)	147
11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	14 ; 68 ; 76
12. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES	
Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice jusqu'à la date du document d'enregistrement	13-14
Tendance connue, incertitude ou demande d'engagement ou événement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur	148
13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	148
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE	
Nom, adresse professionnelle et fonctions, dans la société émettrice et en dehors (si significatifs)	24-32
Conflits d'intérêts potentiels au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction Générale	148
15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES	
Montant de la rémunération versée et avantages en nature octroyés par l'émetteur à ses filiales	16-23
Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	16-23 ; 94
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	
Date d'expiration du mandat	24-32
Contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales.	149
Informations sur les Comités d'Audit et des Rémunérations	126
Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	124
17. SALARIÉS	
Nombre de salariés et répartition par type d'activité	33-34
Participations et stock-options des mandataires sociaux	20-22 ; 83
Participation des salariés dans le capital de l'émetteur	83 ; 150
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	
Personnes non-membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance qui détiennent, directement ou indirectement un % du capital social ou des droits de vote qui doit être notifié	14-15
Principaux actionnaires disposant de droits de vote différents	15
Mesures prises par l'émetteur contre l'abus de contrôle	151
Dispositions statutaires ou autre pouvant contraindre un changement de contrôle	151
19. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS	
Nature et montant des opérations	94 ; 122
Montant ou pourcentage pour lequel les opérations avec des apparentés entrent dans le chiffre d'affaires de l'émetteur	151



CONFORME AU RÈGLEMENT EUROPÉEN N° 809/2004		PAGES
20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR		
	Informations financières historiques	152
	Informations financières pro-forma	152
	États financiers	49-99 ; 101-120
	Vérification des informations financières historiques annuelles	100 ; 121 ; 152
	Date des dernières informations financières	152
	Informations financières intermédiaires et autres	45-48
	Politique de distribution des dividendes	6
	Procédures judiciaires et d'arbitrage	138
	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	152
21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
	Capital social	14-16 ; 43 ; 153
	Acte constitutif et statuts	154-155
22. CONTRATS IMPORTANTS		
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS		
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC		
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS		







 **Table des matières**

Table de réconciliation avec le rapport financier annuel

162

Table de réconciliation avec le rapport financier annuel

N°	INFORMATION	RÉFÉRENCE
Rapport Financier Annuel		
1.	Comptes annuels	101-120
2.	Comptes consolidés	49-99
3.	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux	121
4.	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	100
5.	Rapport de gestion comprenant au minimum les informations mentionnées aux articles L. 225-100, L. 225-100-2, L. 225-100-3 et L. 225-211 alinéa 2 du Code de commerce	3-44
	Déclaration des personnes assumant la responsabilité du rapport de gestion	136
6.	Honoraires des Commissaires aux Comptes	99
7.	Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société	123-132
8.	Rapport des Commissaires aux Comptes sur le contrôle interne	133
9.	Liste de l'ensemble des informations publiées par la Société ou rendues publiques au cours des 12 derniers mois	45-48



RELATIONS INVESTISSEURS

14, RUE JEANNE D'ASNIÈRES

92611 CLICHY CEDEX - FRANCE

TEL : 33 (0) 1 45 19 52 26

EMAIL : investors.info@bicworld.com

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 185 120 298,02 EUROS

DIVISÉ EN 48 460 811 ACTIONS DE 3,82 EUROS

COTATION : EUROLIST D'EURONEXT PARIS

CODE ISIN : FR0000120966

MNÉMONIQUE : BB

COTATION EN MARCHÉ CONTINU

552.008.443 RCS NANTERRE



SOCIÉTÉ BIC - 92611 Clichy Cedex (France)

www.bicworld.com